

TABLE DES MATIÈRES

Autour de la GGI	11
Semaine du 07 mai 2012	11
TVANOUVELLES : Conflit étudiant : La bataille des réseaux sociaux - Première publication dimanche 13 mai 2012 à 18h54	11
Les étudiants à l'avant-garde	11
TVANOUVELLES : Conflit étudiant : Rencontre imminente? - Première publication dimanche 13 mai 2012 à 16h59 - Mise à jour : lundi 14 mai 2012 à 05h31.....	11
Plusieurs échanges.....	11
La TaCEQ invitée	12
LA PRESSE.CA / LE SOLEIL : : Line Beauchamp discute avec les étudiants - Publié le dimanche 13 mai 2012 à 11h28 / Publié le dimanche 13 mai 2012 à 11h35 Mis à jour le dimanche 13 mai 2012 à 14h01.....	12
Espoir.....	12
«Atmosphère électrique»	12
LE SOLEIL : Les leaders étudiants prêts à retourner négocier - Publié le 13 mai 2012 à 05h00 Mis à jour le 13 mai 2012 à 10h14	12
Solutions de rechange	13
LE SOLEIL : Hausse des droits de scolarité: les syndicats proposent une «trêve» d'un an - Publié le dimanche 13 mai 2012 à 03h00	13
D'autres moyens.....	13
LA PRESSE : La TACEQ rejette à son tour l'offre du gouvernement - Publié le samedi 12 mai 2012 à 20h46.....	13
TVANOUVELLES : Conflit étudiant : Au tour de la TaCEQ de rejeter l'offre du gouvernement - Première publication samedi 12 mai 2012 à 20h42	13
LA PRESSE : Chronique : L'humour en temps de crise, par Nathalie Petrowski - Publié le samedi 12 mai 2012 à 06h00 Mis à jour le lundi 14 mai 2012 à 13h12	13
JEAN-FRANÇOIS MERCIER : Engagé autrement	14
CLAUDINE MERCIER : De l'humour 100% zéro carbone	14
GUILLAUME WAGNER : Engagé et enragé.....	14
LAURENT PAQUIN : L'âme damnée de Lise Beauchamp.....	14
LOUIS-JOSÉ HOUDE : Une opinion parmi tant d'autres	14
EDDY KING : Un engagement communautaire.....	15
LISE DION : S'engager, c'est d'abord s'informer	15
KIM LIZOTTE : Pas capable de cacher ses convictions	15
LA PRESSE : Chronique : La nuit des longues négos: trois acteurs racontent, par Michèle Ouimet - Publié le samedi 12 mai 2012 à 05h00 Mis à jour le samedi 12 mai 2012 à 16h30.....	15
LE SOLEIL: Mobilisation étudiante: le rejet massif de l'entente confirmé - Publié le samedi 12 mai 2012 à 05h00	16
Judiciarisation dénoncée	16
LA PRESSE : Après la CLASSE et la FECQ, la FEUQ rejette l'offre - Publié le vendredi 11 mai 2012 à 20h09	16
TVANOUVELLES : Emplois d'été: : Ceux qui sont restés en classe ont l'embarras du choix - Première publication vendredi 11 mai 2012 à 19h58.....	17
TVANOUVELLES : Conflit étudiant : La FEUQ rejette l'entente avec le gouvernement - Première publication vendredi 11 mai 2012 à 19h28 - Mise à jour : vendredi 11 mai 2012 à 19h56	17
Scénario similaire à la FECQ.....	17
Taux de participation faible	17
TVANOUVELLES : Offre rejetée par la FECQ : Faible taux de participation - Première publication vendredi 11 mai 2012 à 18h52.....	18
TVANOUVELLES : Trois chefs syndicaux sur la crise : Appel aux urnes et à la suspension de la hausse - Première publication vendredi 11 mai 2012 à 18h04.....	18
L'heure est aux élections	18
Soutien des syndicats.....	18
TVANOUVELLES : Carré blanc de l'armistice : 55 médecins joignent le mouvement - Première publication vendredi 11 mai 2012 à 16h42. 18	18
L'UPA aussi veut un moratoire.....	18
TVANOUVELLES : Cégep de Sherbrooke : Les étudiants rejettent l'offre du gouvernement - Première publication vendredi 11 mai 2012 à 16h27	19
TVANOUVELLES : Droits de scolarité : La FECQ rejette l'entente avec le gouvernement - Première publication vendredi 11 mai 2012 à 13h24 - Mise à jour : vendredi 11 mai 2012 à 15h39	19
TVANOUVELLES : Dérapage sur Facebook : Recours aux armes à feu pour briser la grève? - Première publication vendredi 11 mai 2012 à 13h03 - Mise à jour : vendredi 11 mai 2012 à 18h38	19
Les députés réagissent.....	19
La page disparue	20
LA PRESSE : Le consulat des États-Unis s'inquiète des manifs étudiantes - Publié le vendredi 11 mai 2012 à 12h55 Mis à jour le vendredi 11 mai 2012 à 15h35	20
LE SOLEIL : Une cinquantaine de médecins portent le carré blanc - Publié le vendredi 11 mai 2012 à 12h04 Mis à jour le vendredi 11 mai 2012 à 20h41	20
LAPRESSE.CA : Le «carré blanc» gagne des appuis - Publié le vendredi 11 mai 2012 à 11h44 Mis à jour le vendredi 11 mai 2012 à 15h50	20
RADIO-CANADA / MAURICIE : Les étudiants des cégeps de la Mauricie et du Centre-du-Québec rejettent l'entente - Mise à jour le vendredi 11 mai 2012 à 10 h 05 HAE.....	21
Les établissements ayant rejeté l'offre du gouvernement	21
Les commentaires (3).....	21
LE SOLEIL : Carré blanc: une militante fière de ses parents - Publié le vendredi 11 mai 2012 à 05h00 Mis à jour le vendredi 11 mai 2012 à 08h48.....	21
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : La CLASSE rejette l'entente de principe - Mise à jour le jeudi 10 mai 2012 à 20 h 51 HAE	21
Des preuves qui disculperaient la CLASSE	21
Grande manifestation le 22 mai.....	21
La session des finissants en droit de l'UQAM en péril	22

Les établissements ayant rejeté l'offre du gouvernement	22
Les commentaires (417).....	22
TVANOUVELLES : Cégeps du Saguenay-Lac-Saint-Jean : L'offre toujours rejetée - Première publication jeudi 10 mai 2012 à 19h44	22
Alma	22
LA PRESSE : La CLASSE dit non à l'offre, Beauchamp refuse de négocier - Publié le jeudi 10 mai 2012 à 17h34	22
LE SOLEIL : La CLASSE dit non à l'entente - Publié le jeudi 10 mai 2012 à 17h20 Mis à jour le jeudi 10 mai 2012 à 21h51	23
Fin du conflit?	23
LAPRESSE.CA : La CLASSE dit non à l'entente - Publié le jeudi 10 mai 2012 à 16h38	23
TVANOUVELLES : Hausse des droits de scolarité : La CLASSE rejette l'offre gouvernementale - Première publication jeudi 10 mai 2012 à 14h21 - Mise à jour : jeudi 10 mai 2012 à 15h55	23
Des actions à venir.....	23
Annonce de la FECQ.....	23
Perturbations dans le métro.....	24
TVANOUVELLES : Conflit avec les étudiants : Des parents lancent le carré blanc de la trêve - Première publication jeudi 10 mai 2012 à 13h57 - Mise à jour : jeudi 10 mai 2012 à 18h57	24
LE SOLEIL : Conflit étudiant: propos haineux de militaires sur les réseaux sociaux - Publié le 10 mai 2012 à 10h29 Mis à jour le 10 mai 2012 à 21h10	24
TVANOUVELLES : Charest au congrès annuel de l'UMQ : Sécurité renforcée à Gatineau - Première publication jeudi 10 mai 2012 à 09h17 - Mise à jour : jeudi 10 mai 2012 à 12h27	24
TVANOUVELLES : Collège de Rosemont : Des étudiants se plaignent de ne pas pouvoir voter - Première publication mercredi 9 mai 2012 à 20h51	24
Des réactions	25
Collège de Maisonneuve.....	25
LA TRIBUNE : Les étudiants de la faculté d'éducation clairement contre les offres - Publié le mercredi 09 mai 2012 à 20h35	25
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Collège de Rosemont : Ne pas pouvoir voter - Publié le: mercredi 09 mai 2012, 19H49 Mise à jour: mercredi 09 mai 2012, 19H56	25
Des réactions	25
Collège de Maisonneuve.....	25
Afficher 3 commentaires (Montréal)	25
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Des milliers d'étudiants votent à leur tour sur l'entente de principe – Mise à jour le mercredi 9 mai 2012 à 19 h 23 HAE.....	25
Les commentaires (206).....	26
TVANOUVELLES : Propos haineux contre les étudiants sur Facebook : L'Armée canadienne fait enquête - Première publication mercredi 9 mai 2012 à 18h51.....	26
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Line Beauchamp dit que des discussions informelles se poursuivent avec les étudiants – Mise à jour le mercredi 9 mai 2012 à 15 h 31 HAE	26
Les étudiants ont franchi un « cap psychologique ».....	26
Les commentaires (87).....	26
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Bas-Saint-Laurent : les étudiants du cégep de Rimouski acceptent l'entente – Mise à jour le mercredi 9 mai 2012 à 13 h 39 HAE	27
Quelques recommandations.....	27
Baie-Comeau rejette.....	27
D'autres votes à venir	27
Les commentaires (2).....	27
TVANOUVELLES : Les spectateurs apeurés par les manifestations étudiantes : Un spectacle-bénéfice annulé à Hochelaga - Première publication mercredi 9 mai 2012 à 11h19	27
TVANOUVELLES : Conflit étudiant : Line Beauchamp est en mode «sortie de crise» - Première publication mercredi 9 mai 2012 à 11h15..	27
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Conflit étudiant : Beauchamp en mode «sortie de crise» - Publié le: mercredi 09 mai 2012, 10H24 Mise à jour: mercredi 09 mai 2012, 21H02	28
Offre du gouvernement*	28
Pas confiance.....	28
Motions rejetées.....	28
Afficher 11 commentaires (Québec)	28
Afficher 1-76 de 242 commentaires (Montréal).....	28
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit étudiant : Majoritairement contre l'offre du gouvernement - Publié le: mercredi 09 mai 2012, 8H57 Mise à jour: mercredi 09 mai 2012, 19H52	28
Les cégeps qui ont rejeté l'offre du gouvernement :	28
Les associations universitaires qui ont rejeté l'offre du gouvernement :	28
Les associations étudiantes qui ont accepté l'offre du gouvernement :	29
Afficher 8 commentaires (Montréal)	29
LE SOLEIL : La CAQ tentée par une motion visant à provoquer un retour en classe - Publié le mercredi 09 mai 2012 à 05h00 Mis à jour le mercredi 09 mai 2012 à 07h39	29
Un «espace de discussion»	29
«Ils ont échappé le ballon»	29
LE SOLEIL : Les syndicats condamnent Charest pour propos incendiaires - Publié le mercredi 09 mai 2012 à 05h00 Mis à jour le mercredi 09 mai 2012 à 10h41	29
Conseil provisoire	30
LE SOLEIL: Université Laval: trois autres associations disent non à l'entente - Publié le mercredi 09 mai 2012 à 05h00 Mis à jour le mercredi 09 mai 2012 à 09h37	30
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Les associations étudiantes dépassées : La Fédération des cégeps envisage d'annuler la session - Publié le: mardi 08 mai 2012, 23H42 Mise à jour: mercredi 09 mai 2012, 5H20	30
Offre du gouvernement.....	31

Session prolongée.....	31
Leaders étudiants dépassés	31
Une issue encore possible ?	31
Afficher 1-78 de 131 commentaires (Montréal).....	31
Afficher 1-4 de 5 commentaires (Québec).....	31
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : 27 000 tickets de moins : Les policiers plus occupés à mâter les étudiants qu'à discipliner les automobilistes - Publié le: mardi 08 mai 2012, 23H34 Mise à jour: mercredi 09 mai 2012, 24H26.....	32
tickets en baisse.....	32
Aide de Québec	32
Pas de compressions.....	32
Afficher 4 commentaires (Montréal)	32
TVANOUVELLES : Conflit étudiant : Legault estime que ça a assez duré - Première publication mardi 8 mai 2012 à 20h20.....	32
TVANOUVELLES : Conflit étudiant : Option nationale juge le dialogue encore possible - Première publication mardi 8 mai 2012 à 15h57...	32
Geste maladroit du PLQ.....	33
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Grève étudiante : Nouvelle journée de rejet massif - Publié le: mardi 08 mai 2012, 15H44 Mise à jour: mardi 08 mai 2012, 18H50	33
Session perdue	33
Rejet massif	33
Les cégeps qui ont rejeté l'offre du gouvernement :	33
Les associations universitaires qui ont rejeté l'offre du gouvernement :	33
Les associations étudiantes qui ont accepté l'offre du gouvernement :	33
Afficher 5 commentaires (Montréal)	33
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : CAQ Étudiants : François Legault prône la ligne dure - Publié le: mardi 08 mai 2012, 14H45 Mise à jour: mardi 08 mai 2012, 15H17	34
« Irrresponsable »	34
Votes	34
Afficher 1-78 de 142 commentaires (Montréal).....	34
Afficher 1-37 de 39 commentaires (Québec)	34
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Conflit étudiant : Pas de nouvelles négociations - Publié le: mardi 08 mai 2012, 13H59 Mise à jour: mardi 08 mai 2012, 16H55	34
Afficher 10 commentaires (Québec).....	34
Afficher 1-74 de 209 commentaires (Montréal).....	34
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Grève étudiante : des sessions ne pourront être terminées d'ici le 30 juin – Mise à jour le mardi 8 mai 2012 à 13 h 53 HAE	34
Les commentaires (368).....	35
LA TRIBUNE : L'offre gouvernementale catégoriquement rejetée par l'AGEFLESH - Publié le mardi 08 mai 2012 à 13h24.....	35
TVANOUVELLES : D'après Pierre Reid : Les leaders étudiants «ne sont pas crédibles» - Première publication mardi 8 mai 2012 à 13h21 ..	35
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Selon le député libéral Pierre Reid : Les leaders étudiants «ne sont pas crédibles» - Publié le: mardi 08 mai 2012, 13H09 Mise à jour: mardi 08 mai 2012, 18H55.....	35
Frais afférents.....	36
Afficher 1-15 de 16 commentaires (Québec)	36
Afficher 1-79 de 101 commentaires (Montréal).....	36
TVANOUVELLES : Le conflit étudiant dans l'impasse : Maintenant, qu'est-ce qu'on fait? - Première publication mardi 8 mai 2012 à 12h41 - Mise à jour : mardi 8 mai 2012 à 15h31.....	36
Les négociations doivent reprendre.....	36
Sessions annulées ou non?	36
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit étudiant : Dialogue encore possible - Publié le: mardi 08 mai 2012, 11H58 Mise à jour: mardi 08 mai 2012, 13H48	36
Afficher 36 commentaires (Montréal).....	36
Afficher 3 commentaires (Québec).....	36
LE QUOTIDIEN : L'UQAC se demande où elle fera des économies - Publié le mardi 08 mai 2012 à 09h36	36
125 \$ par session	37
Une première association dit non	37
LA PRESSE : Études: l'aide financière a fait gonfler la note aux Etats-Unis - Publié le mardi 08 mai 2012 à 09h07	37
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Plusieurs associations étudiantes rejettent l'entente de principe – Mise à jour le mardi 8 mai 2012 à 9 h 05 HAE	37
Les commentaires (473).....	38
TVANOUVELLES : Entente entre les étudiants et le gouvernement : Près de trente associations rejettent l'offre - Première publication mardi 8 mai 2012 à 08h53 - Mise à jour : mardi 8 mai 2012 à 17h43	38
LA PRESSE : L'accès à l'université progresse plus rapidement en Ontario qu'au Québec - Publié le mardi 08 mai 2012 à 07h40	38
Réformes Ryan.....	38
En chiffre	38
LA PRESSE : Québec a «couru après le trouble», selon la CSQ - Publié le mardi 08 mai 2012 à 07h27	38
LE SOLEIL : Pas question de modifier l'entente, dit Line Beauchamp - Publié le mardi 08 mai 2012 à 05h00 Mis à jour le mardi 08 mai 2012 à 07h43	39
Oui aux précisions.....	39
Hantise	39
LE SOLEIL : Charest «tire dans le fond de la chaloupe», dénonce Réjean Parent - Publié le mardi 08 mai 2012 à 05h00 Mis à jour le mardi 08 mai 2012 à 08h13	39
LE SOLEIL : Premier jour de vote: un refus quasi général - Publié le mardi 08 mai 2012 à 05h00 Mis à jour le mardi 08 mai 2012 à 07h32	40
D'autres scrutins à venir	40

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Droits de scolarité : la ministre Beauchamp maintient sa ligne – Mise à jour le lundi 7 mai 2012 à 23 h 27 HAE	40
Les commentaires (333).....	40
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Des idées où couper - Voyages luxueux, parachutes dorés et autres dépenses dans les universités et cégeps - Publié le: lundi 07 mai 2012, 22H52 Mise à jour: lundi 07 mai 2012, 22H59.....	41
Indifférence et cynisme	41
Afficher 10 commentaires (Québec)	41
Afficher 1-75 de 119 commentaires (Montréal).....	41
Le scandale de l'îlot voyageur	41
Des parachutes dorés	41
Campus satellites.....	41
Jardinier et appartement payés	41
Des salaires astronomiques	41
Des voyages luxueux.....	42
Une plume à 600 \$.....	42
18 M\$ en publicité.....	42
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : La FEUQ et la FECQ demandent à Québec de clarifier l'entente – Mise à jour le lundi 7 mai 2012 à 21 h 59 HAE	42
Le discours gouvernemental dénoncé	42
Ce qui dit le texte de l'entente.....	43
Les commentaires (433).....	43
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Étudiants : Beauchamp appelle à la raison - Publié le: lundi 07 mai 2012, 21H57 Mise à jour: lundi 07 mai 2012, 21H58	43
Charest réagi.....	43
Afficher 3 commentaires (Montréal)	43
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Universités : quel est le poids des frais institutionnels obligatoires? – Mise à jour le lundi 7 mai 2012 à 18 h 32 HAE.....	43
Les commentaires (1).....	44
TVANOUVELLES : Le journal de grève de la CLASSE : Des textes dénonçant l'offre gouvernementale - Première publication lundi 7 mai 2012 à 16h05	44
TVANOUVELLES : Conflit étudiant réglé : Premiers votes de mauvais augure - Première publication lundi 7 mai 2012 à 15h59	44
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Classe : Le journal de grève publie des textes dénonçant l'offre gouvernementale - Publié le: lundi 07 mai 2012, 14H46 Mise à jour: lundi 07 mai 2012, 15H07	44
Afficher 1-60 de 61 commentaires (Montréal).....	45
LAPRESSE.CA / LEDROIT : La FEUQ demande à Québec de réécrire l'entente de principe - Publié le lundi 07 mai 2012 à 14h00 Mis à jour le lundi 07 mai 2012 à 19h45 / Publié le lundi 07 mai 2012 à 14h45.....	45
Du côté de la FECQ	45
TVANOUVELLES : Conflit étudiant : L'entente de principe devra être modifiée - Première publication lundi 7 mai 2012 à 13h21 - Mise à jour : lundi 7 mai 2012 à 19h09.....	45
Pas de «mauvaise foi»	45
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Conflit étudiant : L'entente dénoncée - Publié le: lundi 07 mai 2012, 12H02 Mise à jour: lundi 07 mai 2012, 12H12.....	46
Offre du gouvernement	46
« Pas très clair »	46
Avis diffèrent	46
Attitude	46
Afficher 39 commentaires (Québec)	46
Afficher 1-78 de 140 commentaires (Montréal).....	46
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Entente de principe : La CLASSE rejette en bloc - Publié le: lundi 07 mai 2012, 9H01 Mise à jour: lundi 07 mai 2012, 9H07	46
Les cégeps et universités qui se prononcent sur l'entente de principe	46
Afficher 1-13 de 14 commentaires (Québec)	46
Afficher 1-68 de 170 commentaires (Montréal).....	46
TVANOUVELLES : Entente de principe : 20 000 étudiants rejettent l'offre - Première publication lundi 7 mai 2012 à 07h06 - Mise à jour : lundi 7 mai 2012 à 18h38	46
Prêts à continuer	47
LE SOLEIL : La lettre d'entente entre le gouvernement et les associations étudiantes - Publié le 07 mai 2012 à 05h00 Mis à jour le 07 mai 2012 à 08h12	47
LE SOLEIL : L'automne pour prouver une mauvaise gestion des universités – Publié le 07 mai 2012 à 05h00 Mis à jour le 07 mai 2012 à 07h41	48
Toujours en grève	48
Majorité à 50 % plus un	48
LE SOLEIL : Charest laisse planer le mystère à propos de prochaines élections - Publié le lundi 07 mai 2012 à 05h00 Mis à jour le lundi 07 mai 2012 à 09h59.....	48
Le PQ attaqué	49
Gains des étudiants	49
Semaine du 30 avril 2012.....	49
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Droits de scolarité : L'entente accueillie avec scepticisme - Publié le: dimanche 06 mai 2012, 23H02 Mise à jour: dimanche 06 mai 2012, 23H09	49
résumé de l'offre	49
La FECQ dès aujourd'hui	49

Labyrinthe administratif	49
Afficher 27 commentaires (Montréal).....	49
Afficher 2 commentaires (Québec).....	49
TVANOUVELLES: Le «printemps québécois» préoccupe : Exclusif: les services secrets à Victoriaville - Première publication dimanche 6 mai 2012 à 18h30	50
TVANOUVELLES: Augmentation des droits de scolarité: Une entente de principe d'ordre général - Première publication dimanche 6 mai 2012 à 18h02	50
Démystifier les frais afférents	51
TVANOUVELLES: Offre aux étudiants: Une entente de perdants, selon François Legault - Première publication dimanche 6 mai 2012 à 17h17 - Mise à jour : dimanche 6 mai 2012 à 20h00.....	51
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Droits de scolarité : Une entente de principe d'ordre général - Publié le: dimanche 06 mai 2012, 16H43 Mise à jour: dimanche 06 mai 2012, 16H57	51
TVANOUVELLES: Entrevue à Larocque-Lapierre: Aucun regret pour Charest - Première publication dimanche 6 mai 2012 à 16h21.....	51
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : «Entente de principe» : Réactions des leaders étudiants - Publié le: dimanche 06 mai 2012, 15H45 Mise à jour: dimanche 06 mai 2012, 22H48.....	52
L'entente soumise au vote des étudiants	52
Afficher 3 commentaires (Montréal)	52
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Représentants des étudiants : Les étudiants blâmés - Jean Charest estime avoir bien agi dans ce dossier - Publié le: dimanche 06 mai 2012, 15H03 Mise à jour: dimanche 06 mai 2012, 20H35.....	53
Crise et violence.....	53
Entente et économie	53
Afficher 15 commentaires (Québec).....	53
Afficher 1-32 de 34 commentaires (Montréal).....	53
TVANOUVELLES: Entente de principe: Une formulation différente? - Première publication dimanche 6 mai 2012 à 13h56 - Mise à jour : dimanche 6 mai 2012 à 23h08.....	53
L'entente soumise au vote des étudiants.....	53
TVANOUVELLES: Clôture du conseil général du PLQ: «Il faut être deux pour conclure une entente» - Jean Charest - Première publication dimanche 6 mai 2012 à 13h22 - Mise à jour : dimanche 6 mai 2012 à 17h48	53
Plan Nord.....	54
Charest attaque Pauline Marois.....	54
LESOLEIL.COM / LAPRESSE.CA : Calendrier scolaire: discussions déjà entamées avec les syndicats - Publié le dimanche 06 mai 2012 à 13h06 / Publié le dimanche 06 mai 2012 à 14h55.....	54
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES: Entente de principe avec les étudiants: Les membres du gouvernement satisfaits - Publié le: dimanche 06 mai 2012, 11H16 Mise à jour: dimanche 06 mai 2012, 12H04 / Première publication dimanche 6 mai 2012 à 12h50 - Mise à jour : dimanche 6 mai 2012 à 13h10	54
Afficher 3 commentaires (Montréal)	55
LA PRESSE : Entente de principe: Duceppe a joué un rôle - Publié le dimanche 06 mai 2012 à 11h05.....	55
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Différentes mesures atténueront la hausse des droits de scolarité – Mise à jour le dimanche 6 mai 2012 à 10 h 07 HAE.....	55
La ministre soulagée	55
De longues négociations	56
Les commentaires (980).....	56
LE SOLEIL : Conflit étudiant: une entente, pas un moratoire, dit Beauchamp - Publié le dimanche 06 mai 2012 à 05h00 Mis à jour le dimanche 06 mai 2012 à 10h19.....	56
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Manifestation : Une entente gagnant-gagnant - Les leaders étudiants et le gouvernement satisfaits au terme de 22 heures de négociations - Publié le: samedi 05 mai 2012, 23H48 Mise à jour: dimanche 06 mai 2012, 10H29	56
« Des millions »	56
« Test de la réalité »	56
«Ce qu'ils ont dit...»	57
Afficher 32 commentaires (Montréal).....	57
Afficher 1-17 de 19 commentaires (Québec)	57
TVANOUVELLES: Jean Charest à Larocque-Lapierre : «Tout le monde en sort gagnant» - Première publication samedi 5 mai 2012 à 21h55 - Mise à jour : dimanche 6 mai 2012 à 09h59	57
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Grève étudiante : Inquiets pour leur emploi d'été - Publié le: samedi 05 mai 2012, 21H41 Mise à jour: samedi 05 mai 2012, 21H51	57
Danger	57
Stages saufs	57
Afficher 3 commentaires (Québec).....	57
LA PRESSE : Conflit étudiant: les détails de l'entente dévoilés - Publié le samedi 05 mai 2012 à 20h26 Mis à jour le dimanche 06 mai 2012 à 13h21	57
>>>Qu'en pensez-vous? Une entente acceptable avec les étudiants?	58
Line Beauchamp «satisfaite»	58
La gestion des universités au cœur du débat	58
Réduire les frais afférents	58
Le pari: dégager des millions.....	58
Une offre à débattre	58
Jean Charest soulagé	58
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Conflit : Les étudiants dévoilent la teneur de l'entente - Publié le: samedi 05 mai 2012, 20H26 Mise à jour: dimanche 06 mai 2012, 24H18	59
Afficher 3 commentaires (Québec)	59
Afficher 1-75 de 135 commentaires (Montréal).....	59

TVANOUVELLES: Entente de principe : La hausse est maintenue et sera compensée - Première publication samedi 5 mai 2012 à 20h11 -	
Mise à jour : dimanche 6 mai 2012 à 08h08	59
La hausse est maintenue, dit Mme Beauchamp.....	59
Aux étudiants de décider	59
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Le conseil général du PLQ éclipsé par le conflit étudiant – Mise à jour le samedi 05 mai 2012 à 19 h 51 HAE	59
LE SOLEIL : Crise étudiante: une entente est conclue - Publié le samedi 05 mai 2012 à 15h25 Mis à jour le samedi 05 mai 2012 à 23h54	
.....	60
Dénicher des économies.....	60
Un pari à relever	61
TVANOUVELLES: Conseil général du PLQ: Sous haute surveillance - Première publication samedi 5 mai 2012 à 14h11	61
Pendant ce temps à Québec	61
Émeute	61
TVANOUVELLES: Conflit étudiant: Un accord conclu avec les étudiants - Première publication samedi 5 mai 2012 à 13h46 - Mise à jour :	
samedi 5 mai 2012 à 18h08	61
Contenu de l'entente	61
Gouvernement.....	61
Fédérations étudiantes	61
Associations syndicales	61
CRÉPUQ	61
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Entente : La hausse est maintenue et sera compensée - Publié le: samedi 05 mai 2012,	
13H44 Mise à jour: dimanche 06 mai 2012, 24H22	61
La décision entre les mains des étudiants.....	62
Afficher 1-78 de 339 commentaires (Montréal).....	62
Afficher 2 commentaires (Québec).....	62
LA PRESSE : Pauline Marois justifie son carré rouge - Publié le samedi 05 mai 2012 à 10h47.....	62
Corruption	62
LA PRESSE: Inquiets, des étudiants optent pour des universités hors Québec - Publié le samedi 05 mai 2012 à 05h00 Mis à jour le samedi	
05 mai 2012 à 11h39	62
3000 \$ de plus	62
LE SOLEIL : Mobilisation étudiante: des élèves du secondaire veulent s'impliquer - Publié le samedi 05 mai 2012 à 05h00	63
Prise de position	63
LE SOLEIL : Mobilisation étudiante: négos au cœur du chaos - Publié le samedi 05 mai 2012 à 05h00	63
Débat polarisé	63
ÉGALITÉ ET RÉCONCILIATION.FR: Québec : la privatisation mondiale de l'éducation : Jean Charest au service d'une élite mondialiste -	
Samedi 05 mai 2012	64
De l'Angleterre au reste du monde.....	64
Le cas du Québec.....	64
Le secteur privé se réjouit.....	65
Des arguments mondialistes.....	65
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Conseil général du PLQ : Jean Charest défend la hausse des droits de scolarité – Mise à jour le vendredi 4 mai	
2012 à 23 h 13 HAE	65
Les commentaires (288).....	66
Pour relire notre couverture en direct du discours du premier ministre Charest :	66
JOURNALDEMONTRÉAL : Grève : Lourde de conséquences - Publié le: vendredi 04 mai 2012, 23H03 Mise à jour: samedi 05 mai 2012,	
22H12.....	66
Ce qu'ils ont dit.....	66
Renoncer à une bourse de 15 000 \$.....	67
Retarder ses études d'un an	67
Afficher 1-54 de 57 commentaires (Montréal).....	67
LA PRESSE : «Il est temps que la raison prenne le dessus», prévient Charest - Publié le vendredi 04 mai 2012 à 20h59.....	67
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Conflit étudiant : Le NPD se joint au débat - Publié le: vendredi 04 mai 2012, 17H27 Mise	
à jour: vendredi 04 mai 2012, 21H00	67
Critiques	68
Afficher 6 commentaires (Québec).....	68
Afficher 7 commentaires (Montréal)	68
LE SOLEIL : Conflit étudiant: les pourparlers reprennent - Publié le vendredi 04 mai 2012 à 16h54	68
Trouver un terrain d'entente	69
TVANOUVELLES: Crise étudiante: Les appels et demandes des professeurs - Première publication vendredi 4 mai 2012 à 16h02.....	69
États généraux et gel des frais	69
Rapport Parent et gratuité scolaire.....	69
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Rencontre à Québec : Gabriel Nadeau-Dubois surpris de l'invitation du gouvernement -	
Publié le: vendredi 04 mai 2012, 13H41 Mise à jour: vendredi 04 mai 2012, 15H28	69
Afficher 2 commentaires (Québec)	70
Afficher 1-36 de 37 commentaires (Montréal).....	70
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Négociations : Appel au calme : Les leaders étudiants dénoncent une « escalade de la	
confrontation » en pleines négos - Publié le: vendredi 04 mai 2012, 10H49 Mise à jour: vendredi 04 mai 2012, 23H34	70
Optimisme modéré.....	70
Afficher 1-79 de 201 commentaires (Montréal).....	70
Afficher 1-39 de 50 commentaires (Québec)	70
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit : Les quatre associations étudiantes convoquées - Publié le: vendredi 04 mai 2012,	
10H29 Mise à jour: vendredi 04 mai 2012, 15H23	70

Des professeurs appuient les étudiants	70
Afficher 1-75 de 134 commentaires (Montréal).....	70
Afficher 3 commentaires (Québec)	70
LA PRESSE : Rencontre à Québec pour trouver une solution à l'impasse - Publié le vendredi 04 mai 2012 à 10h27 Mis à jour le samedi 05 mai 2012 à 08h29.....	71
TVANOUVELLES: Reprise des négociations avec les étudiants: Les invités se présentent au rendez-vous - Première publication vendredi 4 mai 2012 à 10h22 - Mise à jour : vendredi 4 mai 2012 à 14h14.....	71
Gabriel Nadeau-Dubois surpris	71
Centrales syndicales invitées	71
Nouvelle tentative	72
Sauver la session.....	72
JOURNALDEQUÉBEC : Conflit : Appels et demandes des professeurs - Publié le: vendredi 04 mai 2012, 10H12 Mise à jour: vendredi 04 mai 2012, 15H39.....	72
États généraux et gel des frais	72
Rapport Parent et gratuité scolaire.....	72
LA PRESSE: L'appui aux étudiants s'effrite - Publié le vendredi 04 mai 2012 à 08h35	72
La solution ne passe pas par des élections.....	73
Méthodologie	73
LA PRESSE : Fin de non-recevoir pour la proposition de la CLASSE - Publié le vendredi 04 mai 2012 à 07h12	73
LA PRESSE : Exclusif : La grève étudiante profite aux libéraux- Publié le vendredi 04 mai 2012 à 05h00 Mis à jour le vendredi 04 mai 2012 à 06h09	73
PQ en baisse	74
Méthodologie	74
LE SOLEIL : Intentions de vote: une fenêtre électorale s'entrouvre pour Charest - Publié le vendredi 04 mai	74
Entre deux sondages.....	74
Doublement payant.....	74
Une surprise	74
LE SOLEIL: Sondage CROP sur le conflit étudiant: avantage Charest - Publié le vendredi 04 mai 2012 à 05h00 Mis à jour le vendredi 04 mai 2012 à 08h09.....	75
Privilégier la ligne dure	75
TVANOUVELLES: Sondage exclusif Agence QMI: Conflit étudiant mal géré par Québec - Première publication vendredi 4 mai 2012 à 04h37	75
Éducation : 7e enjeu électoral	75
TVANOUVELLES: Motion de censure de Pauline Marois: «Le gouvernement Charest a fait son temps» - Première publication vendredi 4 mai 2012 à 00h04	76
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC : Grève : Vers une vague d'abandons : Des étudiants ont déjà abandonné leur formation en raison de la longueur de la grève - Publié le: jeudi 03 mai 2012, 23H41 Mise à jour: jeudi 03 mai 2012, 23H51	76
Inquiétude dans les universités.....	76
Pire qu'en 2005 ?.....	76
« Un peu de légèreté »	76
Autre injonction demandée	77
Afficher 1-41 de 43 commentaires (Montréal).....	77
Afficher 9 commentaires (Québec).....	77
TVANOUVELLES: Sondage exclusif Agence QMI : La course à trois se confirme - Première publication 3 mai 2012 à 22h04 - Mise à jour : vendredi 4 mai 2012 à 04h47	78
Insatisfaction stable	78
Legault, «le meilleur»	78
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La CREPUQ et la Fédération des cégeps rencontrent le premier ministre Charest – Mise à jour le jeudi 3 mai 2012 à 18 h 26 HAE	78
Les commentaires (150).....	78
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La proposition de la CLASSE : taxer les banques pour financer la gratuité scolaire – Mise à jour le jeudi 3 mai 2012 à 16 h 24 HAE	78
Quelques explications sur les propositions	79
La proposition de la FECQ et de la FEUQ.....	79
La CREPUQ déçue	79
Les commentaires (1306).....	80
LAPRESSE.CA: Proposition de la CLASSE: gel des droits de scolarité et meilleure gestion des universités _ Publié le 03 mai 2012 à 16h16	80
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL : Conflit étudiant : Dans un cul-de-sac - Publié le: jeudi 03 mai 2012, 11H14 Mise à jour: jeudi 03 mai 2012, 11H17.....	81
Échec	81
Situation critique	81
Afficher 20 commentaires (Québec)	81
Afficher 1-80 de 137 commentaires (Montréal).....	81
LAPRESSE.CA: Québec a «repris contact» avec les fédérations étudiantes - Publié le jeudi 03 mai 2012 à 10h54 Mis à jour le jeudi 03 mai 2012 à 12h26	81
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit étudiant : La CLASSE fait ses propositions - Publié le: jeudi 03 mai 2012, 10H33 Mise à jour: jeudi 03 mai 2012, 10H48	81
Afficher 2 commentaires (Montréal)	81
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES: La CLASSE présente ses propositions: Vers la gratuité scolaire - Publié le: jeudi 03 mai 2012, 10H12 Mise à jour: jeudi 03 mai 2012, 12H19 / Première publication 3 mai 2012 à 10h14 - Mise à jour : 3 mai 2012 à 13h01	82
Les propositions de la CLASSE.....	82

Financer la gratuité scolaire	82
Des reproches à la ministre	82
Line Beauchamp réagit	82
Afficher 1-80 de 303 commentaires (Montréal).....	82
Afficher 4 commentaires (Québec).....	82
TVANOUVELLES: Droits de scolarité: Pauline Marois rembourserait les étudiants - Première publication jeudi 3 mai 2012 à 08h32	82
Indexés au coût de la vie.....	82
Lucien Bouchard	83
Médiation ou élections	83
LAPRESSEAFFAIRES: Conflit étudiant: qui gagne la bataille de l'image? (Entrevue avec Frédéric Gonzalo, stratège en marketing, communications et médias sociaux - Publié le jeudi 03 mai 2012 à 06h49	83
LE SOLEIL: Contre-offre sans compromis de la CLASSE - Publié le jeudi 03 mai 2012 à 05h00 Mis à jour le jeudi 03 mai 2012 à 10h23..	84
LE SOLEIL: Droits de scolarité: Pauline Marois prône l'indexation - Publié le 03 mai 2012 à 05h00	84
Sommet «sans tabou»	84
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : Syndicalisation Couche-Tard : La CSN recrute sur le site de la FECQ - Publié le: mercredi 02 mai 2012, 22H54 Mise à jour: mercredi 02 mai 2012, 23H59.....	84
Échange de bons procédés	84
Réserve à la FEUQ.....	85
Derrière les étudiants	85
Afficher 23 commentaires (Montréal).....	85
Afficher 13 commentaires (Québec)	85
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Le PQ propose une hausse des droits de scolarité indexée au coût de la vie – Mise à jour le mercredi 2 mai 2012 à 16 h 40 HAE	85
Le gouvernement doit faire un geste.....	85
Les commentaires (456).....	85
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Les recteurs déçus de la contre-proposition des étudiants – Mise à jour le mercredi 2 mai 2012 à 13 h 38 HAE	85
Les commentaires (170).....	86
LE SOLEIL: Conflit étudiant: Bachand tire un trait et s'en remet aux électeurs - Publié le mercredi 02 mai 2012 à 12h54.....	86
Des personnalités en appui.....	86
TVANOUVELLES: Malaise chez Line Beauchamp: Des invités connus au déjeuner de la ministre - Première publication mercredi 2 mai 2012 à 12h43 - Mise à jour : mercredi 2 mai 2012 à 19h34	86
Beauchamp se défend	86
TVANOUVELLES: Conflit étudiant: Une pétition pour un moratoire sur la hausse - Première publication mercredi 2 mai 2012 à 12h22	86
LA PRESSE: Vote étudiant: Charest demande des scrutins secrets - Publié le mercredi 02 mai 2012 à 12h09.....	87
TVANOUVELLES: Droits de scolarité: Douze personnalités appuient la hausse - Première publication mercredi 2 mai 2012 à 12h01 - Mise à jour : mercredi 2 mai 2012 à 18h42	87
Rétablir l'ordre.....	87
Valoriser l'éducation	87
Regard en arrière.....	87
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : Droits de scolarité : Douze personnalités appuient la hausse - Publié le: mercredi 02 mai 2012, 12H01 Mise à jour: mercredi 02 mai 2012, 12H05	88
Afficher 1-80 de 136 commentaires (Montréal).....	88
Afficher 32 commentaires (Québec)	88
TVANOUVELLES: Conflit étudiant: Des élections, la solution selon Bachand - Première publication mercredi 2 mai 2012 à 10h59.....	88
TVANOUVELLES: Grève étudiante: Aussant veut une commission parlementaire d'urgence - Première publication mercredi 2 mai 2012 à 10h43 - Mise à jour : mercredi 2 mai 2012 à 15h08.....	88
Motion.....	88
TVANOUVELLES: Des élections ou pas?: Le PQ est prêt - Première publication mercredi 2 mai 2012 à 04h57.....	88
Élections printanières?	89
Rapports financiers	89
TVANOUVELLES: 12e semaine de grève: Conflit étudiant : nouvelles offres, nouvelle impasse - Première publication mardi 1 mai 2012 à 22h48	89
Marchandisation	89
Votes et rejets	89
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Line Beauchamp déçue et interloquée par la contre-proposition des étudiants – Mise à jour le mardi 1 mai 2012 à 17 h 44 HAE.....	89
Les commentaires (472).....	89
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La FECQ et la FEUQ proposent un gel sans hausse d'impôts – Mise à jour le mardi 1 mai 2012 à 17 h 33 HAE.....	89
« Aucune idée des besoins réels des universités »	90
Les entreprises privées de plus en plus présentes	90
Limiter les dépenses « périphériques » des universités	90
L'étude des offres de Québec se poursuit.....	90
L'offre de Québec	90
Les commentaires (435).....	90
JOURNALDEQUEBEC / JOURNALDEMONTREAL : Grève étudiante : Nouvelles offres, nouvelle impasse - Publié le: mardi 01 mai 2012, 17H04 Mise à jour: mardi 01 mai 2012, 22H54	90
Marchandisation.....	90
Votes et rejets	91
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport	91
Afficher 33 commentaires (Québec)	91

Afficher 58 commentaires (Montréal).....	91
TVANOUVELLES: Solution en sept points de la FECQ et de la FEUQ: La ministre Beauchamp réagit aux propositions - Première publication mardi 1 mai 2012 à 16h35	91
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : DROITS DE SCOLARITÉ : Les internautes pour les étudiants - Publié le: mardi 01 mai 2012, 16H08 Mise à jour: jeudi 03 mai 2012, 24H40	91
Afficher 13 commentaires (Québec)	91
Afficher 1-80 de 132 commentaires (Montréal).....	91
LEDEVOIR.COM : Droits de scolarité: plus de 200 personnalités demandent un moratoire : Ils lancent plus largement un cri d'indignation envers le gouvernement actuel et les choix de société qui sont faits – Mardi 1 mai 2012, 15h11	91
Vos réactions (61).....	92
LE SOLEIL: Line Beauchamp «dégue» de la contre-offre étudiante - Publié le mardi 01 mai 2012 à 15h05 Mis à jour le mercredi 02 mai 2012 à 09h37	92
La ministre dégue.....	92
Beauchamp soutient que le mouvement est divisé.....	92
LEDEVOIR.COM : Droits de scolarité: la FEUQ et la FECQ détaillent leur contre-offre – mardi 1 mai 2012, 14h50.....	92
Vos réactions (65).....	93
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Conflit : Proposition de la FEUQ et de la FECQ - Publié le: mardi 01 mai 2012, 14H34 Mise à jour: mardi 01 mai 2012, 15H41	93
Trouble-fêtes	93
Le milieu universitaire réagit.....	93
Afficher 23 commentaires (Québec)	93
Afficher 1-80 de 199 commentaires (Montréal).....	93
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: 200 artistes réclament un moratoire sur la hausse des droits de scolarité – Mise à jour le mardi 1 mai 2012 à 14 h 20 HAE	93
Les commentaires (99).....	94
TVANOUVELLES: Conflit étudiant: Pauline Marois veut défaire le gouvernement - Première publication mardi 1 mai 2012 à 14h11 - Mise à jour : mardi 1 mai 2012 à 17h37	94
Appui de la CAQ.....	94
Deuxième motion de non-confiance.....	94
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Grève étudiante : Plusieurs personnalités en appui aux étudiants - Publié le: mardi 01 mai 2012, 13H56 Mise à jour: mardi 01 mai 2012, 14H12	94
Afficher 20 commentaires (Montréal).....	94
TVANOUVELLES: Hausse des droits de scolarité: 200 personnalités québécoises déclarent leur soutien aux étudiants - Première publication mardi 1 mai 2012 à 13h41 - Mise à jour : mardi 1 mai 2012 à 17h31	94
Vent de fraîcheur.....	95
LA PRESSE: Droits de scolarité: 200 personnalités exigent un moratoire - Publié le mardi 01 mai 2012 à 12h42 Mis à jour le mardi 01 mai 2012 à 13h41	95
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La FECQ et la FEUQ présenteront une contre-proposition cet après-midi – Mise à jour le mardi 1 mai 2012 à 12 h 13 HAE	95
La FECQ consulte ses membres.....	96
Sur le web.....	96
Se pencher d'abord sur les dépenses des universités, dit la CLASSE	96
Les commentaires (205).....	96
LA PRESSE: Hausse des droits de scolarité: des personnalités demandent un moratoire - Publié le mardi 01 mai 2012 à 09h57.....	96
TVANOUVELLES: Solution en sept points, dont un gel: Un moratoire pour assainir la gestion - Première publication mardi 1 mai 2012 à 08h47 - Mise à jour : mardi 1 mai 2012 à 16h55	97
La CLASSE absente	97
Des trouble-fêtes s'invitent à la conférence.....	97
Offre gouvernementale	97
LA PRESSE: Trois centrales syndicales appuient financièrement les étudiants - Publié le mardi 01 mai 2012 à 06h54	97
LAPRESSE.CA: La FECQ et la FEUQ proposent un gel «à coût nul» - Publié le mardi 01 mai 2012 à 06h41 Mis à jour le mardi 01 mai 2012 à 17h21	98
LAPRESSEAFFAIRES: Hausse des droits de scolarité: profitable pour les moins nantis - Publié le mardi 01 mai 2012 à 06h40.....	98
Un gain de 3500\$.....	99
Kif-kif à 65 000\$	99
Des prêts pour la classe moyenne.....	99
LA PRESSE: Grève étudiante: terminer la session en août? - Publié le mardi 01 mai 2012 à 06h36.....	99
Images de la manifestation du 30 avril 2012.....	99
Médiateur réclamé	100
LE SOLEIL: «Offre globale» du gouvernement Charest: la FEUQ et la FECQ ripostent - Publié le mardi 01 mai 2012 à 05h00 Mis à jour le mardi 01 mai 2012 à 10h06	100
Réactions des délégués.....	101
LE SOLEIL: 165 000 \$ en publicité pour expliquer l'offre aux étudiants - Publié le mardi 01 mai 2012 à 05h00 Mis à jour le mardi 01 mai 2012 à 09h34	101
LE DEVOIR : L'impasse persiste toujours entre Québec et les étudiants – Mardi 1 mai 2012	101
Le temps presse.....	101
Vos réactions (30)	102
LE DEVOIR : Faire campagne sur la crise étudiante serait irresponsable, dit un élu libéral – Mardi 1 mai 2012	102
Vos réactions	102
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Grève étudiante : trop tôt pour la médiation, les grévistes doivent d'abord voter – Mise à jour le lundi 30 avril 2012 à 20 h 42 HAE	102
Les commentaires (792).....	103

LEDEVOIR.COM : Les étudiants déposeront une contre-proposition demain – Lundi 30 avril 2012, 19h31	103
Pas de médiateur.....	103
Deux cégeps annulent leurs cours	104
Vos réactions (63).....	104
TVANOUVELLES: 12e semaine de grève: La moitié des étudiants ont terminé leur session - Première publication lundi 30 avril 2012 à 18h04	104
HEC Montréal	104
À McGill	104
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL : Conflit étudiant : Au-delà des frontières - Publié le: lundi 30 avril 2012, 17H22 Mise à jour: lundi 30 avril 2012, 17H57	104
Manifestations nocturnes	104
Afficher 4 commentaires (Montréal)	104
LA PRESSE TECHNO: Contrecarré: un jeu sur la grève étudiante – Lundi 30 avril 2012, 14h52	104
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL : Grève étudiante : Peu de place pour le compromis - La proposition des étudiants portera surtout sur le financement des universités - Publié le: lundi 30 avril 2012, 14H22 Mise à jour: lundi 30 avril 2012, 22H52	104
Bouger	105
Afficher 26 commentaires (Québec)	105
Afficher 2 commentaires (Montréal)	105
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES: Conflit étudiant: Entente au Conservatoire - Publié le: lundi 30 avril 2012, 14H14 Mise à jour: lundi 30 avril 2012, 20H05 / Première publication lundi 30 avril 2012 à 14h43.....	105
Afficher 4 commentaires (Montréal)	105
TVANOUVELLES: Du nouveau dans le conflit étudiant: Une contre-proposition sera déposée mardi - Première publication lundi 30 avril 2012 à 14h01 - Mise à jour : lundi 30 avril 2012 à 18h14	105
Proposition du gouvernement	105
LA PRESSE: La FEUQ et la FECQ préparent une contre-offre - Publié le lundi 30 avril 2012 à 12h42.....	105
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit : Line Beauchamp intransigeante - Publié le: lundi 30 avril 2012, 11H41 Mise à jour: lundi 30 avril 2012, 14H29	106
Pas de médiation	106
Afficher 1-80 de 321 commentaires (Montréal).....	106
TVANOUVELLES: 12e semaine du conflit étudiant: «Je ne veux pas payer ma facture» - Première publication lundi 30 avril 2012 à 08h54 - Mise à jour : lundi 30 avril 2012 à 10h11	106
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La CLASSE rejette à l'unanimité l'offre du gouvernement – Mise à jour le lundi 30 avril 2012 à 6 h 36 HAE ..	107
Les manifestations se poursuivent.....	107
Une hausse sur sept ans	107
Les commentaires (541).....	107
LE SOLEIL: <i>Tout le monde en parle</i> : trois leaders en terrain conquis - Publié le 30 avril 2012 à 05h00	107
LE SOLEIL: Sur les traces des libéraux, même à Victoriaville - Publié le lundi 30 avril 2012 à 05h00 Mis à jour le lundi 30 avril 2012 à 08h20	108
Raisons logistiques.....	108
Rejet unanime	108
LE DEVOIR: Grève étudiante - La semaine du grand examen: La CLASSE a déjà rejeté la proposition de Charest : aux autres associations de voter – Lundi 30 avril 2012	108
Une manifestation le 9 mai ?	109
Des négociations qui achoppent	109
Vos réactions (85)	109
LE DEVOIR: Du bon et du mauvais usage des mots au temps de l'agitation étudiante – Lundi 30 avril 2012	109
Haut la main	110
Bijoux de rhétorique	110
Grève ou boycott	110
Un prétexte.....	110
Vos réactions (8)	110
LE DEVOIR: Droits de scolarité - Le silence des députés du NPD – Lundi 30 avril 2012	111
Vos réactions (14)	112

TVANouvelles : Conflit étudiant : La bataille des réseaux sociaux - Première publication dimanche 13 mai 2012 à 18h54

TVA Nouvelles

Depuis trois mois, une véritable bataille d'opinions à propos de la **grève étudiante** se joue sur les médias sociaux et selon les experts, les étudiants sont les grands vainqueurs de ce combat.

En trois mois, près de 200 000 gazouillis à propos de la grève générale illimitée ont été écrits sur Twitter. Les sites comme **Twitter** et **Facebook** sont littéralement envahis de discussions et d'appels à la mobilisation.

Les internautes ne se gênent pas pour critiquer le gouvernement, les étudiants ou même pour organiser des manifestations en deux temps trois mouvements.

Régulièrement, les mots clés **#ggi**, **#manifencours**, **#non1625**, **#classe**, **#feuq**, **#fecq** sont parmi les mots les plus populaires sur Twitter. Des centaines de photos et de vidéos montrent les manifestations, les discours des leaders étudiants, les actions de perturbations et les altercations entre policiers et manifestants. Ils sont ensuite redistribués des milliers de fois.



Photo: Agence QMI

Lors de nombreuses manifestations, les gens suivent en direct les événements. D'ailleurs, plusieurs suivent le compte de Service de police de la Ville de Montréal (**#spvm**) pour connaître le trajet de chaque manifestation en temps réel. Les mots-clés **#victo** et **#manifvicto** ont fait vibrer les réseaux sociaux pendant plusieurs jours.



Photo: TVA Nouvelles

Les étudiants à l'avant-garde

Mais, selon tous les spécialistes consultés, les étudiants mènent le bal. Le gouvernement est pratiquement absent de la «twittosphère» et des réseaux sociaux.

«Il n'y a pas un parti politique ici et le gouvernement est complètement absent», affirme Claude Théorêt, un astrophysicien qui étudie de mesure scientifique les tendances sur les réseaux sociaux.

En fait, c'est plutôt le porte-parole de la **CLASSE**, **Gabriel Nadeau-Dubois**, qui domine sur les réseaux sociaux. Il trône au cinquième rang des messages les plus relayés sur Twitter.

Le discours est même parfois virulent. D'ailleurs, la semaine dernière, [une page Facebook anti-grève a été retirée](#) après qu'un commentaire faisait allusion à l'utilisation de la violence et des armes à feu pour stopper le conflit.

«On remarque une polarisation des débats. D'un côté, ceux qui sont pour l'augmentation des frais de scolarité ce sont de sales libéraux, ceux qui sont contre sont de viles anarchistes. Il ne semble pas avoir de débat au milieu», explique Michelle Blanc, spécialiste des réseaux sociaux.



Photo:TVA Nouvelles

Louis-Philippe Tittley, étudiant de l'Université Concordia, est parmi les microblogueurs les plus volubiles dans ce conflit. Il croit que le vrai débat se fait sur les réseaux sociaux et que l'opinion publique s'y forge.

«Je l'ai dit à maintes reprises, c'est comme un café. Twitter permet une plus grande place aux gens qui normalement n'ont pas de voix. Peut-être que ça permet une mobilisation supérieure par rapport à ce qu'on observait au cœur des années 90 puisque cet outil n'existait pas.»

«Ce n'est pas un mouvement étudiant. C'est un mouvement qui a débordé», ajoute M. Théorêt.



Photo: TVA Nouvelles

TVANouvelles : Conflit étudiant : Rencontre imminente? - Première publication dimanche 13 mai 2012 à 16h59 - Mise à jour : lundi 14 mai 2012 à 05h31

Par Jean-Nicolas Blanchet | Le Journal de Québec
Quelques jours après avoir vu les fédérations étudiantes refuser massivement leur offre pour dénouer l'impasse du conflit étudiant, le gouvernement discutera de nouveau les étudiants pour en arriver à une nouvelle entente.

Dimanche, en fin de soirée, le co-porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, a indiqué que la Coalition venait

tout juste de recevoir un coup de fil du cabinet de la ministre, Line Beauchamp.

L'appel visait à inviter la CLASSE à participer à une discussion qui devrait avoir lieu très prochainement, a-t-on été informé.

Selon lui, le gouvernement souhaite inviter rapidement les fédérations étudiantes afin de reprendre le dialogue. Il ignorait si les échanges auront lieu sous forme de table de négociation ou de conférence téléphonique.

Depuis une semaine, des membres du cabinet de la ministre ont contacté des délégués de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) afin de connaître leurs critiques et leurs contre-propositions en rapport à l'offre rejetée par les membres des deux fédérations. Des échanges qui n'auraient toutefois pas eu lieu avec la CLASSE.

Plusieurs échanges

En après-midi, l'attachée de presse de la ministre Line Beauchamp, Hélène Sauvageau, n'a pas voulu dévoiler la nature des discussions échangées avec les groupes étudiants. Elle a toutefois confirmé que plusieurs échanges ont eu lieu depuis une semaine avec les leaders étudiants, mais que la CLASSE n'avait pas été rejointe dans le cadre de ces discussions. Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, a pour sa part indiqué n'avoir pas échangé avec le représentant de la ministre, dimanche, mais a confirmé que la FECQ avait discuté à plusieurs reprises la semaine dernière.

Bien qu'il n'ait pas reçu de confirmation à cet effet, il s'attend à participer à une discussion téléphonique impliquant sa fédération, la FEUQ et la CLASSE aujourd'hui. Le président espère que la ministre se montrera plus ouverte au dialogue et déplore que le gouvernement critique les délégués étudiants de maintenir une position extrêmement rigide alors qu'il fait la même chose, à son sens. Il ignore pour l'instant si la question des droits de scolarité sera abordée, mais souligne que la poursuite des discussions démontre «qu'il y a une marge de manoeuvre».

Il rappelle que le mot droit de scolarité «était pratiquement banni lors des dernières négociations» et que la plupart des critiques de l'offre du gouvernement concernait cet aspect.

La TaCEQ invitée

L'attaché de presse de la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ), Paul-Émile Auger, n'a pas retourné les appels du *Journal de Québec*. L'organisation sera toutefois également invitée à la discussion avec la ministre, selon les leaders des autres fédérations.

LA PRESSE.CA / LE SOLEIL : : Line Beauchamp discute avec les étudiants - Publié le dimanche 13 mai 2012 à 11h28 / Publié le dimanche 13 mai 2012 à 11h35 | Mis à jour le dimanche 13 mai 2012 à 14h01



Photo: Reuters

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. La Presse Canadienne
Il était impossible de communiquer avec la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, dimanche. Elle est occupée à discuter avec les leaders étudiants, mais pas avec ceux de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). Jointe au téléphone par La Presse Canadienne, l'attachée de presse de la ministre, Hélène Sauvageau, a indiqué que Mme Beauchamp «était en discussions téléphoniques avec les leaders étudiants» et que son bureau allait aviser les médias et la population quand il souhaitera discuter du conflit étudiant. Entre-temps, les leaders étudiants estiment qu'il y a encore de l'espoir en vue d'une sortie de crise, et ce, malgré le rejet massif de l'entente de principe intervenue entre le gouvernement et les quatre associations étudiantes du Québec. En [entrevue au quotidien Le Soleil](#), le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, avait dit que son organi-

sation est ouverte à retourner à la table de négociations. Mais il a indiqué plus tard que son organisation ne faisait pas partie de ces discussions, ajoutant qu'aucune des deux parties n'a tenté de communiquer avec l'autre. À la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), la porte-parole Charlotte Watson admet quant à elle que les contacts entre la ministre Beauchamp et la FECQ ont été plus fréquents durant la dernière semaine. Les discussions sont plus sérieuses quant à la marge de manoeuvre dont le gouvernement dispose, et certains documents ont été échangés. Mme Watson ajoute qu'aucune rencontre «physique» n'est prévue.

Espoir

Par ailleurs, les leaders étudiants estiment qu'il y a encore de l'espoir en vue d'une sortie de crise et ce, malgré le rejet massif de l'entente de principe intervenue entre le gouvernement et les quatre associations étudiantes du Québec. «On est prêts à aller s'asseoir - dès demain matin s'il le faut - pour discuter avec le gouvernement de la manière de régler la crise, mais il va falloir un changement d'attitude de sa part. Il va falloir qu'il soit plus à l'écoute», explique M. Nadeau-Dubois. «Nous, on garde le cap. La mobilisation se poursuit, on attend une offre du gouvernement.»
«Atmosphère électrique»
La CLASSE, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la FECQ et la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ) ont tous rejeté l'entente conclue la semaine dernière avec le gouvernement Charest. Selon M. Nadeau-Dubois, cette proposition a eu un impact positif sur le moral des étudiants.

«Ironiquement, l'effet concret du dépôt de l'offre a été de dynamiser le mouvement de grève comme peu d'événements l'avaient fait dans le dernier mois», observe-t-il. «Il y avait une atmosphère électrique dans les assemblées générales. Je crois que tout le monde a été surpris de voir que les étudiants sont prêts à aller jusqu'au bout. Après 13 semaines de grève, il s'est formé une solidarité exceptionnelle. Les gens sont prêts à aller beaucoup plus loin qu'ils ne le pensaient au départ.» M. Nadeau-Dubois affirme que la CLASSE est favorable à l'idée d'un moratoire sur la hausse des droits de scolarité tel que proposé par certains leaders syndicaux samedi, mais qu'il faudra voir la durée et les conditions d'une telle mesure. Il semble par ailleurs fort peu inquiet de la nouvelle vague d'injonctions prononcées vendredi dernier. Selon lui, elle ne fonctionnera probablement pas, car les gens refusent de voir les tribunaux briser la grève. «Au mieux, les injonctions vont permettre à quelques individus d'avoir accès aux salles de cours. Au pire, ça va créer de l'attention et de la confrontation sur les campus», lance-t-il. À la lumière de ce qu'il a observé dans les assemblées générales, M. Nadeau-Dubois estime que les étudiants ne retourneront pas en classe tant qu'il n'y aura pas une entente sur les frais de scolarité. «Le bilan de la dernière semaine, c'est qu'on ne réglera pas le conflit à moins d'aborder l'enjeu de fond. Depuis le début, le gouvernement a tenté de contourner le sujet principal de plusieurs manières. On parle de prêts et bourses, de gestion, de frais afférents. On parle de tout, sauf de la hausse.»

LE SOLEIL : Les leaders étudiants prêts à retourner négocier - Publié le 13 mai 2012 à 05h00 | Mis à jour le 13 mai 2012 à 10h14



Photo La Presse, David Boily
Pour Gabriel Nadeau-Dubois, de la CLASSE, et Martine Desjardins, de la FEUQ, un moratoire sur la hausse des droits de scolarité faciliterait la résolution de la grève étudiante actuelle. Ian Bussièrès, Le Soleil (Québec) Malgré le rejet massif de l'entente de principe intervenue entre le gouvernement et les quatre associations étudiantes du Québec cette

semaine par leurs membres, les leaders étudiants sont prêts à retourner à la table de négociations et estiment qu'il y a encore de l'espoir en vue d'une sortie de crise. «Nous sommes ouverts à retourner autour de la table, mais avec l'attitude du gouvernement au cours de la dernière semaine, ça nécessitera un effort de leur part pour que la discussion continue», a déclaré au *Soleil* le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois. «La balle est maintenant dans le camp du gouvernement, qui a fait une offre qui a été très massivement rejetée. Tous les yeux sont rivés sur lui, tout le monde attend qu'il fasse une nouvelle offre», poursuit-il, ajoutant qu'il était favorable à l'idée d'un moratoire sur la hausse des droits de scolarité tel que proposé par certains leaders syndicaux hier. «Il faudra cependant voir la durée et les conditions d'un tel moratoire.» M. Nadeau-Dubois fait également remarquer que le rejet de l'entente de principe a semblé mobili-

ser encore davantage les troupes. «La vague d'injonctions prononcées vendredi ne fonctionnera probablement pas lundi, car les gens refusent de voir les tribunaux briser leur grève et se mobilisent en conséquence. Plusieurs réfléchissent également de plus en plus à l'idée de perdre leur session. C'est un débat qui commence à naître dans nos assemblées.» Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), déclarait elle aussi être favorable à un retour à la table de négociations moyennant certaines clarifications. «Nous espérons toujours que la discussion soit possible, mais elle sera basée sur d'autres éléments que la confiance, qui a été très ébranlée au cours de la dernière semaine», a-t-elle déclaré, soulignant toutefois que son association n'avait pas seulement rejeté l'entente de principe, mais qu'elle avait aussi fait des propositions. «Entre autres, nous estimons qu'un moratoire de deux ans sur la hausse et la révision de certains



<p>éléments du comité provisoire qui analyserait la gestion des universités constitueraient des conditions gagnantes», indique-t-elle.</p> <p>Pour Mme Desjardins, un moratoire de deux ans serait beaucoup plus réaliste que six mois ou un an. «Ça donnerait le temps de consulter convenablement, car, rappelez-vous, lors des états généraux sur l'éducation dans les années 60, les universités ont refusé d'ouvrir leurs livres. Ce serait donc illusoire de penser qu'aujourd'hui, on pourrait régler ce dossier en si peu de temps.»</p> <p>Paul-Émile Auger, président de la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ), abondait dans le même sens au terme d'une journée où son association a aussi rejeté majoritairement l'entente de principe. «Nous allons soumettre des</p>	<p>pistes de solution et une contre-proposition au gouvernement en demandant un retour à la table de négociations», explique-t-il. La nécessité d'une accessibilité à des études postsecondaires de qualité qui n'exclut aucune possibilité, dont le gel ou la gratuité scolaire, fait partie de ces pistes, comme un respect de la diversité des domaines d'études sans arrimage systématique aux besoins du marché.</p> <p>Solutions de rechange</p> <p>La TaCEQ insiste aussi sur des solutions de rechange à la hausse, notamment une participation des entreprises au financement universitaire et une bonification du fonds de services de santé. «Il faut des réformes fiscales novatrices pour</p>	<p>régler le malfinancement des universités», déclare M. Auger.</p> <p>Finalement, les leaders étudiants ne semblent pas très chauds à l'idée que des élections viennent trancher le conflit qui dure depuis 13 semaines. «Les étudiants ne sont pas en grève pour avoir des élections!» lance Martine Desjardins. «Ce serait un peu irrespectueux, après une grève de 13 semaines, de voir le gouvernement déclencher des élections au beau milieu de la crise et d'y ajouter cinq semaines additionnelles, car on n'aurait aucun porte-parole avec qui négocier durant la campagne», enchaîne Gabriel Nadeau-Dubois.</p>
--	---	--

LE SOLEIL : Hausse des droits de scolarité: les syndicats proposent une «trêve» d'un an - Publié le dimanche 13 mai 2012 à 03h00

<p>Tan Bussièrès, Le Soleil (Québec) À la suite du rejet massif de l'entente de principe entre le gouvernement et les associations étudiantes, les principales centrales syndicales du Québec proposent au gouvernement du Québec une «trêve» d'un an sur la hausse des droits de scolarité afin de dénouer le conflit étudiant qui perdure depuis 13 semaines.</p> <p>«Il faudrait mettre la hausse de côté, histoire de se donner le temps de discuter, car l'entente de principe est vraiment morte, et il sera difficile de la ressusciter», déclare Louis Roy, président de la Confédération des syndicats nationaux.</p> <p>Pour lui, la seule solution serait que le gouvernement décrète que la hausse ne s'applique pas pour la prochaine année. «La hausse pourrait demeurer, mais ne pas s'appliquer le 1er septembre. Entre-temps, le conseil des universités déposera son rapport et il y aura probablement</p>	<p>un débat public là-dessus, que ce soit une commission parlementaire ou des états généraux. Et il y aura aussi éventuellement des élections», poursuit-il.</p> <p>Réjean Parent, président de la Centrale des syndicats du Québec, partage ce point de vue. «Le gouvernement ne semble pas aimer le mot <i>moratoire</i>, alors qu'on parle d'une trêve ou d'une suspension, peu importe! Le gouvernement devrait mettre dans la glace cette hausse des frais de scolarité jusqu'au déclenchement d'élections», affirmait-il hier.</p> <p>M. Parent estime que, dans ce dossier, il sera difficile de refaire le pont entre des parties, qui se sont mises à ne plus croire l'autre partie. «Une trêve pourrait au moins donner une ambiance de confiance pour convoquer de nouvelles parties à la table. Ce ne serait pas une commission ni d'un bord, ni de l'autre. Ce serait</p>	<p>simplement un moment d'accalmie en attendant que la population tranche lors d'élections.»</p> <p>D'autres moyens</p> <p>De son côté, Louis Roy a aussi suggéré au gouvernement deux autres moyens de régler la question du financement universitaire, soit revoir le programme des régimes enregistrés d'épargne-études ou puiser dans le Fonds des générations.</p> <p>«Les gens qui cotisent à un régime d'épargne-études sont des gens plus fortunés qui gagnent en général au moins 100 000\$ par an et ça coûte 50 millions\$ par an en impôts non perçus. Quant au Fonds des générations, il contient 3,7 milliards\$ et on y mettra 300 millions\$ de plus cette année, alors que la hausse représente 270 millions\$.»</p>
--	--	--

LA PRESSE : La TACEQ rejette à son tour l'offre du gouvernement - Publié le samedi 12 mai 2012 à 20h46

<p>Hugo Pilon-Larose, La Presse</p> <p>Le conflit opposant les étudiants avec le gouvernement Charest sur la hausse des droits de scolarité s'est enlisé un peu plus ce soir, alors que la quatrième - et dernière - association étudiante l'a officiellement rejetée.</p> <p>La Table de concertation étudiante du Québec (TACEQ), représentant près de 70 000 membres issus de l'Université McGill, de l'Université Laval et de l'Université de Sherbrooke, a joint sa voix aux autres associations étudiantes pour demander un retour à la table de négociation.</p> <p>Pour la TACEQ, des alternatives à une hausse des droits de scolarité devraient être mises de l'avant, notamment la participation financière</p>	<p>des entreprises privées au financement des universités.</p> <p>Les trois autres associations étudiantes - la FEUQ, la FECQ et la CLASSE - qui étaient toutes présentes la dernière fois que le gouvernement a convoqué une table de négociation, ont également rejeté l'entente un peu plus tôt cette semaine.</p> <p>Hier, les membres de Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), réunis en congrès spécial, ont jugé qu'un retour en classe était impossible dans les conditions actuelles.</p> <p>«Veut-il (ndlr: le gouvernement) réellement aménager une sortie à cette crise ou non ? Si la réponse est oui qu'il convoque les représentants</p>	<p>étudiants pour poursuivre les discussions et qu'il instaure un réel moratoire qui démontrera sa bonne foi», a précisé la présidente de la FEUQ, Mme Desjardins, par voie de communiqué.</p> <p>Du côté de la FECQ, représentant les étudiants des cégeps, 83% de ses membres ont également voté contre l'entente.</p> <p>La CLASSE avait été la première association à rejeter l'entente, quelques jours à peine après la fin des négociations.</p> <p>Aucun retour à la table de négociation n'est prévu pour l'instant.</p>
--	--	--

TVANouvelles : Conflit étudiant : Au tour de la TaCEQ de rejeter l'offre du gouvernement - Première publication samedi 12 mai 2012 à 20h42



Crédit photo : Archives Agence QMI

La Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ) a rejeté samedi l'entente conclue la semaine dernière avec le gouvernement Charest, comme l'ont fait les trois autres principales associations étudiantes, la CLASSE, la FECQ et la FEUQ.

La TaCEQ, qui représente près de 70 000 étudiants universitaires, «souhaite retourner à la table de négociations afin d'initier un réel dialogue concernant l'accessibilité aux études et la hausse des frais de scolarité», a-t-elle fait savoir par voie de communiqué.

Elle a rappelé les pistes de solutions à la crise étudiante apportées lors de son assemblée générale, parmi lesquelles l'importance d'adopter des réformes fiscales pour assurer le bon financement des universités et de demander la participation des entreprises à ce financement. Des mesures qui seraient une alternative à la hausse des frais de scolarité.

Pour la TaCEQ, l'accessibilité de tous aux études postsecondaires est une nécessité pour laquelle il ne faut pas exclure le gel des frais de scolarité ou la gratuité complète.

Agence QMI

LA PRESSE : Chronique : L'humour en temps de crise, par Nathalie Petrowski - Publié le samedi 12 mai 2012 à 06h00 | Mis à jour le lundi 14 mai 2012 à 13h12

<p>Dimanche soir, sur les ondes de Radio-Canada, les humoristes québécois étaient à l'honneur.</p>	<p>Mais en ce printemps érable et incertain, la fête de l'humour s'est déroulée sur fond de crise,</p>	<p>d'agitation sociale et de conflit générationnel de plus en plus acrimonieux.</p>
--	--	---



Or, depuis le début des hostilités entre les étudiants et le gouvernement, les humoristes ont été étrangement silencieux. Contrairement aux artistes qui, sous l'impulsion de Dominic Champagne, se sont prononcés contre la hausse sur YouTube, puis en signant le manifeste Nous sommes ensemble, les humoristes donnaient l'impression d'être aussi invisibles qu'absents du débat.

Dans bien des cas, ce n'était qu'une impression. Beaucoup d'humoristes n'étaient peut-être pas au premier plan dans les médias, ni présents aux manifs, mais plusieurs, comme Jean-Michel Ancetil, Laurent Paquin, Mario Jean, Marie-Lise Pilote et Claudine Mercier, étaient à la grande marche du Jour de la Terre. Les autres ont été actifs sur Facebook ou Twitter, alimentant leurs comptes de réflexions et de prises de position, peut-être pas toujours contre la hausse, mais toujours pour les étudiants.

En faisant le tour des plus connus, un constat s'impose: il y a chez les humoristes québécois deux écoles de pensée. Ceux qui, comme Lise Dion, Louis-José Houde ou les Chick'n Swell estiment que leur rôle, c'est de divertir, pas de donner leur opinion. De l'autre côté, il y a l'école plus opiniâtre des Laurent Paquin et de ses jeunes émules, Guillaume Wagner et Kim Lizotte, qui tiennent à tout prix à participer au débat public et à prendre position. Et entre les deux, il y a ceux qui, comme Eddy King, Jean-François Mercier ou Claudine Mercier, s'engagent dans leur vie de tous les jours avec de petits gestes concrets, sans pour autant trimbaler leurs partis pris politiques ou sociaux sur scène.

Comme le souligne le jeune et fougueux Guillaume Wagner, le public québécois considère souvent les humoristes comme des amis. Or dès que l'ami ne pense pas comme lui, le public se sent trahi. Maintenir un équilibre entre ses convictions personnelles et ce que l'on veut communiquer comme message au public est un exercice périlleux pour bien des humoristes, surtout les plus connus.

Mais qu'on se console: la relève semble d'ores et déjà plus engagée que la génération précédente. Kim Lizotte en est le meilleur exemple. Ne mâchant pas ses mots et ne ménageant pas ses effets quand elle s'attaque à Jean Charest, la jeune humoriste dit profiter du fait qu'elle est relativement inconnue pour charger à fond de train. Quand elle sera plus connue, elle pourra toujours mettre un peu d'eau dans son vinaigre. En attendant, que ceux qui l'aiment la suivent.



JEAN-FRANÇOIS MERCIER : Engagé autrement

Jean-François Mercier n'a pas participé à la grande marche du Jour de la Terre. Il n'a pas manifesté dans la rue avec les étudiants, n'a pas signé le manifeste des artistes contre la hausse. Ce qui ne l'empêche pas de se considérer à raison comme un humoriste engagé. Mercier est le seul humoriste qui a déjà été candidat aux élections, ce qui a exigé de lui autant de dérision que d'engagement, ne serait-ce qu'en temps et en argent.

Récemment, sur sa page Facebook, Mercier a déploré l'attitude d'un gouvernement qui a toujours les moyens de payer la police, mais pas une cenne pour les droits de scolarité. «Ça m'a

valu un lot d'insultes, dit-il. J'ai pas insisté parce que je n'ai pas de position tranchée sur le sujet. D'un côté, les jeunes qui protestent et qu'on veut faire rentrer dans le rang à grands coups de pieds dans le cul ont toute ma sympathie. De l'autre, ceux qui veulent mettre fin à la grève pour aller étudier, je trouve ça assez noble.»

Très sollicité pour soutenir mille et une causes, Mercier choisit souvent les plus petites et les plus discrètes. «Je préfère rendre du monde heureux en allant les visiter à l'hôpital que de faire mon Che Guevara de salon en allant marcher contre la faim ou pour le Jour de la Terre, parce qu'une fois que la manif est finie, rien n'a changé.»



Photo Marco Campanozzi, La Presse

CLAUDINE MERCIER : De l'humour 100% zéro carbone

Pour rien au monde Claudine Mercier n'aurait manqué la marche du Jour de la Terre. Écologiste avertie, préoccupée par l'état de nos forêts comme de notre agriculture, Mercier est la première humoriste à faire une tournée zéro carbone avec une voiture hybride, un éclairage LED et un camion dont les émissions de gaz à effet de serre se muent chaque mois en argent versé à des organismes de développement durable. L'humoriste appuie les étudiants, mais en silence. «Leur mobilisation est belle à voir, mais ce qui l'est moins, ce sont les explosions de violence. Il est grand temps que ce conflit se règle», dit celle qui ne porte pas Jean Charest dans son cœur, mais qui concède qu'il est une grande source d'inspiration. «Charest est un champion du développement durable, blague-t-elle. Grâce à lui, la grève dure, dure et dure.»



Photo Hugo-Sébastien Aubert

GUILLAUME WAGNER : Engagé et enragé

Rien n'enrage plus Guillaume Wagner que des humoristes qui ont des opinions, mais qui les taisent pour ne pas déplaire au public. «Ne pas s'engager par peur de perdre son public, c'est une vision de politicien calculateur et ça m'enrage. Moi, comme humoriste, je n'ai aucun problème avec l'engagement. Au contraire», plaide l'humoriste de 28 ans.

Souverainiste convaincu, ami de Jean-Martin Aussant, le fondateur d'Option nationale avec lequel il a marché au Jour de la Terre, Wagner appuie la grève des étudiants par des capsules humoristiques à la radio et sur Internet. Cette semaine, il devait d'ailleurs tourner une vidéo humoristique avec un des trois leaders étudiants, qui s'est désisté à la dernière minute sous prétexte que l'heure n'était pas à l'humour. Guillaume Wagner n'a pas abandonné la cause pour autant et lancera la semaine prochaine une vidéo contre la hausse.



Photo Marco Campanozzi, La Presse

LAURENT PAQUIN : L'âme damnée de Lise Beauchamp

La dernière chose que Laurent Paquin souhaite faire dans la vie, c'est de regarder passer le train de l'actualité passivement, sans s'engager.

«Je lis les journaux, je me tiens au courant, j'ai envie de participer au débat. Mes opinions, je tiens à les exprimer malgré l'émotivité que ça déclenche. En ce moment, si t'es contre la hausse comme moi et que tu le dis sur le web, tu te fais traiter d'irresponsable. C'est pas le fun, mais tant pis.»

Entre deux tweets corsés contre Jean Charest, l'humoriste a composé une chanson à la gloire de Line Beauchamp, où il répète inlassablement «Madame Beauchamp s'en crisse des étudiants».

Après avoir participé à la marche du Jour de la Terre avec toute sa famille, Laurent Paquin ne se fait pas trop d'illusions sur l'impact de cette journée. «Une manif, ça ne donne pas de résultats sur le coup, dit-il, mais toutes les manifs mises ensemble finissent par envoyer un message assez clair au gouvernement et c'est ça qui compte.»



Photo Alain Roberge, La Presse

LOUIS-JOSÉ HOUDE : Une opinion parmi tant d'autres

Pourquoi l'opinion d'un humoriste compterait-elle plus que celle d'un plombier? C'est Louis-José Houde qui pose la question. Sous-entendu: les grandes prises de position, très peu pour lui. Absent du Québec depuis le mois de janvier et tentant de s'imprégner de la France et des Français en prévision d'un spectacle qu'il compte y donner, Louis-José Houde n'a pas d'opinion précise sur le conflit étudiant.

«C'est beau de voir l'énergie, l'enthousiasme et la détermination des étudiants. Pour le reste, je ne me sens pas qualifié pour commenter, notamment parce que je ne suis pas allé à l'université. J'ai arrêté mes études au cégep. J'ai commencé à travailler en humour à 18 ans. Les prêts et bourses, j'en ai jamais eu. Je ne sais même pas comment ça marche!»

L'engagement ne joue pas un grand rôle dans la vie du célèbre verbomoteur, sauf dans le cas de spectacles-bénéfice pour des causes comme l'Afrique et Haïti.



Photo Édouard Plante-Frêchette, La Presse

EDDY KING : Un engagement communautaire

D'origine congolaise, né en France et arrivé au Québec à l'adolescence, Eddy King, de son vrai nom Edgar King, a deux vies: humoriste le soir et intervenant social auprès des jeunes, le jour. Révélé en 2010 en première partie de Rachid Badouri, l'humoriste s'est imposé cette année avec son premier one man show. Son engagement, il le réserve pour le Congo, mais aussi pour les jeunes issus des communautés culturelles. Il est pour la gratuité scolaire, contre les manifs violentes, mais même s'il dénonce le profilage racial dans ses spectacles, il est capable de se mettre à la place des policiers. «Avant de devenir humoriste, dit-il, j'ai travaillé avec les policiers pour faire le lien entre eux et les jeunes de Côte-des-Neiges. Je connais les deux côtés de la médaille et je comprends à quel point cette situation est compliquée.»



Photo fournie par Oliver Simon Arcand

LISE DION : S'engager, c'est d'abord s'informer

Lise Dion aurait bien enfilé ses chaussures de sport pour aller marcher au Jour de la Terre, mais elle était en tournée au Québec. Reste que pour elle, un humoriste ne devrait pas donner son opinion ni s'engager publiquement à moins d'être très au fait d'un dossier. «Dans mon spectacle, j'ai deux numéros très engagés: celui sur la femme afghane et l'autre sur les CHSLD. Comme je connais ces deux dossiers à fond, je n'ai pas de problème à me prononcer. Pour le reste, je trouve ça plus délicat.» Lise Dion nourrit son compte Twitter chaque jour, mais n'a pris position pour les étudiants qu'une fois, le jour où Jean Charest s'est moqué d'eux au Salon du Plan Nord. «Mon mandat, conclut-elle, c'est de divertir les gens. Pas de prendre position.»



Photo Bernard Brault, La Presse

KIM LIZOTTE : Pas capable de cacher ses convictions

Féministe, souverainiste, gauchiste; tout ce qui manque à Kim Lizotte, c'est d'être communiste. Elle ne l'est pas. À 29 ans, cette nouvelle venue dans le monde du stand-up se dit incapable de cacher ses convictions et de ne pas afficher ses couleurs et ses partis pris. Depuis deux ans, elle trimballe un numéro hilarant anti-Charest. «Je pensais qu'il serait périmé au bout de six mois. Mais plus ça va, plus il est d'actualité. J'en reviens pas.» Contrairement à plusieurs humoristes stand-up, Kim ne tire pas sur tout ce qui bouge. «Je ne fais pas de l'observation politique. Je suis une grande émotive qui ne se prononce que sur les questions d'actualité qui me touchent personnellement.» La hausse des droits de scolarité ne fait pas que la toucher. Dès qu'il en est question, elle grimpe dans les rideaux et devient intarissable, dénonçant un gouvernement corrompu qui s'en met plein les poches et qui ose aller chercher de l'argent dans la poche de ses enfants. Impossible de douter de la sincérité de Kim Lizotte qui valorise l'éducation par-dessus tout. La preuve, c'est qu'elle s'est endettée de 15 000\$ pour étudier à l'École nationale de l'humour. Elle n'a toujours pas remboursé ses prêts.

LA PRESSE : Chronique : La nuit des longues négos: trois acteurs racontent, par Michèle Ouimet - Publié le samedi 12 mai 2012 à 05h00 | Mis à jour le samedi 12 mai 2012 à 16h30

Douze semaines de grève, un conflit qui s'éternise, des étudiants qui se radicalisent, des émeutes. Le premier ministre Jean Charest cherche désespérément une solution pour sortir de la crise. Il décide de réunir autour d'une même table des ministres, des leaders étudiants, des recteurs et les chefs des centrales syndicales. C'était le week-end dernier à Québec. Résultat: 23 heures de négociations marathon et une entente floue rejetée cette semaine par les étudiants. Trois acteurs racontent leur longue nuit de négos.

Samedi, 5h30 du matin, Martine Desjardins regarde par la fenêtre du 16e étage. Le soleil se lève, la vue sur le fleuve est magnifique.

Ils viennent de prendre une pause, car le ton montait et les gens s'énermaient autour de la table. Personne n'a fermé l'oeil de la nuit: Martine Desjardins, présidente de la FEUQ (universités), Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ (cégeps), Philippe Lapointe, négociateur de la CLASSE, les ministres Michelle Courchesne, Line Beauchamp et Alain Paquet, Pierre Pilote, homme de confiance du gouvernement, les trois chefs syndicaux, des recteurs et le président de la Fédération des cégeps.

Quatorze personnes enfermées dans une pièce depuis une douzaine d'heures à la recherche d'une solution pour sortir de la crise la plus longue de l'histoire du mouvement étudiant. Enfermés dans un édifice gris béton surveillé par des policiers. Au rez-de-chaussée, une armée de journalistes. Le climat est explosif, une émeute vient d'éclater à Victoriaville. Près de 170 000 étudiants sont en grève depuis 12 semaines. La crise, au lieu de se résorber, s'emballa.

Après avoir contemplé le fleuve une dernière fois, Martine Desjardins met sa tête sur la table et s'assoit, épuisée. Quinze minutes de sommeil agité avant que le marathon reprenne.

Trois jours plus tôt, mercredi matin. Le président de la FTQ, Michel Arseneault, reçoit un appel du chef de cabinet de Jean Charest: «Le premier ministre aimerait vous rencontrer cet après-midi.»

Michel Arseneault accepte sans hésiter, comme ses collègues Louis Roy (CSN) et Réjean Parent (CSQ).

Quand tu es président de la FTQ et que le premier ministre te convoque, tu y vas, raconte Michel Arseneault. Surtout quand il te demande un service pour le bien du Québec.»

Les trois hommes arrivent au bureau du premier ministre à 15h30. La rencontre dure 2h30, du jamais vu. «En neuf ans, je n'ai jamais rencontré le premier ministre plus de 45 minutes», précise Réjean Parent.

Six personnes sont dans le bureau: Jean Charest, son chef de cabinet, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, et les trois chefs syndicaux.

Jean Charest leur explique que la crise nuit au Québec et qu'il faut trouver une solution. Avez-vous des idées? demande-t-il aux chefs syndicaux. Une sorte d'appel à l'aide.

On ne lui a pas dit que c'était de sa faute, on s'est retenus», dit Réjean Parent.

Michel Arseneault ne se gêne pas pour parler franchement au premier ministre. «Qu'est-ce que vous auriez fait si on vous avait demandé 82% d'augmentation de salaire étalée sur sept ans? C'est ce que vous êtes en train de faire avec les étudiants.»

Jean Charest ne cède pas.

Il faut parler, négocier avec les étudiants, expliquent les chefs syndicaux. Line Beauchamp se braque, elle ne veut pas s'asseoir avec la CLASSE, associée à l'aile radicale du mouvement étudiant.

Réjean Parent se pompe. «La moitié des "criseux" sont dans la CLASSE et vous ne voulez pas discuter avec eux!»

Line Beauchamp parle alors de la création d'un conseil provisoire chargé d'examiner la gestion des universités.

Réjean Parent est sceptique. «Vous dites aux étudiants: "Asseyez-vous dessus, rongez votre frein jusqu'aux élections, en attendant on va discuter de l'efficacité des universités? On va parler pour parler." Ça leur donne-tu quelque chose, ça, aux étudiants?»

C'est là que Jean Charest parle des droits de scolarité et de la possibilité de les diminuer en utilisant les économies générées par une gestion plus serrée des universités. À 18h, la discussion tourne en rond, les chefs syndicaux partent. Le lendemain, le bureau du premier ministre les rappelle pour leur demander s'ils acceptent d'agir comme «facilitateurs». Les négociations doivent débuter le lendemain, vendredi, à 16h.

Les trois chefs disent oui. Ils ne se doutent pas qu'une longue nuit blanche les attend.

Vendredi, 16h. Les chefs syndicaux arrivent au 16e étage de l'édifice de la Grande-Allée. Tous doivent montrer leurs papiers d'identité aux policiers. Réjean Parent s'énerve. «J'ai dit aux policiers: "Vous ne me reconnaissez pas!" J'ai failli virer de bord.» Puis il bougonne: «On n'est pas dans un aéroport à Tel-Aviv!»

La présidente du Conseil du Trésor, Michelle Courchesne, ouvre la séance. La situation est critique, dit-elle. Peut-on se mettre sur un «mode sortie de crise», un «mode gagnant-gagnant»?

Pas facile de négocier avec Mme Beauchamp, affirme Michel Arseneault. «C'est difficile de la faire changer d'idée, il faut s'y mettre à bras-le-corps.»

Pour Réjean Parent, Line Beauchamp est d'une extrême prudence. «Elle se met à l'abri dans la troisième tranchée et quand elle sort, la guerre est finie. Mme Courchesne, elle, est à l'avant-garde, c'est une fonceuse, une femme superbe qui a une grande expérience, mais c'est aussi une actrice qui peut jouer sur les émotions, parfois hypocritement.»

Dès le début, les négociations tournent autour de la création d'un conseil provisoire chargé de fouiller les finances des universités.

Pendant la pause du souper où des brochettes et des sandwiches insipides sont servis, les leaders syndicaux, seuls avec les étudiants, leur expliquent le b. a. -ba de la négociation.

Je ne voulais pas jouer au mononcle, raconte Michel Arseneault, mais je leur ai expliqué que négocier, c'est concéder. Ça prend un rapport de

force que tu puises dans la mobilisation. J'appelle ça: monter le chat dans le poteau. Mais un jour, il faut être capable de redescendre le chat.» Les négociations reprennent. Vers 20h, un fonctionnaire entre dans la pièce et tend un papier à Mme Courchesne. Elle le déplie, le lit rapidement, fait une grimace, puis le donne à Mme Beauchamp. Elles se lèvent, énervées, et quittent la salle. Elles convoquent ensuite les trois chefs syndicaux.

Mme Courchesne nous a dit que le premier ministre voulait tout arrêter, raconte Réjean Parent. Il ne voulait plus négocier. Elle l'a convaincu de continuer, mais les leaders étudiants devaient condamner la violence. On s'est entendus pour qu'ils lancent un appel au calme.» Jean Charest était en furie», affirme Michel Arsenault.

Martine Desjardins est énervée. Elle voit les images de Victoriaville, la bagarre entre les étudiants et les policiers, le chaos, la violence.

Line Beauchamp et Mme Courchesne étaient très fébriles, extrêmement tendues, se rappelle Martine Desjardins. Elles avaient peur. Moi aussi, j'avais peur. Nos gens nous appelaient, ils nous disaient qu'ils se faisaient arrêter. Des scénarios catastrophes tournaient dans ma tête.»

En 20 minutes, Martine Desjardins réussit à convaincre la CLASSE de lancer un appel au calme. Les leaders étudiants dévalent les 16 étages et donnent un point de presse éclair devant la porte de l'édifice où les journalistes sont agglutinés.

Les négociations peuvent reprendre. Elles ne tenaient plus qu'à un fil.

Les discussions tournent toujours autour du conseil provisoire. Au cours de la nuit, Martine Desjardins a des échanges corsés avec Luce Samoi-

sette, présidente déléguée de la Conférence des recteurs.

Le ton monte, les recteurs se sentent attaqués. «Mme Samoisette m'a dit que je ne comprenais rien au fonctionnement des universités, raconte Martine Desjardins. Ça chauffait et Mme Courchesne a dû calmer le jeu.»

Aux petites heures du matin, l'idée des frais institutionnels obligatoires (FIO) atterrit sur la table. Les économies que le conseil provisoire va trouver en resserrant la gestion des universités serviront à diminuer les FIO. Léo Bureau-Blouin de la FECQ insiste: chaque dollar économisé doit servir à diminuer la facture des étudiants. Et une fois les FIO épuisés, ce sera au tour des droits de scolarité de diminuer.

Les négociateurs travaillent sur un texte d'entente, mais ils butent sur les droits de scolarité. Pas question d'écrire le mot «droits de scolarité», pas après l'émeute de Victoriaville, insiste Mme Courchesne.

Un consensus se dégage: on n'écrit pas «droits de scolarité», mais le sujet pourra être abordé au conseil provisoire. Une entente verbale. Une pratique courante, explique Réjean Parent. Chaque partie se garde une marge de manœuvre. Et tout repose sur la confiance et la parole donnée.

C'est Pierre Pilote, négociateur du gouvernement, qui couche sur papier l'entente de principe. Réjean Parent met les étudiants en garde. «Vous devriez vous en mêler, leur dit-il, car Pilote est un gosseau de virgules. Il écrit au profit de celui qui le paie.» Mais ils laissent le champ libre à Pilote. Une erreur, croit Parent.

L'entente est finalement signée. Quand Philippe Lapointe va rejoindre ses confrères de la CLASSE qui l'attendent dans une pièce adjacente, il se

fait copieusement engueuler. Un des étudiants pète les plombs. Il engueule Lapointe et, furieux, il soulève une table à bout de bras et la jette à travers la pièce. Le bruit est assourdissant. Les policiers débarquent. Ils leur demandent de quitter les lieux. Ils partent. De toute façon, la négociation est terminée.

Dimanche, 24 heures plus tard. Au lieu d'observer un silence prudent, Jean Charest et Line Beauchamp multiplient les déclarations incendiaires. M. Charest dit qu'il n'a pas cédé devant les étudiants et Mme Beauchamp parle d'économies potentielles et non réelles.

Michel Arsenault n'en revient pas. «Quand tu attrapes un gros poisson et qu'une personne te demande où tu l'as pêché, tu réponds: dans le lac, ferme ta yeule. C'est la même chose au lendemain d'une négo, l'employeur se tait jusqu'à la fin du vote. C'est pas compliqué, tu fermes ta yeule!»

Réjean Parent en rajoute. «C'était une comédie d'erreurs. J'avais l'impression que Charest avait pris un fusil et avait tiré dans sa chaloupe. C'est comme s'il avait dit aux étudiants: "On vous a fourrés et on est bien contents."»

Lundi, Michelle Courchesne appelle Réjean Parent. Il lui dit sa façon de penser. «Dans l'art de mal faire, vous avez atteint le comble! Vous avez tout fait pour faire péter ça. Vous venez de provoquer une crise encore plus profonde.»

Plus profonde? Oui, croit Réjean Parent. Les deux parties doivent absolument reprendre les discussions, il n'y a pas d'autre issue.

Mais quand la confiance est brisée, prévient-il, c'est difficile de la rétablir.

LE SOLEIL: Mobilisation étudiante: le rejet massif de l'entente confirmé - Publié le samedi 12 mai 2012 à 05h00



La Presse Canadienne

La CLASSE avait déjà désavoué l'entente de principe jeudi. Au Québec, seulement trois associations sur 111 ont entériné le document.

Samuel Auger, Le Soleil

(Québec) Sans surprise, les étudiants du Québec ont confirmé hier le rejet massif de l'entente de principe conclue entre leurs leaders et le gouvernement en fin de semaine dernière.

Les étudiants des cégeps ont montré sans équivoque leur désapprobation de l'entente de principe. Selon la compilation de la Fédération étudiante collégiale du Québec, 83 % des associations membres ont refusé l'entente. Les militants

collégiaux contre la hausse des droits de scolarité n'ont pas rejeté du revers de la main la négociation de samedi dernier. L'entente telle que paraphée par les leaders étudiants manque toutefois de mordant : peu de garanties, trop de zones grises.

«Le message que ça envoie, c'est qu'il ne faut pas jeter aux poubelles tout le travail qui a été fait. Il y a des éléments à clarifier, à remodeler, pour constituer une sortie de crise qui est acceptable», a résumé hier le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin.

En soirée, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a emboîté le pas en disant non à l'unanimité à l'entente de principe. La présidente Martine Desjardins a souligné que les propositions du gouvernement étaient «nettement insuffisantes pour les étudiants».

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) avait déjà désavoué l'entente de principe jeudi de façon unanime.

À l'échelle provinciale, plus de 300 000 étudiants ont déjà signifié leur refus de l'entente. Seulement trois associations sur 111 ont entériné le document.

Judiciarisation dénoncée

À Montréal, les porte-parole étudiants ont dénoncé plus tôt en matinée le recours aux tribunaux pour forcer la reprise des cours. Huit nouvelles demandes d'injonction ont été entendues hier par des cégepiens qui souhaitent rentrer en classe. Les tribunaux ont été interpellés à des dizaines de reprises dans les dernières semaines, tranchant la plupart du temps en faveur de ceux voulant assister à leurs cours.

Ces démarches sont inutiles, a lancé le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois. Pour lui, il est préférable de descendre dans la rue et accentuer la pression sur le gouvernement Charest afin «qu'il comprenne qu'il doit prendre ses responsabilités pour régler ce conflit de manière politique».

Les fédérations étudiantes ont aussi demandé l'intervention du ministre de la Justice, Jean-Marc Fournier, sur ces recours «abusifs» aux tribunaux. Une requête rejetée par le ministre libéral, qui défend plutôt le droit aux étudiants de suivre leurs cours.

Avec La Presse Canadienne

LA PRESSE : Après la CLASSE et la FECQ, la FEUQ rejette l'offre - Publié le vendredi 11 mai 2012 à 20h09





Photo: Le Soleil

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. Hugo Pilon-Larose, La Presse L'impasse s'est concrétisée ce soir entre la position du gouvernement d'augmenter les droits de scolarité et les demandes des fédérations étudiantes en grève. C'est au tour de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) de rejeter l'offre qu'elle a elle-même négociée, de pair avec les deux autres associations étudiantes, avec le gouvernement Charest.

Les étudiants membres de la FEUQ, réunis en congrès spécial pour débattre de l'offre, ont jugé la proposition du gouvernement insuffisante. Selon la présidente de la fédération, Martine Desjardins, le gouvernement ne peut espérer un retour en classe sans revoir la hausse des droits de scolarité et reprendre les négociations.

«Veut-il (ndlr: le gouvernement) réellement aménager une sortie à cette crise ou non ? Si la réponse est oui qu'il convoque les représentants étudiants pour poursuivre les discussions et qu'il instaure un réel moratoire qui démontrera sa bonne foi», a précisé Mme Desjardins par voie de communiqué.

Même si la FEUQ reconnaît que le gouvernement a fait preuve d'ouverture dans les dernières semaines, elle leur demande d'arrêter d'agir avec mauvaise foi et se dit prête à retourner dès maintenant à la table de négociations.

Une position commune pour les trois associations

Un peu plus tôt aujourd'hui, la FECQ a également annoncé qu'elle rejetait l'entente.

«Ce n'est pas l'esprit de la proposition qui est rejetée par les étudiants. Personne n'est contre

le fait d'améliorer la gestion des universités. Les étudiants veulent plus de garanties que des économies seront dégagées», a précisé le président de la fédération, Léo Bureau-Blouin.

Après consultations, 83% des membres de la FECQ ont voté contre l'entente.

Du côté de la CLASSE, les 43 associations membres s'étaient déjà exprimées le 29 avril dernier contre l'offre, [la rejetant à l'unanimité](#).

Depuis, des manifestants se rassemblent tous les soirs au parc Émilie Gamelin, à Montréal, pour réclamer de nouvelles négociations. Une escalade de la violence a également paralysé l'ensemble du réseau du métro, hier, alors que des personnes ont lancé des bombes fumigènes sur les rails dans plusieurs stations du réseau.

[Quatre personnes se sont livrées à la police aujourd'hui](#), alors qu'elles étaient recherchées depuis hier par le SPVM en lien avec ces événements.

Malgré tout, le gouvernement du Québec ne prévoit pas, pour l'instant, un retour à la table des négociations.

TVANOUVELLES : Emplois d'été : Ceux qui sont restés en classe ont l'embaras du choix - Première publication vendredi 11 mai 2012 à 19h58



Credit photo : TVA Nouvelles

Anne Côté, finissante

Par Éliane Thibault | TVA Sherbrooke

Le conflit des étudiants contre la hausse des frais de scolarité commence à poser problème dans

certains domaines. Entre autres, pour remplacer les infirmières qui partiront en vacance cet été, peu de candidats sont disponibles pour les remplacer. Pour les finissants du Cégep de Granby, qui ont dit non à la grève, il s'agit plutôt d'une belle opportunité...

C'est jour d'examen au Cégep de Granby- Haute-Yamaska. Dans deux semaines, ces étudiants seront prêts à fouler le sol des hôpitaux Québécois.

Ces étudiants en soins infirmiers sont une denrée rare. Anne Côté, finissante : «J'ai eu des appels de Sainte-Justine, de Cowansville et de Granby aussi.» «Il y a Granby, Charles-Lemoyne, je suis allé faire des stages là-bas, donc dès qu'on se

pointe le nez, ils veulent qu'on y retourne par la suite», raconte Mathieu Giroux.

Déjà, les finissants sont en demande dans les établissements de santé, mais avec les grèves étudiantes, ceux qui sont prêts à travailler dès cet été sont plus rares.

Une vingtaine de finissants rejoindront les rangs de l'hôpital de Granby cet été. Mais il y a aussi Sherbrooke, tout comme Montréal qui convoitent aussi les finissants granbyens.

Ces étudiants seront bien occupés cet été. En étant les premiers à arriver sur le marché du travail, ils auront le choix des postes qu'ils préfèrent.

[Voir le reportage d'Éliane Thibault](#)

TVANOUVELLES : Conflit étudiant - La FEUQ rejette l'entente avec le gouvernement - Première publication vendredi 11 mai 2012 à 19h28 - Mise à jour : vendredi 11 mai 2012 à 19h56



Credit photo : archives Agence QMI Agence QMI

Après la CLASSE et la FECQ, les membres de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont rejeté à l'unanimité l'entente survenue avec le gouvernement Charest, a fait savoir la fédération étudiante, vendredi en début de soirée. La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a indiqué dans un communiqué que ses membres sont ouverts au dialogue, mais «jugent les propositions du gouvernement nettement insuffisantes».

La FEUQ a déploré que «le gouvernement n'ait fait aucun compromis sur la hausse ou la hauteur de la hausse des frais de scolarité».

Bien qu'elle perçoive des signes d'ouverture de la part du gouvernement, la FEUQ a demandé «un réel temps d'arrêt» sur l'augmentation, le temps d'une discussion des enjeux qui relèvent des universités.

«Les étudiants veulent retourner en classe, mais il leur faut des garanties solides, a précisé Mme Desjardins dans un communiqué. La mauvaise foi que le gouvernement a démontrée au cours des dernières semaines fait en sorte que nous doutons toujours des intentions du gouvernement. Veut-il réellement aménager une sortie à cette crise ou non? Si la réponse est oui, qu'il convoque les représentants étudiants pour poursuivre les discussions et qu'il instaure un réel moratoire qui démontrera sa bonne foi.»

Sur l'idée du comité provisoire sur la gestion universitaire, la FEUQ a précisé qu'elle ne croit pas qu'il puisse garantir des résultats probants dans sa forme actuelle. La fédération n'a toutefois pas rejeté l'idée.

Scénario similaire à la FECQ

Plus tôt dans la journée, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a annoncé que la majorité de ses associations membres avaient également rejeté l'entente.

« L'offre du premier ministre ne rallie pas les étudiants, a dit le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin. S'il veut un retour en classe, le gouvernement doit accepter de bouger sur la question des droits de scolarité. »

Quelques associations restantes devaient se prononcer vendredi soir ou en début de semaine prochaine. Les consultations ont eu lieu tout au long de la semaine à la suite de l'offre du gouvernement.

Dix-sept des 23 associations membres de la FECQ avaient tenu des votes vendredi en début d'après-midi. Elles ont toutes rejeté l'offre du gouvernement.

Taux de participation faible

Lorsqu'on décortique les chiffres, on remarque que le taux de participation a été faible à plusieurs endroits. C'est le cas notamment au Collège Ahuntsic où moins du tiers des étudiants se sont prononcés à 92% des étudiants contre l'entente de principe.

Et le scénario est le même au Collège Lionel-Groulx, où environ 30% des étudiants ont voté contre l'entente, alors que seulement 1700 étudiants se sont prononcés sur les 5400 que compte l'établissement.

Par ailleurs, la FECQ poursuivra ses moyens de pression jusqu'à ce qu'une offre soit jugée satisfaisante par ses membres.

«Nous invitons nos associations à poursuivre la grève, a ajouté le président de la FECQ. Cette grève est longue, cette grève est dure, mais il faut se rappeler que c'est souvent dans les moments les plus durs que vient la victoire.»

La Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a rejeté officiellement l'offre de Québec jeudi. La CLASSE regroupe 100 907 étudiants. La FEUQ en compte pour sa part 125 000 et la FECQ 80 000.

Une importante manifestation aura lieu, à Montréal, le mardi 22 mai.

TVANOUVELLES : Offre rejetée par la FECQ : Faible taux de participation - Première publication vendredi 11 mai 2012 à 18h52

TVA Nouvelles
 Au cours des derniers jours, la plupart des étudiants de cégep ont voté contre l'entente de principe, et ce, en forte majorité. Mais lorsqu'on décortique les chiffres, on remarque que le taux de participation a été faible à plusieurs endroits. C'est le cas notamment au cégep Ahuntsic où 92 % des étudiants ont rejeté l'entente de principe. C'est moins du tiers des étudiants qui se sont prononcés. Et le scénario est le même au cégep Lionel-Groulx, où environ 30 % des étudiants ont voté contre l'entente. 1 700 étudiants se sont prononcés sur les 5 400 que compte l'établissement.
 Un étudiant du collège de Valleyfield, Mathieu Dion se rend compte que la situation ne fait qu'empirer. « Le taux de participation baisse et il va continuer de baisser, parce qu'il y a beaucoup de personnes aussi qui ont perdu espoir. »
 Non seulement les carrés verts ne croient plus à une sortie de crise imminente, mais ils sont

nombreux à contester aussi le système de votation. « On a proposé le vote via Internet et ils l'ont rejeté à grande majorité, parce qu'ils savent que comme ça, on aurait peut-être une chance d'arrêter cette grève. »
 Une solution pour rejoindre plus de gens Robert Bernier, qui est professeur à l'École nationale d'administration publique croit que « organisé par une organisation indépendante crédible comme Élections Québec ou le Directeur général des élections, on pourrait aller chercher jusqu'à 80 % de l'effectif total des étudiants au Québec. »
 Au cégep de Trois-Rivières, le taux de participation à atteint un fond inquiétant. Ce sont seulement 84 étudiants sur 4 227 qui se sont présentés à l'Assemblée. Très peu, mais suffisant pour que l'association étudiante tienne le vote.
 Au cégep Montmorency, 60 % des étudiants ont rejeté l'entente. Ce sont 1 694 étudiants sur 5 650 qui ont voté.

Laurent Proulx du Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec (MESRQ) croit que les gens se découragent. « Il y a certainement aussi une désillusion, parce qu'on a vu des votes de grève se terminer à des endroits, et 2 jours après, on revenait avec une pétition pour refaire de nouveau un nouveau vote de grève. »
 Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin défend ce faible taux de participation. « Les associations étudiantes travaillent très fort pour maximiser les taux de participation aux assemblées. On s'arrange pour que l'ensemble des étudiants soit au courant. Il y a des appels téléphoniques qui sont effectués. »
 Il y a une semaine jour pour jour, plusieurs croyaient à un règlement de conflit. Aujourd'hui, avec le rejet en bloc de l'entente de principe, c'est le retour à la case départ.

TVANOUVELLES : Trois chefs syndicaux sur la crise : Appel aux urnes et à la suspension de la hausse - Première publication vendredi 11 mai 2012 à 18h04

TVA Nouvelles
 Dans l'espoir d'une sortie de crise, les chefs des trois grandes centrales syndicales du Québec affirment que le gouvernement doit suspendre la hausse des droits de scolarité et déclencher des élections.
Écoutez l'intégralité de l'entrevue avec les trois chefs syndicaux, dimanche à 12h30 sur les ondes de TVA .
 C'est le message que Réjean Parent (CSQ), Michel Arsenault (FTQ) et Louis Roy (CSN) ont lancé à l'émission Larocque-Lapierre, souhaitant voir un dénouement au conflit.
 Une semaine après avoir négocié 25 heures avec le gouvernement et les associations étudiantes pour arriver à cette entente, aucun parti n'est satisfait, disent-ils.
 «La semaine passée, on était en recherche de chacun se sauver la face», a lancé Réjean Parent, président de la CSQ.

«cendre, c'est une autre histoire», a dit Michel Arsenault, président de la FTQ.
 Ils ont accusé le gouvernement d'avoir torpillé l'entente. «Compte tenu des déclarations qui étaient inconcevables et non nécessaires, et principalement du premier ministre, ça amène la crise encore plus profondément, plus difficile à résoudre maintenant», a affirmé Réjean Parent.
 Le dialogue est toujours possible, croient-ils, mais la confiance entre les partis sera difficile à ranimer.
L'heure est aux élections
 Maintenant, leur message est unanime: le gouvernement doit lâcher du lest, même s'il s'agit d'un geste difficile à faire, politiquement. «Il va falloir qu'il se salisse un peu la face, qu'il suspende, qu'il y ait un moratoire et qu'on recrée un contexte pour avoir ces discussions-là dans un cadre plus serein et vers une prochaine élection», croit M. Parent.
 Les trois chefs demandent que le gouvernement suspende sa hausse de droits de scolarité le temps d'une discussion lors d'une période électorale.

Soutien des syndicats
 La CSN, la FTQ et la CSQ ont soutenu financièrement les étudiants, offrant environ 80 000\$. De plus, depuis un an, leurs chefs produisent des conseils aux leaders étudiants pour mener leur négociation.
 Toutefois, les leaders syndicaux condamnent la violence et les événements de jeudi dans le métro. «Ces actions-là nous éloignent des solutions.»
 Ils craignent que les éclats de violence poussent la population à appuyer le gouvernement, plutôt que les étudiants.
 «Une (manifestation violente), c'est toujours de trop et c'est ça qu'il faut que les gens comprennent. Les manifestations violentes desservent la cause pour laquelle on manifeste. On dit que c'est une lutte sociale. Mais si on écoeur la société, on s'éloigne de la société. Et tant que les gens ne comprennent pas ça, il y aura toujours des casseurs qui vont s'infiltrer», ajoute M. Parent.



(Photo: TVA Nouvelles)

Réjean Parent, président de la CSQ

Les trois chefs syndicaux, portant fièrement le carré rouge, affirment aujourd'hui que l'heure est grave. «Vous savez, monter le chat dans le poateau, des fois, c'est facile, mais le faire des-



(Photo: TVA Nouvelles)

Michel Arsenault, président de la FTQ



Louis Roy, président de la CSN (Photo: TVA Nouvelles)

TVANOUVELLES : Carré blanc de l'armistice : 55 médecins rejoignent le mouvement - Première publication vendredi 11 mai 2012 à 16h42

TVA Nouvelles
 55 médecins du Québec joignent leur voix à celles de parents inquiets de l'escalade de la violence dans le conflit entre le gouvernement et les étudiants.
 Ils vont arborer le «carré blanc de l'armistice» et demander au gouvernement Charest de suspendre sa décision de hausser les droits de scolarité et de mettre en place un processus pour consulter les citoyens du Québec sur la question.

Les médecins signataires disent qu'ils ne veulent pas prendre parti dans ce conflit. Mais ils craignent pour la sécurité des étudiants, policiers et citoyens, et veulent leur éviter les séquelles physiques et psychologiques liées à la violence.
 «C'est certain que les affrontements vont continuer s'il n'y a pas quelqu'un qui dit "woh on arrête!". Et qui peut le dire ? Ce ne sont pas les leaders étudiants», d'expliquer le Dr Yves Bonnier Viger.

Le mouvement des carrés blancs a été lancé par les parents de deux étudiantes de Québec qui ont été blessées lors de la manifestation de la semaine dernière, à Victoriaville.
L'UPA aussi veut un moratoire
 Par ailleurs, l'Union des producteurs agricoles appuie aussi l'idée d'un moratoire sur la hausse des frais de scolarité pour mettre fin au conflit entre le gouvernement Charest et les associations étudiantes. Elle en a fait l'annonce sur son site Internet.

TVANOUVELLES : Cégep de Sherbrooke : Les étudiants rejettent l'offre du gouvernement - Première publication vendredi 11 mai 2012 à 16h27



Crédit photo : archives Agence QMI

C'est dans une proportion d'environ 90% que les étudiants du Cégep de Sherbrooke ont rejeté la dernière offre du gouvernement du Québec mise de l'avant à la suite d'une entente de principe intervenue entre Québec et les dirigeants des fédérations étudiantes.

Les étudiants étaient par contre beaucoup moins nombreux que lors des autres assemblées générales qui ont chaque fois attiré plus de 2000 personnes.

Il faut dire que, pour ce vote, la tenue des cours n'a pas été levée. La réunion s'est tenu dans la salle Alfred-Desrochers ayant une capacité maximum de 300 places. Auparavant, les assemblées se déroulaient dans le gymnase.

Lors de cette dernière assemblée, un étudiant a proposé de tenir un référendum au début de la semaine prochaine pour décider ou non de la poursuite de la grève. La proposition a été acceptée.

Ainsi, les étudiants du Cégep de Sherbrooke seront appelés à se prononcer lundi et mardi prochain, entre 8h00 et 10h00. Il s'agirait toutefois d'une grève «symbolique», ce qui veut dire que les étudiants le souhaitant pourront se rendre à leurs cours.

Par Ghislain Allard | Agence QMI

TVANOUVELLES : Droits de scolarité : La FECQ rejette l'entente avec le gouvernement - Première publication vendredi 11 mai 2012 à 13h24 - Mise à jour : vendredi 11 mai 2012 à 15h39

TVA Nouvelles et Agence QMI

La majorité des associations membres de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont rejeté l'entente survenue avec le gouvernement Charest.

Les quelques associations restantes devaient se prononcer vendredi ou en début de semaine prochaine.

Les consultations ont eu lieu tout au long de la semaine à la suite de l'offre du gouvernement. Dix-sept des 23 associations membres de la FECQ avaient tenu des votes vendredi en début d'après-midi. Elles ont toutes rejeté l'offre du gouvernement. Six autres associations devaient voter vendredi après-midi ou en début de semaine prochaine.

Selon Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ, «L'offre du premier ministre ne rallie pas les étudiants. S'il veut un retour en classe, le gouvernement doit accepter de bouger sur la question des droits de scolarité».

Il ajoute que la FECQ étudie pourquoi cette sortie de crise n'a pas été jugée acceptable. Les associations liées à la FECQ ont notamment proposé plusieurs suggestions pour modifier cette entente. «Tout n'est pas à jeter à la poubelle. Il ne faut pas absolument retourner à la case de départ. Il y a déjà un cadre de travail intéressant qui a été développé», a affirmé Léo Bureau-Blouin, en entrevue à TVA Nouvelles.

D'ici à ce qu'une offre soit jugée satisfaisante par ses membres, la FECQ poursuivra ses moyens de pression. «Nous invitons nos associations à pour-

suivre la grève. Cette grève est longue, cette grève est dure, mais il faut se rappeler que c'est souvent dans les moments les plus durs que vient la victoire», a dit le président de la FECQ.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) représente plus de 80 000 étudiants sur l'ensemble du territoire québécois.

Rappelons que la [Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante \(CLASSE\) a rejeté officiellement l'offre de Québec jeudi](#). La CLASSE regroupe 65 associations étudiantes et 100 907 étudiants.

Selon la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), plus de 81 associations, représentant 210 000 étudiants, se sont prononcées contre cette offre jusqu'à maintenant.

TVANOUVELLES : Dérapage sur Facebook : Recours aux armes à feu pour briser la grève? - Première publication vendredi 11 mai 2012 à 13h03 - Mise à jour : vendredi 11 mai 2012 à 18h38



(TVA Nouvelles)

Jeudi soir, on pouvait lire sur une page Facebook antigréviste comptant plus de 600 appuis, des propos inquiétants : «La rumeur court que certains citoyens seraient en train de monter des équipes de briseurs de grève étudiante. Ces citoyens exaspérés sont prêts à en venir aux coups avec les grévistes et on a même entendu parler d'armes à feu.»

Et d'autres commentaires du même ton se succèdent.

L'experte en médias sociaux Michelle Blanc le constate de visu : «Si on est pour la hausse, on est un sale libéral et si on est contre la hausse on est un vil anarchiste. Il ne semble plus y avoir de juste milieu sur ce débat» explique la spécialiste.

Selon elle, il faut surtout prendre garde à tous les propos émis, le plus souvent écrit sur ces réseaux : «On peut toujours vous retrouver et... les écrits restent» estime-t-elle.

Les députés réagissent

Cette montée de la violence constatée est rapidement dénoncée par les députés à l'Assemblée nationale.

Pour Bernard Drainville, «Ce n'est pas par la violence qu'on va régler le conflit actuel, ça c'est clair» a déclaré le député péquiste de Marie-Victorin.

Gérard Deltell renchérit : «Faut éviter toute forme de violence de quelque nature que ce soit, peu importe, le carré qu'on porte sur soi» explique le chef parlementaire de la Coalition avenir Québec (CAQ).

Les députés de tous les partis tiennent le même discours.



(photo: TVA Nouvelles)

TVA Nouvelles

Les médias sociaux sont devenus un terrain d'affrontement et de polarisation entre les carrés rouges et les carrés verts, et le mouvement antigréviste commence à y prêcher la loi du Talion; œil pour œil, dent pour dent.



La page disparue

Jeudi soir la page, «Mouvement antigrevé étudiant » était suivie par plus de 660 personnes, vendredi midi, elle avait disparu.

Plusieurs internautes, inquiets par les propos qui y étaient tenus, ont porté plainte à la Sûreté du Québec et au SPVM.

LA PRESSE : Le consulat des États-Unis s'inquiète des manifs étudiantes - Publié le vendredi 11 mai 2012 à 12h55 | Mis à jour le vendredi 11 mai 2012 à 15h35



Photo: La Presse

Une des récentes manifs à Montréal.

Philippe Teisreira-Lessard, La Presse

Les ressortissants américains qui profitent des charmes de Montréal devraient être sur leurs gardes en raison de la crise étudiante, selon le consulat des États-Unis.

«Il n'y a aucun signe suggérant que les ressortissants étrangers ou les citoyens américains sont menacés ou visés. Les citoyens américains devraient tout de même rester alertes quant à l'évolution de la situation sécuritaire et rester vigilant par rapport à leur sécurité personnelle», écrit le consulat dans une «note de sécurité» diffusée à la fin du mois d'avril.

La note précise que la plupart des manifestations étudiantes sont pacifiques mais qu'elles dérapent parfois et se transforment en violents affrontements. La plupart d'entre elles sont annoncées à l'avance, mais certaines peuvent être spontanées, ajoute-t-on.

Les commerces demeurent habituellement ouverts, dit encore le texte, mais la circulation automobile est parfois rendue difficile.

«Le consulat des États-Unis demande aux citoyens américains d'éviter les zones de manifestations et d'être prudents à proximité de toute manifestation.»

LE SOLEIL : Une cinquantaine de médecins portent le carré blanc - Publié le vendredi 11 mai 2012 à 12h04 | Mis à jour le vendredi 11 mai 2012 à 20h41



Le Soleil, Steve Deschênes

Les médecins Yv Bonnier Viger, Janie Giard et Paul Saba font partie de la cinquantaine de signataires de la Coalition des médecins pour un retour à la paix sociale qui arborent le carré blanc de Robert Michaud (au centre).

Marie-Pier Duplessis, Le Soleil

(Québec) L'appel de Robert Michaud pour un moratoire mettant fin aux hostilités dans le conflit étudiant a été entendu par une coalition d'une cinquantaine de médecins qui se sont joints au mouvement du carré blanc.

En conférence de presse vendredi matin, les porte-parole du regroupement se sont défendus d'adopter une position neutre dans le débat. «La Coalition des médecins pour un retour à la paix sociale peut être de n'importe quelle allégeance. Il y en a qui portent le carré vert, d'autres le carré rouge, mais essentiellement, ce qu'on demande, c'est l'arrêt des discussions comme elles se font présentement, dans un climat d'hostilité qui est propice à faire d'autres blessures, d'autres incidents qui mettent la vie des jeunes, des policiers, des citoyens du Québec en danger», a soutenu la médecin Janie Giard, qui est également la conjointe de M. Michaud et mère d'une étudiante qui prend part aux manifestations.

Les médecins se sont montrés inquiets de «l'escalade de violence» qui se déroule dans les rues depuis le début du conflit étudiant qui perdure depuis 13 semaines déjà. Selon le médecin et professeur à l'Université Laval Yv Bonnier Viger, la seule personne ayant le pouvoir de calmer le jeu, c'est le premier ministre Jean Charest et non les leaders étudiants, qui n'ont pas le contrôle sur leurs troupes.

«Si on force les injonctions, ça va créer plus de violence par la force de la police. On ne peut pas régler ce problème avec des gaz lacrymogènes, avec des balles de plastique ni avec des matraques. Je pense que la seule façon de le faire, c'est avec un armistice de paix», a affirmé le Dr Paul Saba, par ailleurs président de la Coalition des médecins pour la justice sociale.

Robert Michaud a notamment indiqué qu'il ne cherchait pas à trouver de coupable à la violence et aux projectiles qui ont été lancés lors de la manifestation de Victoriaville la fin de semaine dernière. «Mon opinion en tant que citoyen quand j'entends ces débats-là, je ne suis pas sûr que l'heure est à chercher qui a tiré la balle à qui. La question qu'on a soulevée est une question effectivement neutre, c'est qu'on ne veut plus qu'il y ait de blessés, peu importe qui a blessé qui.»

Le président de l'Union des producteurs agricoles, Marcel Groleau, qui avait déjà fait une sortie publique pour réclamer un moratoire d'un an sur la question de la hausse des droits de scolarité, a également offert son appui à l'initiative des carrés blancs.

LAPRESSE.CA : Le «carré blanc» gagne des appuis - Publié le vendredi 11 mai 2012 à 11h44 | Mis à jour le vendredi 11 mai 2012 à 15h50



Photo Patrice Laroche, Le Soleil

En conférence de presse vendredi, Robert Michaud, chercheur dans le domaine de la biologie marine et père à l'origine du «carré blanc», a affirmé que ce symbole n'est pas celui de la reddition, mais bien celui de «l'armistice de paix», de la trêve.

Tommy Chouinard, La Presse

(Québec) Le «carré blanc», une initiative lancée mercredi par des parents de Québec, gagne des appuis. Une cinquantaine de médecins «pour un retour à la paix sociale» appuient l'initiative et demandent ainsi un moratoire sur la hausse des droits de scolarité pour mettre fin au conflit étudiant. L'ex-chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a décidé de porter le carré blanc lui aussi.

> Sur le web: [le site du «carré blanc»](#)

En conférence de presse vendredi, Robert Michaud, chercheur dans le domaine de la biologie marine et père à l'origine du «carré blanc», a affirmé que ce symbole n'est pas celui de la reddition, mais bien celui de «l'armistice de paix», de la trêve. Sa fille a participé à la manifestation de Victoriaville et a été blessée légèrement.

«On est dans un climat de terreur. Nos enfants ont vu l'horreur. Je trouve ça inacceptable», a-t-il affirmé.

Il a écrit au premier ministre Jean Charest pour lui demander de décréter un moratoire sur la hausse des droits de scolarité afin de retrouver

un climat social serein. Il l'invite à «mettre en place dès l'automne prochain un véritable processus de consultation pour débattre avec les étudiants de l'importance de l'éducation dans notre société et de son financement».

Le président de l'Union des producteurs agricoles, Marcel Groleau, fait partie de ceux qui portent le carré blanc.

C'est aussi le cas de Paul Saba, de la Coalition des médecins pour la justice sociale. Parmi les autres médecins, on compte la conjointe de M. Michaud, Janie Giard, Réjean Hébert, candidat du Parti québécois, et Alain Vadeboncoeur, membre d'un groupe de personnalités qui ont donné leur appui aux étudiants la semaine dernière. L'un des médecins à la conférence de presse de vendredi, Yves Bonnier-Viger, portait le carré rouge sous le carré blanc. Il a expliqué que tant des «rouges» que des «verts» se joignent au mouvement de M. Michaud. «On ne demande à personne d'abandonner ses idées», a-t-il dit. Il estime que l'important est de faire cesser la vio-

lence, de permettre un retour en classe, puis de mettre en place un processus de consultation. Le moratoire devrait durer un an ou deux, selon lui. Le groupe de médecins pour le «retour à la paix sociale» justifie sa position en disant que «le

conflit actuel pourrait se prolonger considérablement et, avec lui, les risques d'incidents graves». Le mouvement du carré blanc se défend de demander au gouvernement de reculer sur sa position au sujet des droits de scolarité. Un moratoire, «c'est la seule position responsable, a dit

M. Michaud. Il y a un chaos social. À qui la faute? Moi, je ne le sais pas. Est-ce que c'est la sourde oreille d'un côté ou de l'autre? Ça fait 13 semaines que ce conflit dure, et il n'y a pas de solution à l'horizon.»

RADIO-CANADA / MAURICIE : Les étudiants des cégeps de la Mauricie et du Centre-du-Québec rejettent l'entente – Mise à jour le vendredi 11 mai 2012 à 10 h 05 HAE



Des étudiants manifestent près de l'Université du Québec en Outaouais.

Les étudiants de trois cégeps de la Mauricie et du Centre-du-Québec ont rejeté majoritairement l'entente de principe visant à mettre un terme à la crise sur les droits de scolarité.

Des assemblées générales ont eu lieu, jeudi, à Victoriaville, Drummondville et Trois-Rivières.

Au Cégep de Trois-Rivières, la présence de 82 étudiants était nécessaire pour tenir jeudi l'assemblée générale spéciale. Le quorum a été atteint de justesse.

Ce sont donc un peu plus de 90 étudiants qui se sont présentés afin de se prononcer sur l'entente

de principe proposé par leurs leaders étudiants et le gouvernement.

Ils ont refusé l'entente dans une proportion de 90 %. Le vote s'est déroulé à main levée.

Les étudiants du Cégep de Victoriaville ont voté à 80 % pour le rejet de l'entente. Ils étaient 111 lors de cette assemblée générale spéciale.

Jeudi, la CLASSE a aussi rejeté l'entente de principe jeudi.

Selon la CLASSE, plus de 165 000 cégépiens et universitaires du Québec sont encore en grève. Certains débraient depuis la mi-février.

Une grande manifestation nationale aura lieu le 22 mai. Après le 22 mars, le 22 avril (Jour de la Terre) la CLASSE invite les étudiants à faire du 22 mai une nouvelle grande date de la mobilisation des citoyens.

Le Cégep de Trois-Rivières compte 4500 étudiants. Ils sont 1000 à Victoriaville et 1500 à Drummondville.

Les établissements ayant rejeté l'offre du gouvernement

[Les cégeps et universités ayant rejeté l'offre du gouvernement](#) in a larger map

Les commentaires (3)

Envoyé par [Monique Francoeur](#) de Laval, 14 mai 2012 à 11 h 36 HAE

Une si faible participation et en plus le vote à main levée. Pas crédible! Assez pour décourager ceux qui accepteraient l'entente de se présenter.

Envoyé par [Serge Duval](#) de Secteur Drummondville, 13 mai 2012 à 08 h 16 HAE

Je suis éberlué par le "fort" taux de participation aux assemblées. 90 étudiants à Trois-Rivières et 111 à Victoriaville. Sont où les étudiants? Tant ceux qui veulent boycotter que ceux qui veulent reprendre les cours.

Avec un si bas taux de participation, tout ce qu'il mériterait, c'est de clore la session et de reprendre à zéro en septembre... sans bourse ou prêts, évidemment, puisque ceux de cette année ont été gaspillés à faire la fête.

Envoyé par [Karine Dupuis](#) de Saint-Émile, 11 mai 2012 à 11 h 08 HAE

Je vous souhaite un bel été... sur les bancs d'école.

LE SOLEIL : Carré blanc: une militante fière de ses parents - Publié le vendredi 11 mai 2012 à 05h00 | Mis à jour le vendredi 11 mai 2012 à 08h48

Baptiste Ricard-Châtelain, Le Soleil (Québec) Mathilde Michaud est arrivée à l'assemblée générale de l'association étudiante du Collège François-Xavier-Garneau le bras en écharpe.

«J'ai l'épaule luxée. Je commence la réadaptation à partir de demain. Je me suis fait ça à Victoriaville [la fin de semaine dernière] en essayant de porter une jeune fille atteinte à la cheville par une balle en plastique. Elle s'est évanouie presque dans mes bras.»

Mathilde est célèbre! Ou, plutôt, son père est célèbre. Robert Michaud faisait la Une du *Soleil* de jeudi. Avec d'autres parents, il a lancé le mouvement du carré blanc, le carré de l'armistice. Papa a peur pour la jeunesse québécoise qui affronte les forces de l'ordre lors des manifestations contre la hausse des droits de scolarité.

«On est habitués de voir l'horreur à la télévision le soir, mais l'horreur elle est dans nos rues, et ça affecte la vie de nos enfants. Et moi, je ne me reconnais plus dans cette société», a-t-il déclaré

à une collègue. M. Michaud demande donc une trêve avant que le conflit ne dégénère.

Sa fille, Mathilde, est tout sourire, fière de ses parents. L'étudiante-militante mise cependant sur une sortie de crise négociée, rapide. «L'important, c'est que la question se règle. Mais pas dans une négociation de 22 heures sans dormir.»

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : La CLASSE rejette l'entente de principe – Mise à jour le jeudi 10 mai 2012 à 20 h 51 HAE



Gabriel Nadeau-Dubois et Jeanne Reynolds, porte-paroles de la CLASSE

« Les étudiants se sentent méprisés et ridiculisés par le gouvernement », a lancé Gabriel Nadeau-Dubois, l'un des porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), en conférence de presse pour expliquer le rejet de l'entente de principe conclue la semaine dernière entre le gouvernement et les leaders étudiants.

La CLASSE dénonce l'entente qui n'avait pour but, selon elle, qu'à faire diminuer la pression sur le gouvernement. Elle estime que le rejet de l'entente est dû à l'absence de toute mention des droits de scolarité.

« Cette offre ne parle pas des droits de scolarité, ce qui est la revendication principale des étudiants et des étudiantes. »
Jeanne Reynolds

porte-parole de la CLASSE

La faible représentation étudiante au sein du conseil provisoire des universités prévu dans l'entente est un autre élément qui a irrité la CLASSE.

L'association étudiante soutient demeurer ouverte à la négociation, mais elle exige que les droits de scolarité soient au cœur des discussions.

« La ministre a assez tourné autour du pot, ça fait 13 semaines que le conflit dure, il est plus que temps qu'on adresse l'enjeu de fond. Cet enjeu n'est pas les prêts et bourses, ce n'est pas les frais afférents, ce n'est même pas, à la rigueur, la gestion universitaire, c'est la hausse des droits de scolarité. »

Gabriel Nadeau-Dubois

« La ministre doit cesser de nier la réalité, la grève actuelle porte sur les droits de scolarité et s'il y a des négociations, elles devront porter sur la hausse des droits de scolarité », a poursuivi M. Nadeau-Dubois.

Des preuves qui disculperaient la CLASSE

Par ailleurs, M. Nadeau-Dubois a écarté que des étudiants liés à la CLASSE soient à l'origine des actes de vandalisme survenus jeudi matin dans le métro de Montréal. « Premièrement, il n'y a

aucune preuve que ces gestes-là sont liés au mouvement étudiant. Deuxièmement, il y a des preuves que ces gestes-là ne sont pas liés à la CLASSE », a-t-il déclaré.

Prenant ses distances des actes de vandalisme sans les condamner, le porte-parole de la CLASSE s'est offusqué que les journalistes s'interrogent sur une possible implication des étudiants chaque fois que se produit une « perturbation » à Montréal. Gabriel Nadeau-Dubois a même présenté la CLASSE comme une victime de ces actes de vandalisme, précisant qu'ils avaient retardé le début de son congrès.

Les porte-parole de la CLASSE estiment que les déclarations du premier ministre Jean Charest et de sa ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, dans les heures qui ont suivi l'entente - interprétées comme triomphalistes par la CLASSE et l'ensemble du mouvement étudiant - ont eu pour effet de fouetter les troupes.

Grande manifestation le 22 mai

Les porte-parole de la coalition ont ainsi profité de leur conférence de presse pour annoncer la tenue d'une grande manifestation nationale le 22 mai. Après le 22 mars, le 22 avril (Jour de la Terre) la CLASSE invite les étudiants à faire du 22 mai une nouvelle grande date de la mobilisation des citoyens.

Les fédérations étudiantes collégiale et universitaire du Québec (FECQ et FEUQ), ont déjà demandé au gouvernement de se [rasseoir à la table](#) des négociations afin d'éclaircir des zones grises qui suscitent la méfiance des étudiants. Jusqu'ici, le gouvernement n'a [pas donné signe](#) qu'il entend agir de la sorte.

Selon la FECQ et la FEUQ, 79 associations étudiantes représentant 204 000 étudiants ont rejeté l'entente de principe. Seules deux associations représentant 3200 étudiants - celles du cégep de la Gaspésie (campus de Gaspé) et du cégep de Rimouski - l'ont acceptée.

À Terrebonne, le vote de mardi au Cégep régional de Lanaudière, pour un retour en classe, a été invalidé jeudi, en raison d'un vice de procédure. Les étudiants de ce cégep sont donc toujours en grève.

Selon la CLASSE, plus de 165 000 cégépiens et universitaires du Québec sont encore en grève. Certains débrayent depuis la mi-février.

La session des finissants en droit de l'UQAM en péril

La direction de la faculté de droit et de science politique de l'UQAM a indiqué que la situation rendait « extrêmement difficile la tenue des cours d'été ». La faculté invoque le fait que la session d'été, même si elle ignore quand elle débutera, « empiètera sur les mois de juillet et d'août », ce qui rendra difficile le recrutement de personnel enseignant par le département des sciences juridiques à une époque de l'année où « dans un contexte normal, aucun cours en droit ne se donne ». « Les étudiants qui visaient une diplomation à l'été ne seront vraisemblablement

pas en mesure de terminer leur cheminement scolaire à l'intérieur du délai qu'ils se sont fixé », conclut la direction.

Cette semaine, la Fédération des cégeps avait pour sa part déjà indiqué que les cégeps où le débrayage est en cours depuis le plus longtemps ne pourront pas terminer leur session [d'ici le 30 juin](#), comme elles l'espéraient.

Les établissements ayant rejeté l'offre du gouvernement

View [Les cégeps et universités ayant rejeté l'offre du gouvernement](#) in a larger map

En complément

- Hyperlien - [La grève continue au Collège Édouard-Montpetit](#)

[Les commentaires \(417\)](#)

TVANouvelles : Cégeps du Saguenay-Lac-Saint-Jean : L'offre toujours rejetée - Première publication jeudi 10 mai 2012 à 19h44



Crédit photo : Archives Agence QMI
Saccage au Cégep d'Alma le 2 avril 2012

Par Jean-François Tremblay | TVA Nouvelles

Les étudiants de deux cégeps du **Saguenay-Lac-Saint-Jean** ont rejeté jeudi l'**entente de principe** intervenue entre Québec et les Fédérations étudiantes. L'accord a été repoussé du revers de la main au Cégep de Jonquière et à celui d'**Alma**.

Au **Collège de Jonquière**, le non a été massif, mais l'assemblée de 60 minutes n'a réuni que 60 étudiants. Il faut dire que les statuts et règlements de l'Association étudiante de l'établissement exigent la présence de 50 membres pour passer au vote.

Ce sont 55 des 60 étudiants présents qui ont voté contre l'offre de Québec parce qu'ils la jugent insultante.

À la sortie de la salle, les gens ont dénoncé le contenu de ce qui est sur la table. « C'est une insulte au mouvement étudiant et ça ne satisfait pas du

tout aux attentes des associations étudiantes du Québec », a déclaré une étudiante.

Un autre doutait du comité proposé pour revoir la gestion des universités. « Est-ce que les universités, les recteurs qui gèrent les universités vont accepter des coupures dans leur budget, dans leurs primes de départ, dans leurs salaires? Je ne crois pas. C'est juste pelletter le problème pour le remettre dans un an. C'est une tactique libérale pour se faire du capital politique. »

Le président de l'Association étudiante du Cégep de Jonquière, Antoine Rail, approuvait le message de ses membres. « Ce n'est pas avec douze semaines de mobilisation que l'on veut recevoir un peut-être au bout du compte. On veut quelque chose de globalement acceptable. »

Il ne cachait pas sa déception d'avoir attiré seulement une soixantaine de membres sur les 3000 étudiants du cégep, mais disait comprendre que la fin de session et les heures de cours ne favorisaient pas la mobilisation à Jonquière, un endroit où la session n'est pas compromise parce qu'il n'y a eu que trois journées de grève.

Alma

À Alma, un vote à main levée dans une assemblée regroupant une centaine d'étudiants a permis aux partisans du carré rouge d'obtenir un rejet très majoritaire de l'entente de principe. L'assemblée a duré 45 minutes et le vote était trop évident pour qu'un compte du résultat soit tenu.

La proposition qui a été adoptée à Alma affirme que l'entente est une preuve du mépris du gouvernement envers les étudiants.

Le texte de la proposition va plus loin en accusant Québec d'avoir mené une négociation dirigée par le harcèlement psychologique en raison des longues heures consécutives de discussion.

Les étudiants d'Alma suggèrent que la prochaine négociation soit tenue sous la formule de huit heures de pourparlers suivies de huit heures de repos. Leur proposition se termine en disant que toute offre ne statuant pas sur les frais de scolarité sera rejetée.

LA PRESSE : La CLASSE dit non à l'offre, Beauchamp refuse de négocier - Publié le jeudi 10 mai 2012 à 17h34



Photo: PC

Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau Dubois et la ministre de l'Éducation Line Beauchamp.

Philippe Teisceira-Lessard et Tommy Chouinard, La Presse

Sans surprise, la CLASSE a officiellement rejeté aujourd'hui l'entente de principe intervenue la fin de semaine dernière entre ses négociateurs et le gouvernement du Québec.

Et elle ne prévoit pas de règlement rapide du conflit: une grande manifestation devrait avoir lieu le 22 mai prochain. Le débrayage en sera à

sa 15e semaine. Entretemps, le groupe promet d'organiser chaque jour des manifestations et des coups d'éclat.

Après presque une semaine d'assemblées générales, l'organisation conclut que l'entente signée samedi dernier ne traite pas de l'enjeu au centre du mouvement de grève étudiant.

« Cette offre ne correspond pas, ne parle pas de la hausse des droits de scolarité. C'est la raison principale », a expliqué Jeanne Reynolds, l'une des deux porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

L'attitude de Jean Charest et de Line Beauchamp a aussi contribué à ce que le fruit des négociations soit rejeté, selon son collègue Gabriel Nadeau-Dubois. Après cet affront, c'est à la ministre de relancer les discussions, a-t-il ajouté.

« C'est au gouvernement d'agir, a-t-il dit. Il va falloir des gestes concrets pour régler la situation. Ça veut dire ouvrir une nouvelle ronde de négociations et traiter non pas des frais afférents, non pas des prêts et bourses, mais traiter enfin des droits de scolarité. »

Mais Line Beauchamp de l'entend pas de cette oreille.

La ministre de l'Éducation dit avoir des « échanges téléphoniques » et des « échanges de documents » en vue d'apporter des « précisions » à l'entente de principe. « Je veux avoir des discussions franches et honnêtes qui nous indiquent que ce sera utile d'apporter des précisions », a-t-elle souligné. Mercredi, elle écartait l'idée de tenir une nouvelle rencontre au sommet.

La ministre n'a évoqué qu'une seule éventuelle « précision » jusqu'ici. Elle pourrait faire en sorte que la question des droits de scolarité puisse être « abordée » au futur conseil provisoire des universités. Elle refuse toutefois de faire en sorte que les économies éventuelles dans la gestion des universités puissent également faire diminuer les droits de scolarité, et non seulement les frais afférents.

Pour la ministre, il n'est pas question de créer le conseil provisoire sur les universités dès maintenant, alors que des étudiants se prononcent toujours sur l'entente de principe. Aller de l'avant, « ce pourrait être vu comme un geste jetant un peu d'huile sur le feu, ou un geste mal interprété », a-t-elle dit.

La FEUQ et la FECQ confirment les échanges téléphoniques avec le cabinet de Mme Beau-

champ. La FEUQ dit avoir envoyé au début de la semaine un document portant sur ses demandes de modification de l'entente. Le gouvernement

lui a envoyé un accusé de réception, mais rien d'autre.

La CLASSE a reçu un appel du gouvernement lundi mais, depuis, « c'est silence radio », a dit son attaché de presse, Renaud Poirier.

LE SOLEIL : La CLASSE dit non à l'entente - Publié le jeudi 10 mai 2012 à 17h20 | Mis à jour le jeudi 10 mai 2012 à 21h51



Photothèque Le Soleil

Jeanne Reynolds et Gabriel Nadeau-Dubois (Québec) Après une vague de Non de la part des différentes associations membres partout au Québec, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a rejeté officiellement l'entente de principe qui avait été signée avec le gouvernement cinq jours plus tôt. Le mouvement de protestation étudiante contre la hausse des droits de scolarité est donc loin d'être terminé, alors que la CLASSE a encouragé la poursuite des grèves et des moyens de pression, au terme d'un congrès tenu exceptionnellement jeudi plutôt qu'en fin de semaine. Une

grande manifestation nationale est d'ailleurs prévue le 22 mai, semblable à celles qui avaient eu lieu le 22 mars et 22 avril. En entretien téléphonique avec *Le Soleil*, la porte-parole Jeanne Reynolds a défendu la CLASSE d'être revenue sur sa décision. «La seule chose qu'ont signée les représentants du comité de négociation, c'était qu'ils allaient apporter cette offre-là devant les assemblées générales pour que les étudiants puissent en parler et voter sur ça. On n'est pas revenus sur une décision puisqu'il n'a jamais été décidé d'entériner l'offre qui avait été faite.» Même si elle parle de la «fatigue» des représentants après les longues heures de discussions la fin de semaine dernière à Québec, aucun blâme n'a été porté sur le comité de négociation. «Après trois mois, on ne veut pas revenir les mains vides, on ne peut pas se satisfaire d'une offre qui est tellement hypothétique, qui est très incertaine quant à une réelle diminution de la contribution étudiante et qui ne respecte pas les enjeux pour lesquels les étudiants sont en grève [...] Le message qu'on lance à la ministre, c'est que si elle veut que les étudiants retournent en classe, il va falloir une offre qui concerne la hausse des frais de scolarité, et pas quelque chose qui concerne les frais afférents ni même l'aide financière aux études.»

Du côté des deux grandes fédérations étudiantes collégiale et universitaire (FECQ et FEUQ), tout porte à croire qu'elles emboîteront le pas sous peu. «Nous tenons une rencontre téléphonique avec nos associations membres ce soir [jeudi] et je pense que le verdict ne sera pas une surprise pour personne», a partagé Léo Bureau-Blouin, le représentant de la FECQ.

Fin du conflit?

«Les associations qui ont été consultées au niveau de la FEUQ ont rejeté l'offre à l'unanimité, mais ceci étant dit, on calcule quand même les différentes clarifications dont les étudiants ont besoin dans l'offre, puisqu'au-delà de la rejeter, encore faut-il savoir ce qu'on veut», a quant à elle affirmé Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

Ces deux représentants demeurent toutefois persuadés de pouvoir mettre fin au conflit étudiant dans les plus brefs délais. «Je pense qu'on est toujours vers le début de la fin. Il reste certains éléments à préciser et à améliorer, mais je ne pense pas qu'on soit encore une fois devant un cul-de-sac. Je comprends que les gens veulent que ça finisse au plus vite, mais il faut quand même laisser la chance au processus de s'enclencher», considère Mme Desjardins.

LAPRESSE.CA : La CLASSE dit non à l'entente - Publié le jeudi 10 mai 2012 à 16h38



Photo Ninon Pednault, La Presse

Jeanne Reynolds et Gabriel Nadeau-Dubois. La Presse Canadienne, Montréal Les délégués de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE)

ont rejeté massivement l'entente conclue la fin de semaine dernière avec le gouvernement, estimant qu'il ne s'agit que d'une tentative pour remettre le problème à plus tard. Le mouvement de protestation contre la hausse des droits de scolarité est donc loin d'être terminé alors que la CLASSE a encouragé à la poursuite des grèves et des moyens de pression, au terme d'un congrès tenu jeudi. Les porte-parole de la CLASSE ont indiqué que les étudiants sondés en assemblées générales avaient exprimé leurs doutes quant à la possibilité de voir la facture des étudiants réellement diminuer au terme des rencontres du conseil provisoire, qui doit se pencher sur la gestion financière des universités. Ils ont aussi rejeté la composition même de ce conseil, puisque la représentation étudiante y aurait été minoritaire.

La CLASSE a donc annoncé la tenue d'une nouvelle manifestation nationale, qui se tiendra à Montréal le 22 mai prochain.

Le porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois a toutefois affirmé que la CLASSE se tenait prête à retourner à la table de négociations dès que possible mais qu'elle souhaite que la prochaine ronde de discussions porte sur la hausse des droits de scolarité plutôt que sur les autres enjeux connexes, comme la gestion des universités.

Il a rappelé que les étudiants restent mobilisés même si les menaces d'annulation du trimestre commencent à se faire de plus en plus fortes. Selon lui, 165 000 étudiants sont toujours en grève.

TVANOUVELLES : Hausse des droits de scolarité : La CLASSE rejette l'offre gouvernementale - Première publication jeudi 10 mai 2012 à 14h21 - Mise à jour : jeudi 10 mai 2012 à 15h55

TVA Nouvelles La Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a tenu un point de presse à 15h00 ce jeudi pour rejeter officiellement l'offre de Québec pour mettre fin à la crise sur la hausse des droits de scolarité.

«Après consultations dans les assemblées générales dans les trois derniers jours, c'est sans surprise que la CLASSE rejette l'offre de la ministre faite la semaine dernière. Notamment parce que cette offre ne parle pas de la hausse des frais de scolarité, ce qui est la revendication principale des étudiants et des étudiantes» explique Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la CLASSE. Plusieurs points négatifs ont été relevés par les associations étudiantes.

«Notamment par rapport à la composition du conseil provisoire où la représentation étudiante était fortement minoritaire. Au moment où on ne

parle pas de consensus dans un comité, ça devient difficile de faire valoir ses points. Et aussi face à l'incertitude de voir une facture étudiante diminuée» ajoute-t-elle.

«Si la ministre veut régler le conflit, on doit parler de la hausse des frais de scolarité et ça, c'est un message clair qu'on envoie aujourd'hui.» conclut-elle

La CLASSE a tenu à affirmer sa volonté de participer à une nouvelle table de négociations avec le gouvernement. Cependant, ces négociations devront parler des véritables enjeux de la grève: la hausse des frais de scolarité.

«La ministre a assez tourné autour du pot. Ça fait 13 semaines que le conflit dure. Il est plus temps qu'on adresse l'enjeu de fond. Cet enjeu-là, ce n'est pas les prêts et bourses, ce n'est pas les frais afférents, ce n'est même pas la gestion des universités. C'est la hausse des frais de scolarité et il est temps qu'on en parle pour vrai» a affirmé Gabriel Nadeau-Dubois.

Des actions à venir

La CLASSE organise pour une troisième fois, une grande manifestation nationale est prévue le 22 mai à Montréal.

«Après le 22 mars et le 22 avril, la CLASSE appelle, pour une troisième fois en trois mois, à une immense mobilisation populaire le 22 mai pour montrer au gouvernement libéral de Jean Charest que la colère des étudiants ne s'est pas apaisée et que, contrairement à ses prétentions, le mouvement est encore appuyé par une vaste partie de la population» a ajouté Nadeau-Dubois.

Annnonce de la FECQ

Cette annonce sera suivie vendredi par une annonce de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), qui devrait aussi rejeter l'offre gouvernementale.

«Nous tiendrons une réunion ce soir [jeudi] pour compiler les votes. Mais je pense que le résultat ne sera pas une surprise pour personne. L'entente, dans sa forme actuelle, n'est pas suffi-

sante pour les étudiants, a indiqué au *Journal de Montréal* le **président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin**.

Selon la **Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)**, plus de 81 associations

représentant 210 000 étudiants se sont prononcées contre cette offre jusqu'à maintenant.

Perturbations dans le métro

La CLASSE rappelle qu'il n'y a pas de preuves que ce sont des étudiants qui sont responsables des perturbations dans le métro jeudi. Le groupe

dit se dissocier de ces événements, mais ne condamne pas les gestes. «On n'est absolument pas lié à ces événements. Notre congrès a été retardé. De notre côté, on rappelle aux gens que ce n'est aucunement lié à la CLASSE», a indiqué Gabriel Nadeau-Dubois.

TVANouvelles : Conflit avec les étudiants : Des parents lancent le carré blanc de la trêve - Première publication jeudi 10 mai 2012 à 13h57 - Mise à jour : jeudi 10 mai 2012 à 18h57

TVA Nouvelles

Après le carré rouge des étudiants en grève et le carré vert de ceux qui veulent rentrer en classe, voici que des parents d'étudiants lancent le carré blanc de «l'armistice».

L'initiative vient de Robert Michaud et Janie Giard, de Québec, parents d'une étudiante qui s'est blessée la semaine dernière, lors de la manifestation de Victoriaville, et prêtant main-forte à une personne blessée.

En compagnie des parents d'une autre étudiante, blessée par une balle de plastique, ils ont écrit une lettre au premier ministre Jean Charest pour lui demander de décréter un moratoire immédiat

sur la hausse des frais de scolarité. Comme ça, ils espèrent que les étudiants vont mettre fin à leurs manifestations et que les pourparlers entre le gouvernement et les étudiants pourront reprendre dans une ambiance paisible.

«Ce qui nous inquiète, c'est que, si on ajoute des jours et des semaines à ce conflit-là, c'est des victimes qu'on va ajouter et, peut-être, des victimes encore plus graves que ce qu'on a connu», explique Robert Michaud.

«On a décidé d'écrire une lettre au premier ministre et de faire appel à tous les parents, à tous les citoyens pour demander un moratoire. Pour qu'il n'y ait plus aucun blessé et qu'on puisse

ouvrir un dialogue dans un climat beaucoup plus propice à des discussions saines», ajoute Janie Giard.

Ils incitent donc maintenant tous les citoyens à porter le carré blanc, en appui à leur demande de moratoire. Une coalition de médecins doit d'ailleurs appuyer leur initiative, vendredi.

Depuis le début des manifestations liées à la hausse des frais de scolarité, les policiers ont procédé à 1100 arrestations, à l'échelle de tout le Québec. Les blessés sont nombreux et la facture de ces manifestations se compte en millions \$.

LE SOLEIL : Conflit étudiant: propos haineux de militaires sur les réseaux sociaux - Publié le 10 mai 2012 à 10h29 | Mis à jour le 10 mai 2012 à 21h10



Photo Carl Laprise

«Bien fait pour cette connasse», lit-on au sujet de Dominique Laliberté, une étudiante de l'Université Laval blessée lors de la manifestation de vendredi à Victoriaville et dont le témoignage a paru dans l'édition du Soleil de mercredi.

Jean-François Néron, Le Soleil

(Québec) «Quais manifester a Aushwitz, dans les petite chambre spéciale bande de connard, on va les réouvrir juste pour vous! [sic].» Ce genre de propos écrits par des militaires sur les réseaux sociaux pourraient faire l'objet d'accusations criminelles et sont déjà sous enquête par l'Armée canadienne.

Les messages s'adressent aux étudiants qui manifestent contre la hausse des droits de scolarité. Le site Internet fachowatch.com en a répertorié plusieurs.

«Bien fait pour cette connasse», lit-on au sujet de Dominique Laliberté, une étudiante de l'Université Laval blessée lors de la manifestation de vendredi dernier à Victoriaville et dont le témoignage a paru dans l'édition du Soleil de mercredi. La joueuse de rugby du Rouge et Or a subi une multiple fracture à la mâchoire et a perdu plusieurs dents après avoir été atteinte par une balle de caoutchouc tirée par les policiers.

«Din dent chienne de hippie communiste [sic]», ajoute un autre internaute. «Est chanceuse, c juste une dent attendre que larmer débarque aik nos 12 a balle de rubber vs allez vous calmer les nerfs jpense [sic]», renchérit un troisième.

«Ça ne reflète pas les valeurs des Forces canadiennes. C'est même déplorable. On peut voir qu'il y a du racisme là-dedans et ça n'a pas sa place dans les Forces armées canadiennes», lance la capitaine Julie Brouillette, officier des affaires publiques à la base de Valcartier, soulignant que les Forces essaient de sensibiliser leurs membres.

«On a une politique sur l'utilisation des médias sociaux. C'est en lien avec les réglementations qui existent déjà sur l'interdiction de faire des commentaires déplacés pour dénigrer une personne ou les Forces canadiennes», rajoute-t-elle, comme en témoigne cet autre commentaire.

«Only the strong survive, les petits communistes trop fifi, vous manifestez, bin assumez. Il faudrait un système national-socialiste [pour envoyer] au camp de concentration les faibles [...]»

La capitaine Brouillette ne pouvait dire, jeudi, quelles sanctions pourraient être imposées contre les militaires s'ils étaient jugés coupables d'avoir enfreint les règles des Forces canadiennes.

Du côté de la Sûreté du Québec (SQ), on affirme qu'une vigie particulière est faite sur ce qui se dit sur la toile. Plus encore, la police provinciale souhaite que lui soit transmise tout renseignement sur ce qui pourrait constituer un acte criminel potentiel. Toutefois, elle refuse de dévoiler si des plaintes ont été portées ou si des enquêtes sur les faits révélés ont débuté.

TVANouvelles : Charest au congrès annuel de l'UMQ : Sécurité renforcée à Gatineau - Première publication jeudi 10 mai 2012 à 09h17 - Mise à jour : jeudi 10 mai 2012 à 12h27

TVA Nouvelles

La sécurité a été renforcée autour du Hilton Lac Leamy à Gatineau, jeudi, alors que le premier ministre **Jean Charest** faisait une allocution lors du congrès annuel de l'Union des municipalités du Québec (**UMQ**).

Le Service de police de la Ville de Gatineau (**SPVG**) avait dépêché plusieurs agents sur place afin de s'assurer que la centaine de manifestants qui s'étaient déplacés pour protester contre la hausse des droits de scolarité ne causeraient pas de perturbation.

Des barrières de sécurité avaient été installées afin de tenir les possibles contestataires éloignés du Centre des congrès.

En marge de son allocution où **700 maires** sont réunis pour les 91es assises annuelles de l'UMQ qui ont pour thème «L'avenue de l'avenir», le premier ministre a répété que son gouvernement travaillait sans relâche pour trouver des solutions afin que les cégépiens et les universitaires retournent à leurs cours.

Jean Charest a déploré l'attitude de l'opposition dans le conflit étudiant qui perdure.

«Mme Marois qui porte le carré rouge, on lui demande presque tous les jours si elle croit que

les étudiants qui veulent retourner à leurs cours devraient le faire, elle refuse de le dire. Quand on vit dans une société où des leaders refusent même le droit le plus fondamental à des étudiants d'avoir accès à ses cours, bien ... », a laissé tomber le premier ministre.

L'allocution de Jean Charest devant les maires du Québec portait notamment sur les mesures du dernier budget Bachand et la Loi-cadre et stratégie sur l'occupation et la vitalité des territoires.

Selon le président de l'UMQ, **Éric Forest**, il s'agit d'un pas en avant pour l'autonomie des municipalités.

TVANouvelles : Collège de Rosemont : Des étudiants se plaignent de ne pas pouvoir voter - Première publication mercredi 9 mai 2012 à 20h51



Crédit photo : archives, TVA Nouvelles

Grève au Collège de Rosemont, le 5 mars 2012.

Par Sami Bouabdellah | Agence QMI

Réunis en assemblée générale extraordinaire, les étudiants du Collège de Rosemont ne se sont toujours pas prononcés sur l'entente de principe ratifiée avec le gouvernement ni sur la reconduction de la grève générale illimitée.

Alors que les 600 étudiants qui se sont rendus sur place, mercredi matin, prévoient se prononcer sur ces enjeux, un groupe a plutôt choisi de voter pour annuler la tenue des débats.

«C'est fâchant, a tonné Geneviève Maheu-Caron, étudiante au Collège de Rosemont. On appelle une assemblée pour pouvoir débattre et en fin de compte, elle ne se tient même pas.»

Selon une étudiante, le fait qu'il y avait un plus grand nombre d'étudiants en faveur de la hausse que de carrés rouges présents a incité les jeunes grévistes à ne pas risquer de soumettre la proposition au vote.

Des réactions

«On comprend que ça a frustré des étudiants, mais la majorité des étudiants a refusé d'aller en discussion, a expliqué Cédric Devedeux-Delorme, vice-président de l'Association générale des étudiants du Collège de Rosemont (AGECR). On a reçu le mandat d'être en grève générale illimitée jusqu'à une offre concrète de la ministre sur la hausse des droits de scolarité», ce qui n'est pas le cas de l'entente proposée par la ministre. Le Collège de Rosemont est affilié à la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

«C'est clair qu'on est préoccupés, mais ça concerne une décision prise en assemblée par les étudiants, a commenté une porte-parole du Collège de Rosemont, Anne-Marie Lacombe. On parle présentement de répercussions importantes sur les sessions. On a transmis un message à notre communauté sur la situation.»

Collège de Maisonneuve

Même scénario au Collège de Maisonneuve où les 600 étudiants réunis en assemblée de «positionnement politique», mardi, n'ont pu voter. Les raisons demeurent nébuleuses. Selon l'association étudiante locale, le but de cette assemblée n'était pas de se prononcer sur l'entente de principe conclue entre les leaders étudiants et la ministre

LA TRIBUNE : Les étudiants de la faculté d'éducation clairement contre les offres - Publié le mercredi 09 mai 2012 à 20h35



Archives La Tribune, Frédéric Côté

Chloé Cotnoir, La Tribune

(Sherbrooke) Les jours se suivent et se ressemblent. Mercredi, c'était au tour des membres de

l'Association générale des étudiantes et étudiants de la faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke (AGEFEUS) de refuser l'offre du gouvernement.

Le vote s'est effectué à main levée. La majorité étant clairement visible, le comptage n'a pas été demandé.

Le Regroupement des étudiants-chercheurs en sciences de l'Université de Sherbrooke (RECSUS) s'est également prononcé dans une forte majorité contre l'offre mise sur la table le 5 mai. Lors d'une assemblée générale, les membres ont refusé à 87% l'entente de principe soumise par le gouvernement Charest.

Manifestation familiale

Les étudiants en grève des cycles supérieurs de l'UdeS organisent une manifestation familiale le

samedi 12 mai, à midi. Il s'agit d'une marche qui commencera à 12 h 45 à l'hôtel de ville de Sherbrooke et qui se terminera au Marché de la Gare, où il y aura des activités éducatives pour tous les âges, telles que la lecture de poèmes et de textes engagés ou des présentations des différents domaines d'études.

La manifestation s'insère dans le cadre des moyens de pression pour bloquer la hausse des droits de scolarité. Chacune des associations étudiantes des cycles supérieurs en grève a rejeté la dernière offre gouvernementale et demande à la ministre Beauchamp de revenir à la table de négociations.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Collège de Rosemont : Ne pas pouvoir voter - Publié le mercredi 09 mai 2012, 19H49 | Mise à jour: mercredi 09 mai 2012, 19H56



Sébastien St-Jean

Collège Rosemont

Sami Bouabdellah / Agence QMI

Réunis en assemblée générale extraordinaire, les étudiants du Collège de Rosemont ne se sont toujours pas prononcés sur l'entente de principe ratifiée avec le gouvernement ni sur la reconduction de la grève générale illimitée.

Alors que les 600 étudiants qui se sont rendus sur place, mercredi matin, prévoient se prononcer sur ces enjeux, un groupe a plutôt choisi de voter pour annuler la tenue des débats.

«C'est fâchant, a tonné Geneviève Maheu-Caron, étudiante au Collège de Rosemont. On appelle une assemblée pour pouvoir débattre et en fin de compte, elle ne se tient même pas.»

Selon une étudiante, le fait qu'il y avait un plus grand nombre d'étudiants en faveur de la hausse que de carrés rouges présents a incité les jeunes grévistes à ne pas risquer de soumettre la proposition au vote.

Des réactions

«On comprend que ça a frustré des étudiants, mais la majorité des étudiants a refusé d'aller en discussion, a expliqué Cédric Devedeux-Delorme, vice-président de l'Association générale des étudiants du Collège de Rosemont (AGECR). On a reçu le mandat d'être en grève générale illimitée jusqu'à une offre concrète de la ministre sur la hausse des droits de scolarité», ce qui n'est pas le cas de l'entente proposée par la ministre.

Le Collège de Rosemont est affilié à la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

«C'est clair qu'on est préoccupés, mais ça concerne une décision prise en assemblée par les étudiants, a commenté une porte-parole du Collège de Rosemont, Anne-Marie Lacombe. On parle présentement de répercussions impor-

tantes sur les sessions. On a transmis un message à notre communauté sur la situation.»

Collège de Maisonneuve

Même scénario au Collège de Maisonneuve où les 600 étudiants réunis en assemblée de «positionnement politique», mardi, n'ont pu voter. Les raisons demeurent nébuleuses. Selon l'association étudiante locale, le but de cette assemblée n'était pas de se prononcer sur l'entente de principe conclue entre les leaders étudiants et la ministre.

Afficher 3 commentaires (Montréal)

- dickyrycky
une vraie farce, 600 personnes de présente pour un vote, vraiment les étudiants sont sérieusement en train de perdre la face.
- csi2012
et si les étudiants pourraient voter par internet avec leur code d'éducation permanent et un mot de passe sur un site neutre... fini les intimidations, menaces ou autres !
- BM67
Vive la démocratie. Ouais, on repassera pour essayer de me convaincre que les étudiants ne sont pas manipulés par une minorité hurluberlus.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Des milliers d'étudiants votent à leur tour sur l'entente de principe - Mise à jour le mercredi 9 mai 2012 à 19 h 23 HAE



Des milliers de cégépiens et d'universitaires en grève continuent de se prononcer sur l'entente de principe conclue entre leurs leaders et le gouvernement du Québec en fin de semaine, et la tendance au rejet de l'accord se confirme.

Des assemblées générales ont notamment été convoquées au Collège Ahuntsic, au Collège de Rosemont, au Cégep Édouard-Montpetit et au Collège Lionel-Groulx, qui représentent environ 15 % des étudiants actuellement en grève.

Au Collège de Rosemont, où 3500 étudiants sont en grève depuis le 5 mars, les participants à l'assemblée ont voté contre l'ouverture de l'assemblée générale. Les étudiants ont jugé que l'entente de principe ne méritait même pas d'être débattue.

Au Cégep Édouard-Montpetit, où 5900 étudiants débraient depuis le 1er mars, les participants à l'assemblée générale ont rejeté l'entente de principe. Les étudiants voteront jeudi sur la poursuite ou non de la grève.

Les étudiants du Cégep de Saint-Jérôme ont aussi rejeté l'entente de principe.

Les étudiants ont fait de même au Collège Ahuntsic, où 9700 étudiants sont aussi en grève depuis le 5 mars. L'association étudiante avait recommandé le rejet de l'entente.

Les 5500 étudiants du Collège Lionel-Groulx, qui débraient depuis le 1er mars, ont également reconduit la grève.

À Québec, les étudiants des cégeps de Sainte-Foy et de Limoilou ont aussi rejeté l'entente de principe. Les étudiants en théâtre de l'Université Laval ont aussi rejeté l'entente.

Au Cégep de Lanaudière à Terrebonne, les étudiants ont rejeté l'entente de principe, mardi, mais ont néanmoins décidé de mettre fin à leur grève par un vote on ne peut plus serré de 246 voix contre 245. Le retour en classe a eu lieu ce matin.

[Les étudiants des cégeps de Rimouski](#), de la Gaspésie et des Îles (campus de Gaspé) ont accepté l'entente, et poursuivent leurs cours.

Les étudiants du Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu, qui sont de retour en classe ce matin après neuf semaines de grève, ont voté contre l'entente de principe mercredi. Ceux du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue ont massivement refusé l'offre.

Les étudiants de l'Université de Montréal en anthropologie ont reconduit la grève, de même que les étudiants en arts et en sciences de l'Université de Québec à Montréal.

Les étudiants en médecine de l'Université de Sherbrooke ont également refusé l'entente de principe.

Par ailleurs, [le Cégep de l'Outaouais annule les cours pour la journée](#). L'établissement tentait pour une cinquième fois, mercredi, de reprendre ses cours sur ses deux principaux campus. L'éta-

blissement doit se plier à une injonction demandée par 44 étudiants signataires et accordée le 1er mai dernier.

Plus de 165 000 cégépiens et universitaires sont actuellement en grève, selon la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). Certains débraient depuis la mi-février.

La Fédération des cégeps a indiqué mardi que certains cégeps devaient désormais [abandonner l'idée](#) de terminer l'actuelle session d'hiver avant le 30 juin.

[Le texte négocié par les associations étudiantes](#)

[En complément](#)



• Vidéo - [Anne-Marie Dussault discute de la situation avec le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.](#)

[Les commentaires \(206\)](#)

[TVANOUVELLES](#) : Propos haineux contre les étudiants sur Facebook : L'Armée canadienne fait enquête - Première publication mercredi 9 mai 2012 à 18h51

TVA Nouvelles

Des militaires qui auraient tenu des propos haineux sur les étudiants en grève pourraient le regretter.

Ils auraient utilisé le réseau social pour menacer les étudiants en grève. On trouve notamment plusieurs commentaires haineux sous la photo d'une jeune femme qui a été blessée lors de la manifestation de Victoriaville, en fin de semaine dernière.

Parmi ces commentaires, on peut lire :

«Est chanceuse c juste une dent.....attendé que l'armée débarque aik nos 12 a balle de rubber vous allez vous calmer les ners j'pense.»

«Ouais manifester a Aushwitz, dans les petite chambre speciale bande de connard....on va les reouvrir juste pour vous.»

Ces commentaires ont été dénoncés aux Forces armées canadiennes par un homme qui en avait assez et qui croit qu'ils ternissent l'image du Royal 22e Régiment.

À la base de Valcartier, la responsable des relations publiques, la capitaine Julie Brouillette, dit

que semblables commentaires ne cadrent pas avec les valeurs de l'Armée canadienne, qu'on a ouvert une enquête, qu'on prend la chose très au sérieux et que les coupables, le cas échéant, seront punis.

Elle précise également que l'équipe des relations publiques rencontre régulièrement les militaires pour les sensibiliser aux risques des réseaux sociaux et les informer des balises qu'ils doivent s'imposer pour éviter les situations à problème.

[RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ](#) : Line Beauchamp dit que des discussions informelles se poursuivent avec les étudiants - Mise à jour le mercredi 9 mai 2012 à 15 h 31 HAE



La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp

La ministre de l'Éducation du Québec, Line Beauchamp, dit avoir des contacts téléphoniques avec les représentants étudiants et affirme que la question des droits de scolarité pourra être discutée dans le cadre du conseil sur les universités qui doit être tenu à l'automne.

« On est plus en mode contacts téléphoniques en ce moment, parce qu'honnêtement, le temps compte », a déclaré la ministre. Elle se dit prête à donner des explications sur l'entente de principe, mais exclut une renégociation à court terme sur la question des droits de scolarité.

« Est-ce que la question des droits de scolarité est un enjeu à aborder autour d'une table qui s'appelle le conseil des universités? La réponse est oui », a déclaré la ministre dans les couloirs de l'Assemblée nationale.

La ministre a ensuite évoqué la feuille de route « très concrète » que le gouvernement et les étudiants se sont donnée. « Il y a des gains d'ef-

ficiance à aller chercher, on a identifié les postes budgétaires. À quoi c'est applicable? On a dit que c'était applicable aux frais institutionnels obligatoires », a-t-elle expliqué.

La situation a aussi eu des échos à la période des questions, à l'Assemblée nationale. Le chef du Parti québécois, Pauline Marois, a pressé le premier ministre Jean Charest de ramener les acteurs du conflit autour d'une table de négociation.

« Nous sommes dans une impasse et dans un cul-de-sac. Je demande au premier ministre s'il a donné un mandat à son négociateur, à sa ministre, pour s'asseoir avec les représentants des étudiants et discuter de la façon dont on va sortir de cette crise », a demandé Mme Marois.

Le premier ministre a répondu qu'un tel mandat a « toujours existé » et qu'il n'avait donc pas besoin d'être créé aujourd'hui. Il a aussi donné à Mme Marois « l'assurance que nous allons et nous faisons tout pour rester en lien avec les associations étudiantes et s'assurer que nous puissions maintenir et créer cet espace de discussion », a dit le premier ministre, faisant référence au conseil des universités qui doit avoir lieu à l'automne.

M. Charest a une fois de plus dénoncé le port du carré rouge par la chef péquiste, lui demandant de dénoncer « ceux et celles qui contreviennent aux lois et bloquent l'accès au cours ».

« Je souhaite comme lui que les étudiants retournent dans leur classe, mais cependant je

crois que le premier ministre a un devoir et une responsabilité : se rasseoir à la table de négociations », a répliqué Pauline Marois.

Un conseil des ministres doit avoir lieu cet après-midi. Le conflit étudiant devrait être au menu des discussions.

Les étudiants ont franchi un « cap psychologique »

Pendant ce temps, la tendance au rejet de l'entente semble se confirmer [dans les cégeps et universités du Québec](#), où se tiennent de nombreux votes mercredi.

Sur les ondes de RDI, le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin, a affirmé que les priorités des étudiants semblent avoir changé.

« Jusqu'à tout récemment, le retour en classe était notre priorité, disons, en tant qu'organisation », a déclaré Léo Bureau-Blouin. « On s'est rendu compte de plus en plus en retournant dans les assemblées que les étudiants, on avait franchi un cap psychologique », a-t-il ajouté.

Selon lui, les étudiants rencontrés étaient très conscients des très grands impacts de la grève sur leur session et estimaient que « rendu là, la priorité devenait d'avoir une offre qui était acceptable, quelque chose qui est clair, qui est écrit noir sur blanc, et qui garantit aux étudiants d'avoir des retombées lorsqu'il y aura des gains d'efficacité », a précisé Léo Bureau-Blouin.

[Les commentaires \(87\)](#)

RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Bas-Saint-Laurent : les étudiants du cégep de Rimouski acceptent l'entente – Mise à jour le mercredi 9 mai 2012 à 13 h 39 HAE



© Photo Luc Tremblay

Le vote de grève au Cégep de Rimouski

Le débat a été houleux, quelques fois confus. Les étudiants du cégep de Rimouski ont finalement accepté dans une proportion de 54 % l'entente de principe conclue entre le gouvernement et les associations étudiantes.

Les discussions se sont poursuivies pendant une heure et demie. Les positions étaient tranchées et les quelque 620 étudiants présents étaient visiblement divisés en deux clans.

Quelques recommandations

Si les étudiants ont accepté l'entente, ils ont tout de même accompagné cet appui, de quelques demandes. Ils ont ainsi réclamé de la ministre Line Beauchamps une composition plus équilibrée du comité multipartite sur la gestion des universités. Ils souhaitent une représentation plus forte des associations étudiantes.

Ils demandent aussi davantage de transparence dans l'ensemble de la démarche de la part du gouvernement.

Même s'ils n'étaient plus en grève depuis quelques semaines, les étudiants rimouski ont été pendant longtemps le fer de lance de la résistance dans l'est du Québec. Avec leurs confrères de l'UQAR, toujours en grève, ils ont mul-

tiplié les actions jusqu'au 3 avril. Une majorité d'entre eux, 57 %, avait alors décidé de retourner dans les salles de cours.

Certains craignent maintenant que Québec utilise le vote rimouski à ses propres fins. « Rimouski est mentionnée comme étant le pilier de l'Est, le lien le plus important en ce qui a trait aux associations étudiantes, et là, le gouvernement pourra quasiment dire avec fierté que Rimouski a accepté le plan parce que c'est une bonne solution », a fait remarquer un étudiant visiblement déçu du résultat.

D'autres ont carrément avoué être confus devant les propositions soumises. « Je trouve que c'est pas mal le chaos. Je ne suis pas trop sûr d'avoir vraiment tout compris ce qui s'est passé. J'ai voté pour ce que j'ai compris, je me suis abstenu pour ce que je n'ai pas compris », a précisé l'un des participants.

Avec celle de Gaspé, il s'agit d'une des rares associations étudiantes à avoir accepté l'entente jusqu'à présent.

Baie-Comeau rejette

Les étudiants du Cégep de Baie-Comeau ont quant à eux rejeté à 92 % l'entente de principe conclue avec le gouvernement du Québec sur la question des droits de scolarité.

Ils étaient seulement une quarantaine à participer au vote lors de l'assemblée générale en fin de journée mardi.

Les étudiants veulent continuer à appliquer des moyens de pression. Aucune grève n'est cependant prévue, une option qu'ils ont rejetée au cours de l'hiver.

D'autres votes à venir

À l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), le vote aura lieu jeudi à 9h30. Une séance d'infor-

mation a eu lieu mardi soir. L'exécutif de l'association rencontre mercredi les représentants des différents modules et doit décider si une recommandation sera soumise à l'assemblée. Les étudiants de l'UQAR sont en grève générale illimitée depuis le 22 février.

Les étudiants du Cégep de Matane vont se prononcer mercredi à 15h30 sur la proposition du gouvernement Charest pour dénouer l'impasse dans la crise sur la hausse des droits de scolarité.

Au cégep de Rivière-du-Loup, le vote sur l'entente aura lieu jeudi midi. Les étudiants ont été en grève seulement pendant une semaine seulement et ils sont retournés en classe le 26 mars. Quel que soit le résultat du vote, le recours à la grève est exclu puisque la période d'examen est sur le point de commencer.

Un texte de Richard Lavoie d'après un reportage de Claude Ross

Les commentaires (2)

Envoyé par [Bernard Ouellet](#) de Baie Comeau, 9 mai 2012 à 11 h 16 HAE

si c'est cela la relève, on n'est pas sorti de l'auberge. Tu dis oui ou non, c'est quoi cette négociation après les faits. Tout simplement ridicule
Envoyé par [Pariziste Robert](#) de Montréal, 9 mai 2012 à 09 h 57 HAE

Les étudiants demandent une représentation plus forte des associations étudiantes, ainsi que davantage de transparence dans l'ensemble de la démarche de la part du gouvernement? Tien, tien... Et si le gouvernement n'optempère pas? D'un côté, ils acceptent l'entente de principe, et de l'autre ils revendiquent la même chose que les associations qui l'ont rejeté!

TVANOUVELLES : Les spectateurs apeurés par les manifestations étudiantes : Un spectacle-bénéfice annulé à Hochelaga - Première publication mercredi 9 mai 2012 à 11h19

TVA Nouvelles

Un **spectacle-bénéfice** visant à lever des fonds pour aider les enfants démunis a dû être annulé à Hochelaga, parce que le public, qui craint pour sa sécurité en raison des manifestations étudiantes nocturnes, ne sera pas au rendez-vous.

«Les gens m'ont dit avoir peur de se rendre là, certains on acheté des billets, mais m'ont dit de les donner à quelqu'un d'autre», s'est désolé **Roland Barbier, directeur du Centre communautaire Hochelaga**, en entrevue avec **Richard Martineau**.

Le spectacle, qui devait réunir sur une même scène **Richard Séguin, Luce Dufault, Ian Kelly et Marie-Chantal Perron** le 15 mai sera donc reporté.

Michel Barrette avait même accepté «d'un seul coup de téléphone» de remplacer **Jean-Guy Moreau, décédé récemment**. «Ces gens-là sont généreux pour la cause, ils y croient», a soutenu le directeur.

«Parce qu'on ne veut pas remettre la sécurité des gens en cause, on a décidé, en Conseil d'administration, d'annuler le spectacle et de le reporter à une date ultérieure», a-t-il cependant annoncé.

Le centre avait prévu amasser de l'argent pour offrir plus d'espace à des jeunes pour le camp de jour estival et pour habiller des enfants l'hiver», a expliqué celui qui voit de jour en jour évoluer la pauvreté dans son quartier.

«Les parents travaillent, ils ont trois enfants, mais ils n'ont pas les moyens de leur acheter des

habits neufs. Une maman m'a même dit que si on ne lui donnait pas un manteau pour son garçon de sept ans cette année, il serait contraint de prendre celui de sa grande sœur de neuf ans.»
La date du spectacle n'a toujours pas été décidée.

«Il faut reprendre tout le processus, on ne sait pas pour quand, donc nos projets sont compromis, a expliqué Roland Barbier, ajoutant que le travail est effectué par des bénévoles. C'est mon premier échec de cet ordre là. Je ne blâme personne, mais je ne lâche pas, on continue à aider les gens.»

TVANOUVELLES : Conflit étudiant : Line Beauchamp est en mode «sortie de crise» - Première publication mercredi 9 mai 2012 à 11h15



Crédit photo : Agence QMI

Line Beauchamp

Par Régys Caron | Agence QMI

Line Beauchamp veut bien reprendre les discussions «autour de l'entente de principe de same-

di» convenue avec les quatre fédérations étudiantes.

La ministre de l'Éducation a indiqué mercredi matin qu'elle était toujours en mode «sortie de crise». «On ne peut pas être dans d'éternels débats. Oui nous sommes très ouverts à apporter des précisions», a déclaré Mme Beauchamp.

La ministre a cependant prévenu qu'il ne fallait pas trop demander de ces discussions à venir. «Ça signifie qu'on ne pourra pas tout régler. On ne pourra pas revenir sur tous les enjeux, la gratuité, le gel des droits de scolarité dans un contexte où on a un gouvernement légitimement élu», a plaidé Mme Beauchamp

Ces discussions devront prendre place à la table du Conseil provisoire des universités que le gou-

vernement et les fédérations étudiantes ont convenu de former au cours de leur marathon de négociations en fin de semaine dernière, a signifié Mme Beauchamp.

«L'enjeu des droits de scolarité peut y être abordé [...] La feuille de route qu'on s'est donnée, on a dit il y a des gains d'efficacité à aller chercher et on a dit que c'était applicable aux frais institutionnels obligatoires [...] On ne se mettra pas à tout renégocier», a précisé la ministre. Pour l'instant, les échanges entre le cabinet de Mme Beauchamp et les fédérations étudiantes se limitent à des appels téléphoniques.

Par ailleurs, la Coalition Avenir Québec devait déposer, en avant-midi mercredi, à l'Assemblée nationale, une motion demandant au gouverne-



ment d'assurer le retour en classe de tous les étudiants qui le désirent dès lundi matin et de prendre tous les moyens nécessaires pour s'assurer que ce retour en classe se fasse de façon sécuritaire».

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Conflit étudiant : Beauchamp en mode «sortie de crise» - Publié le: mercredi 09 mai 2012, 10H24 | Mise à jour: mercredi 09 mai 2012, 21H02

Vidéo : Line Beauchamp veut bien reprendre les discussions «autour de l'entente de principe de samedi» convenue avec les quatre fédérations étudiantes, 9 mai 2012, Journal de Québec

Offre du gouvernement*

* Vote qui a été pris hier.

Contre
Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue (Rouyn-Noranda)
Collège Édouard-Montpetit (Longueuil)
Cégep de Lanaudière (Terrebonne)
Cégep de Limoilou (Québec)
Collège Lionel-Groulx (Sainte-Thérèse)
Cégep de Matane (Matane)
Collège de Rosemont (Montréal)
Cégep de Saint-Jérôme (Saint-Jérôme)
Cégep du Vieux Montréal (Montréal)
Arts, Université du Québec à Montréal (UQAM)
Sciences, UQAM
Anthropologie, Université de Montréal (UdeM)
Histoire, UdeM
Philosophie, UdeM
Relation industrielle, 2e et 3e cycle, UdeM
Urbanisation, Culture et Société, Institut national de la recherche scientifique (INRS)
Arts visuels, Université Laval (Québec)
Sciences sociales, Université Laval
Médecine, Université de Sherbrooke
En faveur
Cégep de Rimouski
* Vote qui a été pris hier.

Régys Caron
QUÉBEC - **Pendant que les associations étudiantes continuaient, mercredi, à rejeter l'entente de principe convenue samedi dernier avec le gouvernement, Line Beauchamp disait vouloir reprendre les discussions.**

« On ne peut pas être dans d'éternels débats. Oui, nous sommes très ouverts à apporter des précisions », a déclaré Mme Beauchamp avant de préciser qu'elle était « en mode sortie de crise ». Depuis le début de la semaine, le cabinet de la ministre et les fédérations étudiantes se parlent par téléphone.

La ministre a aussi précisé qu'il ne fallait pas trop attendre de ces discussions à venir. « Ça signifie qu'on ne pourra pas tout régler. On ne pourra pas revenir sur tous les enjeux, la gratuité, le gel des droits de scolarité », a plaidé Mme Beauchamp.

Ces discussions devront prendre place à la table du Conseil provisoire des universités, que le gouvernement et les fédérations étudiantes ont convenu de former, et la question des droits de scolarité pourra être abordée, a signifié Mme Beauchamp.

Le conseil provisoire sera cette instance où siègeront six recteurs, quatre étudiants, quatre représentants des syndicats, deux des milieux d'affaires, un représentant des cégeps, un du ministère de l'Éducation et un président à être désigné par la ministre. Son mandat sera de dégager des économies de gestion pour les refiler aux étudiants.

Pas confiance

Les étudiants ne font pas confiance en ce « conseil provisoire », signale Martine Desjardins, présidente de la FEUQ. « Les étudiants doutent de la bonne foi des recteurs. Ils ont l'impression qu'on leur propose quelque chose où ils vont se faire avoir. » La composition du conseil pose problème, ajoute-t-elle puisque les étudiants y seront minoritaires.

Si les votes de rejets devaient se poursuivre d'ici la fin de la semaine, il faudra trouver un autre forum pour trouver une sortie de crise, abonde le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin. « Ça serait mieux qu'on apporte des modifications à l'entente avant de se lancer dans un conseil provisoire », a-t-il dit.

Motions rejetées

Pendant ce temps, les partis politiques se sont échangés les rebuffades sur le parquet du salon bleu. Une motion déposée par le Parti québécois, demandant au gouvernement de reprendre le dialogue avec les étudiants, a d'abord été rejetée faute de consentement du gouvernement.

Une autre motion présentée par la Coalition avenir Québec, demandant au gouvernement d'assurer un retour en classe de façon sécuritaire le plus rapidement possible a par la suite été rejetée faute du consentement du Parti québécois. La CAQ promet de revenir à la charge aujourd'hui.

[Afficher 11 commentaires \(Québec\)](#)

[Afficher 1-76 de 242 commentaires \(Montréal\)](#)

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit étudiant : Majoritairement contre l'offre du gouvernement - Publié le: mercredi 09 mai 2012, 8H57 | Mise à jour: mercredi 09 mai 2012, 19H52



© Archives / Agence QMI

De plus, 74% des étudiants avaient voté contre l'entente de principe conclue avec le gouvernement.

Agence QMI

TERREBONNE – Les élèves du Cégep de Lanaudière à Terrebonne ont rejeté l'entente de principe conclue entre le gouvernement libéral et les fédérations étudiantes, mais ils n'ont pas souhaité reconduire la grève générale illimitée.

Ils étaient donc de retour en classe mercredi après avoir décidé de suspendre la grève à une voix près en assemblée générale (246 contre la grève, 245 pour).

Les étudiants arborant le carré rouge, opposés à la hausse des droits de scolarité, ont tenu une réunion extraordinaire au cours de la matinée afin de discuter de la situation.

« Le mouvement du carré vert commence à vraiment prendre de l'ampleur et beaucoup de monde souhaite rentrer en classe, mais beaucoup de personnes n'ont pas pu se présenter et le vote a seulement duré 90 minutes », a déploré un étudiant.

Par ailleurs, le Cégep du Vieux Montréal (Montréal), le Collège Lionel-Groulx (Sainte-Thérèse), le Collège Édouard-Montpetit (Longueuil), le Cégep de Saint-Jérôme (Saint-Jérôme), le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue et le Cégep de Matane (Matane) se sont prononcés contre l'offre du gouvernement, mercredi, contrairement au Cégep de Rimouski qui l'a accepté en appelant toutefois la ministre de l'Éducation Line Beauchamp à faire plusieurs modifications. Cela dit, dans cet établissement, la grève est terminée depuis environ un mois.

Les étudiants du Collège de Rosemont n'ont quant à eux pas voulu se réunir en assemblée générale, décrétant que l'entente ne mérite pas de débat.

Ils se prononcent sur l'entente de principe

Les cégeps qui ont rejeté l'offre du gouvernement :

- Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue (Rouyn-Noranda)
- Collège de Bois-de-Boulogne (Montréal)
- Collège Édouard-Montpetit (Longueuil)
- Cégep de Lanaudière (Terrebonne)
- Cégep de Limoilou (Québec)
- Collège Lionel-Groulx (Sainte-Thérèse)
- Cégep Marie-Victorin (Montréal)
- Cégep de Matane (Matane)
- Collège Montmorency (Laval)
- Cégep de l'Outaouais (Gatineau)
- Collège de Rosemont (Montréal)
- Cégep de Saint-Jérôme (Saint-Jérôme)
- Cégep de Saint-Laurent (Montréal)
- Cégep de Saint-Hyacinthe (Saint-Hyacinthe)
- Collège de Valleyfield (Salaberry-de-Valleyfield)
- Cégep du Vieux Montréal (Montréal)

Les associations universitaires qui ont rejeté l'offre du gouvernement :

- Arts, Université du Québec à Montréal (UQAM)

- Langues et Communication, UQAM
- Sciences, UQAM
- Science politique et de droit, UQAM
- Anthropologie, Université de Montréal (UdeM)
- Architecture, UdeM
- Communication, cycles supérieurs, UdeM
- Informatique et recherche opérationnelle, UdeM
- Géographie, UdeM
- Histoire, UdeM
- Littérature comparée, UdeM
- Musique et histoire de l'art, UdeM
- Philosophie, UdeM
- Relation industrielle, 2e et 3e cycle, UdeM

- Urbanisation, Culture et Société, Institut national de la recherche scientifique (INRS)
- Arts visuels, Université Laval (Québec)
- Littérature, Université Laval
- Sciences sociales, Université Laval
- Sociologie, Université Laval
- Philosophie, Université Laval
- Études québécoises, Université de Trois-Rivières
- Lettres et des sciences humaines, Université de Sherbrooke.
- Médecine, Université de Sherbrooke

Les associations étudiantes qui ont accepté l'offre du gouvernement :

- Cégep de Gaspésie et des Îles
- Cégep de Rimouski

Afficher 8 commentaires (Montréal)

- claudec
Si on additionne les "pour" et les "contre" ça donne 491 votants.
Combien d'étudiants ce CEGEP a-t-il?
- [Jean Samson](#)
Bravo! enfin des étudiants intelligents.
- 66996699
parce que les autres se battent peut-être aussi pour ceux qui vont les suivre...ils ne sont donc pas intelligents...ça c'est comme ceux à qui on demande de définir ce qu'est la gauche et la droite...ce qu'est un paradis fiscal...pourquoi est-ce ici au Québec que les

entreprises le moins d'impôts que n'importe où ailleurs et ce en Amérique du nord...

- [vinhlong](#)
car ce sont les entreprises qui créent les emplois et qui nourrissent le monde ! si on impose trop d'impôts, ça sert à quoi de motiver ces entreprises de continuer !
- uheep
Le privé crée la richesse. Qu'on aime ou pas. Désolé les adeptes du CHE.
- [Mononc Claude](#)
Reconnaître que l'on a perdu la bataille est un signe d'intelligence et non de lâcheté.
- coutu_ju

Je trouve ça drôle. Les pauvres petits carrés rouges se plaignaient des injonctions, des étudiants qui voulaient retourner en classe malgré les votes de grève...et là, revirement de situation à Terrebonne. Les carrés vert montrent des dents et quoi ? "mais beaucoup de personnes n'ont pas pu se présenter et le vote a seulement duré 90 minutes", a déploré un étudiant..."tiens, la "démocratie" des étudiants pour la grève irait-elle seulement dans un sens ??

Misère...
coco189
Ça doit être une démocratie à 2 vitesses...

LE SOLEIL : La CAQ tentée par une motion visant à provoquer un retour en classe - Publié le mercredi 09 mai 2012 à 05h00 | Mis à jour le mercredi 09 mai 2012 à 07h39



La Presse Canadienne

Le chef caquiste François Legault soutient que les étudiants qui souhaitent retourner en classe devraient pouvoir le faire lundi matin.

Jean-Marc Salvét, Le Soleil

(Québec) La Coalition avenir Québec (CAQ) pourrait tenter de faire voter une motion ce matin à l'Assemblée nationale pour forcer l'ensemble des élus québécois à se prononcer sur le conflit avec les fédérations étudiantes. Et, ultimement - s'il y avait unanimité entre eux -, à convaincre les étudiants de retourner en classe.

La CAQ travaillait sur le libellé d'un texte mardi soir. Cette motion pourrait reprendre une partie du message lancé plus tôt en journée par le chef François Legault.

Selon ce qu'on peut décoder, elle pourrait recevoir l'appui des libéraux de Jean Charest - si elle est bel et bien présentée et si son libellé est jugé modéré.

Le premier ministre a réitéré, mardi, qu'il invitait les étudiants à retourner en classe pour éviter de

perdre des mois d'études. Libéraux et caquistes pourraient s'entendre sur cet élément précis.

C'est moins clair pour les péquistes. La chef Pauline Marois a refusé de dire, mardi, comme l'y invitait son vis-à-vis libéral, que «tous les étudiants devraient pouvoir étudier s'ils le choisissent». Et qu'«on ne devrait pas entraver leur droit de recevoir leurs cours».

«Le gouvernement doit s'assurer que, dans chaque cégep, chaque université, les étudiants qui souhaitent retourner en classe puissent retourner en classe lundi matin», a fait valoir le caquiste François Legault. Quitte à faire appel aux policiers, a-t-il dit.

«Pas mardi. Pas mercredi : lundi matin; on est vraiment à la date limite. Il faut que tous les partis politiques demandent à ce que les cours reprennent lundi.»

Une motion qui demanderait le recours aux forces policières ne recevrait vraisemblablement pas l'aval des libéraux. Un appel plus modéré invitant simplement à un retour en classe ferait davantage l'unanimité à l'Assemblée nationale, d'après ce que l'on peut comprendre.

On miserait alors sur le poids symbolique que peut représenter une motion du Parlement québécois.

Un «espace de discussion»

Sur le fond, le gouvernement libéral continue de refuser que d'éventuelles économies supérieures au montant des frais afférents servent à réduire la hausse des droits de scolarité.

Il se dit cependant encore prêt à retoucher le texte d'entente pour y «préciser» certains élé-

ments. Mais attention : uniquement ceux s'inscrivant dans la logique de ce qui a été discuté et signé à l'issue du marathon de négociations de vendredi et samedi.

À Pauline Marois, qui lui demandait «de continuer à dialoguer avec les étudiants pour qu'ils ne perdent pas leur session», Jean Charest a répondu, sans que l'on sache trop ce que cela implique, qu'il «ferait tous les efforts nécessaires pour créer un espace de discussion».

«Ils ont échappé le ballon»

Au sein de la députation libérale, on oscille entre l'inquiétude, l'incrédulité et l'exaspération. La colère à laquelle le député Pierre Reid a cédé en témoigne. L'ancien ministre de l'Éducation et ex-recteur de l'Université de Sherbrooke a fustigé les leaders des associations étudiantes -alors que ceux-ci se plaignent depuis lundi du ton du gouvernement à leur endroit.

«Moi, je pense que les dirigeants étudiants ont échappé le ballon, honnêtement, et que la base étudiante est à mon avis noyauté par des gens qui ne prennent pas leurs études très au sérieux. Je pense que c'est ça, le fond du problème.»

Pour Pierre Reid, «c'est pas facile d'être un gouvernement quand on a en face de soi des intervenants qui ne sont pas crédibles».

Le chef d'Option nationale, Jean-Martin Aussant, a suggéré la tenue d'une commission parlementaire spéciale sur le conflit étudiant. Une idée très fraîchement accueillie par les membres du gouvernement.

LE SOLEIL : Les syndicats condamnent Charest pour propos incendiaires - Publié le mercredi 09 mai 2012 à 05h00 | Mis à jour le mercredi 09 mai 2012 à 10h41





Photo: Le Soleil

Le président de la CSN, Louis Roy (en avant-plan) et les chefs syndicaux Michel Arseneault (FTQ) et Réjean Parent (CSQ) étaient des pourparlers, dans la nuit de vendredi à samedi, quand les bases d'une sortie de crise ont été convenues. Leur rôle se limitait à «faciliter» les échanges.

Michel Corbeil et Annie Mathieu, Le Soleil (Québec) L'une trouve que le texte trahit l'accord de principe. Les deux autres, qu'une telle entente ne peut refléter dans le détail une négociation. Mais les trois centrales syndicales s'entendent pour condamner un premier ministre dont les propos ont ruiné un règlement permettant une reprise des cours.

Au moment où les votes pour rejeter l'offre se multiplient et que les leaders étudiants exigent qu'elle soit réécrite, la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) et la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) affirment que le gouvernement, Jean Charest en tête, doit assumer la responsabilité pour le cul-de-sac.

Les trois syndicats étaient des pourparlers, dans la nuit de vendredi à samedi, quand les bases d'une sortie de crise ont été convenues. Leur rôle se limitait à «faciliter» les échanges.

Louis Roy, le président de la CSN, s'est dit stupéfait que certains éléments ne se soient pas retrouvés dans l'accord qui a été finalisé et ratifié au bout de 22 heures de tractations.

«Il manque quelque chose qui, aux yeux des étudiants, est extrêmement important, c'est que le conseil des universités pourrait faire des recommandations sur la question des droits de scolarité», déplore-t-il, ajoutant que les étudiants n'auraient jamais avalisé une entente les désavantageant.

Ses collègues ne s'en offusquent pas. «Est-ce que ça reflète tout le contenu des discussions?» demande Réjean Parent, à la CSQ. «Non. Ça, c'est clair. Je ne dis pas qu'il y a des faussetés. Il y a des éléments qui n'ont pas été écrits, mais qui n'ont pas été évincés pour autant.»

Pour le président de la FTQ, Michel Arseneault, «une entente de principe, ça représente les grandes lignes d'une discussion. Dans le monde syndical, on convoque, on vote et on règle la convention collective. Tu mets l'offre sur la table et, après avoir voté, tu mets la viande sur la table».

Conseil provisoire

M. Arseneault a donné l'exemple de la proposition de créer un conseil provisoire des universités «pour sauver des coûts [...] pour mettre ça sur les frais afférents, éventuellement sur les frais de scolarité». C'est là qu'il ne s'explique pas que Jean Charest et sa ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, aient plastronné qu'ils avaient préservé intégralement la hausse des droits de scolarité.

«Depuis dimanche, je comprends que les étudiants peuvent douter de la bonne foi du gouvernement compte tenu des déclarations incendiaires qui ont été faites», soutient Louis Roy.

Pour le président de la CSQ, c'est comme si Jean Charest et sa ministre s'étaient vantés «d'avoir dupé» les porte-parole étudiants. «Toutes les règles de l'art [de négociateur] ont été échappées. Quand tu as une entente, tu laisses les représentants aller l'expliquer, faire le travail. Toi, tu calmes la donne. T'excites pas la meute.»

LE SOLEIL: Université Laval: trois autres associations disent non à l'entente - Publié le mercredi 09 mai 2012 à 05h00 | Mis à jour le mercredi 09 mai 2012 à 09h37

Marie-Pier Duplessis, Le Soleil

(Québec) Le noyau de grévistes à l'Université Laval n'est pas près d'abandonner la bataille contre la hausse des droits de scolarité. Hier, trois associations (philosophie, arts visuels et histoire) ont emboîté le pas et rejeté massivement l'offre de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. Dans les trois cas, la grève se poursuit.

La majorité des 14 888 étudiants en grève sur le campus lavallois le sont par l'entremise de l'AE-LIES, l'Association des étudiantes et étudiants de Laval inscrits aux études supérieures (11 000 membres). Ceux-ci se prononceront en assemblée générale seulement vendredi.

Au premier cycle, quelques associations tiennent encore le fort. Les étudiants de philosophie, par exemple, ont voté à 50 voix contre 5 pour le rejet de la proposition gouvernementale (il y a eu deux abstentions). Ces derniers sont en grève jusqu'à l'annonce de la tenue d'états généraux sur la gratuité scolaire. «On est une des assos les plus crinquées», admet Sandra Blouin.

En arts visuels, la proposition de Beauchamp n'a pas passé à 37 voix contre 7 (deux abstentions). Cette association avait déjà voté pour un mandat de grève jusqu'à un retour au gel de 2007.

«L'idée est d'adopter une position forte pour montrer au gouvernement qu'on ne reculera pas,

nous non plus», explique une finissante du baccalauréat, qui a préféré taire son nom.

Les étudiants d'histoire sont quant à eux en grève au moins jusqu'à mardi. Soixante-neuf personnes ont refusé l'offre du gouvernement, alors que 15 l'ont acceptée et qu'une s'est abstenue. Pour les votes d'hier, on parle de taux de participation variant de 24 % à 34 %.

Si l'épuisement commence à se faire sentir chez certains militants de la première heure, pas question de lâcher prise. Et malgré le fait qu'ils représentent une minorité au sein de l'Université Laval, les grévistes sentent de plus en plus un appui du reste de la population, quoi qu'en disent les sondages ou le gouvernement.

«Ce n'est pas parce que les gens ne sont pas en grève qu'ils sont pour la hausse. La ministre a déjà avancé ça, mais c'est un mensonge pur et simple», considère Guillaume Lévesque, étudiant en histoire. «On remarque une hausse de la mobilisation depuis quelque temps à Québec, avec des manifestations tenues au centre-ville tous les soirs. On n'est pas seul dans ce combat-là», ajoute son collègue Loïc Voyer.

Sandra Blouin, du Département de philosophie, est du même avis : si certains grévistes doivent retourner dans leur région par obligation devant leur employeur cet été, d'autres étudiants, en

médecine par exemple, se joignent aux manifestations maintenant que la session est terminée.

Impasse

Du côté des étudiants contre la grève, qui se font «imposer» l'arrêt des cours par démocratie, ces derniers commencent sérieusement à se demander s'ils pourront un jour sortir de cette impasse.

«Je l'impression de perdre mon temps en venant ici puisque la grève passe toujours à forte majorité. Mais je le fais parce que je n'ai pas le choix», affirme Jean-François Morasse, cet étudiant en arts visuels ayant obtenu une injonction du tribunal pour pouvoir assister à ses cours. Celui-ci dit recevoir autant de remerciements venant de collègues qui appuient sa démarche que de menaces de la part de ses opposants.

Malgré tout, M. Morasse a quitté l'assemblée avant même de passer au vote et d'ajouter sa voix aux sept étudiants qui ont dit non à l'offre du gouvernement.

À l'échelle provinciale, mardi, une quinzaine d'associations étudiantes ont rejeté la proposition du gouvernement, de sorte que le Cégep de la Gaspésie et des Îles et le Cégep de Rimouski sont les seuls établissements à avoir adopté l'entente de principe du 5 mai.

Quelque 40 000 étudiants sur les 170 000 toujours en conflit se sont déjà prononcés.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Les associations étudiantes dépassées: La Fédération des cégeps envisage d'annuler la session - Publié le: mardi 08 mai 2012, 23H42 | Mise à jour: mercredi 09 mai 2012, 5H20



Photo AGENCE QMI

Pour une 15e soirée d'affilée, des étudiants ont marché dans les rues de Montréal hier pour dénoncer la hausse des frais de scolarité. Un premier groupe des « rouges » regroupait moins de 500 manifestants et le deuxième groupe des « verts » était composé de près de 100 marcheurs.

Offre du gouvernement

Contre

Collège de Bois-de-Boulogne
 Cégep Marie-Victorin
 Collège Montmorency
 Cégep de Saint-Laurent
 Cégep de Saint-Hyacinthe
 Cégep de l'Outaouais
 Collège de Valleyfield
 Faculté des Langues et Communication de l'Université du Québec à Montréal (UQAM)
 Faculté de science politique et de droit de l'UQAM
 Architecture de l'Université de Montréal (UdeM)
 Communication aux cycles supérieurs de l'UdeM
 Informatique et recherche opérationnelle de l'UdeM
 Géographie de l'UdeM
 Littérature comparée de l'UdeM
 Musique et histoire de l'art de l'UdeM
 Littérature Université Laval (Québec)
 Sociologie à l'Université Laval
 Philosophie de l'Université Laval
 Études québécoises à l'Université de Trois-Rivières

Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université de Sherbrooke.

En faveur

Cégep de Gaspésie

Sarah-Maude Lefebvre

Au moment où les associations étudiantes s'avouent « dépassées » par les réactions de leurs membres, la Fédération des cégeps envisage l'option de l'annulation de la session.

La rumeur voulant que la Fédération des cégeps désire annuler la session en cours circulait déjà, depuis quelques jours.

Mais hier, pour la première fois, la porte-parole Caroline Tessier a admis que cette hypothèse était « envisagée ».

Session prolongée

« Nous ne sommes pas rendus à demander l'annulation complète de la session à la ministre de l'Éducation, mais plus le temps passe, plus cette option revient dans nos scénarios », affirme-t-elle.

Depuis dimanche, les associations étudiantes rejettent en bloc la proposition de Québec pour mettre fin à la crise.

« Nous allons observer si la tendance se maintient, dit à ce sujet Mme Lemieux. Nous allons refaire le point cette semaine, mais déjà plusieurs cégeps devront reporter une partie de leur session à l'automne. »

Leaders étudiants dépassés

« Surpris » par l'issue des premiers votes sur la proposition de Québec, les leaders étudiants ont avoué, hier, être « dépassés par la situation ».

« Visiblement, on a sous-estimé la ténacité de nos membres. D'habitude, ce sont les leaders étudiants qui sont les plus militants, et non le contraire. Ça me jette par terre », lance Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

Ce dernier avoue qu'il trouve « difficile » d'évaluer jusqu'où les étudiants en grève « sont prêts à aller ». D'ailleurs, certains n'hésitent pas à recourir à l'absurde pour faire valoir leur indignation.

Devant l'annulation de la session d'été, les étudiants de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke ont demandé un poney en compensation à la direction.

La proposition a été acceptée à majorité.

Une issue encore possible ?

En plus de suivre les votes au cours des prochains jours, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la FECQ comptent sonder leurs membres afin de revenir éventuellement à la table de négociations avec un mandat plus précis.

« On veut trouver une sortie de crise », soutient Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

« On est tombé de haut. Je pensais vraiment, samedi soir, qu'on était au début de la fin du conflit et qu'on avait une solution qui valait la peine d'être regardée. Mais la ministre Beauchamp a tout saboté en tenant en public un discours complètement différent que celui qu'elle tenait à la table de négociations. » La FEUQ espère retourner le plus rapidement possible à la table des négociations, même si la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a fermé la porte à cette option, hier.

Afficher 1-78 de 131 commentaires (Montréal)

Afficher 1-4 de 5 commentaires (Québec)

- Guest
Commentaire supprimé.
- Diabeau63
On peut pas tout avoir l'âge et l'expérience. Là j'ai l'âge et l'expérience s'acquiert avec les difficultés de la vie, les hauts et les bas.
- Can-Usa
Ils vont apprendre? Ils vont continuer de faire ce qu'ils ont toujours fait, chialer, se tarrer dans les murs, se jeter à terre, jusqu'à ce qu'ils obtiennent ce qu'ils veulent, ça marchait avec les parents et j'espère que ça marchera pas avec le gouvernement. Tout le monde doit faire sa part dans la vie, Mme la ministre, on ferme les collèges et universités, tant mieux pour ceux qui auront réussi à finir leur session, les autres, on se verra à l'automne.
- inuifaiz555
Les étudiants même en perdant une session, ils auront découvert là plus qu'une session. Ils sauront se battre à l'avenir, ce que beaucoup d'adultes Québécois ont oubliés de faire depuis qu'ils sont rentrés dans les rangs sociales. Les gens tiennent leurs pantoufles

au chaud et il ne faut pas toucher à leurs bien-être. Y'a ceux qui se laissent bouffer par la machine, et y'a les autres qui se battent pour un idéal et pour une liberté que nous avons tous oublié.

L'argent n'est rien si il sert seulement au service des biens matériels. Il faut défendre ceux qui n'ont pas les moyens de le faire. Soyons solidaires pour une fois avec nos jeunes, aidons-les!

La cause étudiante est Noble, ne pas se laisser abattre et manger par les oligarques, voilà le message. La hausse que JJC à déclencher pour son image publique va lui rebondir comme un faux chèque. Ce n'est pas que la hausse qui est à l'origine de ce que l'on voit, mais bien une accumulation de toutes les fourberies de John James Charest depuis 9 ans.

Au diable la richesse et le confort si nous ne sommes pas libres de penser, de s'exprimer et d'être!

Le dictateur car il en est un, contrôle les médias, la justice et la police et il est en train de remonter la pente à cause de ses pièges ignobles et il a choisi la pire des causes pour redorer son image...NOS ENFANTS! Il s'attaque à nos tripes, à l'avenir et ce sans compassion!

Mais, il faut arrêter de se prêter à son jeu, car ce qu'il cherche est immonde, il veut qu'on renie nos enfants et qu'on adore son image! Son seul but est de gagner les prochaines élections!

Ne tomber pas dans la trappe GOUVERNE MENTAL car il travaille que pour les riches.

Lombardo
La première chose que l'on devrait t'enseigner au CEGEP avec un rappel à l'université, c'est le respect des lois. À ce que je sache, les étudiants ne sont pas opprimés comme habitants des pays arabes, des pays comme l'Égypte, la Lybie, la Syrie, etc... Ces pays étaient et sont pour quelques-uns encore des dictatures, des pays où faire le centième de ce qui s'est fait à Montréal entraînerait la peine de mort (bien oui, pourquoi à Montréal tout vire toujours à la merde alors qu'à Québec, les policiers sont là pour faire respecter les lois).

Si tu n'aimes pas ces lois, aux prochaines élections tu auras le choix de mettre quelqu'un d'autre à la place du gouvernement actuel qui y établira les lois qui te satisfiront. En attendant, tu dois respecter le choix de la majorité, c'est ça la démocratie.

La deuxième chose que l'on devrait t'enseigner, c'est le français. Compter les fautes de

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : 27 000 tickets de moins : Les policiers plus occupés à mâter les étudiants qu'à discipliner les automobilistes - Publié le: mardi 08 mai 2012, 23H34 | Mise à jour: mercredi 09 mai 2012, 24H26



Photo D'archives

Les étudiants ont occupé la grande part de l'attention des policiers, qui ont distribué 132 000 contraventions aux automobilistes, en mars, comparativement à seulement 112 000, en avril, alors que les manifestations battaient leur plein.

tickets en baisse

2012, de janvier à avril
450 202 constats d'infraction émis
Revenus : 38 129 132 \$
2011, de janvier à avril
477 683 constats d'infraction émis
Revenus : 39 813 929 \$

Daniel Renaud

Les automobilistes montréalais ont eu beau maugréer contre les manifestations étudiantes, ils en ont tout de même profité. Trop occupés à mâter les protestataires, les forces de l'ordre ont en effet distribué 27 000 contraventions de moins depuis le début de l'année.

Mais l'envers de la médaille, c'est que cette baisse représente une diminution des revenus de 1,7 M\$ pour la Ville, comparativement au début de 2011.

En ajoutant ce montant aux 3,2 M\$ versés en heures supplémentaires aux policiers depuis le début des manifestations, celles-ci pourraient

donc avoir coûté 5 M\$ aux contribuables jusqu'à maintenant.

Pendant que des policiers ont été affectés à l'encadrement des manifestations, qui ont débuté en mars, d'autres ont dû les remplacer dans les postes de quartier.

Cela a été le cas notamment des 133 policiers normalement affectés exclusivement à la sécurité routière.

En date du 27 avril dernier, les policiers avaient distribué 450 000 contraventions à Montréal comparativement à 477 000 pour la même période l'an dernier, une diminution de 5,75 %

De mars à avril, alors que les manifestations étaient à leur apogée, le nombre de contraventions a chuté de 20 000.

Aide de Québec

« C'est certain que les coûts des manifestations vont avoir une incidence sur le budget de la Ville », admet le président du Comité de la sécurité publique de la Ville de Montréal, Claude Trudel.

La Ville a demandé au gouvernement du Québec de payer la facture ou une partie du moins, et Claude Trudel est optimiste.

« Nous avons rencontré le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, lundi et il s'est montré ouvert », dit le conseiller qui nuance les informations publiées par le Journal voulant que, depuis mars, les heures supplémentaires soient accordées au compte-gouttes dans les centres d'enquête de la police.

« Il n'y a pas eu d'interdiction de faire des heures supplémentaires. Il y a eu un avertissement parce qu'effectivement, si cela continue, on a des chances de déborder l'enveloppe allouée pour les heures supplémentaires en 2012 », confirme-t-il.

Pas de compressions

Selon nos sources, cette enveloppe serait déjà dépensée à plus de 50 %, ce qui fait craindre le pire si Québec ne rembourse pas la facture des manifestations.

« Si on me demande de faire des compressions dans la police, je vais lutter farouchement. Il y a d'autres endroits où l'on peut faire des compressions si Montréal veut en faire », conclut-il.

Afficher 4 commentaires (Montréal)

- francismiller
Haaaa hahahahah. Enfin un événement positif qui ressort de cette foutu grève ;)
- La vie est belle
Je suggère que le maire Tremblay organise une manifestation avec ses policiers devant le Parlement à Québec. (Sans masque, sans matraque, sans gaz et sans arme.)
- Justin Ledoux
Même Claude Trudel avoue qu'il est possible "de faire des compressions ... à d'autre endroits ... si Montréal veut en faire." Peut-être dans les budgets dédié à payé la somme de 2 millions de dollars au recteur de Concordia, McGill, etc... ?? Et peut-être aussi de donner le contrat de déneigement de la ville de Montréal à une compagnie privée, réduisant ainsi jusqu'à 80% la facture et nous donnant le gros bout du bateau afin de frapper si la job est pas bien fait ? Ou peut-être relever nos manche et casser le "syndicat" obligeant le gouvernement de garder des gens 'tablette' faire rien de leur journée tout en profitant de prime de départ blindé ? Il n'y a pas une compagnie réussi au monde (non syndiqué) qui donne ce genre de prime de départ... et oh, elles enregistrent des profits record d'année en année...
Enfin, oui, tout à fais d'accord, il y à plein d'endroit ou une restructuration des besoins et dépenses serait fortement requise.
- Badibou Réduire
La morale de cette histoire est.. occupons la Police si elle n'a rien d'autre à faire que de donner des tickets..

TVANOUVELLES : Conflit étudiant : Legault estime que ça a assez duré - Première publication mardi 8 mai 2012 à 20h20



Crédit photo : Agence QMI

François Legault et Éric Caire

Par Régys Caron | Agence QMI

Le gouvernement du Québec doit prendre les moyens nécessaires pour que tous les étudiants qui le souhaitent puissent assister à leurs cours, a réclamé mardi le chef de la Coalition Avenir Québec François Legault.

«Ceux qui ne souhaitent pas rentrer en classe peuvent continuer à manifester. Ils doivent le faire de façon non violente parce que c'est inacceptable de continuer à annuler la session», a déclaré le chef de la CAQ à la sortie du caucus de ses députés à l'Assemblée nationale.

François Legault demande aux fédérations étudiantes de lancer un appel au calme pour que le retour en classe se fasse dans l'ordre. De même, les cégeps et les universités doivent s'assurer d'avoir «tous les appuis nécessaires, incluant les

appuis policiers pour s'assurer que ça se fasse dans l'ordre.»

«Il faut poser une date butoir, ça ne peut pas être plus tard que lundi prochain. Il faut prendre tous les moyens nécessaires [...] On pense que c'est possible de le faire», a insisté l'ancien ministre de l'Éducation. «S'il y a des jeunes qui veulent boycotter leurs cours, on dit boycotter vos cours, mais laissez à ceux qui veulent terminer leur session la possibilité de le faire.»

Bien que le gouvernement et les étudiants aient leurs torts dans le conflit qui perdure depuis 13 semaines, tous doivent réaliser que « le conflit a assez duré », a continué M. Legault.

TVANOUVELLES : Conflit étudiant : Option nationale juge le dialogue encore possible - Première publication mardi 8 mai 2012 à 15h57



Crédit photo : Agence QMI

Le député de Nicolet-Yamaska et chef d'Option nationale, Jean-Martin Aussant, entouré de quatre nouveaux candidats pour les prochaines élections: Sol Zanetti, Christian St-Pierre, Catherine Dorion et Julie McCaen.

Par Régys Caron | Agence QMI

Le chef d'Option nationale, Jean-Martin Aussant, propose de tenir une commission parle-

mentaire élargie pour trouver une solution au conflit étudiant.

«En quelques jours, on pourrait mettre sur pied une commission parlementaire à l'Assemblée nationale où toutes les associations étudiantes pourraient être entendues, tous les partis politiques et où quelque personne ou organisme que ce soit pourrait venir se faire entendre, a dit M. Aussant. Ça ne coûterait pas un sou et on pourrait avoir le débat de société nécessaire sur la valeur de l'éducation, la gestion des universités, l'accessibilité aux études et les frais de scolarité.»

Le chef d'Option nationale reproche au gouvernement Charest de vouloir éviter un tel exercice par pur électoralisme.

«Il y a un Parti libéral qui a fait le pari que les gens l'appuieraient et il y a d'autres partis qui pensent aller chercher des votes en penchant plus du côté des étudiants», a exposé Jean-Martin Aussant dont le parti préconise la gratuité scolaire.

À son avis, le [gouvernement et les fédérations étudiantes peuvent encore se parler pour sortir de la crise.](#)

Geste maladroit du PLQ

Selon le chef d'Option nationale, le premier ministre Jean Charest et la ministre de l'Éducation Line Beauchamp ont agi par maladresse dans les heures qui ont suivi l'entente de principe avec les associations étudiantes en déclarant que le gouvernement avait remporté la partie.

Jean-Martin Aussant a annoncé mardi matin quatre candidatures pour son parti dans la région de Québec: **Catherine Dorion**, comédienne et animatrice, candidate dans Taschereau, **Julie McCann**, avocate et étudiante au doctorat à l'Université McGill, candidate dans Jean-Talon, **Christian Saint-Pierre**, animateur de radio à CKRL, candidat dans Jean-Lesage, et **Sol Zanetti**, professeur de philosophie au Campus Notre-Dame-de-Foy, candidat dans Louis-Hébert.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Grève étudiante : Nouvelle journée de rejet massif - Publié le: mardi 08 mai 2012, 15H44 | Mise à jour: mardi 08 mai 2012, 18H50



Photo Agence QMI / Archives

Assemblée sur le vote de grève au Collège Montmorency de Laval, le mardi 1er mai 2012. Mathieu Courchesne / Agence QMI

LAVAL – Les étudiants du Collège Montmorency de Laval ont rejeté à leur tour mardi l'entente de principe conclue entre le gouvernement libéral et les fédérations étudiantes vendredi dernier pour sortir de la crise provoquée par l'augmentation des droits de scolarité.

Après avoir continué de débattre, environ 60 % des 1694 cégépiens présents en assemblée générale ont voté en faveur d'une reconduction de la grève générale illimitée.

À leur sortie, plusieurs étudiants ont crié haut et fort leur ras-le-bol du gouvernement.

«On a le choix entre continuer de se faire cresser par le gouvernement ou perdre notre session, a indiqué Frédéric Pelletier. J'étais un peu tiraillé entre les deux. Je crois que c'est un combat d'orgueil tout ça.»

«L'offre n'était pas bonne, a renchéri Marie-Pier Painchaud. Ils voulaient juste tout faire pour qu'on retourne en cours. Il faut qu'ils diminuent la hausse des frais de scolarité. C'est pour ça que nous sommes entrés en grève.»

Session perdue

Plusieurs étudiants évoquent maintenant ouvertement la possibilité de perdre leur session.

«Je crois que la session va être annulée, a commenté Mariana Lamontagne. Mais rendu au point où on en est, il faut continuer à aller de l'avant jusqu'à une offre acceptable.»

Luc Carbonneau, un étudiant favorable à une hausse modérée des droits de scolarité, croit également que la session sera annulée si le conflit n'est pas résolu très bientôt.

«J'étais contre la poursuite de la grève, mais vous ne me verrez jamais faire d'injonction, a-t-il dit. Je respecte le choix démocratique.»

L'étudiant déplore tout de même que l'assemblée n'ait pas voulu entendre son point de vue sur un compromis à proposer au gouvernement. «Tu ne peux pas avoir le gel, a-t-il expliqué. Il n'y a pas eu de hausse durant des années. Le Québec est déjà très endetté.»

De son côté, la direction du Collège Montmorency refuse de discuter des différents scénarios de retour en classe tant et aussi longtemps que la grève perdure. «Il faut arriver à faire un calendrier de 82 jours, a indiqué la porte-parole Johanne Morissette. Une fin de session en août, après les vacances d'été, sera notre dernier recours. Mais ce n'est qu'une hypothèse pour le moment.»

Rejet massif

D'autres étudiants affiliés à la CLASSE ont continué de se prononcer tout au long de la journée de mardi contre l'offre gouvernementale. C'est notamment le cas au sein de l'Université de Montréal (UdeM), où les étudiants en littérature comparée, en architecture, en communication (2e et 3e cycles), en musique et histoire de l'art, et en géographie de l'UdeM, ont décidé de ne pas accepter le document qui leur était présenté.

Dans la majorité des cas, les étudiants opposés à l'entente votent en faveur de la poursuite de la grève générale dans la foulée.

Mardi soir, une seule des associations consultées avait accepté l'offre du gouvernement. Il s'agit de l'association étudiante du Cégep de Gaspésie et des Îles, qui n'était cela dit pas en grève.

Ils se prononcent sur l'entente de principe

Les cégeps qui ont rejeté l'offre du gouvernement :

- Collège de Bois-de-Boulogne
- Cégep Marie-Victorin
- Collège Montmorency
- Cégep de Saint-Laurent
- Cégep de Saint-Hyacinthe
- Cégep de l'Outaouais
- Collège de Valleyfield

Les associations universitaires qui ont rejeté l'offre du gouvernement :

- Langues et Communication, Université du Québec à Montréal (UQAM)
- Science politique et de droit, UQAM
- Architecture, Université de Montréal (UdeM)
- Communication, cycles supérieurs, UdeM
- Informatique et recherche opérationnelle, UdeM
- Géographie, UdeM
- Histoire, UdeM

— Littérature comparée, UdeM

— Musique et histoire de l'art, UdeM

— Philosophie, UdeM

— Relation industrielle, 2e et 3e cycle

— Arts visuels, Université Laval (Québec)

— Littérature, Université Laval

— Sociologie, Université Laval

— Philosophie, Université Laval

— Études québécoises, Université de Trois-Rivières

— Lettres et des sciences humaines, Université de Sherbrooke.

Les associations étudiantes qui ont accepté l'offre du gouvernement :

— Cégep de Gaspésie et des Îles

Afficher 5 commentaires (Montréal)

• leperelachaise

Je ne suis pas surpris du rejet de l'entente au Collège Montmorency. Je demeure à proximité. Les étudiants qui le fréquentent ne me semblent pas miséreux avec tous leurs gadgets électroniques et leurs automobiles récentes. Il y a tant d'étudiants avec des automobiles que la Ville de Laval a été obligée d'instaurer un système de vignettes pour garantir des places de stationnement aux résidents des rues avoisinantes et ce, même si le collège est bien pourvu de places de stationnements.

• [tremblay](#)

Le métro Montmorency et son stationnement incitatif ne fournit pas. Plusieurs personnes stationnent aux Cégep pour prendre le Métro.

• MegalineDD

On ne parle que des choix de carrières qui ont un pourcentage d'embauche très bas à la sortie du cégep ou de l'université, autrement dit, on ne parle que des programmes de pelletage de nuages ! Qu'en est-il des sciences de la santé, de l'enseignement, des programmes qui assurent un emploi à la fin des études ? Je crois que nous avons assez payé pour des chômeurs ou assistés sociaux très instruits ! Il est grand temps que les jeunes s'inscrivent à des cours qui leur donnera un avenir d'emploi ! Nous aurions moins d'abonnés long termes dans nos écoles post-secondaires !

• [exit_les_gaugauches](#)

En effet, des futurs zartisses subventionnés qui croit que le gouvernement doit les faire vivre sans qu'ils ne fassent aucun effort. On demande qu'ils fassent 17% de l'effort au

lieu de 12% alors qu'ils en bénéficient à 100% et ils crient à l'injustice! Que vont-ils faire dans la vie quand tout ce qu'ils vont payer va bel et bien leur coûter 100% du prix? Faire la grève devant le IGA? Faire la grève devant le Sports Experts? Mme Beauchamp, annulez-leur leur session dans la face et quand un de la gang sortira sa calculatrice, car on voit que ce sont effectivement des pleeteux de nuages, ils verront qu'ils avaient le choix entre payer 200\$ par an ou perdre 300\$ par semaine de job d'été et

dans plusieurs cas, une première année de salaire. Tout ça pour quoi? Rien du tout! Car dans cette offre supposément mauvaïse, les pauvres sont gagnants, la classe moyenne aussi, seuls les enfants de familles riches paient plus et ils en ont les moyens. Mais en plus, le gouvernement consent à vérifier la gestion et à leur redonner de l'argent s'ils en trouvent. À part de vouloir être complètement bouché, étroit d'esprit et de mauvaïse foi, donc de ne pas vouloir négocier du tout en ne désirant que le gel et rien d'autre,

ce qui est impensable car tout augmente dans la vie, ils veulent quoi? Avec tous leurs gains, ils ont gagné: l'accessibilité est maintenue pour tous avec cette entente. leperelachaise
En fait, les étudiants de certaines disciplines comme la médecine ont voté ou voteront le rejet des offres. Qu'ont-ils à perdre, ils continuent leur session pendant que d'autres (ils doivent les traiter de caves) font la grève et se battent pour eux.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : CAQ | Étudiants : François Legault prône la ligne dure - Publié le: mardi 08 mai 2012, 14H45 | Mise à jour: mardi 08 mai 2012, 15H17

Vidéo : Grève étudiante: François Legault propose une date butoir, soit lundi matin pour un retour en classe, 8 mai 2012, Journal de Québec Régis Caron

Le gouvernement du Québec doit prendre les moyens nécessaires pour que tous les étudiants qui le souhaitent puissent assister à leurs cours dès lundi prochain, réclame le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault.

« On est rendus à l'heure où il faut trancher, le gouvernement doit faire en sorte que dans chaque cégep, chaque université, les étudiants qui souhaitent retourner en classe puissent y retourner lundi matin », a déclaré le chef de la CAQ à la sortie du caucus de ses députés à l'Assemblée nationale.

François Legault demande aux fédérations étudiantes de lancer un appel au calme pour que le retour en classe se fasse dans l'ordre. De même, les cégeps et les universités doivent s'assurer d'avoir les appuis policiers nécessaires « pour s'assurer que ça se fasse dans l'ordre (...) On est

rendus à l'étape d'organiser de façon sécuritaire la rentrée dans les classes », a plaidé François Legault. « Il faut poser une date butoir, ça ne peut pas être plus tard que lundi prochain. Il faut prendre tous les moyens nécessaires (...) On pense que c'est possible de le faire », a insisté l'ancien ministre de l'Éducation.

« Irresponsable »

« C'est totalement irréaliste et irresponsable de dire ça parce que ça va amener des confrontations, des tensions et des violences sur les campus. Je ne comprends pas comment quelqu'un qui veut devenir chef d'État peut demander ça », a déploré le président de la FEQU, Léo Bureau-Blouin.

Les fédérations étudiantes demandent à reprendre les négociations avec le gouvernement. « Les étudiants se sentent trahis. Après 12 semaines de grève, ça va prendre quelque chose de tangible pour qu'ils retournent en classe. L'annulation de la session est évoquée dans chaque assemblée », a confié la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

« Les préoccupations quant à la session, ce n'est plus la priorité des étudiants, confirme Léo Bureau-Blouin. Ce qui revient le plus souvent, c'est l'entente; les étudiants sont prêts à faire des sacrifices et à mettre leur session en péril pour avoir une meilleure entente. On a sous-estimé la détermination des gens », reconnaît M. Bureau-Blouin.

Votes

Les associations étudiantes ont continué à voter et à rejeter, hier, l'entente de principe survenue samedi avec le gouvernement et à reconduire la grève.

Le premier ministre Jean Charest et la ministre de l'Éducation Line Beauchamp ont démontré une certaine ouverture à reprendre les discussions avec les étudiants dans le but de clarifier certains aspects de l'entente.

[Afficher 1-78 de 142 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 1-37 de 39 commentaires \(Québec\)](#)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Conflit étudiant : Pas de nouvelles négociations - Publié le: mardi 08 mai 2012, 13H59 | Mise à jour: mardi 08 mai 2012, 16H55

Vidéo : Line Beauchamp et les négociations avec les étudiants, 8 mai 2012, Journal de Québec Rémi Nadeau

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, est ouverte à revoir le texte de l'entente de principe intervenue avec les étudiants, mais ferme la porte à de nouvelles négociations.

«Ils demandent des efforts de précision, alors on va voir ce qu'on peut faire, s'il y a des précisions à apporter», a indiqué la ministre aujourd'hui. Mme Beauchamp prévient par contre qu'il n'est pas question de reprendre des négociations avec les associations étudiantes.

La ministre a affirmé que l'accord conclu samedi ne visait pas à trancher le débat de fond sur les hausses des droits de scolarité, mais plutôt à trouver une façon de mettre un terme à la crise.

«Peut être que des étudiants appelés à se prononcer ont l'impression que s'ils votent pour l'entente de principe, ils doivent abandonner leurs revendications autour d'un gel des droits de scolarité», a-t-elle soumise.

Sa collègue du Conseil du trésor, Michelle Courchesne, n'a pas voulu commenter le fait que les représentants des étudiants remettent en question l'entente de principe qu'ils ont pourtant signée.

«Je ne porterai pas de jugement, ça ne ferait qu'envenimer», a-t-elle dit.

Afficher 10 commentaires (Québec)

• Jules Langlois

On dirait que les Libéraux pensent que les élections vont régler la question. Il n'y a au-

cun rapport. Les étudiants ne veulent pas des hausses, ils veulent payer leurs études par leurs impôts lorsqu'ils travailleront, c'est pas compliqué. Élections ou pas, Libéraux, CAQ ou PQ, ils restent et resteront mobilisés, et compte tenu de leur rapport de force, la discussion devra avoir lieu. Maintenant ou plus tard avec un ou avec l'autre, élection ou pas.

• Gilles Laplante

Vous devriez enlever vos lunettes roses. Il y aura de moins en moins d'étudiants prêts à manifester. Il ne restera que ceux des fausses sciences, les lologues.

Pour lundi, le gouvernement devrait décréter que la police devra fournir l'accès à leurs cours à tous les étudiants qui veulent étudier. Ceux qui seront absents seront considérés comme ayant eu un échec. Tous ceux qui ne se seront pas présentés seront exclus de la session d'automne de façon à être certain qu'à l'automne ne seront inscrit que des gens qui veulent étudier.

• Voici quoi?

Ella a négocié et tout le monde l'a rejeté, une négociation, ça marche dans les deux sens, donnant-donnant. Les étudiants ne veulent rien donner, ils veulent le beurre et l'argent du beurre.

MEM LA MINISTRE, RESTEZ SUR VOS POSITION! LA POPULATION EST DERRIERE VOUS!

• Watto

Pauline a scraper la santé ! Jean lui y scrap l'éducation monacooo1

D'après ce que l'on voit c'est pas Jean Charest qui scrap l'éducation mais bien les étudiants. Arrêtons de toujours blâmer le gouvernement. Le gouvernement est la vache à lait de tout le monde...

• Vendetta

Ben oui! Le gouvernement n'arrête pas de me soutirer de l'argent avec toutes sortes de hausses, le peuple est la vache à lait du gouvernement.

Bravo !!! Bonne déduction !!!

• Apalaches

Faudra-t-il attendre encore 12 semaines pour qu'elle puisse décider de négocier ??????????????

• lawry222

Amender le contenu d'une entente ne peut se faire sans négociation, ouf elle est ministre de l'Éducation pauvre Québec

• Gilles

Le gouvernement fait très bien..Les représentants syndicaux ont signé l'entente donc c'est réglé.

Mettez le contraire pour les signatures et dites-moi si les étudiants seraient d'accord

• Rodal

Vous avez tout a fait raison

[Afficher 1-74 de 209 commentaires \(Montréal\)](#)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Grève étudiante : des sessions ne pourront être terminées d'ici le 30 juin – Mise à jour le mardi 8 mai 2012 à 13 h 53 HAE



Le président de la Fédération des cégeps, Jean Beaugesne, avait lancé un cri d'alarme le 13 avril.

À la lumière des premiers votes rejetant l'entente de principe entre Québec et les associations étudiantes, certains cégeps doivent d'ores et déjà abandonner l'idée de terminer l'actuelle session d'hiver d'ici le 30 juin, affirme le président de la Fédération des cégeps, Jean Beaugesne.

« Ça devient incontournable à partir du moment où l'entente de principe n'a pas pu faire du chemin », a admis M. Beaugesne dans une entrevue accordée mardi matin au Réseau de l'information.

« On pourrait penser qu'avec les votes qu'on vient de constater hier qu'il y a une certaine cristallisation par rapport à la poursuite du boycott. »

Jean Beaugesne

« On peut bien faire de la gymnastique et utiliser tous les samedis d'ici le 30 juin, mais à un moment donné, ce n'est plus possible et on est

arrivé là », ajoute le président de la Fédération des cégeps. « On va être déporté à l'automne ». M. Beaugesne n'a pas nommé les cégeps qui seront touchés. « Vous avez juste à prendre les sept, huit premiers collègues dont les cours ont été suspendus et vous avez la réponse. C'est particulièrement sur l'île de Montréal », a-t-il dit. Les cégeps qui sont en grève depuis le plus longtemps sont, dans l'ordre :

- le Cégep du Vieux-Montréal (en grève depuis le 16 février);
- le Collège de Valleyfield (20 février);
- le Cégep de Saint-Laurent (20 février);
- le Cégep Marie-Victorin (21 février);
- le Collège de Maisonneuve (21 février);
- le Cégep de Joliette (27 février);
- le Cégep André Laurendeau (27 février);
- le Cégep Édouard-Montpetit (1er mars);
- le Cégep Lionel-Groulx (1er mars);
- le Cégep de Rosemont (5 mars);
- le Cégep de Saint-Jérôme (5 mars);
- le Collège Ahuntsic (5 mars);
- le Collège de Bois-de-Boulogne (7 mars).

Selon M. Beaugesne, deux éléments rendent le report de la session incontournable. « Il y a d'abord la valeur pédagogique d'avoir des journées de 9, 10 heures d'enseignement. Ce n'est pas possible pour les jeunes d'absorber tout ça. Et il y a aussi les contraintes physiques de locaux ou de disponibilité d'enseignants », indique-t-il. Pas question toutefois d'annuler les sessions. « On a une obligation légale de faire des calendriers de 82 jours par session. Je vois mal com-

ment on pourrait avoir, à cause de cette disposition-là, la possibilité d'annuler les sessions. Ce n'est pas dans notre champ de compétence », souligne M. Beaugesne.

Depuis que l'entente de principe a été conclue, de nombreuses **d'associations** représentant des étudiants de cégeps ou de facultés universitaires l'ont rejetée. Une seule, soit celle du Cégep de la Gaspésie et des Îles, l'a acceptée, mais elle n'était déjà plus en grève.

La ministre de l'Éducation du Québec, Line Beauchamp, a maintenu lundi que l'entente de principe est **avantageuse** pour les associations étudiantes, mais les fédérations étudiantes collégiale et universitaire du Québec (FECQ et FEUQ) lui demandent néanmoins de la **clarifier**.

« On a eu des contacts avec Québec pour faire le bilan des différents votes, et exprimer là où l'entente ne fait pas l'affaire des différentes associations étudiantes », a indiqué mardi matin le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin. « On attend aussi de voir aujourd'hui et demain pour voir de quelle façon les votes vont se prendre, pour ensuite se rassembler peut-être à nouveau avec Québec ».

[Le texte négocié par les associations étudiantes](#)

Selon la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), plus de 167 500 étudiants québécois représentés par 171 associations étudiantes sont toujours en grève.

[Les commentaires \(368\)](#)

LA TRIBUNE : L'offre gouvernementale catégoriquement rejetée par l'AGEFLESH - Publié le mardi 08 mai 2012 à 13h24



Archives La Tribune, Frédéric Côté
Claude Plante, La Tribune
(Sherbrooke) L'offre négociée en fin de semaine par le gouvernement et les associations étudiantes ne passe pas du tout du côté des membres de l'AGEFLESH. C'est à 92 pour cent qu'ils ont rejeté l'entente de principe conclue à Québec avec la ministre de l'Éducation Line Beauchamp et les représentants des étudiants. Les opposants à l'entente considèrent qu'elle permet quand même une hausse des droits de scolarité, augmentation qu'ils rejettent depuis le

début. De plus, ils soutiennent que le comité de surveillance des dépenses des universités n'aura pas de véritables pouvoirs pour intervenir. Environ 500 membres de l'Association générale étudiante de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke étaient réunis au Centre culturel en assemblée générale. Ils ont opté pour poursuivre leur grève jusqu'à ce qu'une nouvelle offre soit proposée ou jusqu'au déclenchement d'une élection provinciale.

TVANOUVELLES : D'après Pierre Reid : Les leaders étudiants «ne sont pas crédibles» - Première publication mardi 8 mai 2012 à 13h21

Par Jean-Luc Lavallée | Agence QMI

Le député libéral **Pierre Reid**, ancien ministre de l'Éducation, juge que les leaders étudiants ont «échappé le ballon», qu'ils ne sont «pas crédibles» et que plusieurs **manifestants**, toujours dans la rue, «ne prennent pas leurs études au sérieux».

Le député d'Orford a livré le fond de sa pensée sur le conflit étudiant qui s'éternise, mardi midi, lors d'un impromptu point de presse avec les journalistes qui couvrent les activités de l'Assemblée nationale. L'ex-recteur de l'Université de Sherbrooke n'y est pas allé par quatre chemins.

«Moi, je pense que les dirigeants étudiants ont échappé le ballon, honnêtement ... et que la base étudiante, elle est à mon avis noyauté par

des gens qui ne prennent pas leurs études très au sérieux. Je pense que c'est ça le fond du problème et ce n'est pas facile d'être un gouvernément quand on a en face de soi des intervenants qui ne sont pas crédibles», a-t-il lâché.

M. Reid a ensuite déclaré qu'il y a des leaders qui sont « beaucoup moins crédibles que d'autres », refusant de viser qui que ce soit en particulier.

«Ils s'entendent sur quelque chose puis après ça, tu arrives avec la base et la base ne suit pas du tout, donc il y a un problème», a ajouté le député libéral. Ce dernier juge que l'entente de principe entre le gouvernement et les associations «est très claire» et qu'il n'y pas de problème au niveau de sa rédaction.

En anglais, il a été encore plus vindicatif à l'endroit des contestataires de l'entente. «Il y a pro-

bablement plusieurs étudiants du mouvement qui sont dans la rue et qui ne prennent pas leurs études au sérieux, sinon ils seraient en train d'étudier après tout ce que nous leur avons offert et tout ce que nous avons fait.»

Par ailleurs, il croit possible de réaliser des économies qui feront diminuer les frais afférents imposés aux étudiants.

«Pour avoir géré une université pendant huit ans, je ne pense pas qu'il y a des millions et des millions (à épargner), mais il y a peut-être des choses qui pourraient être améliorées. On le voit à la Commission de l'administration publique; on reçoit tous les ministères l'un après l'autre et on trouve toujours des boulons qui méritent d'être resserrés, c'est possible que ça existe dans les universités aussi.»

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Selon le député libéral Pierre Reid : Les leaders étudiants «ne sont pas crédibles» - Publié le: mardi 08 mai 2012, 13H09 | Mise à jour: mardi 08 mai 2012, 18H55

Vidéo : Pierre Reid et la gestion des universités, 8 mai 2012, Journal de Québec

Jean-Luc Lavallée

Le député libéral Pierre Reid, ex-ministre de l'Éducation, juge que les leaders étudiants ont «échappé le ballon», qu'ils ne sont «pas crédibles» et que plusieurs manifes-

tants, toujours dans la rue, «ne prennent pas leurs études au sérieux».

Le député d'Orford a livré le fond de sa pensée sur le conflit étudiant qui s'éternise, ce midi, lors d'un impromptu de presse avec les journalistes qui couvrent les activités de l'Assemblée nationale. L'ex-recteur de l'Université de Sherbrooke n'y est pas allé par quatre chemins.

«Moi, je pense que les dirigeants étudiants ont échappé le ballon, honnêtement... et que la base étudiante, elle est à mon avis noyauté par des gens qui ne prennent pas leurs études très au sérieux. Je pense que c'est ça le fond du problème et ce n'est pas facile d'être un gouvernément quand on a en face de soi des intervenants qui ne sont pas crédibles», a-t-il lâché.

M. Reid a ensuite déclaré qu'il y a des leaders qui sont «beaucoup moins crédibles que d'autres», refusant de viser qui que ce soit en particulier. «Ils s'entendent sur quelque chose puis après ça, tu arrives avec la base et la base ne suit pas du tout donc il y a un problème», a ajouté le député libéral. Ce dernier juge que l'entente de principe entre le gouvernement est les associations «est très claire» et qu'il n'y a pas de problème au niveau de sa rédaction. En anglais, il a été encore plus vindicatif à l'encontre des contestataires de l'entente. «Il y a pro-

bablement plusieurs étudiants du mouvement qui sont dans la rue et qui ne prennent pas leur études au sérieux, sinon ils seraient en train d'étudier après tout ce que nous leur avons offert et tout ce que nous avons fait.»
Frais afférents
 Par ailleurs, il croit possible de réaliser des économies qui feront diminuer les frais afférents imposés aux étudiants. «Pour avoir géré une université pendant huit ans, je ne pense pas qu'il y a des millions et des millions (à épargner) mais il y a peut-être des choses qui pourraient être

améliorées. On le voit à la Commission de l'administration publique; on reçoit tous les ministères l'un après l'autre et on trouve toujours des boulons qui méritent d'être resserrés, c'est possible que ça existe dans les universités aussi.»
[Afficher 1-15 de 16 commentaires \(Québec\)](#)
[Afficher 1-79 de 101 commentaires \(Montréal\)](#)

TVA NOUVELLES : Le conflit étudiant dans l'impasse : Maintenant, qu'est-ce qu'on fait? - Première publication mardi 8 mai 2012 à 12h41 - Mise à jour : mardi 8 mai 2012 à 15h31



Crédit photo : archives Agence QMI

TVA Nouvelles et Agence QMI
 L'**entente de principe** conclue en fin de semaine dernière entre Québec et les représentants **étudiants** a beaucoup de plomb dans l'aile, si bien qu'il est légitime de se demander ce qui permettra de sortir de l'impasse. La ministre de l'Éducation, **Line Beauchamp**, est ouverte à revoir le texte de l'entente de principe intervenue avec les étudiants, mais ferme la porte à de nouvelles **négociations**.
 «Ils demandent des efforts de précision, alors on va voir ce qu'on peut faire, s'il y a des précisions à apporter», a indiqué la ministre mardi. Mme Beauchamp prévient par contre qu'il n'est pas question de reprendre des négociations avec les associations étudiantes.

La ministre a affirmé que l'accord conclu samedi ne visait pas à trancher le débat de fond sur les **hausse des droits de scolarité**, mais plutôt à trouver une façon de mettre un terme à la crise.
 «Peut-être que des étudiants appelés à se prononcer ont l'impression que s'ils votent pour l'entente de principe, ils doivent abandonner leurs revendications autour d'un gel des droits de scolarité», a-t-elle soumis. Sa collègue du Conseil du trésor, **Michelle Courchesne**, n'a pas voulu commenter le fait que les représentants des étudiants remettent en question l'entente de principe qu'ils ont pourtant signée.
 «Je ne porterai pas de jugement, ça ne ferait qu'envenimer», a-t-elle dit.
Les négociations doivent reprendre
 Dans les couloirs de l'Assemblée nationale, on propose pourtant que le dialogue reprenne entre les deux parties de façon unanime.
 «C'est le pire des scénarios qui s'est produit, ce qu'on vit aujourd'hui et que le Québec subit encore. [...] Il faut reprendre les discussions avec ces gens-là», estime le député caquiste de Chauveau, **Gérard Deltell**.
 «M. Charest doit s'asseoir avec les étudiants, avec les acteurs, pour trouver une voie de passage», renchérit la députée péquiste de Duplessis, **Lorraine Richard**.
[Jean-Martin Aussant suggère de tenir d'urgence une commission parlementaire](#) pour dénouer le conflit. «La commission dont on parle à l'Option nationale et qui pourrait avoir lieu tout de suite permettrait à tout le monde de se faire entendre», estime le fondateur du parti.
Sessions annulées ou non?
 La Fédération des cégeps tient à rappeler qu'elle n'a pas le pouvoir d'annuler des sessions.
 Ceci étant dit, l'organisation a décidé de reporter une partie de la session d'hiver 2012 à l'automne 2012, ce qui repousserait d'autant de jours la nouvelle session qui débiterait.
 Du côté des universités, on invite les étudiants en grève à consulter le site de leur faculté pour suivre les décisions au jour le jour.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit étudiant : Dialogue encore possible - Publié le: mardi 08 mai 2012, 11H58 | Mise à jour: mardi 08 mai 2012, 13H48

Vidéo : Option nationale et le conflit étudiant , 8 mai 2012 , Journal de Québec
 Régys Caron
 QUÉBEC - **Le chef d'Option nationale Jean-Martin Aussant propose de tenir une commission parlementaire élargie pour trouver une solution au conflit étudiant.**
 «En quelques jours on pourrait mettre sur pied une commission parlementaire à l'Assemblée nationale où toutes les associations étudiantes pourraient être entendues, tous les partis politiques et où quelque personne ou organisme que ce soit pourrait venir se faire entendre (...) Ça ne coûterait pas un sou et on pourrait avoir le débat de société nécessaire sur la valeur de l'éducation, la gestion des universités, l'accessibilité aux études et les frais de scolarité», a dit M. Aussant.
 Le chef d'Option nationale reproche au gouvernement Charest de vouloir éviter un tel exercice

par pur électoralisme. «Il y a un parti libéral qui a fait le pari que les gens l'appuieraient et il y a d'autres partis qui pensent aller chercher des votes en penchant plus du côté des étudiants», a exposé Jean-Martin Aussant dont le parti préconise la gratuité scolaire. À son avis, le gouvernement et les fédérations étudiantes peuvent encore se parler pour sortir de la crise.
 Selon le chef d'Option nationale, le premier ministre Jean Charest et la ministre de l'Éducation Line Beauchamp ont agi par maladresse dans les heures qui ont suivi l'entente de principe avec les associations étudiantes en déclarant que le gouvernement avait remporté la partie.
 Jean-Martin Aussant annonçait ce matin quatre candidatures pour son parti dans la région de Québec: Catherine Dorion, comédienne et animatrice, candidate dans Taschereau, Julie McCann avocate et étudiante au doctorat à l'Université McGill candidate, dans Jean-Talon,

Christian Saint-Pierre, animateur de radio à CKRL, candidat dans Jean-Lesage et Sol Zanetti, professeur de philosophie au Campus Notre-Dame-de-Foy, candidat dans Louis-Hébert.
[Afficher 36 commentaires \(Montréal\)](#)
[Afficher 3 commentaires \(Québec\)](#)

- Benoit
 Oh my god... pire idée EVER. On ce retrouverais dans une guerre de parti, chaque parti prendrais le temps d'insulter les idées de l'autre parti, ça serait la catastrophe.
- Georges Allaire
 On se donne de l'importance quand les autres ne nous en accordent pas...
 God bless América.
 Même si les autres lui en accordaient il serait quand même et toujours sans importance c'est juste un gauchiste de plus.

LE QUOTIDIEN : L'UQAC se demande où elle fera des économies - Publié le mardi 08 mai 2012 à 09h36





Photo archives

Selon le responsable des communications, Jean Wauthier, l'institution régionale fait payer aux étudiants des frais afférents de l'ordre de 250 \$ en moyenne par session pour le programme régulier de cinq cours, ce qui représente une somme annuelle de 500 \$, ce qui se situe sous la moyenne québécoise des universités.

Louis Tremblay, Le Quotidien (Chicoutimi) La direction de l'UQAC évalue l'impact de l'entente intervenue entre les étudiants et le gouvernement du Québec si jamais elle est acceptée par les fédérations toujours en grève, ce qui comprend 800 étudiants de l'UQAC.

Cette entente prévoit que les étudiants participent à un comité d'une vingtaine de personnes dont le mandat sera d'étudier les frais afférents chargés aux étudiants afin d'y réaliser des éco-

nomies devant compenser pour la hausse des frais de scolarité que Québec entend appliquer dès la prochaine session.

Selon le responsable des communications, Jean Wauthier, l'institution régionale fait payer aux étudiants des frais afférents de l'ordre de 250 \$ en moyenne par session pour le programme régulier de cinq cours, ce qui représente une somme annuelle de 500 \$, ce qui se situe sous la moyenne québécoise des universités.

«C'est généralement reconnu qu'il y a un sous-financement de l'ordre de 500 à 600 millions \$. La part de l'UQAC dans le sous-financement universitaire est de l'ordre de plus ou moins 10 M\$ par année. Ce sous-financement limite la capacité de l'université pour l'embauche de professeurs réguliers qui assurent l'encadrement des étudiants et effectuent des travaux de recherche», explique le porte-parole de l'UQAC.

125 \$ par session

Les sommes récupérées et prévues à l'entente sont de l'ordre de 125 \$ par session sur la facture des frais afférents. Pour l'UQAC, il s'agirait d'une réduction de 50 % de la facture des frais afférents alors qu'ils sont parmi les plus bas au Québec. Jean Wauthier indique qu'il est plus facile de trouver la somme ciblée sur une facture de 1000 \$.

La facture d'un étudiant de l'UQAC est de l'ordre de 1325 \$ par session. Il verse 241 \$ pour les frais afférents, lesquels comprennent les différentes cotisations aux associations étudiantes, un droit d'utilisation pour les équipements spor-

tifs (79 \$). L'autre poste majeur des frais afférents est celui de la technologie avec un montant de 63 \$.

La facture pour le pavillon sportif représente une économie alors que l'université doit tenir à jour son réseau informatique. Elle perçoit donc un montant spécifique pour cet item qui constitue un service essentiel.

Depuis l'annonce du règlement, plusieurs universités ont fait avoir que les marges de manoeuvre sont minces et qu'il sera difficile de récupérer dans les frais afférents l'augmentation décrétée des droits de scolarité.

Une première association dit non

Une première association étudiante de l'UQAC, qui ne compte que 10 membres (maîtrise en étude régionale), a déjà rejeté l'entente intervenue entre Québec et les associations étudiantes. L'association qui regroupe tous les étudiants de l'université, MAGE-UQAC, tiendra quant à elle une assemblée générale spéciale à 18 h jeudi. Elle soumettra alors au vote l'entente intervenue avec le gouvernement du Québec.

La présidente du MAGE-UQAC, Claire Gressier, a signalé qu'il n'y aura pas de recommandation faite aux étudiants sur l'acceptation ou le rejet des offres.

L'association adopte la même politique que la FEUQ qui n'a pas recommandé à ses membres d'accepter ou de rejeter l'entente.

LA PRESSE : Études: l'aide financière a fait gonfler la note aux Etats-Unis - Publié le mardi 08 mai 2012 à 09h07

Mathieu Perreault, La Presse

Les améliorations aux régimes de prêts et bourses gouvernementaux peuvent favoriser les hausses de droits de scolarité, selon des études américaines.

Le lien entre l'aide financière aux étudiants et l'«inflation des droits de scolarité» a été mis de l'avant pour la première fois en 1987 par William Bennett, secrétaire fédéral à l'Éducation. Depuis, des économistes ont tenté de vérifier l'«hypothèse Bennett».

Le lien est manifeste en ce qui concerne les institutions privées, dont les droits de scolarité ne sont pas régis par les gouvernements. On observe le même lien, mais plus faible, pour les universités publiques, selon une économiste de l'Université Harvard.

«Les universités sont tentées de récupérer une partie des sommes investies dans l'aide financière aux étudiants», explique Bridget Terry

Long, de l'Université Harvard, qui a étudié un programme de bourses au mérite dont bénéficiaient le tiers des étudiants de l'État de Géorgie. «Elles y parviennent même si elles doivent obtenir l'approbation du gouvernement.»

En Géorgie, les universités publiques ont «récupéré» 24% des bonifications des bourses d'études, sous forme de hausses de droits de scolarité et de frais afférents. Les universités privées, elles, ont récupéré 84% de ces bonifications. Le cas des universités privées n'est pas vraiment applicable au Québec, mais il pourrait annoncer des hausses de droits de scolarité dans les cégeps privés.

Qu'en est-il des prêts? Cinq chercheurs américains qui se sont penchés sur la question, consultés par La Presse, ont estimé que l'«hypothèse Bennett» n'est pas avérée pour les prêts. Joe Stone, économiste à l'Université de l'Oregon, a publié en 2007 une étude sur le programme

fédéral de prêts Pell dans la revue Economics of Education Review. L'étude montrait que le programme n'a pas d'effet sur les droits de scolarité dans les universités publiques. Mme Long note que les établissements ayant connu le plus d'«inflation universitaire» ne sont pas nécessairement ceux dont les étudiants bénéficient le plus des prêts Pell.

Dans une autre étude, qui n'a pas encore été acceptée pour publication par une revue scientifique, M. Stone affirme avoir mis en évidence un lien entre les programmes de prêts et bourses et les investissements dans les universités publiques, ainsi qu'un autre lien entre les investissements dans les universités publiques et les droits de scolarité. «Il se pourrait qu'un programme de prêts plus généreux rende plus acceptable une hausse des droits de scolarité, qui permet de réduire les investissements dans les universités publiques», avance M. Stone.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Plusieurs associations étudiantes rejettent l'entente de principe - Mise à jour le mardi 8 mai 2012 à 9 h 05 HAE

Plusieurs associations étudiantes ont rejeté l'entente de principe conclue samedi avec le gouvernement.

Rejet de l'entente de principe :

- Collège de Bois-de-Boulogne
- Cégep Marie-Victorin
- Cégep de Valleyfield
- Cégep de Saint-Laurent
- Cégep de Saint-Hyacinthe
- Association des étudiants au D.E.S.S. en arts, création et technologie de l'Université de Montréal
- Association des étudiants du département des littératures de langue française de l'Université de Montréal
- Département d'informatique et de recherche opérationnelle de l'Université de Montréal
- Association des étudiants en sociologie de l'Université Laval
- Association des étudiants en études québécoises de l'Université de Trois-Rivières (AEEQ)

- Association des étudiants en littérature de l'Université Laval
- Association des étudiants en géographie de l'Université Laval
- Association des étudiants en langues et en communication de l'UQAM

Adoption de l'entente de principe :

- Cégep de la Gaspésie et des Îles (n'était pas en grève)

À Gatineau, les étudiants du Cégep de l'Outaouais ont voté pour poursuivre la grève jusqu'à vendredi afin d'étudier plus en profondeur l'entente de principe.

Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, et le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin, ont fait la tournée des médias lundi pour donner leur point de vue sur l'entente. Ils ont refusé de présumer des résultats du vote.

« Ce qu'on peut dire avec certitude, c'est qu'il va y avoir des débats très chauds et qu'il va y avoir

beaucoup d'étudiants et d'étudiantes qui vont se présenter en assemblée avec l'intention de voter contre cette entente, surtout parce que la question des frais de scolarité y est absente », a affirmé Gabriel Nadeau-Dubois.

Un autre facteur qui incitera les étudiants à voter contre l'entente, dit-il, est « qu'on demande au mouvement étudiant d'abandonner la grève qu'il mène depuis 13 semaines dans les mains d'un comité sur lequel les étudiants n'ont que 4 sièges sur 19 ».

« On change un rapport de force certain contre un comité plutôt hypothétique. »
Gabriel Nadeau-Dubois

Rappelons que la CLASSE, la FECQ et la FEUQ n'ont pas donné de consigne de vote à leurs membres.

En complément

« Ce qu'on peut dire avec certitude, c'est qu'il va y avoir des débats très chauds et qu'il va y avoir



Vidéo - [Le reportage de Josée Thibeault](#)
[Les commentaires \(473\)](#)

TVANOUVELLES : Entente entre les étudiants et le gouvernement : Près de trente associations rejettent l'offre - Première publication mardi 8 mai 2012 à 08h53 - Mise à jour : mardi 8 mai 2012 à 17h43

TVA Nouvelles

Les votes sur l'entente conclue entre le gouvernement et les associations étudiantes se poursuivront ce mardi, en ce 85e jour de grève. Le Collège de Maisonneuve, le Collège Ahuntsic et le Collège Rosemont sont présentement en assemblée pour voter sur l'offre du gouvernement.

Les étudiants des cégeps de Saint-Jean et de Rimouski doivent aussi se prononcer mardi sur l'entente de principe. Ces deux cégeps ne sont cependant pas en grève.

Les étudiants en science de l'éducation de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal se prononceront pour leur part mercredi.

Les élèves du Cégep André-Laurendeau tiendront leur vote ce jeudi et ceux du Collège Édouard-Montpetit, vendredi.

Vingt-huit cégeps, universités et facultés ont déjà rejeté cette entente.

Une seule association étudiante, soit celle du Cégep de la Gaspésie et des Îles, l'a acceptée.

Les résultats des différents votes:

Cégep de Gaspésie et des Îles: offre acceptée, les étudiants n'étaient pas en grève

Cégep de Lanaudière: offre rejetée

Cégep de Marie-Victorin: offre rejetée à 96%, grève reconduite de facto

Cégep de l'Outaouais: grève reconduite à 53%

Cégep de Saint-Hyacinthe: offre rejetée à 61%, grève reconduite de facto

Cégep de Saint-Laurent: offre rejetée à 87%, grève reconduite de facto

Collège de Bois-de-Boulogne: offre rejetée, grève reconduite à 72%

Collège Montmorency: offre rejetée

Collège de Valleyfield: offre rejetée, grève reconduite à 61%

Université Laval, arts visuels: offre rejetée, grève reconduite

Université Laval, histoire: offre rejetée

Université Laval, littérature: offre rejetée, grève reconduite

Université Laval, géographie: offre rejetée, grève reconduite

Université Laval, philosophie: offre rejetée

Université Laval, sociologie (RÉSUL): offre rejetée à 94%, grève reconduite à 80%

Université de Montréal, architecture: offre rejetée massivement

Université de Montréal, cycles supérieurs en communication: offre rejetée à l'unanimité

Université de Montréal, DESS en Art, création et technologies: offre rejetée à 83%, grève reconduite à 75%

Université de Montréal, département d'informatique et de recherche opérationnelle: offre rejetée, grève reconduite à 74%

Université de Montréal, géographie: offre rejetée

Université de Montréal, littérature comparée: offre rejetée

Université de Montréal, littérature langue française: offre rejetée

Université de Montréal, médecine: offre rejetée

Université de Montréal, musique et histoire de l'art: offre rejetée

Université du Québec à Trois-Rivières, études québécoises: offre rejetée, grève reconduite

UQAM, Association facultaire étudiante des Langues et Communication (AFELC): offre rejetée à 93%

UQAM, Faculté de science politique et droit: offre rejetée à 71%

Université du Québec à Chicoutimi, Intervention régionale: offre rejetée, grève reconduite

Université de Sherbrooke, lettres et sciences humaines: offre rejetée, grève reconduite

LA PRESSE : L'accès à l'université progresse plus rapidement en Ontario qu'au Québec - Publié le mardi 08 mai 2012 à 07h40

Mathieu Perreault, La Presse

L'accès à l'université a progressé plus rapidement au Québec qu'en Ontario dans les années 70, mais l'écart s'est creusé de nouveau dans les années 90 au profit de la province voisine, selon une étude réalisée en 2007.

Depuis le début de la grève, les opposants à la hausse des droits de scolarité affirment que le modèle québécois de l'université abordable - par rapport au reste du pays - a permis d'améliorer l'accès aux études supérieures. Selon eux, si le Québec traîne toujours la patte, c'est parce qu'il partait de plus loin dans les années 60, à cause de l'oppression économique dont étaient victimes les Québécois francophones.

L'étude en question a été publiée dans la *Revue des sciences de l'éducation* de McGill par un étudiant à la maîtrise en économie, Karim Mousaly, et son professeur de l'Université de Montréal, François Vaillancourt. Il n'a pas été possible de leur parler hier.

L'étude montre que le taux de fréquentation universitaire était de 15% au Québec et de 22% en Ontario en 1971. Le taux québécois a ensuite

stagné jusqu'en 1975, avant de rejoindre le taux ontarien à 25% en 1985. Les deux provinces ont ensuite fait des gains similaires, jusqu'à 36% de fréquentation en 1991. En Ontario, le taux a ensuite stagné jusqu'au début du millénaire, pendant qu'au Québec, il baissait à 30%. Les deux provinces ont par la suite enregistré des gains, mais le Québec est resté derrière l'Ontario.

Réformes Ryan

«On comprend mal pourquoi le taux québécois a autant baissé dans les années 90», indique Alex Usher, de l'organisme torontois Higher Education Strategy Associates. «Les réformes Ryan à la fin des années 80 ont fait mal. Je le sais, j'ai moi-même manifesté parce que j'étudiais à Montréal. Mais sous les péquistes, à partir de 1994, ça été le gel. Pendant ce temps, en Ontario, il y a eu constamment des hausses à partir de la fin des années 80, puis une importante hausse avec Mike Harris au milieu des années 90. Et pourtant, en Ontario, la fréquentation s'est maintenue.»

Ross Finnie, un économiste de l'Université d'Ontario qui a publié plusieurs études démontrant

que les facteurs économiques influencent peu la décision d'aller ou non à l'université, note que l'Ontario peut avoir été avantagé par une proportion plus forte d'immigrants. En effet, ceux-ci sont souvent plus susceptibles d'envoyer leurs enfants à l'université. Une étude de M. Finnie a notamment démontré que les francophones de l'extérieur du Québec sont aussi susceptibles que les anglophones d'aller à l'université, alors qu'au Québec, le taux de fréquentation des francophones est 6% moins élevé que celui des anglophones.

Selon M. Usher, les progrès québécois des années 70 sont essentiellement attribuables aux investissements publics dans les universités, notamment la construction de nouveaux campus. «Les droits de scolarité étaient bas partout au Canada à ce moment.»

En chiffre

> 6% Au Québec, le taux de fréquentation des francophones est 6% moins élevé que celui des anglophones.

LA PRESSE : Québec a «couru après le trouble», selon la CSQ - Publié le mardi 08 mai 2012 à 07h27





Photo: Le Soleil

Le président de la CSN, Louis Roy (au premier plan) et les chefs syndicaux Michel Arsenault (FTQ) et Réjean Parent (CSQ) ont pris part aux récentes négociations.

Tommy Chouinard, La Presse

Le gouvernement Charest a «couru après le trouble» en multipliant les déclarations «provo-

catrices» dimanche, estime le président de la CSQ, Réjean Parent. Selon lui, l'hypothèse selon laquelle le gouvernement a cherché à obtenir ce rejet à des fins électorales est «plausible». Réjean Parent a assisté aux 22 heures de négociations qui ont pris fin samedi après-midi. Il croit que le premier ministre Jean Charest et la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, «se sont tiré dans le pied» avec leurs déclarations de dimanche. Rappelons que M. Charest a jeté le blâme sur les étudiants pour la durée du conflit et a affirmé qu'il n'aurait rien pu faire de plus pour le régler plus tôt. De son côté, Mme Beauchamp a affirmé par courriel aux députés libéraux que le gouvernement maintenait intégralement la hausse des droits et que celle-ci ne serait pas nécessairement compensée par une baisse des frais afférents. Elle s'est montrée sceptique quant aux économies qu'il sera possible de dégager dans la gestion des universités. «S'il y a des gains d'efficacité, je dis bien s'il y a

des gains, ils seront applicables en réduction des frais» afférents, a-t-elle dit.

Selon Réjean Parent, quelqu'un qui aurait voulu «faire avorter une entente» ne s'y serait pas pris autrement. «C'est du grand art!» a-t-il lancé. Il a ajouté que le gouvernement aurait dû se faire plus discret afin de favoriser un «climat serein» en vue des assemblées générales des associations étudiantes.

Les leaders étudiants «ont peut-être provoqué le lion» en évoquant un «moratoire» sur la hausse des droits de scolarité et un «gel théorique» de la facture des étudiants, mais «la responsabilité est plus grande du côté de l'État», a dit le chef syndical.

M. Parent n'a voulu exprimer ni «satisfaction» ni «déception» quant au rejet de l'entente de principe par plusieurs associations. «C'est aux étudiants de se prononcer. J'espère maintenant que les parties pourront trouver une nouvelle piste de sortie de crise», a-t-il affirmé.

LE SOLEIL : Pas question de modifier l'entente, dit Line Beauchamp - Publié le mardi 08 mai 2012 à 05h00 | Mis à jour le mardi 08 mai 2012 à 07h43



La Presse Canadienne

Line Beauchamp se dit prête, s'il le faut, à retoucher le texte pour y «préciser» certains éléments. Mais uniquement ceux s'inscrivant dans la logique de ce qui a été discuté et signé pendant le marathon de négociations.

Jean-Marc Salvat, Le Soleil

(Québec) Le gouvernement du Québec refuse que d'éventuelles économies supérieures au montant des frais afférents servent à réduire la hausse des droits de scolarité, comme le réclament, à des degrés divers, les associations étudiantes depuis lundi.

Le texte signé samedi par les leaders étudiants «reflète ce qui a été dit autour de la table» de négociations, affirme la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. Pas question de le modifier pour y inscrire la possibilité de diminuer les droits de scolarité, donc.

Le texte porte très clairement sur d'éventuelles réductions des «frais institutionnels obligatoires» (communément appelés «frais afférents»). Pas sur autre chose, insiste-t-elle.

Message similaire du premier ministre Jean Charest : l'entente est claire et les représentants des associations étudiantes l'ont «approuvée».

Oui aux précisions

Line Beauchamp se dit prête en revanche, s'il le faut, à retoucher le texte pour y «préciser» certains éléments. Mais uniquement ceux s'inscrivant dans la logique de ce qui a été discuté et signé pendant le marathon de négociations.

Elle se dit surprise et déçue du rejet de l'entente, jusqu'ici. Elle souhaite que les étudiants «comprennent» qu'ils peuvent voter en faveur sans «abandonner leur revendication de gel» des droits de scolarité.

Ce qui a été négocié vendredi et samedi vise d'abord à permettre une sortie de crise, rappelle-t-elle. Elle laisse entendre que les étudiants et les citoyens en général auront l'occasion d'en redébattre aux prochaines élections.

Hantise

Depuis le début, l'une des craintes du gouvernement a été de se retrouver avec des manchettes concluant, à un moment ou l'autre, à un «recul» de sa part.

La prise en compte de cette dimension a été confirmée au *Soleil* de source sûre.

Elle était dans les esprits il y a deux semaines, alors que le gouvernement jonglait de plus en plus sérieusement avec l'idée d'étaler la hausse

des droits de scolarité sur sept ans plutôt que cinq.

Voilà pourquoi il ne s'est pas contenté de l'étaler, qu'il a décidé de l'indexer au coût de la vie. Cette décision a fait passer la hausse totale de 1625 \$ à 1778 \$.

Du point de vue gouvernemental, cette indexation permettait d'éviter que cette offre soit perçue comme un «recul» par l'opinion publique.

Encore samedi, alors que des informations sur l'entente signée avec les quatre fédérations étudiantes commençaient à circuler, on insistait pour dire, devant quelques journalistes, qu'il ne s'agissait pas d'un «recul».

C'est d'ailleurs pour éviter que ce mot honni s'insinue dans le débat que Line Beauchamp s'est montrée ferme samedi soir, pensent certains.

Quelques heures à peine après la signature de l'entente, elle s'est empressée de dire haut et fort qu'il n'existait aucune garantie que le Comité provisoire sur les universités identifie des «gains d'efficacité» permettant d'abaisser la facture des frais afférents - quitte à compliquer la tâche des fédérations étudiantes.

En entrevue, lundi, la ministre nuancait : «J'ai aussi dit que je crois qu'il y a des économies à faire. Je plaçais simplement qu'on n'en connaissait pas le montant exact.»

Line Beauchamp estime que les étudiants ont réalisé des gains concrets, au total. Outre l'entente de samedi, elle évoque la bonification des prêts et bourses, ainsi que le mécanisme de remboursement proportionnel au revenu.

LE SOLEIL : Charest «tire dans le fond de la chaloupe», dénonce Réjean Parent - Publié le mardi 08 mai 2012 à 05h00 | Mis à jour le mardi 08 mai 2012 à 08h13



Photothèque La Presse

Le président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Réjean Parent
Michel Corbeil, Le Soleil

(Québec) Jean Charest et ses ministres «sont en train de régénérer la crise» en affirmant que les étudiants doivent porter sur leurs épaules la responsabilité d'une grève qui a battu tous les records de durée, dénonce le président de la CSQ, Réjean Parent.

Le leader de la Centrale des syndicats du Québec y est allé de cette analyse, lundi après-midi, au moment où les résultats des premières consultations étudiantes laissaient entrevoir le rejet de l'accord de principe pour mettre fin à l'affrontement sur la hausse des droits de scolarité.

Les remarques du premier ministre, dimanche, à Victoriaville, à la clôture du conseil général du Parti libéral du Québec, ont irrité M. Parent. Le premier ministre a exonéré de tout blâme son gouvernement. Selon son entourage et les membres de son cabinet, l'intransigeance des leaders étudiants et leur inexpérience en nég-

ociations ont fait avorter les précédentes tentatives de règlement.

«Pour des gens qui cherchaient une sortie de crise, ils ont fait des déclarations qui ont l'effet contraire», a condamné le chef syndical. À la place des ténors libéraux, a-t-il suggéré, «j'aurais trouvé à les calmer, pas les exciter. Quand on tire avec un .12 dans le fond de la chaloupe, faut pas se surprendre qu'elle prenne l'eau».

M. Parent a souligné que les trois centrales syndicales - la Confédération des syndicats nationaux et la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec sont les deux autres - ont accepté de participer pour dénouer un conflit aux proportions inquiétantes.

«C'est normal que les organisations syndicales soient convoquées. On a l'expérience. S'il [le gouvernement] voulait qu'on donne des cours [sur les négos] aux jeunes, il aurait dû les pren-

dre lui-même.» Jean Charest a déjà manifesté son appréciation du grand classique politique L'art de la guerre. Mais il devrait se mettre à

l'étude de «l'art de la négociation», croit Réjean Parent.

LE SOLEIL : Premier jour de vote: un refus quasi général - Publié le mardi 08 mai 2012 à 05h00 | Mis à jour le mardi 08 mai 2012 à 07h32



Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve À l'Université Laval, les étudiants de géographie, de sociologie et de littérature ont voté pour le maintien de la grève. Les autres associations du campus tiendront des votes tout au long de la semaine.

Annie Mathieu et Marie-Pier Duplessis, Le Soleil (Québec) La plus récente offre de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, n'a pas trouvé écho lundi chez les étudiants encore en grève. Partout au Québec, la quasi-totalité des associations ayant passé au vote ont rejeté massivement la proposition du gouvernement, à l'exception du Cégep de la Gaspésie et des Îles, seul établissement à avoir adopté l'entente de principe conclue samedi.

Après cette première journée de consultation, plus de 26 000 étudiants poursuivront leur bataille contre la hausse des droits de scolarité.

À l'Université Laval, les étudiants de géographie (premier et deuxième cycle), de sociologie et de littérature continueront de désertier leurs cours, alors que la plupart de leurs collègues des autres départements ont déjà terminé leur session. Ce choix, ainsi que celui de renoncer à la proposition gouvernementale, relève toutefois de votes auxquels moins du tiers des étudiants ont participé.

«Ce sont des décisions difficiles à prendre, mais par voie démocratique, on a choisi de continuer

la grève et de rejeter l'offre. Ce n'est pas facile, mais il faut ce qu'il faut», mentionne Isabelle Falardeau, étudiante au certificat en tourisme durable (géographie). «C'est sûr qu'on est tanné, mais ce n'est pas une bonne raison pour renier nos idéaux et nos convictions.»

D'autres étudiants, par contre, commencent à en avoir ras le bol et craignent sérieusement pour leur session. «Le gouvernement essaye, essaye, essaye, mais les étudiants ne font rien. Qu'est-ce que tu veux qu'on fasse? On est encore pogné là», déplore William McCollough-Gilbert, carré vert épinglé à la chemise. «On est rendu à un point tel que si on reprend nos cours, il va falloir faire ça en accéléré et ça n'encouragera pas la réussite.»

Avec 41 personnes s'étant prononcées en faveur de la reconduction de la grève, contre 32 oppositions et une abstention, il s'agissait du vote de grève le plus serré de l'Association des étudiants en géographie de l'Université Laval, selon Ariane Vignola, du conseil exécutif. Le taux de participation s'est élevé à environ 30 % (250 étudiants membres). Toutefois, aux cycles supérieurs de géographie, à peine 10 % des 120 étudiants ont voté.

En sociologie, l'offre du gouvernement a été rejetée à 94 %, mais seulement 31 personnes ont voté, sur un total de 111 membres (28 %).

«Je pense que c'est le caractère hypothétique de l'offre du gouvernement qui a joué beaucoup sur le résultat du vote», considère Maxime, un étudiant de dernière session. Selon lui, le Conseil provisoire des universités, qui aura comme mandat de fournir des recommandations à la ministre de l'Éducation dans le but de réduire les frais institutionnels obligatoires, ne dispose pas d'un droit de regard assez vaste pour arriver à des résultats satisfaisants.

«Les grandes associations étudiantes demandaient de reconsidérer le lien entre les entreprises et les universités ainsi que la proportion

de la recherche, mais ces dossiers ne semblent pas être abordés par le nouvel organisme. Si on veut savoir c'est quoi le financement nécessaire de nos universités, on a besoin de questionner ça aussi», estime-t-il.

D'autres scrutins à venir

L'assemblée générale de l'Association de création et études littéraires de l'Université Laval (ACELUL) s'est éternisée, si bien que plus d'une vingtaine d'étudiants ont quitté avant le vote crucial contre l'arrêt de la grève. Trente-trois étudiants sur les 89 présents en fin d'après-midi ont dit vouloir retourner en classe contre 53 (59,6 %) qui ont préféré maintenir le moyen de pression. Trois personnes se sont abstenues. Une forte majorité ont d'abord voté contre l'entente.

«En 2005 on s'est fait avoir, c'est un peu la même chose qui semble vouloir se produire», a soutenu Olivier Arsenaault. «Je n'ai pas peur de perdre ma session», a de son côté lancé Charles Rousseau-Dubé qui croit que ce n'est pas le temps de reculer. Pendant l'assemblée, deux étudiantes ont toutefois livré un plaidoyer émotif pour le retour en classe, se disant exténuées psychologiquement et incapables, financièrement, d'investir davantage dans «la cause».

Les autres associations du campus lavallois tiendront des votes tout au long de la semaine. L'Association des étudiantes et des étudiants de l'Université Laval inscrits aux études supérieures (AELIÉS), qui regroupe 11 000 membres - soit la vaste majorité des 14 888 étudiants en grève de l'établissement - devrait se prononcer vendredi.

Ailleurs en province, six cégeps, dont trois de Montréal, ont rejeté l'offre et reconduit la grève. Du côté universitaire, quatre associations de l'Université de Montréal, ainsi qu'une association dans chacune des Universités du Québec à Montréal, Trois-Rivières et Chicoutimi ont fait de même.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Droits de scolarité : la ministre Beauchamp maintient sa ligne - Mise à jour le lundi 7 mai 2012 à 23 h 27 HAE

En dépit d'un rejet par de nombreux cégeps de l'entente de principe conclue samedi, la ministre de l'Éducation du Québec, Line Beauchamp, considère toujours que le texte négocié avec les associations étudiantes est avantageux pour elles.

«Il y a des gains pour les étudiants, par exemple on a identifié des sources d'économie, le programme de prêts et bourses est bonifié, un conseil des universités est formé», a affirmé la ministre, lundi, sur les ondes de la télévision de Radio-Canada.

«Ce n'est pas une entente qui doit tout régler, personne n'est appelé à abandonner ses positions», a-t-elle poursuivi, ajoutant que l'objectif de l'entente «est de se mettre en mode sortie de crise» pour se donner «le bon cadre pour poursuivre les discussions».

Line Beauchamp, qui a multiplié les entrevues lundi après-midi, s'est dite persuadée qu'il y aurait des économies à faire dans le réseau universitaire, répétant qu'elles seraient appliquées uniquement aux frais administratifs, et non aux droits de scolarité.

Des fédérations étudiantes ont demandé lundi des clarifications, voire une réécriture de certains passages de l'entente, en particulier ceux qui

concernent des économies qui seront «appliquées en réduction des frais institutionnels obligatoires (FIO)» que paient les étudiants (environ 800 \$ par année).

L'entente de principe qui est ressortie des négociations du week-end dernier maintient la hausse des droits de scolarité de 1778 \$ sur sept ans et prévoit la création d'un conseil provisoire des universités chargé «de démontrer, le cas échéant, les économies récurrentes pouvant être dégagées» à partir des ressources dont disposent les universités.

Interrogée à ce sujet, la ministre de l'Éducation a laissé la porte ouverte à l'ajout d'éventuelles «précisions» à l'entente. «Comme [...] dans une convention collective, une fois qu'une entente de principe est entérinée, il y a toujours une écriture plus à fond d'un texte», a-t-elle suggéré.

Lundi, le premier ministre Jean Charest a déclaré pour sa part que les associations étudiantes devaient respecter ce qu'elles ont signé. «L'entente parle par elle-même. On a un document écrit, signé par ceux qui étaient autour de la table», a-t-il commenté depuis Rivière-du-Loup, d'où il annonçait l'attribution d'une subvention à une entreprise locale.

En complément



Vidéo - [Entrevue avec la ministre Line Beauchamp](#)



Vidéo - [Entente de principe en péril](#)
[Les commentaires \(333\)](#)



Photo JOEL LEMAY/AGENCE QMI

Les postes budgétaires des universités seront passés au crible.

Sarah-Maude Lefebvre

Le conseil provisoire qui se penchera sur la gestion des universités aura beaucoup de dossiers à fouiller. Voyages luxueux, parachutes dorés... la liste des dépenses de ces institutions est longue, comme le démontre une compilation effectuée par le Journal.

Année après année, le Journal lève le voile sur plusieurs dépenses effectuées par les dirigeants des universités. Récemment, on apprenait que l'Université Concordia a déboursé plus de 2,4 millions \$ en salaires et indemnités de départ pour cinq de ses cadres.

Encore en avril dernier, l'Université McGill, l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) et l'École de technologie supérieure (ÉTS) ont déboursé chacun près de 10 000 \$ pour envoyer leurs représentants faire leur promotion au Brésil.

Indifférence et cynisme

Alors que Québec propose aux étudiants de créer un conseil provisoire qui se penchera sur la gestion des universités, il est temps plus que jamais de faire « un grand ménage », croit Claire Joly de la Ligue des contribuables. « Rien ne semble encore avoir été fait par les universités pour régler les problèmes qui ont été dénoncés au fil des ans, dit-elle. On dirait que les universités et le gouvernement sont indifférents et cyniques alors qu'on parle de l'argent des contribuables. »

Selon les associations étudiantes, plusieurs aspects de la gestion des universités sont à revoir, à commencer par les dépenses en matière de voyage et de publicité.

« Quand on voit une immense publicité de l'Université de Montréal au Centre Bell, on peut se demander à qui cela sert. Même dans les universités, on voit des publicités pour d'autres institutions. La compétition est féroce. Cela fait partie des endroits où on pourrait commencer à couper », croit Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec.

[Afficher 10 commentaires \(Québec\)](#)

[Afficher 1-75 de 119 commentaires \(Montréal\)](#)

Le scandale de l'Îlot voyageur

Le fiasco de l'Îlot Voyageur de l'UQAM a coûté près de 300 millions aux contribuables. En 2005, l'université s'était associée à la firme Busac pour la construction de résidences étudiantes, de bureaux ainsi que d'un stationnement souterrain. Le Journal révélait en décembre qu'un escalier ne menant nulle part, valant entre 150 000 \$ et 200 000 \$, y a été construit.

Des parachutes dorés

L'Université Concordia a déboursé plus de **2,4 millions \$** en salaires et indemnités de départ pour cinq de ses cadres en 2009-2010. L'ex-rectrice de Concordia Judith Woodsworth a elle-même quitté son poste à mi-mandat avec plus de **700 000 \$** en poche, avant de retourner y enseigner. Trois ans et demi plus tôt, la même institution avait dû verser une indemnité de **1,3 M\$** au recteur Claude Lajeunesse. L'ex-secrétaire générale de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), Michèle Gauthier, a quitté son poste en 2009 avec **288 000 \$** en salaires et indemnités. L'ex vice-rectrice à l'administration de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), Hélène Grand-Maitre, a obtenu une indemnité de départ de **142 427 \$**, en 2009. Elle a été nommée vice-présidente de l'Université du Québec.

En collaboration avec l'Agence QMI

Campus satellites

Selon une étude effectuée par le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO), on dénombrait en 2008-2009 plus de 297 sites délocalisés d'enseignement, ce qui représente des millions de dollars en investissements de la part des universités. Voici quelques exemples :

Université de Montréal : campus à Montréal, Terrebonne, Laval, Longueuil

Université de Université du Québec en Outaouais : campus à Gatineau et St-Jérôme

Université de Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue : campus à Rouyn-Noranda, Val-d'Or et Amos

Université de Université du Québec à Rimouski : campus à Rimouski et à Lévis

Université de Université Sherbrooke : campus à Sherbrooke et à Longueuil

Université de Institut national de recherche scientifique : campus à Québec, Montréal, Laval et Varennes

École nationale d'administration publique : campus à Québec, Montréal, Gatineau, Trois-Rivières et Saguenay

Jardinier et appartement payés

En 2006, le *Journal* révélait que le contrat de travail de la rectrice de McGill, Heather Munroe-Blum, stipulait que cette dernière pouvait se faire payer un certain nombre de dépenses reliées à sa résidence privée. En 2003, McGill lui a ainsi remboursé près de 30 000 \$ pour de l'entretien ménager et 1 500 \$ pour du jardinage. Le successeur de Judy Woodsworth à la tête de Concordia, Frederick Lowy, s'est fait offrir par l'université un condo évalué à plus d'un million de dollars, au centre-ville de Montréal. Son contrat comprenait aussi une allocation de 3 000 \$ par mois pour y vivre.

Des salaires astronomiques

Au cours des dernières années, les salaires des recteurs de plusieurs universités ont défrayé les manchettes.

Université Laval : Augmentation de 100 000 \$ en un an du salaire du recteur **Denis Brière**. Son salaire annuel est maintenant de 330 000 \$



Guy Breton, Université de Montréal 365 000 \$

Heather Munroe-Blum*, McGill 587 000 \$

Frederick Lowy, Concordia 350 000 \$

Luce Samoisette*, Sherbrooke 276 577 \$

Sylvie Beauchamp, présidente du siège social de l'Université du Québec 192 995 \$



Claude Corbo, UQAM 184 163 \$

Johanne Jean, UQAT 169 105 \$

Michel Belley, UQAC 196 252 \$

Michel Ringuet, UQAR 193 315 \$



Ghyslain Bourque, UQTR 193 315 \$

Jean Vaillancourt, UQO 180 088 \$

Yves Beauchamp, École de technologie supérieure 184 938 \$

Daniel Coderre, D.G. INRS 173 931 \$

Raymond Duchesne, D.G. Télé-Université 177 388 \$

Des voyages luxueux

Tant les directeurs de cégeps que les recteurs d'universités ont effectué plusieurs voyages luxueux au cours des dernières années.

2012: La rectrice de l'Université McGill, **Heather Munroe-Blum**, s'est envolée au Brésil pour une mission visant la promotion des universités canadiennes.

Coût du voyage :
10 506,24 \$

2011: L'adjoint au recteur de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), **Martin Gauthier**, a voyagé plusieurs fois en Chine l'an dernier.

Total pour les billets d'avion et frais de voyage :
plus de 27 000 \$

2010: **Serge Brassat**, pour le compte du cégep Édouard-Montpetit et de l'École d'aérotechnique a visité l'Inde, la Chine, le Brésil, la France et l'Angleterre pour conclure des partenariats..

Coût des voyages :
22 041 \$

2010: **Claude Harvey**, du cégep de La Pocatière a représenté les cégeps lors d'une formation sur l'internationalisation de l'éducation.

Coût du voyage :
3 587 \$

Une plume à 600 \$

Le recteur de l'Université du Québec à Chicoutimi a acheté en novembre 2011 une plume Montblanc au coût de 608,50 \$, destinée au vice-recteur pour souligner ses 35 ans de service.

18 M\$ en publicité



Selon les associations étudiantes, les universités dépensent en moyenne 18 millions de dollars par année en publicités. L'espace qu'a acheté l'Université de Montréal sur la bande de la patinoire du Centre Bell a fait beaucoup jaser l'an dernier.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : La FEUQ et la FECQ demandent à Québec de clarifier l'entente – Mise à jour le lundi 7 mai 2012 à 21 h 59 HAE

VIDÉO : Martine Desjardins demande la réécriture de l'entente négociée avec Québec.

La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) demande à Québec de modifier l'entente de principe conclue samedi et déplore le discours des membres du gouvernement Charest dans les médias.

« Le discours médiatique qui est tenu par le gouvernement au cours des dernières heures ne correspond pas à ce qu'on s'était dit autour de la table », a déclaré Martine Desjardins en entrevue à RDI.

La FEUQ dit avoir fait part au gouvernement de certaines demandes formulées à la suite des consultations avec les associations étudiantes, « qui nous ont posé des questions légitimes », précise Mme Desjardins. La FEUQ souhaite notamment que le texte d'entente stipule que toutes les économies réalisées dans les universités serviront à faire baisser les droits de scolarité, et ce, au-delà des frais institutionnels obligatoires (FIO).

Martine Desjardins avait cru comprendre qu'il pourrait éventuellement y avoir une réduction des droits de scolarité. « Dans la première année, ce qu'on cherchait à faire, c'était d'augmenter les droits de scolarité et de diminuer les frais institutionnels obligatoires pour avoir, même si Mme Beauchamp n'aime pas le terme, un gel de la facture étudiante, du moins, en apparence. Donc de ce côté, on se disait que c'était quand même intéressant et qu'à long terme, avec les économies qu'on pourrait dégager, on allait pouvoir faire diminuer la facture étudiante », explique la présidente de la FEUQ.

Cette nouvelle position de la FEUQ survient alors que les premières associations étudiantes à voter sur l'entente de principe [l'ont rejeté massivement](#).



Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois

Déjà, plus tôt lundi, le co-porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndical étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, déplorait une « certaine différence entre l'entente verbale et le texte final » présenté publiquement.

Selon M. Nadeau-Dubois, l'entente verbale prévoyait que les économies réalisées seraient systématiquement appliquées sur la facture globale des étudiants. « On nous a dit qu'on avait accepté une modification qui était proposée par les étudiants et étudiantes qui était de changer la question des FIO pour la contribution étudiante d'une manière générale. Donc, si jamais dans une université X, on arrivait à éliminer complètement les frais afférents, les économies supplémentaires serviraient à diminuer les frais de scolarité », a-t-il expliqué lundi matin à Radio-Canada.

« Or ce que dit le texte de l'entente, et ce que disent Mme Beauchamp et le premier ministre dans les médias, c'est que, dans aucun cas [...] les économies pourraient servir à réduire la hausse des frais de scolarité. Pour nous qui avons été en grève 12 semaines contre la hausse des droits de scolarité, il faut comprendre que c'est un peu frustrant », soutient-il.

M. Nadeau-Dubois a ultérieurement évoqué un « angle mort » dans l'entente de principe.

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, estime qu'après 12 semaines de confrontation, le gouvernement gagnerait à préciser par écrit ses engagements pour favoriser un retour en classe.

« Il y a une méfiance à l'endroit du gouvernement. L'entente pourrait être plus précise. Si l'on veut envisager un retour en classe, il serait bon de clarifier certains aspects », a exprimé M. Bureau-Blouin.

Lorsqu'on lui demande s'il croit que les étudiants ont été victimes d'un subterfuge, le porte-parole de la CLASSE répond : « C'est un peu comme ça que l'on se sent ce matin. Dans les réseaux sociaux, dans les manifestations qui ont eu lieu hier, c'est un peu ce qu'on sent. Les gens ont l'impression de plus en plus de s'être fait avoir ».

Le discours gouvernemental dénoncé

La présidente de la FEUQ affirme toutefois que le discours qui est tenu par le gouvernement dans les médias, « un discours en prévision d'une élection prochaine », parle beaucoup plus aux électeurs qu'aux étudiants, et ne semble pas chercher une sortie de crise. « C'est bien malheureux, parce que cela crée une confusion auprès des étudiants qui ont l'impression en fait de se faire avoir avec cette entente-là, qui est pourtant claire au niveau qu'on va aller jouer dans des règles budgétaires », dit Martine Desjardins.

« Force est de constater qu'il faut retourner au libellé, revoir et préciser des éléments pour qu'il y ait moins de place à l'interprétation et que ce soit très clair, parce que les étudiants sont présentement en train de prendre des votes. »

Martine Desjardins

La CLASSE dit aussi être indisposée par la façon dont le premier ministre Jean Charest et sa ministre de l'Éducation Line Beauchamp « pavant dans les médias en disant avoir gagné contre les étudiants et les étudiantes, en disant n'avoir fait aucun compromis, n'avoir reculé sur aucun aspect ».

« Pour nous, ça diffère beaucoup avec le ton que les ministres avaient autour de la table, mais ça ne donne pas l'impression d'un gouvernement qui est ouvert, qui est à l'écoute, ça donne l'impression d'un gouvernement qui voulait briser les étudiants et les étudiantes », souligne-t-il.

Ces propos, dit-il, ont « mis le feu aux poudres » parmi les grévistes étudiants.

« Ce sont les libéraux eux-mêmes qui disent qu'on se serait fait avoir par cette entente. Notre comité de négociations est déçu de l'issue des négociations et, sans appeler les gens à battre l'entente, je vais certainement les appeler à la lire attentivement », dit Gabriel Nadeau-Dubois.

Les frais institutionnels obligatoires, aussi appelés frais afférents ou droits administratifs, sont tous les frais autres que les droits de scolarité imposés par les universités à leurs étudiants.

Ces frais couvrent un ensemble de services et varient en fonction des établissements, des années et des programmes. Ils englobent notamment les frais liés à l'admission, à l'inscription, aux examens et aux stages, les frais technologiques, les frais d'accès aux locaux, les frais de services aux étudiants, et les services de sports et de loisirs.

Quel est leur poids réel? Lisez notre [vérification des faits](#) à ce sujet.

En vertu de l'entente de principe entre Québec et les associations étudiantes, le montant des frais institutionnels obligatoires sera réduit de 125 \$ à la session d'automne. Le paiement de cette somme, qui correspond à la moitié de la hausse annuelle prévue des droits de scolarité de 254 \$, a été différé d'ici au dépôt du rapport du conseil provisoire, fin 2012.

Universités	Étudiants à temps plein	Manque à gagner (\$) ^a	Dépenses de fonctionnement des universités (2009-2010) ^b	Impact estimé du manque à gagner sur les dépenses
UQC	4319	539 875	80 731 763	0,67 %
UQTR	8095	1 011 875	120 550 780	0,84 %
UQO	3627	453 375	58 925 894	0,77 %
UQR	3662	457 750	63 830 805	0,72 %
UQAT	1590	198 750	35 021 168	0,57 %
McGill	28 278	3 534 750	600 037 493	0,59 %
UdeM	33 997	4 249 625	610 445 311	0,70 %
Concordia	25 818	3 227 250	373 550 000	0,86 %
UQAM	24 632	3 079 000	338 743 659	0,91 %
Sherbrooke	17 254	2 156 750	319 333 776	0,68 %
Laval	29 057	3 632 125	524 616 493	0,69 %
Bishop	2036	254 500	39 886 895	0,64 %
Moyenne		22 255 750		0,72%

a : Les montants de cette colonne ont été établis en multipliant par le nombre d'étudiants à temps plein le 125 \$ de frais institutionnels obligatoires (FIO) dont le paiement a été différé

b : les dépenses de fonctionnement représentent entre les 2/3 et les 3/4 des dépenses des universités.

Ce qui dit le texte de l'entente

La proposition qui est ressortie des négociations du week-end dernier maintient la hausse des droits de scolarité sur sept ans de 1778 \$ et prévoit la création d'un conseil provisoire des universités chargé « de démontrer, le cas échéant, les économies récurrentes pouvant être dégagées » à partir des ressources dont disposent les universités.

Elle stipule que « les économies ainsi dégagées seront appliquées en réduction des frais institutionnels obligatoires (FIO) » que paient les étudiants et qui totalisent environ 800 \$ par année en moyenne.

Cet enjeu n'est pas banal, dans la mesure où les leaders étudiants se disent convaincus de pouvoir démontrer que d'importantes économies peuvent être réalisées grâce à une meilleure gestion des fonds dont disposent les universités.

En attendant le rapport du conseil provisoire, en décembre 2012, le paiement de 125 \$ en FIO sera différé. Cette somme équivaut à la moitié de la hausse annuelle de 254 \$ par année, hausse qui doit également s'appliquer pour les six années subséquentes.

Il n'existe toutefois aucune garantie que cette somme pourra être économisée, comme l'ont mentionné le ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, et le président-directeur général de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), Daniel Zizian.

[Le texte négocié par les associations étudiantes](#)

En complément



• Vidéo - [Le reportage de Josée Thibeault](#)

[Les commentaires \(433\)](#)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Étudiants : Beauchamp appelle à la raison - Publié le: lundi 07 mai 2012, 21H57 | Mise à jour: lundi 07 mai 2012, 21H58



Photo STEVENS LEBLANC
JOURNAL DE QUÉBEC/AGENCE QMI
La ministre Line Beauchamp

Geneviève Lajoie

Déçue de la tournure des événements, la ministre Line Beauchamp a lancé lundi un appel à la raison. Elle assure les étudiants que l'entente de principe conclue samedi n'est pas une « finalité ».

« C'est un premier pas, pas la finalité! Ce n'est pas une entente qui vient tout régler, il faut s'enlever ça de la tête, c'est une entente de sortie de crise et une feuille de route pour aménager un espace pour parler de tous les autres enjeux », a plaidé la ministre de l'Éducation, au cours d'un entretien avec le Journal.

La très grande majorité des mandats de grève ont été reconduits dans les cégeps et les universités qui votaient hier. La FECQ et la FEUQ ont réclamé des modifications à l'entente conclue

samedi avec le gouvernement Charest, prétextant un trop grand flou.

Mme Beauchamp insiste : « Ce n'est pas une entente parfaite qui vient donner toutes les réponses, mais elle reflète les discussions du marathon de la fin de semaine. »

« Des précisions pourront être apportées à l'entente de principe si elle est adoptée par les étudiants », ajoute la ministre.

La ministre se défend d'avoir crié victoire trop vite et d'avoir tenté de saboter du même coup l'entente conclue avec les étudiants.

Charest réagit

Jean Charest est pour sa part d'avis que les signataires de l'accord étaient pleinement conscients du contenu du document qu'ils ont signé.

« L'entente a été l'objet de longues discussions, elle parle par elle-même, elle est transparente, on l'a rendue publique et les représentants étudiants qui étaient là l'ont signée, l'ont donc approuvée », a déclaré le premier ministre.

— Avec la collaboration de l'Agence QMI

Afficher 3 commentaires (Montréal)

• [Joseph Armand François Gagné](#)

"parler de tous les autres enjeux " ... sauf de la revendication principale des étudiants, celle pour laquelle les étudiants sont dans la rue depuis 13 semaines : l'annulation des frais de scolarité.

Quel gouvernement d'incompétents.

• Francoispremier

Ça vous étonne que le gouvernement le plus corrompu de toute l'histoire du Qué-

bec puisse faire des arnaques ?

C'est sa raison de son appel à la raison, sa façon de survivre aux 76% de gens insatisfaits.

• [Mi Heng](#), Mi Heng (173 - 198), style Zhengping (正平), était un érudit qui a vécu vers la fin de la dynastie Han. [Réduire](#)

Déclenchez des élections et laissez le peuple juger de la raison! Votre gouvernement corrompu pousse le Québec vers un trou sans fond. Vous avez pris une décision qui a mené à une crise exceptionnelle et vous n'avez pas su la gérer, que la majorité soit de votre bord ou non!

Gouverner, ce n'est pas que prendre des décision et ne plus bouger après, c'est aussi gérer des crises, mais vous, cher gouvernement "libéral", avez laissé dégénérer les choses pour des fins électoralistes. Des étudiants et des policiers ont été blessés, des failles intergénérationnelles ont été creusées. Vous avez créer une guerre idéologique et j'espère fort bien que les gens vous remettront la facture à la prochaine élection.

Si vous aviez encore un minimum de décence, nous serions en campagne en ce moment, mais il est fou de croire qu'un tel gouvernement mettrait en jeu leurs propres intérêts... Dommage, c'est la population qui en payera le prix...

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Universités : quel est le poids des frais institutionnels obligatoires? – Mise à jour le lundi 7 mai 2012 à 18 h 32 HAE

En vertu de l'entente de principe entre Québec et les associations étudiantes, le montant des frais institutionnels obligatoires sera réduit de 125 \$ à la session d'automne. Le paiement de cette somme, qui correspond à la moitié de la hausse annuelle prévue des droits de scolarité de 254 \$, a été différé d'ici au dépôt du rapport du conseil provisoire, fin 2012.

Universités	Étudiants à temps plein	Manque à gagner (\$) a	Dépenses de fonctionnement des universités (2009-2010) b	Impact estimé du manque à gagner sur les dépenses
UQC	4319	539 875	80 731 763	0,67 %
UQTR	8095	1 011 875	120 550 780	0,84 %
UQO	3627	453 375	58 925 894	0,77 %
UQR	3662	457 750	63 830 805	0,72 %
UQAT	1590	198 750	35 021 168	0,57 %
McGill	28 278	3 534 750	600 037 493	0,59 %
UdeM	33 997	4 249 625	610 445 311	0,70 %
Concordia	25 818	3 227 250	373 550 000	0,86 %
UQAM	24 632	3 079 000	338 743 659	0,91 %
Sherbrooke	17 254	2 156 750	319 333 776	0,68 %
Laval	29 057	3 632 125	524 616 493	0,69 %
Bishop	2036	254 500	39 886 895	0,64 %
Moyenne		22 255 750		0,72%

a : Les montants de cette colonne ont été établis en multipliant par le nombre d'étudiants à temps plein le 125 \$ de frais institutionnels obligatoires (FIO) dont le paiement a été différé

b : les dépenses de fonctionnement représentent entre les 2/3 et les 3/4 des dépenses des universités.

L'entente de principe conclue samedi entre les associations étudiantes et le gouvernement du Québec prévoit que le montant des frais institutionnels obligatoires (FIO) que doivent acquitter les étudiants sera réduit de 125 \$ dès l'automne.

Ce manque à gagner représente moins de 1 % du budget global des dépenses des universités au Québec.

Les petites universités en région se plaignent d'une situation inéquitable, puisque les FIO sont différents dans chaque université, tandis que les droits de scolarité sont les mêmes pour tous.

Lucia Ferretti, professeure d'histoire à l'Université du Québec à Trois-Rivières, affirme que les grandes institutions demeurent favorisées, alors que les petites universités en région sont gérées de façon très serrée. Par conséquent, il n'y a aucune dépense superflue à couper.

Avec la collaboration de Catherine Kovacs

Les commentaires (1)

Envoyé par [Nicobe Nicolas](#) de Québec, 8 mai 2012 à 00 h 10 HAE

Donc cette offre ne déplaît pas qu'aux étudiants mais également à certaines universités maintenant.

Intéressant

TVANOUVELLES : Le journal de grève de la CLASSE : Des textes dénonçant l'offre gouvernementale - Première publication lundi 7 mai 2012 à 16h05



Crédit photo : Agence QMI
Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE

Agence QMI

Deux textes dénonçant la dernière offre du gouvernement libéral de Jean Charest faite aux étudiants ont été publiés lundi, dans «Ultimatum», le journal de grève de la Coalition large de

l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

Le premier texte a été signé par Arnaud Theurillat-Cloutier, un étudiant en philosophie, et par Céline Hecquet, une étudiante en sociologie. Le deuxième texte est une « analyse critique » de l'offre réalisée par Éric Martin de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS).

Tous les auteurs dénoncent notamment la composition du comité provisoire sur la gestion universitaire. Ils arguent que les quatre étudiants et les quatre membres du personnel universitaires ne pourront convaincre les six recteurs, les deux gens d'affaires et le représentant du gouvernement d'utiliser différemment les ressources universitaires, puisque le rapport de force serait en leur défaveur.

«Les huit membres d'associations étudiantes et d'organisations syndicales diront : "Faisons moins de publicité" et les gestionnaires répondront : "Nos universités doivent demeurer compétitives". Nous dirons : "Faisons moins de campus satellites"; ils et elles répondront : "Nos universités doivent demeurer compétitives". "Moins d'argent pour les cadres"; "compétitives!" et ainsi de suite pendant huit mois», ont écrit M. Theurillat-Cloutier et Mme Hecquet.

«Il sera encore plus difficile de trouver une somme suffisante pour éliminer complètement la hausse puisque l'offre du gouvernement vise à réduire uniquement les frais institutionnels des universités, ceux-ci n'équivalent pas à un montant comparable à 1778\$, a renchéri le chercheur de l'IRIS.

TVANOUVELLES : Conflit étudiant réglé : Premiers votes de mauvais augure - Première publication lundi 7 mai 2012 à 15h59



Crédit photo : TVA Nouvelles

TVA Nouvelles

À Québec, les étudiants de plusieurs associations se sont prononcés et ont commencé à rejeter l'entente de principe négociée entre le gouvernement et les associations étudiantes.

C'est notamment le cas du Département des littératures et du Département de sociologie de l'Université Laval.

Le conflit étudiant semble donc loin d'être réglé.

Les étudiants du Département des littératures ont rejeté l'offre. Plus de 80 élèves du premier cycle ont voté, ce qui représente une forte minorité - ils sont environ 350 au total. Ils ont également reconduit la grève à 60 %.

Les étudiants du Département de sociologie ont refusé l'offre du gouvernement à 94 % et ont reconduit la grève à 80 %.

Rappelons que l'offre du gouvernement prévoit qu'un comité se penchera sur la gestion des universités et que les sommes épargnées seront déduites des frais institutionnels obligatoires que les étudiants doivent acquitter à chaque session. La hausse des frais de scolarité est maintenue.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Classe : Le journal de grève publie des textes dénonçant l'offre gouvernementale - Publié le: lundi 07 mai 2012, 14H46 | Mise à jour: lundi 07 mai 2012, 15H07



Photo STEVENS LEBLANC
JOURNAL DE QUEBEC/AGENCE QMI
Gabriel Nadeau-Dubois

Agence QMI

Deux textes dénonçant la dernière offre du gouvernement libéral de Jean Charest faite aux étudiants ont été publiés lundi, dans «

Ultimatum », le journal de grève de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

Le premier texte a été signé par Arnaud Theurillat-Cloutier, un étudiant en philosophie, et par Céline Hecquet, une étudiante en sociologie. Le deuxième texte est une « analyse critique » de l'offre réalisée par Éric Martin de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS).

Tous les auteurs dénoncent notamment la composition du comité provisoire sur la gestion universitaire. Ils arguent que les quatre étudiants et les quatre membres du personnel universitaires ne pourront convaincre les six recteurs, les deux gens d'affaires et le représentant du gouvernement d'utiliser différemment les ressources universitaires, puisque le rapport de force serait en leur défaveur.

« Les huit membres d'associations étudiantes et d'organisations syndicales diront : "Faisons moins de publicité" et les gestionnaires répondront : "Nos universités doivent demeurer compétitives". Nous dirons : "Faisons moins de campus satellites"; ils et elles répondront : "Nos universités doivent demeurer compétitives". "Moins d'argent pour les cadres"; "compétitives!" et ainsi de suite pendant huit mois », ont écrit M. Theurillat-Cloutier et Mme Hecquet.

« Il sera encore plus difficile de trouver une somme suffisante pour éliminer complètement la hausse puisque l'offre du gouvernement vise à réduire uniquement les frais institutionnels des universités, ceux-ci n'équivalent pas à un montant comparable à 1778 \$ », a renchéri le chercheur de l'IRIS.

[Afficher 1-60 de 61 commentaires \(Montréal\)](#)

LAPRESSE.CA / LEDROIT : La FEUQ demande à Québec de réécrire l'entente de principe - Publié le lundi 07 mai 2012 à 14h00 | Mis à jour le lundi 07 mai 2012 à 19h45 / Publié le lundi 07 mai 2012 à 14h45



Photo: Ivanoh Demers, La Presse
La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, et le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin
La Presse Canadienne, Montréal

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) demande au gouvernement du Québec de réécrire l'entente de principe intervenue samedi pour mettre un terme au mouvement de protestation contre la hausse des droits de scolarité.

Selon la FEUQ, trop de zones grises demeurent dans l'entente et mènent à des interprétations diamétralement opposées.

Alors que les représentants étudiants affirment que la hausse des droits de scolarité sera compensée par une diminution des frais afférents, la

ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, soutient que ce ne sera pas nécessairement le cas.

Selon l'entente de principe, un conseil provisoire des universités serait créé pour recommander à la ministre des Économies qui pourraient être réalisées dans les budgets des universités. Les sommes ainsi dégagées permettraient de réduire de manière proportionnelle les frais institutionnels obligatoires, communément appelés frais afférents.

En signant cette entente de principe, les étudiants prenaient donc le pari de pouvoir convaincre les membres du comité qu'un régime minceur pouvait être servi aux universités.

La ministre de l'Éducation a toutefois envoyé un courriel aux députés libéraux, cette fin de semaine, dans lequel elle affirmait que l'augmentation des droits de scolarité ne sera pas nécessairement compensée par une diminution des frais afférents.

Pendant que la joute politique continue à Québec, plusieurs étudiants du cégep ont voté lundi pour une reconduction de la grève.

Du côté de la FECQ

De son côté, le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, convient que l'entente comporte plusieurs zones grises. Il soutient toutefois que ce sera au conseil provisoire des universités d'effectuer des

recommandations pour clarifier certains éléments de l'entente.

Si les étudiants réussissent à convaincre les membres du comité que des fonds peuvent être dégagés des budgets des universités, ceux-ci serviront à diminuer de manière équivalente les frais institutionnels obligatoires, communément appelés frais afférents.

Les représentants de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) déplorent que l'entente n'indique pas clairement que les droits de scolarité pourraient également être réduits dans l'éventualité où les économies réalisées seraient supérieures aux coûts des frais afférents.

Léo Bureau-Blouin fait confiance au conseil provisoire pour statuer sur cette question. Il soutient qu'une autre hypothèse discutée autour de la table de négociation était de verser ces surplus dans les bourses étudiantes.

Le président de la FECQ déplore toutefois l'attitude de la ministre Beauchamp et du premier ministre Jean Charest qui ont affirmé cette fin de semaine que l'entente ne débouchera pas nécessairement sur une diminution de la facture étudiante.

Selon Léo Bureau-Blouin, il est dans l'intérêt de tous d'optimiser la gestion des universités.

TVANouvelles : Conflit étudiant : L'entente de principe devra être modifiée - Première publication lundi 7 mai 2012 à 13h21 - Mise à jour : lundi 7 mai 2012 à 19h09

TVA Nouvelles Agence QMI

L'entente conclue entre le gouvernement Charest et les associations étudiantes devra vraisemblablement être modifiée. Martine Desjardins de la FEUQ a déjà prévenu Québec que des changements devront y être apportés.

«On pensait qu'on était arrivé au début de la fin, la fin semble être repoussée. On est sorti avec cette entente, on regarde les réactions, on se rend compte que ça ne passe pas. Donc, je pense qu'on peut encore jouer à modifier certains éléments, c'est ce qu'on souhaiterait faire», a dit lundi, au Journal de Québec, la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec. Elle croit que le gouvernement cherche à saboter l'entente.

Avez-vous déjà avisé le gouvernement que des éléments sont mal accueillis, qu'il y aura certainement des modifications? «Oui, c'est déjà fait», a-t-elle insisté.

Certains éléments de l'entente sont plus flous que ce qui avait été discuté autour de la table au cours des 22 heures de négociations entre les différentes parties, a ajouté Mme Desjardins.

«Le problème de cette entente, c'est que ce n'est pas très clair à certains niveaux, a-t-elle expliqué. Ça ne présume pas d'une éventuelle diminution des frais de scolarité advenant le fait qu'on ait diminué l'entièreté des frais afférents. C'est ça qui a été entendu à la table, mais vous conviendrez que ce n'est pas écrit clairement dans l'entente».

L'entente prévoit que les universités devront revoir leurs pratiques administratives et dégager des économies qui seront refilées aux étudiants. Ces économies seront déduites de la facture de 125\$ qu'ils doivent acquitter chaque session pour couvrir les «frais institutionnels obligatoires» (FIO).

Les propos tenus dimanche par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, ont «jeté de l'huile sur le feu», a estimé la présidente de la FEUQ. Mme Beauchamp a multiplié les entrevues aux médias pour dire que la hausse des droits de scolarité était maintenue, que la facture des étudiants augmentera.

Les présidents des grandes centrales syndicales, qui ont joué un rôle de médiateur, disent que

l'entente est bien celle qui a été signée, mais ils constatent que le gouvernement la met en péril. Ils lui avaient pourtant conseillé d'éviter de trop parler.

«Malheureusement, il y a des gens qui sont allés sur la place publique et qui ont dit: "On est sortis gagnants, c'est nous qui avons gagné. Les étudiants, ils ne l'auront pas"», a lancé Réjean Parent, président de la Centrale des syndicats du Québec.

Pas de «mauvaise foi»

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a réitéré en entrevue à TVA Nouvelles qu'il s'agissait d'une entente de bonne foi, dans le but de sortir de la crise.

«Les discussions ont duré près de 24 heures. Rien ne s'est fait dans la précipitation. Les documents ont été dûment signés», affirme-t-elle. Mme Beauchamp ajoute que l'acceptation de l'entente par les étudiants ne signifie pas que l'un des partis abandonne ses positions.





© Annie T. Roussel

Offre du gouvernement

Contre

Collège de Bois-de-Boulogne
Cégep Marie-Victorin
Collège de Valleyfield
Cégep de Saint-Laurent
Cégep de Saint-Hyacinthe
Cégep de l'Outaouais
Littérature Université Laval
Sociologie à l'Université Laval
Études québécoises à l'Université de Trois-Rivières
L'Association facultaire étudiante des Langues et Communication de l'Université du Québec à Montréal (UQAM)
Les étudiants du département informatique et de recherche opérationnelle de l'Université de Montréal

En faveur

Cégep de Gaspésie

Geneviève Lajoie

QUÉBEC - L'entente conclue entre le gouvernement et les étudiants a du plomb dans l'aile. Les mandats de grève continuent

d'être majoritairement reconduits et les associations étudiantes réclament déjà des modifications au texte signé samedi.

« On pensait qu'on était arrivés au début de la fin, la fin semble être repoussée. On est sortis avec cette entente, on regarde les réactions et on se rend compte que ça ne passe pas. Donc, je pense qu'on peut encore jouer à modifier certains éléments », a dit hier au Journal la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins.

Elle reproche à la ministre Line Beauchamp et au premier ministre, Jean Charest, d'avoir jeté une fois de plus de l'huile sur le feu en criant victoire après la conclusion d'une entente de principe avec les associations étudiantes. Mme Desjardins et son collègue de la Fédération étudiante collégiale (FECQ), Léo Bureau-Blouin, réclament des changements au texte, qui est trop « flou » à leur goût.

L'entente prévoit que les universités devront revoir leurs pratiques administratives et dégager des économies qui seront reflétées aux étudiants. Ces économies seront déduites de la facture de 125 \$ qu'ils doivent acquitter à chaque session pour couvrir les « frais institutionnels obligatoires » (FIO).

« Pas très clair »

« Le problème de cette entente, c'est que ce n'est pas très clair à certains niveaux. Ça ne présuppose pas d'une éventuelle diminution des frais de scolarité advenant le fait où on ait diminué l'entièreté des frais afférents. C'est ça qui a été entendu à la table, mais vous conviendrez que ce n'est pas écrit clairement dans l'entente », insiste la présidente de la FEUQ.

Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, estime lui aussi que le texte de l'entente

ne reflète pas le contenu des échanges qui se sont tenus entre les parties cette fin de semaine. Il ne demande cependant pas des modifications à ce stade-ci. Il attend que les étudiants membres de son association se prononcent sur le texte.

Avis différent

Les chefs syndicaux ne sont pas tout à fait du même avis que les étudiants cette fois. « Le texte reflète le contenu des discussions qu'il y a eues », a dit au Journal le président de la CSN, Louis Roy.

« C'était une négociation de la dernière chance pour une sortie de crise, insiste-t-il. Dans ces cas-là, on évite, dans les textes, les termes conflictuels... Par exemple, pour que les étudiants puissent dire : oui il y a un moratoire, et que la ministre puisse dire : oui on augmente les frais de scolarité », précise-t-il.

Attitude

Le problème, c'est l'attitude du gouvernement, mais aussi des porte-parole étudiants, dans les heures qui ont suivi. « Pour des gens qui avaient passé 24 heures à essayer de trouver des pistes de solution de sortie de crise, pour moi, ils avaient oublié ce qu'ils avaient fait. Ils étaient en train de retrouver des pistes pour accentuer la crise », a dit au Journal le président de la CSQ, Réjean Parent.

Dans de telles situations, plaide-t-il, il ne faut pas trop faire « de bruit », mais « tenter d'apaiser les tensions » au lieu de faire toutes sortes de déclarations publiques qui risquent d'envenimer les choses.

[Afficher 39 commentaires \(Québec\)](#)

[Afficher 1-78 de 140 commentaires \(Montréal\)](#)



Photo Agence QMI

Agence QMI

Les étudiants ont commencé à se prononcer lundi sur l'entente de principe négociée la semaine dernière entre le gouvernement et les représentants des fédérations étudiantes. En fin d'après-midi, les associations affiliées à la CLASSE avaient toutes refusées cette offre.

Conséquence directe de ces consultations : la grève pourrait être massivement reconduite partout où l'entente est rejetée.

Selon la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), le Collège de Valleyfield, le Collège de Bois-de-Boulogne, le Cégep de Saint-Laurent, le Cégep Marie-Victorin, et le Cégep de l'Outaouais ont déjà voté contre l'entente de principe qui prévoit

notamment la création d'un comité pour revoir la gestion des universités et pointer les économies envisageables. Les sommes épargnées seraient déduites des frais institutionnels obligatoires que les étudiants payent à chaque session.

À 17 h, toujours selon la CLASSE, Les étudiants du département informatique et de recherche opérationnelle de l'Université de Montréal (UdeM), l'Association facultaire étudiante des Langues et Communication de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), les associations des étudiants en Littérature et en Sociologie à l'Université Laval, à Québec, de même que les étudiants en Études québécoises à l'Université de Trois-Rivières s'étaient également prononcés contre le document, qui avait été rendu public dès dimanche.

Les associations membres de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) devaient également se pencher sur le texte ce lundi.

En début d'après-midi, les étudiants du Cégep de Gaspésie ont annoncé qu'ils acceptaient l'offre, tandis que ceux du Cégep de Saint-Hyacinthe l'ont rejetée après de longues heures de débat.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a prévu de consulter ses membres seulement vendredi.

Les leaders étudiants présents autour de la table de négociations en fin de semaine dernière ont tous refusé de faire des recommandations formelles à leurs membres.

Si l'entente était acceptée, plusieurs jours seraient nécessaires pour mettre sur pied un plan de reprise de cours.

Les cégeps et universités qui se prononcent sur l'entente de principe

Ceux qui ont rejeté l'offre de Boulogne :

- Collège de Bois-de-Boulogne
- Cégep Marie-Victorin
- Collège de Valleyfield
- Cégep de Saint-Laurent
- Cégep de Saint-Hyacinthe
- Cégep de l'Outaouais
- Littérature Université Laval
- Sociologie à l'Université Laval
- Études québécoises à l'Université de Trois-Rivières
- L'Association facultaire étudiante des Langues et Communication de l'Université du Québec à Montréal (UQAM)
- Les étudiants du département informatique et de recherche opérationnelle de l'Université de Montréal

Ceux qui ont accepté l'offre du gouvernement :

- Cégep de Gaspésie

[Afficher 1-13 de 14 commentaires \(Québec\)](#)

[Afficher 1-68 de 170 commentaires \(Montréal\)](#)

TVA Nouvelles

Les étudiants de plusieurs associations de la CLASSE ont commencé à rejeter lundi l'entente de principe négociée entre le gouvernement et les associations étudiantes.

Plus de 20 000 étudiants dans 11 des 12 associations ont rejeté l'offre, certains massivement, certains même à l'unanimité. De plus, lors d'assemblées dans plusieurs collèges et universités, certaines associations ont voté pour continuer la grève générale illimitée.

L'offre du gouvernement prévoit la création d'un comité qui se penchera sur la gestion des universités et les économies qui peuvent être envisagées. Les sommes épargnées seraient déduites des frais institutionnels obligatoires que les étudiants payent chaque session.

Tous les étudiants doivent se prononcer cette semaine sur cette offre. La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a commencé à rencontrer ses associations membres afin de leur expliquer l'entente, tandis que la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a prévu de le faire vendredi.

Voici les résultats des différents votes:

Cégep de Gaspésie et des Îles : offre acceptée, les étudiants n'étaient pas en grève

Collège de Bois-de-Boulogne : offre rejetée, grève reconduite (494 contre, 656 pour)

Cégep de Saint-Laurent : offre rejetée à 84%

Collège de Valleyfield : offre rejetée, grève reconduite à 61%

Cégep de Marie-Victorin : offre rejetée à 96%

Cégep de Saint-Hyacinthe : la grève générale illimitée continue jusqu'au 18 mai

Université de Laval, Sociologie (RÉSUL) : offre rejetée à 94% et reconduisent, grève reconduite à 80%

Université de Laval (littérature) : offre rejetée

Université de Montréal, DÉSS en Art, création et technologies : offre rejetée à 83%, grève reconduite à 75%

Université de Montréal, département d'informatique et de recherche opérationnelle : offre rejetée

Université du Québec à Trois-Rivières, études québécoises : offre rejetée à l'unanimité

UQAM, Association facultaire étudiante des Langues et Communication (AFELC) : offre rejetée

Cégep de l'Outaouais : offre rejetée à 53%, grève reconduite

Prêts à continuer

Les leaders étudiants présents autour de la table de négociations en fin de semaine dernière ont tous refusé de faire des recommandations formelles à leurs membres.

«S'ils sont pas satisfaits avec l'offre qui est sur la table présentement, on va reprendre le flambeau, on va reprendre la rue. S'il le faut, on va reprendre les négociations pour s'assurer que les gens qui mènent cette grève-là depuis 13 semaines n'en ressortent pas avec un goût amer», a indiqué Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE.

Lundi, les étudiants étaient presque tous unanimes: l'entente de principe n'est pas suffisante. «On a peut-être 12 semaines de grève et des gens ont été hospitalisés, blessés, des gens ont perdu des nuits de sommeil. On n'a pas tout fait ça pour une entente de ce type», a dit une étudiante du cégep Marie-Victorin.

«Après 12 semaines de grève, ce n'est pas vrai qu'on va se tirer dans le pied. Ils peuvent nous donner n'importe quoi de pitoyable et c'est une insulte. Se faire cracher dessus, on n'accepte pas ça. C'est ce qu'on confirme avec le vote», a ajouté un autre étudiant du cégep Marie-Victorin.



Photo: Agence QMI

Un étudiant croit que le gouvernement doit commencer à écouter les revendications du mouvement étudiant. «Ça va peut-être aller mieux quand ils vont penser qu'on est des adultes et non des enfants.»

Si l'entente était acceptée, plusieurs jours seraient nécessaires pour mettre sur pied un plan de reprise de cours.

«On va tout faire pour terminer la session le 29 juin, a expliqué la directrice générale du Cégep de Marie-Victorin, Nicole Rouillier. Différents scénarios sont explorés et peut-être qu'il va falloir envisager de terminer la session d'hiver lors de la session d'automne, même si nous souhaitons éviter ça à tout prix.»

LE SOLEIL : La lettre d'entente entre le gouvernement et les associations étudiantes - Publié le 07 mai 2012 à 05h00 | Mis à jour le 07 mai 2012 à 08h12

Les parties conviennent de ce qui suit :

1. De mettre sur pied un Conseil provisoire des universités.

2. Le Conseil provisoire a pour mandat de faire des recommandations à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport d'ici le 31 décembre 2012, relativement au mandat, à la composition d'un conseil permanent des universités, à être créé par loi. À cet égard, et à la lumière des meilleures pratiques, examiner la pertinence d'inclure les sujets suivants à l'intérieur du mandat du Conseil permanent :

- l'abolition et la création de programmes;
- l'internationalisation;
- les partenariats entre les universités et les milieux;
- la formation continue;

le trimestre d'automne 2012, le paiement d'une somme de 125 \$ par étudiant à temps complet, à titre de FIO, sera différé jusqu'au dépôt des recommandations à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, permettant ainsi de déterminer les montants générés, le cas échéant, par les économies récurrentes et applicables en réduction des FIO.

À défaut du dépôt des recommandations à la ministre avant le 31 décembre 2012, la mesure temporaire sera renouvelée pour le trimestre d'hiver 2013.

- la qualité de la formation, la recherche, le soutien;

- et les instances universitaires.

3. Le Conseil provisoire a pour mandat d'évaluer, à la lumière des meilleures pratiques, les hypothèses d'utilisation optimale des ressources financières des universités et de démontrer, le cas échéant, les économies récurrentes pouvant être dégagées. À cet égard, faire des recommandations à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport d'ici le 31 décembre 2012, relativement aux éléments suivants :

- la délocalisation des campus;
- les dépenses de publicité;
- les enjeux à l'égard du parc immobilier;
- le personnel de gérance;
- la reddition de comptes;
- et les transferts entre les fonds.

Les règles budgétaires du MELS pourront servir d'outil à cette fin.

4. Les recommandations à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport relativement à l'optimisation des ressources financières prévue à l'article 3 seront utilisées, à l'automne 2012 de la façon suivante : les économies ainsi dégagées seront appliquées en réduction des frais institutionnels obligatoires (FIO), selon des modalités à être convenues entre le gouvernement, les associations étudiantes et la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ). À titre de mesure temporaire pour le trimestre d'automne 2012, le paiement d'une somme de 125 \$ par étudiant à temps complet, à titre de FIO, sera différé jusqu'au dépôt des

recommandations à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, permettant ainsi de déterminer les montants générés, le cas échéant, par les économies récurrentes et applicables en réduction des FIO.

À défaut du dépôt des recommandations à la ministre avant le 31 décembre 2012, la mesure temporaire sera renouvelée pour le trimestre d'hiver 2013.

5. Le Conseil provisoire est composé des personnes suivantes :

- 6 recteurs ou leurs représentants, désignés par la CREPUQ;
 - 4 représentants étudiants, désignés respectivement par la FEUQ, la FECQ, l'ASSE et la TaCEQ.
 - 4 représentants du milieu syndical, désignés respectivement par la CSN, la CSQ, la FTQ et la FQPPU;
 - 2 représentants des milieux d'affaires, désignés par la ministre;
 - 1 représentant des cégeps, désigné par la Fédération des cégeps;
 - 1 représentant du MELS, désigné par la ministre;
 - le président, désigné par la ministre.
- Le Conseil provisoire peut s'adjoindre toute personne qu'il juge utile aux fins de ses travaux. À sa première rencontre, le Conseil provisoire établira ses règles de fonctionnement.

6. Les recommandations du Conseil provisoire seront déposées à la ministre d'ici le 31 décembre 2012.

7. Autres dispositions

Les représentants des fédérations, table de concertation et associations étudiantes s'engagent à référer l'entente de principe pour qu'elle soit

soumise à la consultation par leurs membres. Ils s'engagent à ne pas organiser de manifestations liées à cette entente.

Si elle était adoptée, cela constituerait un cadre de sortie de crise et favoriserait le retour en classe.

LE SOLEIL : L'automne pour prouver une mauvaise gestion des universités == Publié le 07 mai 2012 à 05h00 | Mis à jour le 07 mai 2012 à 07h41



Le Soleil, Patrice Laroche

Contrairement à celle de vendredi, la manifestation de samedi, à Victoriaville, s'est déroulée de façon pacifique.

Samuel Auger, Le Soleil

(Québec) La bataille des étudiants pour contrecarrer la hausse des droits de scolarité de 1778,70 \$ en sept ans ne fait que commencer. Advenant une ratification de l'entente de principe avec le gouvernement, ils devront convaincre un conseil provisoire de la mauvaise gestion financière des universités.

En septembre, les étudiants recevront deux factures pour leur session. La première - incluant une hausse de 127 \$ des droits de scolarité - devra être acquittée en entier. La seconde, de 125 \$, ne sera pas payable avant janvier 2013.

Et c'est là que se transpose le combat. Quatre représentants étudiants devront alors convaincre les 15 autres membres du conseil des économies potentielles dans les universités (délocalisation des campus, dépenses publicitaires, parc immobilier, reddition de comptes, etc.).

Chaque dollar économisé réduit d'autant la seconde facture de 125 \$. Meilleur scénario pour les étudiants : un crédit maximal de 125 \$ est appliqué en raison de leurs arguments. La facture est déchirée et expédiée au recyclage.

Pire scénario : le conseil n'est pas convaincu, et 0 \$ en crédit. Le paiement intégral est requis. Il n'y a aucune garantie de réussite.

Les étudiants seront minoritaires dans ce bras de fer. Sur les 19 membres du conseil, on dénombre six représentants des recteurs et quatre des étudiants. On retrouvera aussi des délégués syndicaux (CSN, FTQ, CSQ et FQPPU), deux représentants des milieux d'affaires, un représentant des cégeps, un du Ministère et un président (nommé par le ministre de l'Éducation).

Ce conseil ne fera que des recommandations. La ministre et le gouvernement trancheront en bout de piste.

Quant à la facture étudiante pour 2013 et après, elle dépendra aussi de ce conseil. Les 19 membres auront en effet comme mission de créer un conseil permanent des universités. C'est cet éventuel conseil permanent qui évaluera la pertinence de réduire les frais afférents de façon récurrente

au-delà de l'automne 2012. Encore une fois, aucune garantie; tout dépendra des recommandations.

Les leaders étudiants ont estimé samedi qu'ils sauront gagner ce pari et atténueront ainsi la hausse des droits de scolarité.

Toujours en grève

En dépit de l'entente de principe, plus de 170 000 étudiants du Québec poursuivent leur mouvement de grève ce matin. Ils mettront toutefois un terme aux manifestations officielles en attendant de statuer sur l'offre gouvernementale.

Les quatre fédérations étudiantes ont mis en branle dès samedi soir leurs processus de consultation. Mais le résultat final du vote ne sera pas connu avant vendredi... au plus tôt.

Hier soir, 172 associations étudiantes étaient toujours en grève générale. Et chacune d'entre elles devra voter dans les prochains jours à la fois sur la reconduction du mandat de grève et sur l'offre gouvernementale.

Les deux votes seront distincts; les étudiants auront ainsi le loisir de rejeter l'entente de principe et de demeurer en grève, de rejeter l'entente mais de retourner en classe, ou d'accepter l'entente et de compléter leur session.

La majorité des votes locaux n'auront pas lieu avant demain, afin de respecter les délais de convocation. À la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), on promet un congrès spécial vendredi, et une annonce des résultats vendredi soir. Une majorité des deux tiers est requise à la FEUQ pour entériner l'entente.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) prévoit compiler et dévoiler le résultat des votes vendredi. Des résultats partiels seront présentés mercredi. À la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ), aucune date limite n'est fixée pour l'instant. Les assemblées locales se dérouleront dans les prochains jours, dont celles touchant l'Université Laval.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) ne se fixe pas non plus d'échéance; elle tiendra cependant un congrès dès que les associations locales auront passé au vote. L'aile la plus mobilisée dans le mouvement de grève a tenu des congrès toutes les fins de semaine ces derniers temps. On rappelle toutefois à la CLASSE que les associations y sont souveraines; la CLASSE pourrait ainsi ratifier l'entente, mais pas certains de ses membres.

Ainsi, les associations auront toute la latitude de continuer leur mouvement de grève en solo même si le congrès décide de retourner en cours.

Majorité à 50 % plus un

La CLASSE, comme la FECQ et la TaCEQ, exige une majorité à 50 % plus un pour officialiser l'entente de principe.

Les quatre fédérations étudiantes ne recommandent pas l'offre à leurs membres; elles se contentent de l'expliquer et de la présenter, sans interférer.

Par ailleurs, l'entente de principe conclue samedi ne fait aucune mention d'un retour en classe immédiat. Il s'agit bien sûr du souhait du gouvernement, mais le dernier mot sur ce retour au sein des institutions d'enseignement appartiendra donc aux étudiants votants. Et tous les étudiants du Québec auront la chance de voter sur l'entente de principe; pas seulement les grévistes.

Les quatre fédérations étudiantes ont convenu cette fin de semaine de mettre fin aux manifestations en attendant les votes. Cette trêve semble respectée, même si des rassemblements non officiels sont prévus cette semaine pour dénoncer la hausse des droits de scolarité.

LE SOLEIL : Charest laisse planer le mystère à propos de prochaines élections - Publié le lundi 07 mai 2012 à 05h00 | Mis à jour le lundi 07 mai 2012 à 09h59



La Presse Canadienne

Jean Charest s'est dit «curieux de voir si les prétentions des étudiants sont vraies» sur le gaspillage dans le réseau postsecondaire.

Michel Corbeil, Le Soleil

(Québec) Devant ses partisans, Jean Charest s'est fait modeste sur l'entente de principe pour régler la crise étudiante et muet sur les prochaines élections générales. Mais il s'est gardé de mettre un cadenas sur la «fenêtre» électorale du printemps.

Dimanche, à Victoriaville, le chef du Parti libéral du Québec (PLQ) a conclu le congrès de ses membres en continuant de laisser le flou planer à propos du prochain appel au peuple.

Après une allocution où il a évité d'utiliser le mot scrutin et ses synonymes, le premier ministre a laissé entendre, en point de presse, qu'aucune élection n'a été programmée pour le mois de juin. Il a repris deux fois la même formulation lorsqu'il s'est fait demander s'il excluait un déclenchement avant la Saint-Jean-Baptiste, le 24 juin. M. Charest a réitéré qu'il entend diriger le PLQ quand l'heure du prochain affrontement aura sonné.

Il n'a pas voulu dire si le dénouement de la crise étudiante aura un impact électoral. Il a maintenu que ceux qui prétendent que son gouvernement a laissé pourrir la situation à des fins électoralistes «se trompent royalement».

Vendredi, le leader du PLQ a ouvert le rassemblement de ses militants avec une allocution qu'il pourrait tenir en campagne électorale, attaquant les chefs des deux formations rivales qui tentent de lui ravir le pouvoir.

Dimanche, devant les délégués, il n'a jamais fait allusion au lancement d'un appel au peuple, si ce n'est pour glisser faiblement, à la toute fin de son discours, que les citoyens ont besoin du «leadership» d'un gouvernement libéral. «C'est vrai depuis les neuf dernières années. Ce sera vrai pour l'avenir du Québec.»

À une exception près, il a évité de s'en prendre au meneur de la Coalition avenir Québec, François Legault. Jean Charest ne s'est fait mordant qu'envers le chef du Parti québécois, alors qu'il y a deux jours, il avait décrété que Pauline Marois et M. Legault sont tous deux dans le clan des indépendantistes.

Aux journalistes, il a lancé à la blague qu'il «veut rassurer» ses deux opposants «pour qu'ils ne soient pas en déficit d'attention ou d'affection» puisqu'il n'a oublié ni l'un ni l'autre. Plus sérieux,

Semaine du 30 avril 2012

il a ajouté que «nous ne sous-estimons jamais nos adversaires».

Le PQ attaqué

Le meneur des libéraux a durement attaqué son adversaire péquiste. Il lui a reproché d'avoir démontré avec le conflit sur les droits de scolarité qu'elle n'a pas la stature pour diriger le Québec.

Porter le carré rouge des manifestants contre la hausse des droits de scolarité, «c'est dire que c'est dans la rue que ça se règle». Ce qui est, à ses yeux, un geste «irresponsable». Il s'est moqué au passage de Mme Marois dont personne, a-t-il affirmé, ne sait où elle loge, tant ses positions seraient changeantes.

Son propre gouvernement n'a pas à se reprocher quoi que ce soit dans une épreuve de force qui a mis en péril la session de 180 000 étudiants, a-t-il dit. Des rencontres privées ont été organisées; des propositions ont été transmises par trois fois; des «mains tendues» n'ont pas été saisies, a-t-il énuméré.

Gains des étudiants

Son discours s'est ouvert sur ce règlement, survenu la veille, après un blitz de négociations. Devant les militants, il a rapidement glissé sur l'annonce. Même devant cet auditoire conquis à l'avance, il a évité d'aborder par l'humour une crise qui a perduré.

Devant les médias, Jean Charest a laissé entendre que le gouvernement a réussi à imposer sa position centrale, la hausse des droits de scolarité. Selon lui, les étudiants ont fait des gains «drôlement intéressants» sous d'autres aspects. Il a cité l'élargissement du système des prêts et bourses et, particulièrement, le remboursement des prêts étudiants proportionnel au revenu.

Il s'est cependant dit «curieux» - et sceptique - «de voir si les prétentions des étudiants sont vraies» sur la possibilité de récupérer des sommes en mettant fin à certains gaspillages qui se produiraient dans le réseau d'enseignement postsecondaire.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Droits de scolarité : L'entente accueillie avec scepticisme - Publié le: dimanche 06 mai 2012, 23H02 | Mise à jour: dimanche 06 mai 2012, 23H09



Photo agence QMI

Une 13e manif nocturne consécutive, à Montréal hier soir, avait pour thème « Contre l'offre de marde du gouvernement ». La marche a rassemblé près de 1 000 personnes et, aux alentours de 22 h, a momentanément bloqué la rue Papineau et l'accès au pont Jacques-Cartier.

résumé de l'offre

Compensation de la hausse par la baisse des frais afférents.
Création d'un organisme provisoire pour surveiller les administrations.

Prêts jusqu'à un revenu familial de 100 000 \$.

Bourses jusqu'à un seuil de contribution parentale à 45 000 \$.

Source : 1625canepassepas.ca

Agence QMI et Francis A-Trudel

Les associations étudiantes présenteront l'offre du gouvernement à leurs membres cette semaine, mais son contenu rendu public hier a frappé un mur de scepticisme et de critiques sur les réseaux sociaux.

L'entente de principe passée entre le gouvernement et les représentants de la FEUQ, de la FECQ, de la CLASSE et de la TACEQ propose la création d'un conseil provisoire universitaire, énonce une série de grandes généralités visant à « optimiser les ressources financières des universités », mais ne fixe pas d'objectifs chiffrés.

Dans le document de six pages, on précise que dès la rentrée universitaire automnale, la ministre de l'Éducation prendra en compte les économies potentielles dégagées pour réduire les frais institutionnels obligatoires (FIO).

Ce sabrage dans les frais connexes que les institutions ajoutent aux droits de scolarité de base absorberait la hausse de 1 778 \$ qui est maintenue sur sept ans.

Une mesure temporaire jusqu'à la prise en compte effective des recommandations, qui devront être déposées avant le 31 décembre 2012 par le conseil provisoire des universités.

Les représentants étudiants se sont engagés par leur signature à soumettre l'entente de principe à l'ensemble de leurs membres et à ne pas organiser de manifestations avant la fin des consultations.

Ils ont toutefois refusé de faire des recommandations formelles.

« Les membres devront se prononcer, a expliqué la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins. S'ils nous disent de retourner voir le gouvernement pour rétablir certains éléments, il faudra voir leur réponse. De notre côté, on va attendre, je ne voudrais pas faire des hypothèses. »

« On croit être allé chercher le maximum qu'on pouvait face à un gouvernement qui ne voulait pas reculer sur la question des droits de scolarité », a-t-elle souligné.

La FECQ dès aujourd'hui

Elle homologue à la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, n'a pas voulu s'avancer sur l'issue du vote étudiant.

La FECQ rencontrera toutes ses associations membres aujourd'hui.

Pour ce qui est de la FEUQ, elle tiendra vendredi un conseil général spécial avec toutes ses associations membres. C'est à ce moment que sera connue la décision des étudiants et à quel moment se fera le retour en classe. Le pouls étudiant s'est emballé sur les réseaux sociaux, hier.

Sur la page Facebook du mouvement « 1 625 \$ de hausse : ça ne passe pas », l'absence de garantie sur le montant des droits de scolarité après l'hiver 2013 en inquiétait plusieurs.

Labyrinthe administratif

La composition du conseil provisoire et son manque de dents a aussi suscité des critiques. « On nous propose un labyrinthe administratif n'ayant pas de pouvoir contraignant, mais seulement de recommandation », s'est indigné un internaute, avant d'affirmer qu'il voterait contre l'offre.

Une autre a qualifié l'entente de « piège inverse », soit une « une bonne offre (...), mais si mal rédigée, si mal présentée et si mal annoncée qu'elle provoque de la confusion et risque d'entraîner son rejet ».

« Ensuite les gens pourront dire que le gouvernement a fait une bonne offre et que les étudiants idéalistes et inconscients "bébés gâtés" l'ont refusée. C'est peut-être ce qu'ils souhaitent pouvoir dire », se désolait-elle.

L'insatisfaction s'est transposée dans la rue, avec une 13e manifestation nocturne dont le thème ne faisait pas dans la nuance : « Manifestation contre l'offre de marde du gouvernement : GEL OU GRÈVE ! »

[Afficher 27 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 2 commentaires \(Québec\)](#)

• Jeanmath58

On pourrais-tu être démocratique et passer un vote électronique à l'ensemble des Étudiants. Ça fera le niaiserie Syndicale dans les assos étudiantes. On est en 2012, faudrait que ça paraisse.

• Can-Usa

Avec scepticisme, on pourrait facilement dire refusée! Tout dépendra comment elle sera présentée aux gréviste, il y a plusieurs façons de parler pour diriger les votes dans la direction qu'on veut, on verra maintenant de quel côté sont les dirigeants ou porte-paroles, appelez-les comme vous voulez!!!!

TVA NOUVELLES: Le «printemps québécois» préoccupe : Exclusif: les services secrets à Victoriaville - Première publication dimanche 6 mai 2012 à 18h30

TVA Nouvelles

EXCLUSIF - Des agents des services secrets canadiens se sont déplacés à Victoriaville ce weekend pour recueillir des informations et identifier des individus qui pourraient représenter un danger à la sécurité nationale.

TVA Nouvelles a appris que les spécialistes du renseignement fédéraux de sécurité suivent de près, ce qu'ils appellent le printemps québécois.

Les émeutes et les violences lors des manifestations étudiantes inquiètent les services canadiens de renseignements et de sécurité (SCRS).

Depuis le début du conflit, Montréal a connu plus de 180 manifestations qui ont mené à des centaines d'arrestations et de nombreux blessés. Selon le SPVM, 30% des manifestations se sont terminées par des actes illégaux.

Certains individus qui participent aux manifestations étudiantes sont maintenant dans la mire des services de renseignement et de sécurité. Ce ne sont pas les étudiants qui sont ciblés par les agents, mais plutôt plusieurs groupes politiques et anarchistes.



Photo: TVA Nouvelles

Parmi eux, on retrouve le Black Bloc, la CLAQ (Convergence des luttes anticapitalistes du Québec), le Parti communiste révolutionnaire, l'Union communiste libertaire, et le Réseau de résistance du Québécois. Chaque groupe milite pour une différente cause, mais tous se sont greffés au conflit étudiant.

«On a eu réellement affaire à un groupe très organisé, qui avait un plan très précis», croit Maurice Besombes, ex-policier de la SQ spécialisé en mesures d'urgence, qui a formé les policiers à intervenir lors du Sommet des Amériques à Québec en 2001.

Le SCRS se préoccupe de voir graver certains anarchistes autour de la grève étudiante. Quel est leur but? Jusqu'où iront-ils?

«Il ne faut pas oublier que dans 99% des cas, c'est les policiers qui ont le rapport de force», explique Marc-André Cyr, un militant et historien des mouvements sociaux. «Les canaux institutionnels qui viennent pacifier les conflits sociaux habituellement sont assez bouchés, ne fonctionnent plus. C'est à la rue que ça se règle.»



Photo: TVA Nouvelles



Photo: TVA Nouvelles



Photo: TVA Nouvelles

TVA NOUVELLES: Augmentation des droits de scolarité: Une entente de principe d'ordre général - Première publication dimanche 6 mai 2012 à 18h02



Crédit photo : archives Agence QMI

12e manifestation nocturne contre la hausse des frais de scolarité, à Montréal.

Agence QMI

L'entente de principe passée entre le gouvernement libéral de Jean Charest et les représentants des quatre principales associations étudiantes, la FEUQ, la FECQ, la TACEQ et l'ASSE, a été rendue publique dimanche.

Le document annonce la création d'un conseil provisoire universitaire, énonce une série de grandes généralités visant à «optimiser les ressources financières des universités», mais ne fixe pas d'objectifs chiffrés.

Le document de six pages précise que, dès la rentrée universitaire à l'automne, Mme Beauchamp prendra en compte les économies potentielles dégagées pour réduire les frais institutionnels obligatoires. Il a été convenu en effet que les étudiants à temps complet retrancheront 125\$ à leurs frais de scolarité pour le premier trimestre de l'année 2012-2013. Une mesure à titre provisoire jusqu'à la prise en compte effective des recommandations, qui devront être déposées avant le 31 décembre par le conseil provisoire des universités.

Selon le document, le conseil provisoire aura pour mandat d'évaluer les sommes que l'on peut économiser dans le cadre de la délocalisation des campus, dans les dépenses publicitaires des universités, dans la gestion du parc immobilier, dans le personnel de gérance, dans la reddition des comptes ou encore dans les transferts entre les fonds.

Il devra aussi «examiner la pertinence» de faire des économies entre autres en créant ou en abolissant des programmes, ou en évaluant les frais inhérents à la recherche, à l'internationalisation des universités ou

encore à la création de partenariats entre les universités et les milieux professionnels.

Le conseil provisoire universitaire sera composé de six recteurs, de quatre représentants étudiants, d'un représentant pour chacune des quatre associations qui ont participé aux négociations, de quatre représentants du milieu syndical, issus respectivement de la CSN, la CSQ, la FTQ et la FQPPU, de deux représentants des milieux d'affaires, d'un représentant des cégeps et d'un autre du ministère de l'Éducation. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, nommera par ailleurs un président pour l'animer.

Les représentants étudiants se sont engagés par leur signature à soumettre l'entente de principe à l'ensemble de leurs membres et à ne pas organiser de manifestations avant la fin des consultations.

Le conseil provisoire devrait déboucher sur la création, dans la loi, du Conseil permanent des universités.

Démystifier les frais afférents

Des frais afférents sont des frais connexes que les institutions scolaires, telles que les cégeps et les universités, ajoutent aux droits de scolarité de base, afin de pourvoir à divers services.

La facture d'un étudiant comprend donc, d'un côté, les droits de scolarité et de l'autre, les frais relatifs à la vie étudiante. Ces derniers comprennent notamment des frais technologiques pour assurer l'accès à des salles d'ordinateurs, des frais d'animation sportive pour le gymnase de l'école, des frais pour assurer les droits d'auteur ou encore, des frais pour pourvoir au financement des associations étudiantes.

Le coût total de ces frais afférents s'élève à un peu plus de 20% de la facture à déboursier par les étudiants.

À titre d'exemple, pour ces frais de service à la vie étudiante, un étudiant inscrit à temps complet à l'UQAM paie 63,45\$, tandis qu'un étudiant de l'Université de Montréal (UdeM) en paie 127,50\$.

Les frais technologiques, eux, se détaillent à 65,55\$ pour l'UQAM et à 90\$ pour l'UdeM. En ce qui concerne les coûts de financement des associations étudiantes, les uqamiens déboursent 50\$ par trimestre, alors que la facture des étudiants de l'UdeM varie entre 5\$ et 51,25\$.

Généralement, ces frais servent à rendre plus agréable le séjour des étudiants au sein des institutions. Or, pour certains, les universités s'en servent pour pallier une situation de sous financement.

TVANOUVELLES: Offre aux étudiants: Une entente de perdants, selon François Legault - Première publication dimanche 6 mai 2012 à 17h17 - Mise à jour : dimanche 6 mai 2012 à 20h00



Crédit photo : Agence QMI

François Legault, de la Coalition Avenir Québec.

Par Ève Levesque | Agence QMI

C'est une offre perdante qu'a présenté le gouvernement aux étudiants, a affirmé le chef de la Coalition Avenir Québec, François Legault, dimanche.

«Il n'y a aucun gagnant. Les étudiants sont perdants, les universités sont perdantes. Après 80 jours de conflit, il n'y a toujours rien de réglé», a dit le chef de la CAQ.

«On a plusieurs problèmes à régler au Québec, a ajouté M. Legault. Malheureusement, on a un premier ministre qui n'a à peu près plus de crédibilité. Je pense qu'il ne serait même pas capable, demain matin, de changer une ampoule sans créer une crise sociale ou une crise de confiance au Québec.»

Selon François Legault, le gouvernement n'a fait que remettre les vraies discussions à plus tard : «On voit ici un manque flagrant de leadership. Jean Charest nous prouve encore une fois qu'il n'est pas un homme de résultats. Il a laissé pourrir la situation pendant 80 jours pour finir avec seulement ça!» a-t-il ajouté.

En plus de déplorer le fait que Jean Charest a dû faire appel aux présidents des syndicats pour discuter avec les étudiants, il ajoute que «même après deux mois et demi, ce n'est même pas le premier ministre qui s'est assis à la table. Il n'a même pas été capable de faire le débat.»

«La vraie discussion aurait dû avoir lieu sur l'accessibilité aux études, dit M. Legault. Je pense que le gouvernement a copié en partie la proposition qui a été faite par la Coalition qui en venait à épargner toute la classe moyenne. On ne peut pas continuer de sacrifier la qualité de l'enseignement universitaire aux dépens de frais de scolarité qu'on veut garder bas.»

M. Legault a dit que «la grande oubliée, encore une fois, c'est la qualité de nos universités» et que l'argent économisé devrait plutôt être réinvesti dans les services aux étudiants plutôt que d'abaisser «artificiellement» la facture.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Droits de scolarité : Une entente de principe d'ordre général - Publié le: dimanche 06 mai 2012, 16H43 | Mise à jour: dimanche 06 mai 2012, 16H57



Photo Annie T Roussel / Agence QMI

La ministre Line Beauchamp et la présidente du Conseil du Trésor Michelle Courchesne à la sortie des négociations, samedi.

Agence QMI

MONTRÉAL – L'entente de principe passée entre le gouvernement libéral de Jean Charest et les représentants des quatre principales associations étudiantes, la FEUQ, la

FECQ, la TACEQ et l'ASSE, a été rendue publique dimanche.

Le document annonce la création d'un conseil provisoire universitaire, énonce une série de grandes généralités visant à « optimiser les ressources financières des universités », mais ne fixe pas d'objectifs chiffrés.

Le document de six pages précise que, dès la rentrée universitaire à l'automne, Mme Beauchamp prendra en compte les économies potentielles dégagées pour réduire les frais institutionnels obligatoires. Il a été convenu en effet que les étudiants à temps complet retrancheront 125 \$ à leurs frais de scolarité pour le premier trimestre de l'année 2012-2013. Une mesure à titre provisoire jusqu'à la prise en compte effective des recommandations, qui devront être déposées avant le 31 décembre par le conseil provisoire des universités.

Selon le document, le conseil provisoire aura pour mandat d'évaluer les sommes que l'on peut économiser dans le cadre de la délocalisation des campus, dans les dépenses publicitaires des universités, dans la gestion du parc immobilier, dans le personnel de gestion, dans la reddition des comptes ou encore dans les transferts entre les fonds.

Il devra aussi « examiner la pertinence » de faire des économies entre autres en créant ou en abolissant des programmes, ou en évaluant les frais inhérents à la recherche, à l'internationalisation des universités ou encore à la création de partenariats entre les universités et les milieux professionnels.

Le conseil provisoire universitaire sera composé de six recteurs, de quatre représentants étudiants, d'un représentant pour chacune des quatre associations qui ont participé aux négociations, de quatre représentants du milieu syndical, issus respectivement de la CSN, la CSQ, la FTQ et la FQPPU, de deux représentants des milieux d'affaires, d'un représentant des cégeps et d'un autre du ministère de l'Éducation. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, nommera par ailleurs un président pour l'animer.

Les représentants étudiants se sont engagés par leur signature à soumettre l'entente de principe à l'ensemble de leurs membres et à ne pas organiser de manifestations avant la fin des consultations.

Le conseil provisoire devrait déboucher sur la création, dans la loi, du Conseil permanent des universités.

TVANOUVELLES: Entrevue à Larocque-Lapierre: Aucun regret pour Charest - Première publication dimanche 6 mai 2012 à 16h21

TVA Nouvelles

Jean Charest ne regrette rien de la façon dont il a géré la crise étudiante et il se dit très confiant quant à son avenir politique.

«Il faut être capable de prendre des décisions et de prendre des décisions qui sont parfois impo-

pulaires. Il faut accepter ça. Ça vient avec l'emploi de premier ministre. Si on n'est pas capable de prendre des décisions impopulaires et de tenir la route, on n'est pas fait pour être premier ministre du Québec.»

À l'émission Larocque-Lapierre sur le réseau TVA, le premier ministre a donné en exemple la hausse des droits de scolarité.

«On a proposé une politique qui ne fait pas l'unanimité, c'est le propre de notre démocratie. Quand on le fait, on le fait parce qu'on a une

conviction profonde que c'est la bonne politique. J'y crois beaucoup, je pense que c'est juste et les gens se réconcilient à l'idée qu'il y a une décision de prise et qu'on va travailler ensemble pour la mettre en oeuvre, et peut-être l'améliorer s'il le faut.»

Il voit aussi très positivement l'avenir des jeunes québécois qui s'éveillent pour la première fois au débat politique.

«Je les encourage à rester actifs politiquement et à tirer une leçon du fait que, pour faire avancer les choses, il faut s'intéresser, mais il faut le faire comme il le faut. C'est dans le dialogue qu'on règle nos problèmes.»

Selon Jean Charest, le rôle des médiateurs dans cette dernière rencontre à jouer un rôle énorme pour le développement de cette entente de principe.

«On a élargi la discussion et on a mis autour de la table d'autres personnes pour qu'on puisse avoir une discussion différente de celle qu'on avait déjà eue en se parlant face à face et avec

certaines interlocuteurs avec qui on avait eu des difficultés. En élargissant aux syndicats et aux représentants des universités et des collèges, ça a créé un environnement où le dialogue a été meilleur.»

Quand on le questionne sur les violences des derniers jours, le premier ministre semble visiblement touché.

« Dès le départ, ça a été une situation troublante pour tous les citoyens de voir le degré de violence de certaines manifestations. [...] Il y a eu des gens blessés vendredi et ça nous fait beaucoup de peine quand ça arrive parce que c'est la dernière chose qu'on veut. C'est la même chose quand des policiers sont blessés. »

En parlant de ses adversaires, Jean Charest a été des plus vindicatifs: il ne croit pas que Pauline Marois a ce qu'il faut pour diriger les destinées du Québec.

« Quand Pauline Marois prend cinq positions différentes sur les droits de scolarité et porte le carré rouge au lieu d'être responsable et de dire

aux étudiants qu'ils doivent être dans leurs cours, je pense qu'elle n'a pas ce qu'il faut pour être premier ministre du Québec. »

Au sujet de François Legault, Jean Charest estime qu'il va dans la mauvaise direction.

«Le problème c'est que le changement qu'incarne François Legault, les gens n'en veulent pas. Le plan de François Legault, quand ils regardent ça d'un peu plus près, ils n'en veulent pas. Ils reconnaissent que François Legault incarne le changement. Il représente exactement le changement qu'on ne veut pas au Québec.»

Très confiant, le premier ministre a décidé de commenter, pour une rare fois, les sondages qui l'annoncent perdant.

«Moi, ça ne me dérange pas. Surtout quand mes adversaires me considèrent battu. Ce n'est pas la première fois qu'ils le font, mais au final ce sont les Québécois qui décident. Fiez-vous au jugement des Québécois.»

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : «Entente de principe» : Réactions des leaders étudiants - Publié le: dimanche 06 mai 2012, 15H45 | Mise à jour: dimanche 06 mai 2012, 22H48



Photo: Jocelyn Malette / Agence QMI
Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, et la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

Agence QMI

MONTRÉAL - L'entente conclue entre le gouvernement et les associations étudiantes samedi soir doit être soumise au vote des étudiants cette semaine. Son acceptation n'est cependant pas acquise si on en croit les commentaires et réactions qui circulent sur les médias sociaux.

Un message lu sur Facebook va jusqu'à qualifier la situation de « fortement louche », faisant référence aux présentations de l'entente de principe par les représentants étudiants et la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, samedi soir, qui semblaient ne pas concorder totalement.

«Au courant des négociations, vous avez sûrement vu les étudiant-e-s et représentant-e-s des centrales syndicales enjoués par la tournure de l'offre», peut-on lire dans un message affiché sur internet durant la fin de semaine. Selon un négociateur de la CLASSE, tout le monde semblait satisfait à ce moment.

«L'offre à ce moment était la suivante : Tout l'argent que la commission pouvait prouver qu'elle économiserait serait réinvestie à sabrer dans les frais de scolarité. En commençant par les FIO, puis ensuite dans les droits de scolarité, puis permettrait même de revenir sur le dégel de 2007, et même dans les anciens frais pour aller jusqu'à la gratuité scolaire. Bref, tout ce qu'on pouvait économiser, ça s'enlevait de la facture étudiante. Une entente raisonnable et avantageuse.

« Or, les représentants gouvernementaux ont par la suite demander (sic) à un-e représentant-e de chaque association étudiante nationale (4 au total, CLASSE, FEUQ, FECQ, TACEQ) de signer une entente selon laquelle ils présenteraient ladite proposition aux étudiant-e-s du Québec en assemblée. Ceux- et celles-ci l'ont signée, mais la formulation était différente. »

Selon l'internaute qui a fait circuler ce message dont le contenu n'a été confirmé par aucune instance, cette situation expliquerait la différence de compréhension de l'entente perçue lors des conférences de presse respectives des porte-parole étudiants et de la ministre Beauchamp samedi soir.

En conférence de presse, samedi soir, les représentants des étudiants avaient expliqué que la hausse des droits de scolarité serait maintenue et compensée par une réduction équivalente des frais institutionnels obligatoires (FIO), dès l'automne 2012.

Mme Beauchamp avait, de son côté, affirmé que la compensation par une réduction équivalente n'était qu'un objectif et qu'elle ne savait pas s'il allait être atteint.

L'entente soumise au vote des étudiants

Les leaders étudiants présents autour de la table de négociations ont refusé de faire des recommandations formelles à leurs membres, mais ont tout de même accepté de présenter l'offre à ces derniers.

Cette semaine, les étudiants voteront à savoir s'ils acceptent ou non l'entente. Si elle est acceptée, il faudra compter quelques jours avant que les cours reprennent, puisque les établissements d'enseignement devront mettre au point un plan de reprise des cours.

« Les membres devront se prononcer, a expliqué la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) Martine Desjardins. S'ils nous disent de retourner voir le gouvernement pour rétablir certains éléments, il faudra voir leur réponse. De notre côté, on va attendre, je ne voudrais pas faire des hypothèses. »

« On croit être allé chercher le maximum qu'on pouvait face à un gouvernement qui ne voulait pas reculer sur la question des droits de scolarité », a-t-elle souligné.

Toutefois, au cours d'une entrevue accordée au journal montréalais The Gazette, dimanche, Mme

Desjardins a affirmé que la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, n'aide pas les choses en se réjouissant publiquement sur la façon dont son gouvernement est arrivé à ne pas renoncer à la hausse des droits de scolarité qu'il avait annoncée.

« Elle n'aide pas », a dit Martine Desjardins à la Gazette, ajoutant qu'elle doute que cela « passe actuellement ». Elle a quand même assuré qu'elle allait expliquer à ses membres qu'il s'agit là de l'effort ultime pour sauver la session.

Quant à son collègue président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, il ne veut pas non plus se prononcer sur l'issue du vote des étudiants.

Il affirme avoir rencontré les associations membres de la FECQ « non pas dans le but de prendre position » pour ou contre l'entente, mais pour les informer sur cette dernière.

« Il ne faut pas oublier qu'il y a un contexte électoral qui pointe à l'horizon », a-t-il ajouté. « Je pense que ça va être le bon moment aussi pour poursuivre notre bataille jusqu'au bout. »

La FECQ rencontrera toutes ses associations membres lundi.

Pour ce qui est de la FEUQ, elle tiendra vendredi un conseil général spécial avec toutes ses associations membres. C'est à ce moment que sera connue l'issue du vote des étudiants et à quel moment se fera le retour en classe.

Afficher 3 commentaires (Montréal)

- papineau69
Vote à main levée au cegep de Gatineau ce matin. Ouais, la démocratie style FTQ CSN claudéc
- Il serait souhaitable que tous les étudiants exercent leur droit de vote et se prononcent clairement sur les dernières offres. À entendre les étudiants crier haut et fort qu'ils veulent retourner aux études, il serait temps qu'ils posent au moins le geste d'aller voter et ainsi prouver ce qu'ils avançaient. Si on s'aperçoit qu'il y avait une minorité qui allaient voter, je me rangerai dorénavant du côté des opposants. Tous les étudiants ont des droits et c'est à eux de les faire valoir.
- Pierre Shefford
Et que ce geste soit suivi d'un geste similaire aux prochaines élections.



© Didier Debusschère

Rémi Nadeau
QUÉBEC - **Jean Charest jette le blâme sur les associations étudiantes pour l'enlèvement du conflit sur les droits de scolarité, qui a connu un point culminant avec de violents affrontements vendredi.**

Questionné sur ce qu'il aurait fait différemment pour éviter un conflit qui perdure depuis 12 semaines, le premier ministre a plutôt pointé du doigt les représentants des étudiants en boycott. « Il faut être deux pour conclure une entente. Nous avons tendu la main plusieurs fois, et cette main tendue n'a pas trouvé preneur », a-t-il déclaré au terme du conseil général du Parti libéral du Québec, à Victoriaville.

Selon lui, le gouvernement a fait « tous les efforts possibles » pour permettre aux étudiants de retourner en classe.

« Nous avons tout fait pour avoir un dialogue avec les représentants des associations étudiantes... il faut être deux pour faire ça », a-t-il insisté, ajoutant plus tard « on ne peut s'asseoir avec des gens s'ils ne veulent pas s'asseoir avec nous ».

M. Charest estime que pour sa part, le gouvernement a fait preuve d'écoute et d'ouverture, notamment en améliorant la première offre qu'il avait formulée, « de sorte qu'aujourd'hui, l'affaire qui est proposée aux étudiants est drôlement intéressante ».

Crise et violence

Au lendemain de la conclusion d'une entente de principe avec les associations étudiantes, le premier ministre s'est défendu d'avoir manqué de flair en sous-estimant l'ampleur de la crise qui se dessinait.

« Il y a eu des manifestations et des gestes de violence qui ont étonné tous les Québécois », a-t-il affirmé, précisant qu'il ne s'attendait pas à ce que le rassemblement étudiant tourne à l'émeute devant le centre des congrès vendredi.

Même si des manifestants ont été blessés gravement au cours des affrontements, le premier ministre s'est porté à la défense des policiers.

« Les balles de billard et les briques, ce n'est pas la Sûreté du Québec qui avait ça. Ils ont fait un travail remarquable, dans des circonstances très difficiles. »

Entente et économie

Quant à la réelle possibilité que les étudiants puissent compenser la hausse des frais de scolarité en prouvant que des économies de gestion peuvent diminuer les frais afférents des universités, Jean Charest s'est montré prudent.

« On présume qu'il y a toujours de l'espace pour améliorer la gestion, mais maintenant, on est curieux de savoir de quelle façon les étudiants pensent y arriver », a-t-il indiqué.

Le premier ministre insiste sur le fait que, du moins, l'accord intervenu avec les associations étudiantes leur permettra de mener l'exercice.

« Si on trouve des économies, et bien, tant mieux. »

Puis, il a rejeté du revers de la main les prétentions d'observateurs à l'effet que son gouvernement aurait sciemment fait concorder la tenue d'une rencontre au sommet pour résoudre le conflit au même moment que le conseil général.

« Ceux qui font des amalgames entre cette affaire des étudiants et des élections, ou le conseil général, se trompent royalement », a-t-il conclu.

[Afficher 15 commentaires \(Québec\)](#)

[Afficher 1-32 de 34 commentaires \(Montréal\)](#)

TVANouvelles: Entente de principe: Une formulation différente? - Première publication dimanche 6 mai 2012 à 13h56 - Mise à jour : dimanche 6 mai 2012 à 23h08



Crédit photo : Archives Agence QMI

Le président de la FECQ Léo Bureau-Blouin et la présidente de la FEUQ Martine Desjardins
TVA Nouvelles

[L'entente de principe conclue entre le gouvernement et les associations étudiantes](#) samedi soir doit être soumise au vote des étudiants cette semaine.

Un message lu sur Facebook va jusqu'à qualifier la situation de «fortement louche», faisant référence aux présentations de l'entente de principe par les représentants étudiants et la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, samedi soir, qui semblaient ne pas concorder totalement.

«Au courant des négociations, vous avez sûrement vu les étudiant-e-s et représentant-e-s des centrales syndicales enjoués par la tournure de l'offre, peut-on lire dans un message affiché sur internet durant la fin de semaine. Selon un négociateur de la CLASSE, tout le monde semblait satisfait à ce moment.

«L'offre à ce moment était la suivante : Tout l'argent que la commission pouvait prouver qu'elle économiserait serait réinvestie à sabrer dans les frais de scolarité. En commençant par les FIO, puis ensuite dans les droits de scolarité, puis permettrait même de revenir sur le dégel de

2007, et même dans les anciens frais pour aller jusqu'à la gratuité scolaire. Bref, tout ce qu'on pouvait économiser, ça s'enlevait de la facture étudiante. Une entente raisonnable et avantageuse.

«Or, les représentants gouvernementaux ont par la suite demandé (sic) à un-e représentant-e de chaque association étudiante nationale (4 au total, CLASSE, FEUQ, FECQ, TACEQ) de signer une entente selon laquelle ils présenteraient ladite proposition aux étudiant-e-s du Québec en assemblée. Ceux- et celles-ci l'ont signée, mais la formulation était différente.»

Selon l'internaute qui a fait circuler ce message dont le contenu n'a été confirmé par aucune instance, cette situation expliquerait la différence de compréhension de l'entente perçue lors des conférences de presse respectives des porte-parole étudiants et de la ministre Beauchamp samedi soir.

En conférence de presse, samedi soir, les représentants des étudiants avaient expliqué que la hausse des droits de scolarité serait maintenue et compensée par une réduction équivalente des frais institutionnels obligatoires (FIO), dès l'automne 2012.

Mme Beauchamp avait, de son côté, affirmé que la compensation par une réduction équivalente n'était qu'un objectif et qu'elle ne savait pas s'il allait être atteint.

L'entente soumise au vote des étudiants

Les leaders étudiants présents autour de la table de négociations pendant les discussions refusent de faire des recommandations formelles à leurs membres, mais ont tout de même accepté de présenter l'offre à ces derniers.

Cette semaine les étudiants voteront donc à savoir s'ils acceptent ou non l'entente, qui est une proposition gouvernementale. Si elle est acceptée, il faudra compter quelques jours avant que les cours reprennent puisque les établissements d'enseignement devront mettre au point un plan de reprise de cours.

«Les membres devront se prononcer, a expliqué la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) Martine Desjardins. S'ils nous disent de retourner voir gouvernement pour rétablir certains éléments, il faudra voir leur réponse. De notre côté, on va attendre, je ne voudrais pas faire des hypothèses.»

«On croit être allé chercher le maximum qu'on pouvait face à un gouvernement qui ne voulait pas reculer sur la question des droits de scolarité,» a-t-elle souligné.

Quant à son collègue président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, il ne veut pas non plus se prononcer sur l'issue du vote des étudiants.

Il affirme avoir rencontré les associations membres de la FECQ «non pas dans le but de prendre position» pour ou contre l'entente, mais pour les informer sur cette dernière.

«Il ne faut pas oublier qu'il y a un contexte électoral qui pointe à l'horizon», a-t-il ajouté. Je pense que ça va être le bon moment aussi pour poursuivre notre bataille jusqu'au bout.»

La FECQ rencontrera toutes ses associations membres dès lundi.

Pour ce qui est de la FEUQ, elle tiendra vendredi un conseil général spécial avec toutes ses associations membres. C'est à ce moment que sera connue l'issue du vote des étudiants et à quel moment se fera le retour en classe.

TVANouvelles: Clôture du conseil général du PLQ: «Il faut être deux pour conclure une entente» - Jean Charest - Première publication dimanche 6 mai 2012 à 13h22 - Mise à jour : dimanche 6 mai 2012 à 17h48

TVA Nouvelles et Agence QMI

En point de presse avec les journalistes, Jean Charest s'est défendu à plusieurs reprises d'avoir

attendu trop longtemps avant de convoquer toutes les associations à la table de négociations.

Il a expliqué qu'à plusieurs reprises le gouvernement avait invité les associations étudiantes à négocier.

«On a fait plusieurs offres, tendu la main plusieurs fois, mais cette main tendue n'a pas trouvé preneur» affirme le premier ministre.

Il ajoute aussi que le gouvernement n'est pas le seul responsable de ces 12 semaines d'incertitude: «Il faut être deux pour conclure une entente».

Selon lui, le gouvernement a fait «tous les efforts possibles» pour permettre aux étudiants de retourner en classe.

«Nous avons tout fait pour avoir un dialogue avec les représentants des associations étudiantes... Il faut être deux pour faire ça», a-t-il insisté, ajoutant plus tard qu'«on ne peut s'asseoir avec des gens s'ils ne veulent pas s'asseoir avec nous».

M. Charest estime que le gouvernement a fait preuve d'écoute et d'ouverture, notamment en améliorant la première offre qu'il avait formulée, «de sorte qu'aujourd'hui, l'affaire qui est proposée aux étudiants est drôlement intéressante».

Le premier ministre invite aussi les étudiants à retourner en cours le plus rapidement possible. Il souhaite que les étudiants qui veulent retourner en classe puissent le faire librement.

Il ajoute aussi que «le moment est maintenant venu de reprendre nos activités».

Plan Nord

Le premier ministre a continué de vanter son Plan Nord qui considère être l'avenir du Québec.

«Ce qui est une conviction profonde pour moi et mon parti, c'est que ce Plan Nord est un important projet pour l'avenir du Québec, pour créer de l'emploi partout au Québec et pour la croissance économique. C'est ce que nous voulons pour l'avenir du Québec.»

Charest attaque Pauline Marois

Dans le discours de clôture du conseil général du Parti libéral du Québec, Jean Charest a attaqué sévèrement son adversaire péquiste, Pauline Marois.

Après avoir affirmé que l'entente de principe conclue samedi avec les associations étudiantes assurera l'avenir des universités tout en préservant

l'accessibilité aux études, il a accusé Mme Marois d'avoir prôné le gel des droits de scolarité.

Le premier ministre a reproché au PQ de s'opposer au développement du Nord québécois et au développement énergétique.

«La vision de Pauline Marois, c'est que tant qu'il n'y a pas de référendum, tout s'arrête au Québec, c'est le gel et les moratoires », a-t-il martelé.

M. Charest a également reproché à la chef péquiste d'avoir présenté samedi le Canada comme «un accommodement déraisonnable».

«Alors que l'on sait, nous, que le Canada jouit d'une réputation économique impeccable à travers le monde, et que le Québec y contribue.»

Selon lui, tout ce que propose le PQ aux Québécois n'est que repli, fermeture et chicanes à répétition.

«Avec le PQ, ce sera la démonisation du Canada, la chicane, la division et la hargne en permanence», a-t-il prévenu.

LESOLEIL.COM / LAPRESSE.CA : Calendrier scolaire: discussions déjà entamées avec les syndicats - Publié le dimanche 06 mai 2012 à 13h06 / Publié le dimanche 06 mai 2012 à 14h55



Photo: Le Soleil

Les principaux chefs syndicaux, Réjean Parent (CSQ), Louis Roy (CSN) et Michel Arsenault (FTQ, en avant-plan sur la photo), avait été invité à participer au blitz de négociations avec les étudiants, à Québec.

Marie-Michèle Sioui, La Presse Canadienne, Montréal

Au lendemain d'une entente de principe conclue entre les porte-parole étudiants et le gouvernement Charest, les établissements d'enseignement pensent déjà à la manière dont la session devra être réaménagée.

Selon le président et directeur général de la Fédération des cégeps, Jean Beaudesne, si les assemblées générales étudiantes se font rapidement et si les étudiants acceptent l'entente, les calendriers des établissements collégiaux pour-

ront être réorganisés pour que les cours se terminent au plus tard le 30 juin.

Mais cet exercice ne se fera pas sans concession. Il demandera des «sauts périlleux», comme l'a dit M. Beaudesne, en référence à la possibilité de journées de classe plus longues, de cours de fins de semaine et d'arrangements pour les examens.

Quelque 12 associations étudiantes collégiales devront soumettre l'offre du gouvernement à leurs assemblées cette semaine.

Par ailleurs, le président de la CSN, Louis Roy, dit que les centrales ont conseillé cette fin de semaine les étudiants qui devaient faire face à des négociateurs très expérimentés du côté gouvernemental.

Comme le président de la FTQ Michel Arsenault et celui de la CSQ, Réjean Parent (CSQ), M. Roy avait été invité à participer au blitz de négociations qui a duré plus de 21 heures, à Québec.

Il ne cache pas qu'il a douté à plusieurs reprises pendant les pourparlers qu'une entente puisse survenir.

À présent, puisqu'elle anticipe l'acceptation de l'entente de principe par les étudiants cette semaine, la CSN a déjà enclenché le processus de remodeler le calendrier scolaire dans les cégeps qui ont été affectés par le boycott des cours.

La possibilité d'embauche d'enseignants à temps partiel n'est pas écartée.

«Les discussions sont déjà entamées avec les fédérations syndicales», a confirmé M. Beaudesne, à la Fédération des cégeps.

«Pour ce qui est des coûts additionnels, c'est à voir avec les syndicats. Près de 75 pour cent des coûts du réseau sont associés à la main-d'oeuvre.»

M. Roy dit quant à lui avoir déjà avisé le Conseil du trésor que des coûts supplémentaires seront inévitables pour sauver les sessions.

Une entente

Les discussions de la fin de semaine ont permis de conclure une entente de principe qui devra être approuvée par les membres des associations étudiantes au cours des prochains jours.

L'accord propose que chaque hausse de droits de scolarité de 127 \$ par session prévue par le gouvernement sur sept ans soit compensée par une baisse équivalente des frais institutionnels.

Cette baisse ne sera possible que si les étudiants démontrent dans un conseil provisoire sur le financement comment réduire les dépenses des universités d'une somme équivalente en gains d'efficacité.

L'offre gouvernementale prévoit également les différents ajustements annoncés au programme de prêts et bourses. Ces ajustements permettront aux familles ayant un revenu inférieur à 60 000\$ de bénéficier d'une bourse d'études gouvernementales et aux familles gagnant moins de 100 000\$ de bénéficier d'un prêt.

JOURNALEDMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES: Entente de principe avec les étudiants: Les membres du gouvernement satisfaits - Publié le: dimanche 06 mai 2012, 11H16 | Mise à jour: dimanche 06 mai 2012, 12H04 / Première publication dimanche 6 mai 2012 à 12h50 - Mise à jour : dimanche 6 mai 2012 à 13h10



Crédit photo : Reuters

Par Rémi Nadeau | Agence QMI

Sans crier victoire, les ministres du gouvernement Charest accueillent favorablement la conclusion d'un accord de principe qui pourrait mettre un terme au conflit étudiant.

Questionnés au lendemain de l'annonce effectuée par le ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, ses collègues ont salué l'accord prévoyant la création d'un comité de révision de la gestion des universités.

Les travaux de ce groupe devraient permettre d'identifier des dépenses à couper dans les établissements d'enseignement, afin de diminuer les frais afférents pour compenser la hausse des droits de scolarité de 1778\$ sur sept ans.

«Il faut regarder le financement, il faut que les universités coupent dans le gras», a affirmé la ministre responsable des Aînés, Marguerite Blais. La titulaire du Travail, Lise Thériault, a aussi soutenu que des économies pouvaient être faites dans les universités.

Plus prudent, son collègue des Ressources naturelles, Clément Gignac, a dit souhaiter que les travaux du comité dégagent des économies, en précisant toutefois que «ce n'est pas automatique».

Quant à la possibilité que le long conflit étudiant nuise à la prochaine campagne électorale, malgré son possible dénouement, les ministres ont refusé d'y répondre directement.

«Ce n'était pas une question de laisser traîner (le dossier), il fallait prendre le temps de faire les choses correctement. Puis, c'est à la population d'évaluer ça. Ce ne sont pas des décisions qui ont été prises sur une base électorale, mais une décision de saine gestion», a déclaré Lise Thériault.

Sans pavoiser, le ministre des Affaires municipales, Laurent Lessard, a témoigné sa satisfaction à la suite du règlement.

«Quand tout le monde y trouve son compte, c'est ça qui est important. C'est toujours trop long, des conflits, mais ils ont trouvé un terrain d'entente.»

Quant à la ministre de l'Éducation, elle a réitéré avoir «posé beaucoup, beaucoup de gestes» et a déploré le fait que le gouvernement «s'est toujours retrouvé devant des leaders étudiants qui n'ont jamais bougé».

Afficher 3 commentaires (Montréal)

- carococo

Quand même! le pouvoir de tarification repose entre les mains des associations étudiantes.

Ils disent pouvoir arriver à la gratuité, en maintenant un niveau d'éducation supérieur, etc...

Ca va être beau sur les campus...D' un autre côté, les profs devront marcher les fesses serrées, les recteurs, administrateurs, etc. Comme si dans une famille, on remettait le budget familial entre les mains des enfants....A suivre....

- Diane C

ce sont de grands enfants et si le budget est entre les décisions de tous , il a plus de chances d'être respecté.

- Inad20082008

À moyen terme, cette entente n'est pas bonne pour les étudiants puisque la compensation pour la hausse des droits de scolarité (environ 350 millions de \$ à terme) n'excèdera pas le montant de coupes budgétaires

dans les universités de la 1ère année (environ 50 millions de \$), pour un taux de compensation de 15% environ. Que faire alors ? Comme l'entente est assez neutre pour la 1ère année, cette entente pourrait permettre de gagner du temps. En effet, la première année, les étudiants ne devraient pas assumer de déboursés additionnels, si les universités ne contestent pas trop leurs propositions de coupes budgétaires. Il n'y aurait pas d'impact budgétaire pour le gouvernement par rapport au budget.

Mais les universités pourraient perdre environ 50 millions de \$. Un aspect très important, les étudiants pourraient terminer leur session s'ils acceptent l'entente. Enfin, les électeurs pourraient trancher le débat dans une élection qui devrait avoir lieu d'ici douze mois.

LA PRESSE : Entente de principe: Duceppe a joué un rôle - Publié le dimanche 06 mai 2012 à 11h05

Tommy Chouinard, La Presse (Québec) L'ex-chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a joué un rôle, en coulisse, dans les [négociations pour dénouer le conflit étudiant](#), a appris *La Presse*. Une idée qu'il a soumise récemment au président de la FTQ, Michel Arsenault, et au président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, se retrouve dans l'[entente de principe](#) intervenue samedi après-midi.

C'est son fils, Alexis Duceppe, qui a trouvé l'idée: faire en sorte que les économies dégagées dans la gestion des universités servent à réduire d'autant la facture des étudiants. Rappelons que l'entente de principe prévoit que ces économies éventuelles permettent de diminuer les frais

afférents imposés aux étudiants par les universités. Les associations étudiantes font «le pari» que la hausse des droits de scolarité sera totalement «compensée» par une baisse des frais afférents.

Gilles Duceppe avait fait part de cette option à Michel Arsenault et à Léo Bureau-Blouin. C'était avant la rencontre au sommet qui a débuté à 16h vendredi et s'est terminée un peu après 15h samedi. L'idée a fait son chemin au cours du marathon de négociations. Québec avait déjà évalué cette option et a décidé de la retenir, raconte une source proche des négociations.

Pour tenter d'éviter une controverse dans le camp souverainiste, Gilles Duceppe a informé le

Parti québécois de sa démarche dans les derniers jours.

Soulignons que les frais afférents varient d'un établissement à l'autre et atteignent en moyenne 800\$. Ils comprennent les frais d'inscription, d'examen, de stages, de services aux étudiants, etc. En 2008, le gouvernement Chartrand avait adopté un règlement pour imposer des balises aux universités et limiter l'augmentation de ces frais.

Selon l'entente de principe, la hausse des droits de scolarité de 1778\$ sur sept ans est maintenue. Les bonifications au régime des prêts et bourses demeurent, tout comme l'instauration, à l'automne 2013, d'un mode de remboursement des dettes d'études proportionnel au revenu.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Différentes mesures atténueront la hausse des droits de scolarité – Mise à jour le dimanche 6 mai 2012 à 10 h 07 HAE



© PC/Clement Allard
La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, accompagnée de la présidente du Conseil du trésor, Michelle Courchesne, en point de presse, samedi

Le gouvernement du Québec et les fédérations étudiantes se sont entendus sur une proposition (lisez le texte intégral ci-dessous) qui sera soumise aux associations étudiantes cette semaine.

[Le texte négocié par les associations étudiantes](#)

En conférence de presse, samedi soir, les dirigeants des trois principales fédérations étudiantes ont confirmé que la hausse des droits de scolarité sur sept ans de 1778 dollars (soit 254 \$ par année) aura lieu, mais, selon eux, la facture étudiante n'augmentera pas pour autant.

La hausse serait compensée par une baisse égale des frais afférents, dans un premier temps, à l'automne 2012. Puis, des sommes seront dégagées et réinvesties au profit des étudiants en corrigeant «les dérives» dans la gestion des universités grâce au travail d'un conseil provisoire qui sera mis sur pied, ont soutenu les leaders étudiants.

« On peut parler d'un nouveau pacte gagnant-gagnant. »

Le président de la FECQ
Léo Bureau-Blouin

« Le pari qu'on fait est qu'il est possible de dégager des millions et des millions de dollars qui, plutôt que de retourner dans le fonds consolidé, vont retourner en diminution de la contribution étudiante », a soutenu le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin.

Au total, « la facture étudiante n'augmentera pas », affirme Gabriel Nadeau-Dubois, de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) : « Ce que l'offre d'aujourd'hui démontre, c'est que notre grève a porté fruit ».

Le conseil provisoire composé des différents acteurs du milieu universitaire, dont le rapport est prévu pour la fin décembre, devrait déboucher sur la mise sur pied d'un conseil permanent.

« Les étudiants ont fait des concessions, le gouvernement aussi, si bien que la facture des étudiants demeurera stable. Les assemblées générales se saisiront de cette question et les membres pourront choisir s'ils jugent cette offre suffisante. »

Martine Desjardins
présidente de la FEUQ

« On comprend très bien qu'on s'inscrit dans un cadre électoral, et qu'il est fort probable que l'entente que l'on a pourrait changer advenant le fait que les libéraux ne seraient plus au pouvoir », a ajouté Mme Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Les ajustements aux prêts et bourses proposés par le gouvernement dans son offre du 27 avril sont inclus dans l'offre, ainsi que le principe du remboursement proportionnel au revenu.

Ces ajustements permettront aux étudiants dont la famille a un revenu inférieur à 60 000 \$ de bénéficier d'une bourse d'études et à ceux dont

la famille gagne moins de 100 000 \$ de bénéficier d'un prêt.

Les représentants de la FECQ, de la FEUQ, et de la CLASSE présenteront à leurs membres, au cours des prochains jours, la nouvelle offre du gouvernement, fruit de 22 heures de négociations pour tenter de mettre fin au conflit étudiant.

Les représentants des fédérations étudiantes n'appellent leurs membres ni à appuyer ni à rejeter l'offre.

« C'est une offre, ce n'est pas la fin de la grève, ce seront les assemblées générales qui se positionneront sur le contenu de cette offre la semaine prochaine », a résumé Gabriel Nadeau Dubois, porte-parole de la CLASSE.

Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, a également fait preuve de retenue, indiquant qu'il ne s'agissait pas « de la fin, mais d'un début de fin » du conflit étudiant.

Le contenu a été rendu public autour de 20 h samedi soir, après que les associations en aient pris connaissance.

La ministre soulagée

Visiblement soulagée, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a dit espérer que les fédérations étudiantes soumettent à leurs membres l'offre de Québec le plus rapidement possible.

« La hausse des droits de scolarité est maintenue et c'est une hausse dont les étudiants devront acquitter la facture », a précisé la ministre.

Elle a par la suite expliqué les objectifs du conseil provisoire qui sera mis sur pied, ainsi que le caractère encore incertain des économies qu'il pourrait identifier.

« Dans la mesure où il y a des économies à faire pour une gestion optimale des universités, dans la mesure où il y a des sources d'économie dûment identifiées par l'ensemble des partenaires d'un conseil des universités, eh bien la facture

des frais institutionnels obligatoires, une autre facture qu'ils ont à acquitter, cette facture-là pourrait être déduite des montants identifiés », a affirmé la ministre.

À Victoriaville pour le conseil général du Parti libéral, le ministre des Finances, Raymond Bachand, a parlé pour sa part d'une « excellente nouvelle pour les Québécois ».

**« On va prendre ça une étape à la fois »
Le premier ministre Jean Charest**

« L'objectif, c'est de permettre aux étudiants de retourner à leurs cours et de créer un espace de discussion, un espace où on peut se parler », a commenté le premier ministre.

Cette entente a également satisfait la Fédération des cégeps du Québec, tout comme les dirigeants syndicaux, Réjean Parent (CSQ), Louis Roy (CSN) et Michel Arsenault (FTQ), qui participaient également aux discussions.

« On a les éléments qu'il faut pour ramener nos étudiants sur les bancs d'école », a déclaré le président-directeur général de la Fédération des cégeps, Jean Beauséne.

La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) espère que l'entente saura ramener les étudiants en classe « dans les meilleurs délais ».

De longues négociations

La rencontre pour tenter de dénouer la crise provoquée par l'augmentation des droits de scolarité avait commencé vendredi en fin d'après-midi, à Québec, entre les représentants de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), de la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ) et la Conférence des recteurs et des principaux des universités (CREPUQ), la ministre de l'Éducation la présidente du Conseil du trésor, Michelle Courchesne et le ministre délégué aux Finances, Alain Paquet.

Samedi matin, certains représentants des différentes instances disaient que les négociations progressaient, que le ton était cordial et que les discussions portaient sur le cœur du conflit étudiant.

La ministre de l'Éducation avait d'ailleurs renoncé à se rendre comme prévu à Victoriaville, samedi midi, où elle devait donner, avec le ministre des Finances, Raymond Bachand, une conférence sur la hausse des droits de scolarité aux militants du

Parti libéral du Québec (PLQ) réunis en conseil général.

En tout, les négociations ont duré 22 heures. Les représentants des associations étudiantes, y compris celui de la CLASSE - l'association la plus radicale - ont unanimement condamné les actes de [violence commis lors de la manifestation de vendredi soir](#) au conseil général du Parti libéral, à Victoriaville, où une centaine de manifestants ont été arrêtés.

En complément

• Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



• Vidéo - [Le compte rendu de Martine Biron](#)
[Les commentaires \(980\)](#)

LE SOLEIL : Conflit étudiant: une entente, pas un moratoire, dit Beauchamp - Publié le dimanche 06 mai 2012 à 05h00 | Mis à jour le dimanche 06 mai 2012 à 10h19



Après 23 heures de discussion, la ministre de l'Éducation Line Beauchamp (accompagnée de la présidente du Conseil du trésor, Michelle Courchesne, à gauche, et d'Alain Paquet, ministre délégué aux Finances, à l'arrière) a salué le dénouement des négociations.

Jean-Marc Salvé, Le Soleil

(Québec) La ministre de l'Éducation et les fédérations étudiantes n'analysent pas tout à fait de la même façon l'entente qu'ils ont signée, samedi.

Line Beauchamp s'attend à ce que le texte de compromis trouve tout de même un écho favorable chez les cégépiens et les universitaires qui

devront l'entériner ou le rejeter au cours des prochains jours. Elle ne se formalise pas que les leaders des associations étudiantes ne se soient pas engagés à recommander à leurs membres de voter en faveur. Ils s'engagent plutôt, et simplement, à leur soumettre.

«Je pense que la signature d'une entente de principe est sûrement le témoignage du fait qu'ils considèrent que c'est la meilleure solution dans le contexte que l'on connaît», a-t-elle indiqué en soirée.

Line Beauchamp a insisté pour dire que la hausse des droits de scolarité de 1778\$ sur sept ans est maintenue, comme le voulait son gouvernement. Elle a récusé le terme *moratoire* employé par les fédérations, même si le non-paiement de 127\$ de «frais afférents» (ou frais connexes) l'automne prochain - et peut-être aussi les sessions suivantes - pourrait faire en sorte que la facture totale des étudiants n'augmente pas.

Elle est davantage d'accord avec eux pour dire que la baisse des frais afférents est susceptible de «compenser» la hausse des droits de scolarité.

Mais il n'y a aucune garantie. Tout dépendra des «gains d'efficacité» que le Comité provisoire des

universités trouvera, lesquels serviront à réduire la facture des frais afférents, a-t-elle expliqué.

La ministre croit-elle que des gains d'efficacité dans le fonctionnement des universités sont effectivement réalisables? Elle n'a pas voulu se prononcer, même si les étudiants y croient mordicus.

De certains propos de la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Martine Desjardins, on comprend que les leaders étudiants rappelleront à leurs membres insatisfaits que des élections auront lieu plus tôt que tard au Québec. Une façon de dire que cette entente est peut-être provisoire...

Plus tôt en journée, la chef du Parti québécois, Pauline Marois, s'est déclarée «heureuse» de cette perspective «de sortie de crise», même si elle n'en connaissait pas encore les détails à ce moment-là.

«Par contre, je déplore profondément que M. Charest ait attendu 82 jours pour s'asseoir sérieusement à table», a-t-elle dit.

«Pour la suite des choses, vous savez, on ne sait jamais à quoi s'attendre. Même si cela peut sembler ignoble ou grotesque, peut-être Jean Charest pensera-t-il à des élections à court terme.»

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Manifestation : Une entente gagnant-gagnant - Les leaders étudiants et le gouvernement satisfaits au terme de 22 heures de négociations - Publié le: samedi 05 mai 2012, 23H48 | Mise à jour: dimanche 06 mai 2012, 10H29

Vidéo : Louis Roy de la CSN et l'offre du gouvernement, 5 mai 2012, Journal de Québec
Régys Caron

Le gouvernement Charest maintient l'augmentation des droits de scolarité de 1779 dollars sur sept ans, mais les étudiants pourraient ne pas payer plus cher grâce à une réduction équivalente des frais administratifs.

C'est le fil conducteur de l'entente de principe convenue hier entre le gouvernement, les universités et les associations étudiantes au terme d'un marathon de 22 heures de négociations. «Ce qui est important, c'est le montant que devront payer les étudiants (...) On est capables de constater que de l'argent, c'est de l'argent», a philosophé le président de la FECQ, Léo Bu-

reau-Blouin. « Notre mobilisation a porté fruit », a convenu Gabriel Nadeau-Dubois, de la CLASSE.

Il a donc été convenu que les universités devront revoir leurs pratiques administratives et dégager des économies qui seront reflétées aux étudiants. Ces économies seront déduites de la facture de 127 dollars qu'ils doivent acquitter à chaque session pour couvrir les «frais institutionnels obligatoires» (FIO).

« Des millions »

« Le pari qu'on fait, c'est qu'il est possible de dégager des millions de dollars, ce qui permettra de compenser l'augmentation des frais de scolarité par une diminution des FIO », a précisé Léo Bureau-Blouin. « Nous aurons à démontrer qu'il y a des problématiques au niveau de la gestion universitaire », a renchéri Martine Desjardins, présidente de la FEUQ. Les dépenses de publicité,

de voyage et les transferts de fonds seront particulièrement scrutées.

« Test de la réalité »

Il s'agira d'un test de la réalité, a nuancé la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. Les étudiants devront démontrer que les gains présumés pourront être réalisés. Ils seront appelés à siéger sur un « conseil provisoire » avec les recteurs, des gens d'affaires et des représentants syndicaux dont la mission sera de vérifier si ces économies pourront être dégagées.

Les FIO ne seront donc pas payés immédiatement par les étudiants puisqu'ils seront considérés comme un « compte à recevoir » qu'ils paieront une fois que les économies qui auront été réalisées pourront être déduites. Le gouvernement prêtera aux universités l'argent nécessaire pour compenser le manque à gagner provisoire.

Bien qu'ils se sont réjouis de cette entente, les porte-parole des fédérations étudiantes ont convenu de ne pas la recommander à leurs associations membres. «Nous allons faire état des discussions et on a demandé à nos associations de tenir des assemblées générales le plus rapidement possible», a dit Léo-Bureau Blouin. «Ce n'est pas la fin, mais c'est un début de fin que l'on voit poindre dans le conflit étudiant», a précisé Martine Desjardins.

Pour sa part, Line Beauchamp a dit espérer que les associations étudiantes en grève acceptent ce qui a été convenu.

«Ce qu'ils ont dit...»

Premier ministre du Québec

Il y a une entente et l'objectif, c'est de permettre aux étudiants de retourner à leurs cours et de créer un espace de dis-

ussions. Je pense que tout le monde est soulagé à l'idée, au moins, qu'il y ait eu un progrès de fait.

-Jean Charest

Ministre des Finances

S'il y a une entente et qu'elle est approuvée, évidemment, ça serait une excellente nouvelle pour les Québécois. Il faut que les étudiants retournent en classe.

-Raymond Bachand

Ministre délégué aux Ressources naturelles

C'est comme ça que ça se passe au Québec; on s'assoit, on discute et on s'entend! L'idée là-dedans, c'est d'être gagnant-gagnant et s'il y a une entente, souhaitons qu'elle soit acceptée par tous.

-Serge Simard

Député libéral

Je suis bien heureux parce que la paix sociale, pour tout le monde, ça a beaucoup d'importance. Personne ne mérite d'avoir des boules de billard ou des morceaux d'asphalte par la tête, ni d'un côté ou de l'autre.

-André Drolet

Ex-présidente des jeunes libéraux

Je pense que le gouvernement, encore une fois, a fait preuve d'ouverture et j'espère que ça va permettre de mettre fin au boycott.

-Maripier Isabelle

[Afficher 32 commentaires \(Montréal\)](#)
[Afficher 1-17 de 19 commentaires \(Québec\)](#)

TVANouvelles: Jean Charest à Larocque-Lapierre : «Tout le monde en sort gagnant» - Première publication samedi 5 mai 2012 à 21h55 - Mise à jour : dimanche 6 mai 2012 à 09h59

TVA Nouvelles

EXCLUSIF - Le premier ministre Jean Charest ne pavoise pas après avoir obtenu une entente qui lui permettra peut-être de sortir de l'une des plus importantes crises de l'histoire du Québec.

«Tout le monde en sort gagnant. On va soumettre tout le monde à un exercice de rigueur. Les gens vont y contribuer, les universités, puis les recteurs vont ouvrir leurs livres, et puis, si on arrive à un bon résultat, on va appliquer le gain au bon endroit», a dit M. Charest en entrevue à l'émission Larocque Lapierre.

Jean Charest a expliqué pourquoi il a permis le retour de la CLASSE après les avoir expulsés il y a 10 jours.

«Le représentant de la CLASSE a dénoncé la violence très clairement surtout le vendredi soir.»

Le premier ministre a choisi de convier des représentants des établissements, les étudiants, mais surtout, les syndicats, afin d'éviter un autre dérapage lors des discussions. «Pour qu'on puisse avoir une discussion différente de celle qu'on avait eue, juste en se parlant face à face, avec certains interlocuteurs avec qui on avait des difficultés»

M. Charest croit que certaines personnes ont voulu profiter de ce débat pour essayer de créer du chaos et s'attaquer au gouvernement.

Il s'est dit particulièrement troublé après avoir appris que deux manifestants avaient été gravement blessés vendredi.

Pas d'élections, affirme Charest

«Ça nous fait beaucoup de peine quand ça arrive, parce que c'est la dernière chose qu'on veut.»

Il est toujours aussi enragé lorsqu'on suggère que cette crise était calculée pour conduire à une élection. «Ça m'a offusqué, parce que c'est comme-ci il y avait un calcul là-dedans de la part du premier ministre du Québec, que ça soit inscrit dans une stratégie électorale!»

Donc, déclenchera-t-il des élections? Jean Charest affirme que non. «Au parti libéral du Québec on n'a pas réservé d'autobus.»

L'entrevue complète de Jean Charest sera diffusée à l'émission Larocque-Lapierre dimanche à 12h30 à TVA et à 13h30 à LCN.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Grève étudiante : Inquiets pour leur emploi d'été - Publié le: samedi 05 mai 2012, 21H41 | Mise à jour: samedi 05 mai 2012, 21H51



Photo Karl Tremblay

Diane Tremblay

Les étudiants en grève sur le campus de l'Université Laval risquent de passer à côté des emplois d'été les plus payants si jamais leur session est prolongée.

«Beaucoup d'étudiants viennent nous voir et ils sont inquiets», observe André Raymond, directeur adjoint au Service de placement de l'Université Laval.

La grande majorité des étudiants qui fréquentent cet établissement d'enseignement ont besoin d'un revenu durant l'été pour passer à travers le reste de l'année.

Pour boucler leur budget, les étudiants peuvent avoir besoin de 6 000 \$ à 8 000 \$ qu'ils vont chercher en travaillant l'été.

«Très souvent, c'est nécessaire pour passer un bel automne et un bel hiver», ajoute M. Raymond.

Cette réalité touche particulièrement les étudiants qui vivent en régions éloignées et qui doivent payer des loyers et autres frais de subsistance.

Danger

«Dans le moment, on suggère aux étudiants de faire comme s'ils étaient disponibles. On est devant l'inconnu. Si les occasions se présentent, les étudiants pourront s'entendre par la suite avec leur professeur et leur employeur. Le danger, c'est d'attendre et de laisser passer les offres les plus payantes pour se retrouver en juillet avec rien.»

La période de recrutement pour les emplois d'été bat son plein. À l'heure actuelle, Emploi Québec propose 565 emplois destinés aux étudiants de niveaux collégial et universitaire dans la capitale nationale. Plusieurs d'entre eux sont offerts dans la fonction publique avec des conditions de travail avantageuses.

Certains emplois nécessitent une entrée en fonction dès la semaine prochaine.

Stages saufs

Selon M. Raymond, les stages n'ont pas été affectés jusqu'à présent par la grève. Plusieurs

étudiants doivent travailler en entreprise pour accumuler les crédits nécessaires à l'obtention de leur diplôme.

«En date d'aujourd'hui, on est en avance par rapport à l'an dernier. Nous avons plus d'ententes de confirmées avec les employeurs», indique M. Raymond.

À la faculté des sciences de l'administration, 140 stages ont déjà été confirmés comparativement à 80 à pareille date l'an dernier.

En sciences et génie, on dénombre 597 stages confirmés contrairement à 525, en 2011.

«Les facultés en grève ne sont pas celles qui génèrent le plus de volume de stages», a souligné M. Raymond.

Environ 3 000 étudiants de premier cycle sont en grève à l'Université Laval.

Afficher 3 commentaires (Québec)

- Rodal
L'étudiant ayant manifesté toute l'hiver se trouva fort dépourvu quand les jobs fut venus.
- Gilles Laplante
La majorité des manifestants sont de futurs logologues et il n'y a pas de stage pour les logologues. Vous pensez que GND fait un stage en Histoire vous?
- Blanchemarie
Fallait y penser avant... Alors vos inquiétudes on en reparlera lorsque vous aurez mûri ...

LA PRESSE : Conflit étudiant: les détails de l'entente dévoilés - Publié le samedi 05 mai 2012 à 20h26 | Mis à jour le dimanche 06 mai 2012 à 13h21



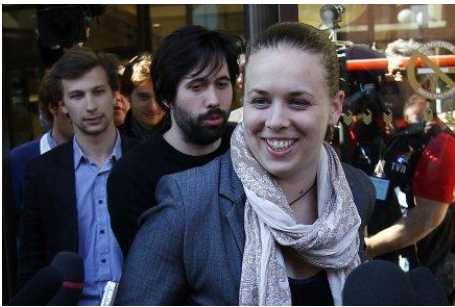


Photo: Le Soleil

Les leaders étudiants, dont Martine Desjardins de la FEUQ en avant-plan, à leur sortie des négociations samedi à Québec.

Tommy Chouinard, La Presse

(Québec) La hausse des droits de scolarité est maintenue, mais les économies éventuelles dégagées dans la gestion des universités serviront à réduire les frais afférents imposés aux étudiants.

C'est ce que prévoit l'entente conclue samedi après-midi entre Québec et les associations étudiantes après un marathon de 22 heures de négociations.

>>> Qu'en pensez-vous? Une entente acceptable avec les étudiants?

Les leaders étudiants préfèrent parler d'une «offre», qui sera soumise au vote des membres dans des assemblées générales.

«Ce n'est pas la fin, mais, du moins, c'est un début de fin que l'on voit poindre au niveau du conflit étudiant», a déclaré la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins.

«C'est une offre, ce n'est pas la fin de la grève. Ce seront les assemblées générales qui se positionneront sur le contenu de cette offre tout au long de la semaine prochaine», a indiqué Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

Les leaders étudiants ont convenu de ne pas faire de recommandation quant à l'adoption de l'entente. «C'est aux étudiants en grève de déterminer si l'offre est acceptable», a dit Gabriel Nadeau-Dubois.

Line Beauchamp «satisfaite»

De son côté, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, s'est dite «satisfaite de la signature de cette entente dans les circonstances». «Nous espérons vraiment que cette entente puisse permettre un retour pour aller poursuivre les cours, subir ses examens, obtenir son diplôme le plus rapidement possible pour les étudiants qui étaient en boycott en ce moment. Toutes les conditions sont mises en place pour y arriver.»

La hausse des droits de scolarité de 1778\$ sur sept ans est maintenue (254\$ par année ou 127\$ par session). L'entente ne fait pas mention de ce sujet. Les associations étudiantes déplorent d'ailleurs la «fermeture totale» du gouvernement sur cette question.

«En toute bonne foi, nous avons établi au début de la discussion que ça ne donnerait rien de continuer à débattre de la question des droits de scolarité», a noté Line Beauchamp.

La gestion des universités au cœur du débat

Les parties se sont plutôt penchées sur la gestion des universités. Ainsi, selon l'entente, un conseil provisoire des universités sera créé. Il sera formé de six membres désignés par la Conférence des recteurs, quatre représentants étudiants, quatre du milieu syndical, deux du patronat, un des cégeps et un du ministère de l'Éducation. La ministre désignera le président.

Ce conseil provisoire aura pour mandat d'évaluer «les hypothèses d'utilisation optimale des ressources financières des universités» et de démontrer «les économies récurrentes pouvant être dégagées».

Les économies seront faites dans les dépenses qui ne sont pas liées à la mission fondamentale des universités (publicités, personnel de gérance, délocalisation des campus ou le parc immobilier par exemple).

Les recommandations seront déposées à la ministre d'ici le 31 décembre.

Si le conseil provisoire constate que des économies récurrentes peuvent être faites dans la gestion des universités, chaque dollar servira à réduire la facture des frais afférents imposés aux étudiants.

Réduire les frais afférents

Les frais afférents - aussi appelés frais institutionnels obligatoires - varient d'un établissement à l'autre et atteignent en moyenne 800\$ par année. Ils comprennent les frais d'inscription, d'exams, de stages, de services aux étudiants, etc. En 2008, le gouvernement Charest avait adopté un règlement pour imposer des balises aux universités et limiter l'augmentation de ces frais.

Selon l'entente, pour la session de cet automne, un étudiant n'aura pas à payer, du moins pour l'instant, une partie de ses frais afférents, c'est-à-dire 125\$ s'il étudie à temps complet. Ces 125\$ seront effacés si les économies identifiées par le conseil atteignent le même montant (en moyenne pour chaque étudiant). Sinon, l'étudiant devra payer la somme en tout ou en partie, selon le cas. C'est «un compte à payer ajustable» selon les recommandations du conseil, a résumé Line Beauchamp.

Pour Gabriel Nadeau-Dubois, «il y a eu un certain fléchissement» de la part du gouvernement dans les négociations dans la mesure où, au départ, il ne voulait pas «toucher à la question de la facture étudiante».

Les leaders étudiants ont affirmé que la hausse des droits de scolarité sera «compensée» par une réduction des frais afférents du même montant. Ils avancent que «la facture globale des étudiants» n'augmentera pas.

Le pari: dégager des millions

«On fait le pari qu'on va être capable de contrer la hausse des droits de scolarité via une diminution de ces frais-là avec une saine gestion des universités», a dit Martine Desjardins.

«Le pari qu'on fait, c'est qu'il est possible de dégager des millions et des millions de dollars, a affirmé le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin. Et ces millions, plutôt que de retourner dans le fonds consolidé, vont retourner en diminution de la contribution étudiante.»

La FECQ et la FEUQ estiment que des économies de 189 millions peuvent être réalisées. Elles entendent en faire la démonstration à la table du conseil provisoire.

Line Beauchamp a expliqué que, lors des négociations, «tout le monde s'est mis d'accord pour dire: permettons que cette démonstration subisse un peu le test de la réalité». «S'il y a des gains, je dis bien, s'il y a des gains», «dûment identifiés par l'ensemble des partenaires du conseil», «ils seront applicables en réduction des frais» afférents, a-t-elle ajouté.

Des discussions ont eu lieu pour fixer une cible d'économies à atteindre. «La réponse a été non, a dit Line Beauchamp. L'idée, c'est de dire qu'on doit en faire la démonstration devant tout le monde autour de la table» du conseil. «De bonne foi, je pense que, sûrement, il y a de sources

d'économies. De bonne foi, tout le monde se prête au jeu», a-t-elle ajouté.

Line Beauchamp a déploré qu'en conférence de presse, les leaders étudiants de la FECQ, de la FEUQ et de la CLASSE aient évoqué un «moratoire sur la hausse des droits de scolarité» jusqu'en décembre. «Ce vocabulaire n'a jamais été utilisé dans les discussions», a-t-elle dit.

Les bonifications au régime de prêts et bourses demeurent, tout comme l'instauration d'un mode de remboursement des dettes d'études proportionnel au revenu.

Une offre à débattre

Avec ces gains, «l'offre» présentée samedi et l'invitation-surprise de la CLASSE à la table de négociation, «c'est la preuve que notre grève a fonctionné, que notre mobilisation a fonctionné», a conclu Gabriel Nadeau-Dubois.

Mais selon lui, l'entente a des «aspects négatifs».

«Des gens sont en grève depuis 12 semaines contre l'augmentation des frais de scolarité», et aucun changement n'est prévu à cet égard. «Ça ne correspond pas de manière exacte aux revendications qui ont démarré le mouvement de grève. Donc ça va être sujet à débats» dans les assemblées, a-t-il expliqué. C'est la raison pour laquelle la CLASSE ne fait pas de recommandation sur l'adoption de cette offre, a-t-il ajouté.

De son côté, Martine Desjardins a tenu à préciser que cette entente «s'inscrit dans un cadre électoral» et qu'elle pourrait ne jamais être mise en oeuvre dans l'éventualité où les libéraux seraient défaits.

La Table de concertation étudiante est l'autre association qui était autour de la table. Selon son secrétaire général, Paul-Émile Auger, «le gouvernement a mis du sien, nous aussi. Les associations étudiantes ont agi de bonne foi, de concert. On est extrêmement satisfaits de ce qui se passe». Martine Desjardins a parlé de «rencontres respectueuses et fructueuses».

Jean Charest soulagé

Sortant de la salle où étaient réunis les 500 délégués réunis pour le conseil général de Victoriaville, le premier ministre Jean Charest s'est contenté d'un court commentaire pour exprimer son soulagement évident. «Il y a une entente, et l'objectif est de permettre aux étudiants de retourner à leurs cours, et de créer un espace de discussion, où on peut se parler, comme il faut, correctement», a-t-il dit.

En anglais, M. Charest s'est fait un peu moins catégorique sur l'issue de la discussion. L'entente est «importante», a-t-il affirmé. «Un des objectifs était de créer une place, un forum où on aura un dialogue, qui est le début d'essayer de mieux s'entendre entre nous. Cela ne veut pas dire qu'on s'entend sur tout, mais on a certainement besoin d'un endroit où nous pouvons parler. C'était le premier objectif. Il y aura d'autres étapes, vous verrez. C'est certainement bien meilleur que ce qu'on a vu depuis 24 heures» a-t-il souligné, une allusion au dérapage de la manifestation de vendredi soir à Victoriaville.

La présidente désignée de la Conférence des recteurs des universités, Luce Samoisette, se dit «confiante» qu'une reprise des cours dans les établissements touchés par une grève puisse survenir rapidement. La CREPUQ était à la table de négociation.

Le retour en classe «va se faire très rapidement pourvu que les assemblées générales votent en faveur de ce qui a été ébauché pour une sortie de crise», a affirmé le président de la Fédération des cégeps, Jean Beaulieu, autre participant à la rencontre au sommet. «Il y avait des collèges accotés au 30 juin» pour terminer le trimestre. «On ne veut pas reporter au mois d'août», a-t-il ajouté.

Les centrales syndicales se disent «satisfaites des échanges». «Les organisations syndicales ont été très heureuses, même si ça n'a pas été très reposant, de travailler à mettre en place une

feuille de route qui, selon nous, va permettre de sortir de la crise actuelle», a déclaré le président de la CSN, Louis Roy. Deux autres chefs syndi-

caux, Michel Arsenault (FTQ) et Réjean Parent (CSQ), ont pris part aux négociations. - Avec Denis Lessard

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Conflit : Les étudiants dévoilent la teneur de l'entente - Publié le: samedi 05 mai 2012, 20H26 | Mise à jour: dimanche 06 mai 2012, 24H18



Jean-François Desgagnés

Agence QMI

QUÉBEC – Les porte-parole de la FECQ, de la FEUQ et de la CLASSE ont dévoilé samedi soir la teneur de l'entente de principe conclue plus tôt dans la journée avec le gouvernement et d'autres intervenants du secteur de l'éducation.

Un des principaux éléments de l'entente porte sur l'application de la hausse des frais de scolarité. Les étudiants ont obtenu que la hausse des frais de scolarité soit compensée par un retrait équivalent en frais institutionnels obligatoires (FIO) à partir de la session d'automne 2012.

La facture étudiante demeurera donc inchangée tant qu'un conseil provisoire siègera, a expliqué la FEUQ dans un document obtenu par l'Agence QMI avant la conférence de presse des porte-parole étudiants.

«Ce conseil, qui vise à resserrer la gestion des universités, sera mis sur pied dans les plus brefs délais et sera représentatif de la communauté universitaire, précise le document. Ce comité aura pour mandat de réévaluer les dépenses des universités pour compresser celles qui ne sont pas liées à sa mission fondamentale, notamment en ce qui a trait aux publicités, à l'internationalisation ou encore aux fonds immobiliers.»

Afficher 3 commentaires (Québec)

• Guest

On voit bien que les étudiants ONT L'ESPRIT de nos sécessionnistes ie.: peu importe ILS NE SERONT JAMAIS SATISFAITS.

Tout ce brouhaha n'a absolument RIEN A VOIR avec la hausse de frais de scolarité mais bien plutôt avec une MINORITÉ de gens qui veulent absolument "DÉBARQUER" (excusez-moi l'expression) le gouvernement

Charest pour prendre le pouvoir et ainsi maintenir le statu quo économique du Qc actuel.

• Gil

Si Molière était vivant ,il pourrait intituler sa pièce de théâtre : "Les fourberies de Charest ". Tant d'efforts, de luttes, de travail pour des "peanuts"! On pourrait chanter de Dalida : "Parole et parole et encore des paroles...! Je sais qu'un jour ces "grands jeunes" sauront mieux gouverner notre maison!

driver50

La position du gouvernement depuis le début c'est que les collèges et universités ont besoin de plus de fonds. L'entente va augmenter les frais aux étudiants en plus de coupé d'autres frais aux étudiants. L'effet est nul. Et en plus, les collèges et les universités n'auront pas un sou de plus.

Et on nous demande pourquoi on déteste les politiciens.

[Afficher 1-75 de 135 commentaires \(Montréal\)](#)

TVA NOUVELLES: Entente de principe : La hausse est maintenue et sera compensée - Première publication samedi 5 mai 2012 à 20h11 - Mise à jour : dimanche 6 mai 2012 à 08h08

TVA Nouvelles et Agence QMI

Une entente de principe a été conclue samedi entre le gouvernement et les étudiants, au terme de 20 heures négociations qui se déroulaient depuis vendredi, à Québec.

Les porte-parole de la FECQ, de la FEUQ et de la CLASSE ont dévoilé samedi soir la teneur de l'entente de principe conclue plus tôt dans la journée avec le gouvernement et d'autres intervenants du secteur de l'éducation.

Selon l'entente, la hausse des droits de scolarité serait maintenue et compensée par une réduction équivalente des frais institutionnels obligatoires (FIO), dès l'automne 2012.

La facture étudiante demeurera donc inchangée tant qu'un conseil provisoire siègera, a expliqué la FEUQ dans un document obtenu par l'Agence QMI avant la conférence de presse des porte-parole étudiants.

Ce conseil discutera, entre autres, de la gestion des universités. Le comité devra réévaluer les dépenses des universités et éliminer les dépenses qui ne se sont pas liées aux missions fondamentales (publicités, fonds immobiliers).

«Nous pourrions corriger la dérive de la gestion. Les sommes dégagées par les travaux de ce conseil seront intégralement réinvesties pour faire diminuer la contribution étudiante», a expliqué Gabriel Nadeau-Dubois, de la CLASSE.

Les montants épargnés par cette réévaluation permettraient de diminuer la contribution étudiante.

«On parle d'un gel théorique. On ne fera pas payer les étudiants si on n'a pas prouvé qu'on a besoin de l'argent», a affirmé Léo Bureau-Blouin. De plus, les étudiants conservent les concessions faites par le gouvernement dans la « solution globale » présentée par la ministre Beauchamp le 27 avril. «Ainsi, la contribution parentale demeure à la hauteur de 45 000 \$ et un conseil permanent des universités sera aussi créé pour

assurer à long terme le développement et la cohérence du réseau universitaire», peut-on lire dans le communiqué de la FEUQ.

«Ce qui est important pour nous, c'est le montant que les étudiants vont payer. L'argent c'est de l'argent. On ne se lance pas dans un débat sémantique. On parle de pacte gagnant-gagnant. La hausse n'est pas nécessaire», a réitéré Léo Bureau-Blouin.



Photo: Agence QMI

La hausse est maintenue, dit Mme Beauchamp

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp se dit satisfaite par cette entente de principe, mais admet que certains désaccords existent toujours. «On pouvait sûrement trouver un point de rencontre, trouver un espace de discussion. Cet élément, c'est autour de la gestion des universités.»

Mme Beauchamp s'est toutefois faite plus vague sur la question de la compensation équivalente de la hausse des droits de scolarité, telle que présentée par les porte-parole étudiants, en disant que c'était un objectif, mais qu'on ne sait si on va l'atteindre. «La hausse des droits de scolarité est maintenue. Dans la mesure où il y a des zones avec des économies, la facture pourrait être déduite des frais de scolarité.»

«S'il y a des gains d'efficacité, cette facture, en moyenne de 800\$, pourrait être réduite. Pour

2012, sur cette facture, l'étudiant recevra la facture. Un montant de 125\$ ne sera pas obligé de payer tout de suite. À la lumière des travaux du comité, on saura la valeur des économies. On enverra la facture ajustée pour le paiement final», explique Mme Beauchamp.

Elle affirme qu'il ne s'agit pas d'un moratoire. «Je suis désolée qu'on utilise un vocabulaire qui n'a jamais été utilisé pendant les discussions.»

Mme Beauchamp croit que toutes les conditions sont mises en place pour permettre aux étudiants de retourner en classe.

Aux étudiants de décider

«C'est le début de la fin d'un conflit», a soutenu Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, une phrase qu'elle avait également lancée en après-midi pour commenter la conclusion de l'entente de principe.

En outre, les représentants ont indiqué que la grève étudiante se poursuivait pour l'instant et que les étudiants en grève devront décider si l'offre est acceptable ou pas.

«Après 12 semaines de grève, on va prendre le temps nécessaire de consulter les étudiants», a précisé Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE.

«Il n'y a pas de prise de position; il n'y a pas de recommandations. Nous expliquerons cette entente à nos membres », a ajouté le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

Mais, la FEUQ déplore le fait que le gouvernement reste complètement fermé à la question de la hausse des droits de scolarité. «La décision de ne pas parler de droits de scolarité, c'est dans un intérêt électoraliste. Clairement, le gouvernement fait le pari de garder la ligne dure. On ne fait pas de la petite politique sur l'avenir des étudiants et des jeunes», a lancé Martine Desjardins.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Le conseil général du PLQ éclipsé par le conflit étudiant – Mise à jour le samedi 05 mai 2012 à 19 h 51 HAE



Les militants libéraux réunis en conseil général à Victoriaville ont poursuivi leurs travaux samedi, éclipsés quelque peu par [l'entente intervenue en journée](#) dans le conflit étudiant.

Les quelque 500 militants du PLQ, confinés à l'intérieur en raison de la manifestation en cours devant l'hôtel où se tient leur conseil, se sont affairés à finaliser le programme électoral du parti.

Malgré les craintes d'un nouvel épisode de violence, les militants sont parvenus à se concentrer sur les travaux en cours. Les manifestations en cours devant l'hôtel [samedi ont été pacifiques](#).

« Les gens continuent à faire leur travail », dit Raymond Bernier, député de Montmorency et président de la Commission des relations avec les citoyens. « Il ne faut pas s'en cacher, [un situation] comme hier soir, ça a un impact. Les gens sont peut-être plus nerveux, mais il reste qu'aujourd'hui c'est beaucoup plus calme », ajoute-t-il.

Ce militant libéral de longue date indique qu'aucun « changement majeur » n'est prévu dans le cadre de ce conseil et qu'il s'agit surtout de « raffiner la plateforme électorale ».

Les critiques à l'endroit du gouvernement libéral sur sa façon de gérer la crise étudiante ont été plutôt rares.



Comlan Amouzou

Lors d'une présentation du ministre des Finances Raymond Bachand pour justifier la position son gouvernement sur les droits de scolarité, en milieu d'après-midi, de rares militants ont tenu des propos critiques, tranchants avec les nombreux commentaires favorables.

« On aurait dû rencontrer les étudiants très tôt », a soutenu peu après son passage au micro Comlan Amouzou, représentant de la circonscription d'Outremont et militant libéral depuis plusieurs années : « Quand il s'agit de la jeunesse, aucun sacrifice n'est trop grand ».

« Dans une famille, quand les enfants ne sont pas d'accord, on ne boude pas les enfants. On fait un conseil de famille. »
Comlan Amouzou, militant libéral

Il déplore notamment que la commission jeune du parti ne se soit pas fait entendre tout au long de la crise.

La ministre de l'Éducation Line Beauchamp, qui devait participer à cette conférence sur la hausse des droits aux côtés du ministre Bachand, n'a pu y être, retenue à Québec par les négociations avec les étudiants.

En complément



Vidéo - [L'analyse de Pierre Duchesne](#)



Vidéo - [Josée Thibault fait le bilan du conseil général.](#)

LE SOLEIL : Crise étudiante : une entente est conclue - Publié le samedi 05 mai 2012 à 15h25 | Mis à jour le samedi 05 mai 2012 à 23h54



Le Soleil, Yan Doublet

Les ministres Michelle Courchesne, Alain Paquet et Line Beauchamp à l'issue des négociations.

Samuel Auger, Le Soleil

(Québec) Après 12 semaines de grève et une ultime séance de négociations de 23 heures, le gouvernement libéral a conclu samedi vers 15h une entente de principe avec les quatre associations étudiantes. Dans les prochains jours, les leaders étudiants - qui parlent seulement d'une offre - soumettront ce qu'ils qualifient de moratoire de six mois à leurs membres.

L'entente de principe ne touche pas à l'épineuse question des droits de scolarité. Le gouvernement de Jean Charest ira donc de l'avant avec sa hausse de 1778,70\$ pour les sept prochaines années.

Mais les libéraux compenseront toutefois cette hausse des droits de scolarité en réduisant les frais institutionnels obligatoires (FIO, ou encore les frais afférents). Ces derniers atteignent plus de 600\$ par année pour certains étudiants. Ils sont toutefois variables selon les universités et les départements, et incluent une myriade de

frais obligatoires: inscription, technologies, vie étudiante, assurances, sports et loisirs.

Pour l'automne prochain, les étudiants disent décrocher dans les faits un gel de leur facture globale. Les droits de scolarité bondiront de 127\$ par session; le gouvernement libéral y tenait. Mais les FIO seront aussi réduits de 127\$. Conséquence: un étudiant ne paiera pas un sou de plus à l'automne pour étudier au Québec; seule la composition de sa facture sera modifiée.

Dénicher des économies

Par la suite, la mécanique se corse (lire l'autre texte). Un conseil provisoire aura pour mandat de dénicher des économies à même les universités québécoises. S'il réussit, la facture des étudiants demeurera gelée. Sinon, elle grimpera en flèche. Samedi, les leaders étudiants ont accepté ce pari.

Car l'entente de principe contient les signatures de toutes les associations étudiantes mobilisées depuis des semaines pour dénoncer la hausse des droits de scolarité, soit la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ) et la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). En signant le document, les leaders étudiants ont convenu de soumettre l'offre à leurs membres.

Les porte-parole des fédérations étudiantes ont procédé à une courte déclaration à leur sortie des négociations en insistant sur l'importance de laisser leurs membres sceller le sort du conflit. Ils ont aussi refusé de parler d'entente de principe, préférant parler d'une nouvelle offre gouvernementale.

«Après 22 heures de discussion, on a eu une offre, qu'on va devoir soumettre à nos membres la semaine prochaine. Il va y avoir des assemblées générales qui vont se positionner sur cette offre-là. Donc, ce n'est pas la fin, mais c'est un début de fin», a lancé la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, qui a parlé de rencontres «respectueuses» et «fructueuses».

«C'est une offre, ce n'est pas la fin de la grève», a ajouté le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois. «Ce seront les assemblées générales qui se positionneront sur le contenu de cette offre-là.» Les dirigeants de la CLASSE ne donneront aucun mot d'ordre à leurs membres.

Le président de la FECQ ne recommandera pas lui non plus à ses membres d'entériner le document. «Il n'y aura pas de recommandation formelle de notre part», a soutenu Léo Bureau-Blouin. «On va expliquer le contenu de cette offre-là, et par la suite on va tenir des assemblées, le plus rapidement possible, pour que les étudiants de la base, eux, puissent se prononcer. Et on va prendre le bâton du pèlerin pour expliquer.»

Comme ses collègues, Léo Bureau-Blouin n'a pas voulu qualifier l'entente de principe. «On ne veut pas interférer», a insisté le leader étudiant. «Ce sont les balises sur lesquelles on s'est entendus.»

«On va la soumettre avec la même ouverture qu'on a eue dans tout le processus de négociations», a soutenu pour sa part le président de la TaCEQ, Paul-Émile Auger.

Les principaux chefs syndicaux de la province, Réjean Parent (CSQ), Louis Roy (CSN) et Michel Arsenault (FTQ) se sont dits satisfaits de ce rè-

glements provisoires. Les trois syndicalistes se trouvaient autour de la table de négociations. Le président de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne, était aussi présent à la rencontre et a déclaré souhaiter un retour rapide des étudiants en classe dans les prochains jours. À l'heure actuelle, 164 508 étudiants et cégépiens sur 485 832 sont en grève au Québec.

Un pari à relever

À défaut d'avoir fait reculer le gouvernement de Jean Charest sur la question des droits de scolarité, les leaders étudiants disent avoir obtenu un gel pendant six mois de leur facture globale. Et ils ont fait le pari de prouver dans les prochains mois leurs prétentions comme quoi les sommes

manquantes au réseau se trouvent à même les universités.

Le gouvernement ne bronche pas sur les droits de scolarité, mais il compensera en totalité cette hausse par une réduction des frais institutionnels obligatoires (FIO). Plus 127\$ dans une colonne, moins 127\$ dans l'autre, analysent les étudiants. Seulement pour l'automne prochain.

Pour Léo Bureau-Blouin, de la Fédération étudiante collégiale du Québec, «on peut parler d'un gel théorique». La ministre de l'Éducation Line Beauchamp a toutefois rejeté du revers de la main toute notion de moratoire ou de gel.

Un comité provisoire - appelé à devenir un comité permanent - s'attaquera d'ici là à la question

de la gestion des universités. Élus, recteurs, et étudiants y participeront. Un rapport est attendu pour décembre prochain. Si le comité conclut que des économies sont envisageables dans les universités, la facture des FIO sera réduite du montant équivalent. Sinon? Pas de réduction, et une facture à la hausse.

À noter que l'entente de principe conclue samedi maintient les bonifications de la solution globale de la semaine dernière. 39 millions\$ seront transférés en bourse, les prêts seront bonifiés pour les ménages gagnant 100 000\$ et moins, et le seuil de revenu familial pour décrocher une bourse passera de 35 000\$ à 45 000\$.

TVANOUVELLES: Conseil général du PLQ: Sous haute surveillance - Première publication samedi 5 mai 2012 à 14h11

TVA Nouvelles

Il n'y avait pas que des militants au centre des congrès de Victoriaville samedi matin pour le conseil général du Parti libéral du Québec (PLQ), beaucoup de policiers y étaient aussi afin de s'assurer du bon déroulement de l'évènement.

À la suite de [la manifestation qui s'est terminée en émeute vendredi soir](#), les policiers de Victoriaville et le Groupe d'intervention tactique étaient présents samedi, à l'extérieur comme à l'intérieur du centre des congrès.

Malgré tout, les activités prévues à l'horaire du congrès samedi se sont poursuivies.

Même si Jean Charest refuse de parler d'élections prochaines, les militants ont discuté de la question à travers deux ateliers.

Pendant ce temps à Québec

Le PLQ a tout de même dû expliquer sa décision de tenir son Conseil général presque au même moment où les négociations entre le gouvernement et les associations étudiantes reprennent, avec, à la table, de nouveaux acteurs: les dirigeants des cégeps, des universités et des centrales syndicales.

Certains déplorent le fait que cette rencontre très importante qui pourrait mettre fin à la grève, n'ait pas eu lieu avant.

«Ce n'est pas parce que vous tirez sur le pissenlit qu'il pousse plus vite», a répliqué le ministre de la Justice Jean-Marc Fournier.

Quant au ministre des Finances Raymond Bachand, il affirme qu'il est «passé minuit pour les sessions».

Émeute

Ce qui a aussi fait jaser dans les corridors du centre des congrès, ce sont les violences de vendredi soir alors qu'une manifestation qui se voulait pacifique s'est transformée en émeute.

«À l'intérieur, nous on n'a rien vu, mais quand on voit les images à la télévision, c'est pas très édifiant pour notre jeunesse, pas du tout», a déclaré le ministre du Travail Lise Thériault.

Pour sa part, le ministre de la Santé, Yves Bolduc considère «qu'il n'y a aucun élément qui peut justifier de tirer des blocs de béton et des morceaux d'asphalte (...) j'ai été coroner, ça peut tuer quelqu'un.»

Le Conseil général du PLQ s'est tenu tout l'après-midi samedi, alors que quelques manifestants s'étaient rassemblés devant le centre des congrès de Victoriaville.

TVANOUVELLES: Conflit étudiant: Un accord conclu avec les étudiants - Première publication samedi 5 mai 2012 à 13h46 - Mise à jour : samedi 5 mai 2012 à 18h08

TVA Nouvelles

Une entente de principe a été conclue samedi entre le gouvernement et les étudiants, au terme de négociations qui se déroulaient depuis vendredi, à Québec. Les détails seront dévoilés ce soir, à 20h00.

Contenu de l'entente

Le contenu de l'entente n'a pas été dévoilé, par contre, Jean Lapierre, chroniqueur pour TVA Nouvelles, a appris que le gouvernement maintiendrait la hausse des frais de scolarité comme il a été convenu dans le dernier budget. Cependant, les frais afférents des universités seront diminués.

Gouvernement

Line Beauchamp, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport: «C'est une rencontre intensive qui nous a permis d'avoir une entente de principe. Les associations vont soumettre cette entente de principe à leurs membres et nous espérons que les étudiants retourneront en classe bientôt. Par respect pour le climat de négociation, nous nous sommes entendus que le contenu de l'entente va être dévoilé qu'en début de soirée. Lorsqu'il y a une entente, chacun a fait un bout de chemin, mais je prend le temps de dire que c'est une entente qui est à ;a satisfaction du gouvernement.» Pour son allocution, Mme Beauchamp se trouvait en compagnie de Michelle Courchesne, présidente du Conseil du Trésor et d'Alain Paquet, ministre délégué aux Finances.

[Actualité](#) | [Éducation](#)

Jean Charest, premier ministre du Québec: «On aura l'occasion d'en reparler, ce qu'on veut, c'est la paix, on veut permettre aux étudiants de reprendre leurs cours, on veut prendre de bonnes décisions pour l'avenir du Québec. On va prendre ça une étape à la fois, ça s'est bien passé au cours des dernières heures les gens ont travaillé fort, dans les heures qui viendront nous pourrions en dire plus.»

Fédérations étudiantes

Martine Desjardins, présidente de la FEUQ: «C'est le début de la fin du conflit».

Gabriel Nadeau-Dubois, le porte-parole de la CLASSE: «Après plus de 20 heures de dialogue, il y a eu une offre formelle déposée par la ministre Beauchamp et la ministre Courchesne. Le contenu sera développé plus tard en soirée, on va d'abord présenter le contenu à nos membres. C'est une offre, ce n'est pas la fin de la grève, ce seront les assemblées générales qui décideront». Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ: «Nous allons faire une rencontre avec nos associations ce soir et on va expliquer le contenu, on va tenir le plus rapidement possible des assemblées. Il n'y aura pas plus de commentaires sur le contenu, car on veut réserver l'exclusivité à nos membres.»

Simon Gosselin, président de la TaCEQ: «On est satisfait qu'on y ait mis du nôtre, le gouvernement aussi, ce sera aux étudiants de décider ce qu'ils font de cette offre.»

Les associations étudiantes ne feront pas de recommandations aux assemblées générales. On ne dira pas si on est favorable ou non à l'offre.

Associations syndicales

Louis Roy, président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), confirme qu'une entente a été conclue. «Pour l'ensemble de la population du Québec, c'est une excellente nouvelle aujourd'hui que les associations étudiantes et le gouvernement en sont venus, enfin, à une entente.»

«Le contenu sera développé ce soir, ce que je peux vous dire c'est qu'on est très heureux [...] on a les éléments qu'il faut pour une sortie de crise» explique le président et directeur général de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne.

CRÉPUQ

Luce Samoisette, CRÉPUQ «Nous on est très heureux les recteurs d'avoir signé cette entente de principe. On a convenu qu'on ne discuterait pas des détails. Évidemment, on souhaite tous un retour en classe rapide, on est confiant, mais ça doit être soumis aux associations étudiantes.» Les négociations ont eu lieu depuis 16h00 vendredi et ont duré toute la soirée et toute la nuit. Il semble que personne n'ait quitté la table de la nuit.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Entente : La hausse est maintenue et sera compensée - Publié le: samedi 05 mai 2012, 13H44 | Mise à jour: dimanche 06 mai 2012, 24H22

Vidéo : Louis Roy de la CSN et l'offre du gouvernement, 5 mai 2012, Journal de Québec Elizabeth Laplante / Agence QMI

Selon l'entente de principe conclue entre le mouvement étudiant, le gouvernement et les autres intervenants du milieu de

l'éducation postsecondaire, samedi, la hausse des droits de scolarité serait maintenue et compensée par une réduction équivalente des frais institutionnels obligatoires (FIO), dès l'automne 2012.

Les représentants de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) ont rendu



public le contenu de l'offre en milieu de soirée, à l'occasion d'une conférence de presse. La facture des étudiants demeurerait donc inchangée tant qu'un conseil provisoire siègera, a expliqué la FEUQ dans un document obtenu par l'Agence QMI avant la conférence de presse. Ce conseil provisoire aura pour mission de se pencher sur la gestion des universités québécoises, avec comme mandat précis de réévaluer les dépenses des universités et de déposer un rapport d'ici décembre 2012. «Les sommes dégagées par les travaux de ce conseil seront intégralement réinvesties pour faire diminuer la contribution étudiante», a précisé le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, samedi soir. «S'il y a des gains d'efficacité et bien tant mieux», a pour sa part déclaré la ministre Line Beauchamp lors de son propre point de presse. La ministre s'est également dite satisfaite de la signature de cette entente de principe. «Toutes les conditions sont mises en place pour permettre aux étudiantes, au cours des prochains jours, de suivre leur cours, de passer leurs examens.» Mme Beauchamp s'est toutefois faite plus vague sur la question de la compensation équivalente

de la hausse des droits de scolarité, telle que présentée par les porte-parole étudiants, en disant que c'était un objectif, mais qu'on ne sait si on va l'atteindre. Par ailleurs, les étudiants conservent les concessions faites par le gouvernement dans la «solution globale» présentée par la ministre Beauchamp le 27 avril. «Ainsi, la contribution parentale demeure à la hauteur de 45 000 \$ et un conseil permanent des universités sera aussi créé pour assurer à long terme le développement et la cohérence du réseau universitaire», peut-on lire dans le communiqué de la FEUQ. **La décision entre les mains des étudiants** «C'est le début de la fin d'un conflit», a soutenu Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, une phrase qu'elle avait également lancée en après-midi pour commenter la conclusion de l'entente de principe. En outre, les représentants ont indiqué que la grève étudiante se poursuivait pour l'instant et que les étudiants en grève devront décider si l'offre est acceptable ou pas en assemblées générales, au cours des prochains jours. «Après 12 semaines de grève, on va prendre le temps nécessaire de consulter les étudiants», a

précisé Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE. «Il n'y a pas de prise de position; il n'y a pas de recommandations. Nous expliquerons cette entente à nos membres», a ajouté le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin. Les associations étudiantes se sont toutefois dites déçues sur le fait que la question des frais de scolarité n'ait pas été abordée de front lors des discussions. Il aura fallu quelque 22h de discussions avant d'en arriver à cette entente de principe.

[Afficher 1-78 de 339 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 2 commentaires \(Québec\)](#)

- Ray D'accord pour le gel des frais de scolarité, mais gelons le salaire des profs...)
- monacooo1 Entièrement d'accord avec vous. Les profs. qui ont manifesté avec les étudiants ont manqué de classe. Ou ont-t-ils peur des étudiants ????????

LA PRESSE : Pauline Marois justifie son carré rouge - Publié le samedi 05 mai 2012 à 10h47



Photo: PC
Pauline Marois, la chef du Parti québécois, porte le carré rouge, symbole de la lutte contre la hausse des droits de scolarité. Philippe Teisceira-Lessard, La Presse Au lendemain d'une violente émeute éclair à Victoriaville, la chef du Parti québécois a défendu

au cours d'un discours le carré rouge qu'elle arborait toujours sur son tailleur, samedi matin. Il s'agit du symbole de la lutte contre la hausse des droits de scolarité et pas celui des casseurs, a-t-elle fait valoir, devant le Conseil national de sa formation politique. Tirant à boulets rouges sur le «leadership autoritaire fondé sur la division» de Jean Charest et sur ses «blagues ignobles», Mme Marois a aussi vivement critiqué les manifestants mal intentionnés qui se sont rendus à Victoriaville pour y faire de la casse. «Ça n'excuse en rien les casseurs que nous avons vus hier à Victoriaville», a-t-elle fait valoir, en référence à la gestion du conflit étudiant par le gouvernement Charest. Les casseurs de Victoriaville, «ce sont des voyous et il faut les traiter comme tels», a-t-elle dit.

«Attention aux amalgames: ces voyous, ils n'ont rien à voir avec la jeunesse québécoise. Nous pouvons être pour ou contre la hausse des droits de scolarité, mais nous ne pouvons pas être contre la jeunesse québécoise.»

Corruption

Tablant sur les manchettes de la semaine, Pauline Marois s'en est aussi pris au gouvernement sur le thème de la corruption. Chaque fois que le Parti libéral du Québec prend le pouvoir au Québec, le gouvernement suivant doit lutter contre les «nids de corruption» qui gangrèment l'État québécois, a-t-elle relaté. Ce fut le cas en 1976 et en 1994, jure Mme Marois. «Si Jean Charest a été aussi dur avec nos enfants, c'est pour faire oublier qu'il a été mou envers la corruption. On va s'en souvenir», a-t-elle assuré.

LA PRESSE: Inquiets, des étudiants optent pour des universités hors Québec - Publié le samedi 05 mai 2012 à 05h00 | Mis à jour le samedi 05 mai 2012 à 11h39



Patrick Woodbury, LeDroit
Seulement à l'Université d'Ottawa, les demandes d'admission de cégépiens québécois ont bondi de 11 %.
Gabrielle Duchaine, La Presse
Alors que prend fin la 12e semaine de grève étudiante, de plus en plus de jeunes Québécois se tournent vers les autres provinces pour s'assurer une place dans une école ouverte et fonctionnelle en septembre prochain. Déjà, des universités francophones de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick remarquent une hausse du nombre de demandes d'admission et

d'information de la part d'élèves d'ici, a appris La Presse. Seulement à l'Université d'Ottawa, les demandes d'admission de cégépiens québécois ont bondi de 11 %. L'Université de Moncton a pour sa part reçu de nombreux appels d'élèves désirant s'informer des programmes et des dates limites pour envoyer une requête. «Plusieurs ont fait référence à la grève. Nous recevons des inscriptions jusqu'au 31 août, alors on n'a pas encore de chiffres, mais il ne serait pas surprenant qu'il y ait une augmentation de la présence de Québécois», dit la porte-parole du campus Moncton, Thérèse Thériault. Son collègue au campus d'Edmundston, situé à moins de 20 kilomètres de la frontière, est du même avis. «On n'a pas encore ressenti les secousses, mais il est encore tôt. Si le conflit perdure, on va avoir des retombées», note le responsable des communications. Selon lui, c'est le programme de foresterie, qui se donne seulement à deux universités au Canada, à Edmundston et à l'Université Laval, qui risque d'être parmi les plus demandés.

3000 \$ de plus

Pour s'y inscrire, les étudiants devront payer annuellement plus de 3000 \$ de plus qu'au Québec si on ne compte pas la hausse annoncée par les libéraux. Même chose ou presque en Ontario, où les droits de scolarité sont deux fois plus élevés que les nôtres, actuellement de 2168 \$. «C'est très dommage comme situation, mais on ne peut pas en vouloir à ces étudiants de désirer s'instruire», note un porte-parole du Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec, Laurent Proulx, dont quelques amis songent sérieusement à faire le saut. «Je m'inquiète qu'ils ne veuillent pas revenir au Québec après», dit le jeune homme derrière la première injonction forçant le retour en classe. «C'est à l'université qu'on se fait un réseau social.» À la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, on se fait rassurant. «Selon des données préliminaires que nous ont transmises les universités, rien ne laisse croire qu'il y aura une baisse des inscriptions. Ce n'est pas une préoccupation pour le moment», insiste le PDG, Daniel Zizian. Mentionnons toutefois que les cégépiens ont le droit de déposer des demandes dans plus d'un établissement, dont certaines hors Québec.



LE SOLEIL : Mobilisation étudiante: des élèves du secondaire veulent s'impliquer - Publié le samedi 05 mai 2012 à 05h00

Baptiste Ricard-Châtelain, Le Soleil (Québec) Des élèves de l'école secondaire Joseph-François-Perrault du centre-ville de Québec veulent se joindre au mouvement de contestation contre la hausse des droits de scolarité universitaires. Ils se réuniront en assemblée générale lundi midi, au déplaisir de la direction qui a cru bon intervenir auprès de tous

les jeunes et de leurs parents afin d'éviter «des initiatives organisées par des élèves qui pourraient perturber notre fin d'année scolaire».

Une pétition circule dans les murs de l'institution, des tracts ont été distribués par des élèves militants: «Nous serons les plus touchés par cette hausse, il est donc temps d'envisager nos champs d'action.» La faune étudiante de l'établissement planté sur le chemin Sainte-Foy, au coin de la rue Sherbrooke, devrait ainsi voter, en début de semaine, sur sa participation ou non au débat.

La directrice Monique Drolet a répliqué en effectuant une tournée des classes et en communiquant avec les parents: «Je tiens à vous informer que certains élèves de l'école prennent divers moyens pour sensibiliser le gouvernement au fait que des jeunes du secondaire sont contre l'augmentation des frais de scolarité à l'université, écrit-elle. [...] Nous considérons important de vous transmettre ces informations afin de vous permettre de discuter des impacts que pour-

raient avoir des initiatives organisées par des élèves et qui pourraient perturber notre fin d'année scolaire. Nous souhaitons éviter de telles situations. [...] Tous les élèves de l'école ont été rencontrés par la direction cet après-midi dans le but de leur rappeler leur devoir d'être assidus à tous leurs cours d'ici la fin de l'année et de concentrer leur énergie à leurs études afin de s'assurer une fin d'année scolaire dans la réussite.»

Jean-Pierre Roy, le père d'une élève de première secondaire, a été sonné. «Que la direction intervienne pour essayer d'encadrer le tout, ça, c'est normal. Mais ils auraient pu les accompagner plutôt que de freiner leur élan.» La préparation de l'assemblée, la rédaction d'un procès-verbal, l'apprentissage des règles démocratiques... l'école aurait dû profiter de l'expérience pour nourrir l'intellect des jeunes, pense-t-il.

«J'ai un parti pris», admet Jean-Pierre Roy, ouvertement opposé à la hausse des droits de scolarité. Aujourd'hui infirmier, il prodigue d'ailleurs les premiers soins durant les grandes manifestations, dont celles qui animent Victoriaville. Il ne souhaite toutefois pas que les élèves de l'école Joseph-François-Perrault se fassent imposer un point de vue dans le débat. «Je veux juste qu'on offre un accompagnement à la vie citoyenne. L'important, c'est l'exercice démocratique qui devrait être favorisé.»

Prise de position

La dénonciation du père circule dans les réseaux sociaux les plus fréquentés, Facebook et Twitter. «La direction de l'école a rencontré tous les élèves de l'établissement pour tenter de casser leur initiative, y écrit M. Roy. Pas simplement en les décourageant de tenir une telle assemblée et de faire grève, mais également en prenant position pour la hausse.» Quelques internautes invitent leurs «amis» à écrire à l'institution d'enseignement afin de critiquer la directrice, surtout parce qu'elle aurait livré une «propagande» favorable à la hausse.

Le secrétaire général de la commission scolaire de la capitale, Erick Parent, a effectivement reçu «quelques messages dans la boîte vocale et quelques courriels». Certains parents critiquent, d'autres appuieraient la décision de l'établissement.

M. Parent nie toute partialité de son employée en faveur de la hausse des droits de scolarité. «Une organisation n'a pas à prendre position.» Il souligne toutefois que la loi force la direction à assurer la sécurité des élèves et à garder tout le monde en classe jusqu'aux vacances estivales. «Les élèves doivent être en cours. On est au secondaire avec des jeunes mineurs. Il y a des petits de 12 ans et des grands de 17 ans. On est là pour favoriser leur réussite.»

LE SOLEIL : Mobilisation étudiante: négos au cœur du chaos - Publié le samedi 05 mai 2012 à 05h00



Le Soleil, Yan Doublet

Après près de cinq heures de débat, Martine Desjardins, Léo Bureau-Blouin, Paul-Émile Auger et Gabriel Nadeau-Dubois ont quitté temporairement la table pour lancer un appel au calme.

Samuel Auger et Marc Allard, Le Soleil (Québec) L'espoir d'un dénouement au conflit étudiant est réapparu hier soir à Québec dans un climat de haute tension. Pendant que les manifestations faisaient rage à Victoriaville, le gouvernement Charest discutait avec les étudiants, les syndicats de professeurs et les organisations représentant les cégeps et les universités lors d'une rencontre pour trouver une sortie de crise. Rien n'avait filtré tard hier soir de la teneur de ces discussions réunissant la ministre de l'Éducation Line Beauchamp et tous les acteurs principaux de la crise étudiante.

Après près de cinq heures de débat, les quatre leaders étudiants ont toutefois quitté temporairement la table pour lancer un appel au calme. Une condamnation unanime de la violence survenue à Victoriaville, au moment même où des images montraient un policier tabassé et des manifestants malmenés.

Même la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a condamné les dérapages survenus dans le Centre-du-Québec, soit un premier appel au calme lancé avec autant de force en près de trois mois de conflit. «La CLASSE désire revenir sur certaines

actions qui ont eu lieu à Victoriaville aujourd'hui. Des actions qui ont été inacceptables. On parle de gens qui ont été blessés, des violences volontaires envers des personnes. Pour nous, ce sont des actions que nous condamnons vertement», a lancé le porte-parole de l'aile la plus mobilisée du mouvement étudiant, Gabriel Nadeau-Dubois. «Ça s'inscrit dans une escalade de la tension, une escalade de la confrontation qui est inacceptable, et qui n'aide en rien à résoudre le conflit actuel. De son côté, la CLASSE va retourner immédiatement autour de la table des discussions. Nous croyons toujours au dialogue.»

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, a aussi cherché à faire baisser la tension d'un cran. «Je comprends que la tension est palpable et je crois qu'il ne faut pas céder à la violence. Dans un deuxième temps, on invite les corps policiers au calme. Je dois vous avouer qu'on a été choqués par plusieurs images qu'on a vues. Des jeunes, des vieux, sans distinction, qui se font blesser, très grave... Je pense qu'il y a une réflexion à amorcer du côté des corps policiers. Je dois avouer que je suis très inquiet pour la situation.» Pour la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, il est impératif d'adoucir le climat au Québec si les parties veulent conclure une entente. «On comprend que ce qui est en train de se passer inquiète bien des gens. On le rappelle, les discussions progressent. On demande encore une fois aux étudiants d'aller manifester de façon pacifique. C'est comme ça qu'on a réussi à avoir une table de discussions, et on veut y rester.»

Le droit de manifester est brimé au Québec, a quant à lui dénoncé le président de la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ), Paul-Émile Auger. «On appelle toutes les parties, les policiers et les manifestants au calme. Présentement, on est au tour de la table des négociations, on est à la recherche d'une sortie de crise», a-t-il indiqué.

Près d'une centaine de manifestants se sont par ailleurs déplacés à Québec devant les bureaux du ministère de l'Éducation, où se tenaient les discussions. Scandant des slogans contre la hausse des droits de scolarité, la foule est demeurée pacifique, et les forces de l'ordre ne sont jamais intervenues.

Débat polarisé

La CLASSE, qui avait été exclue des négociations, a été invitée plus tôt dans la journée avec la FEUQ, la FECQ et la TaCEQ.

La rencontre a commencé à 16h. Cette fois, les pourparlers incluaient aussi la Fédération des cégeps, la Conférence des recteurs et des principaux des universités (CREPUQ) et les trois principales centrales syndicales de professeurs (CSN, CSQ et FTQ).

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, estime que la présence de ces nouveaux joueurs à la table de négociations permettra de trouver plus vite une sortie de crise.

«En mettant tous les acteurs à la table, on va moins polariser le débat et peut-être ouvrir sur des éléments qui sont plus consensuels et donc trouver une solution plus rapide à cette crise-là», a dit Mme Desjardins, avant la rencontre.

La reprise des pourparlers entre le gouvernement et les étudiants survient au lendemain d'une discussion à Québec entre le premier ministre, Jean Charest, le président de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne, et le pdg de la CREPUQ, Daniel Zizian.

Étant donné la «situation critique» dans certains cégeps, M. Beauchesne était ravi de participer à la rencontre. «J'y vais avec plaisir parce que j'ai à coeur que nos sessions ne se perdent pas», a-t-il dit au Soleil.

Mercredi dernier, les négociations ont été rompues entre le gouvernement et les étudiants. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a exclu la CLASSE de la table de discussion, conduisant la FEUQ, la FECQ et la TaCEQ à se retirer de la table par solidarité.

La hausse des droits de scolarité au Québec s'insère dans un processus de privatisation mondiale de l'éducation, un processus dicté par une élite mondialiste dont Jean Charest fait partie.

L'entêtement du gouvernement Charest à vouloir augmenter les droits de scolarité, à bonifier les prêts étudiants et à instaurer un régime de remboursement proportionnel au revenu (RPR), cet entêtement est facile à comprendre lorsqu'on regarde de plus près d'où proviennent ces idées de réformes de l'éducation.

Il ne s'agit pas d'idées qui sont sorties du cerveau du Premier ministre ou de la ministre de l'éducation, ces idées viennent de l'extérieur, ces réformes ont été conçues loin du Québec, dans des institutions internationales à vocation de mondialisation. Le gouvernement du Québec suit un plan, un modèle concocté dans les grandes universités mondialistes comme la London School of Economics et promu par des institutions internationales toutes puissantes telles le Fond monétaire international, la Banque mondiale et l'OCDE.

Ce modèle a été fabriqué sur mesure pour satisfaire les besoins de l'entreprise privée (lire multinationales) et on peut aisément le décrire comme une privatisation mondiale de l'éducation supérieure. Le Premier ministre Jean Charest est quant à lui un complice enthousiaste de cette privatisation à l'échelle mondiale.

De l'Angleterre au reste du monde

Le programme mondial de privatisation du financement de l'éducation a débuté en Angleterre en 1998. Le gouvernement britannique avait à cette époque implanté le remboursement proportionnel au revenu. Ce concept qui a d'abord été mis de l'avant par l'économiste Milton Friedman a été repris par un autre : Nicholas Barr. Nicholas Barr est un professeur d'économie à la London School of Economics, il est un boursier Fulbright, il a travaillé pour la Banque mondiale, le FMI et il défend depuis les années 80 l'idée d'une privatisation du financement de l'éducation supérieure. Il fait également la promotion du remboursement proportionnel au revenu (RPR) pour s'acquitter d'une dette étudiante. Il a publié plusieurs ouvrages et articles à ce sujet. Dans un article publié en 2005 dans la revue Finance et développement (une publication mensuelle du FMI), Barr écrit : « Les réformes entreprises en Grande-Bretagne peuvent servir d'exemple à d'autres pays ». Il propose d'abord de décentraliser le financement (dehors le gouvernement, bienvenue secteur privé). Il propose, en deuxième lieu, de transférer aux étudiants le coût des études. Ces derniers devront s'endetter auprès de banques privées pour les payer. Et troisièmement, il suggère l'implantation d'un RPR pour rembourser la dette.

Selon Barr, le RPR permet de maintenir l'accessibilité aux études supérieures pour les moins fortunés. Il s'agit d'une logique douteuse. Selon lui, les diplômés qui auront un faible revenu annuel ne seront pas pénalisés puisqu'ils rembourseront leurs prêts en fonction d'un pourcentage de leurs revenus. Cependant, ils rembourseront pour une durée beaucoup plus longue leurs prêts étudiants.

Dans cette même logique, Barr affirme que l'on peut ainsi augmenter les droits de scolarité et même les intérêts sur les prêts, la durée du remboursement sera tout simplement prolongée. Barr oublie de mentionner dans toutes ses publications que plus on prend du temps à rembourser un prêts, plus on paie d'intérêts aux

banques. Donc, un diplômé pourrait se retrouver à payer deux fois le montant utilisé pour faire ses études. Et Barr oublie aussi de mentionner que l'endettement étudiant sous cette forme se traduit en un véritable esclavage bancaire. En fait, c'est probablement ce qu'il souhaite en secret.

Nicholas Barr, dans son article cité plus haut, ose se justifier en écrivant que « l'éducation tertiaire est souvent présentée comme un droit qui, en tant que tel, devrait être financé par l'État. L'alimentation est, elle aussi, considérée comme un droit fondamental, mais personne ne voit d'inconvénients à ce que les aliments aient un prix. » Sauf que dans la société, les riches mangent du caviar et que les pauvres se contentent de patates bouillies. C'est et ce sera la même chose dans le cas de l'éducation.

Les mesures prônées par Nicholas Barr et les institutions mondialistes qui payent son salaire ont été implanté en Australie, en Nouvelle-Zélande et aux Etats-Unis pour ne nommer que ceux-là et elles font maintenant leur entrée au Québec

Le cas du Québec

Au Québec, une réforme du régime de prêts et bourses a été entreprise en 2003-2004 afin de le privatiser. Cette année-là, 103 millions de dollars de bourses ont été convertis en prêts. De plus, ces prêts devaient à l'avenir être contractés auprès des institutions financières privées du Québec, des prêts qui sont garantis aux banques par le gouvernement en cas de non-paiement.

Une contestation étudiante a pris forme en 2005 pour dénoncer cette hausse des prêts. La FEUQ et la FECQ ont alors négocié une entente avec le gouvernement et le montant des prêts a été ramené, en 2006-2007, au niveau précédent la réforme. Toutefois, les étudiants se sont endettés pour environ 140 millions de dollars de plus durant cette période.

Cependant, la privatisation de l'endettement est restée intacte. Les étudiants doivent toujours emprunter aux banques privées pour financer leurs études. Le gouvernement garantit encore les prêts aux institutions financières. Ce sont des prêts sans risques pour les banques, gracieuseté du gouvernement Charest. Evidemment, les banques sont contentes.

Aujourd'hui, nous sommes témoins de la deuxième phase de cette privatisation. Le gouvernement Charest, dans la dernière proposition faites aux étudiants en grève, veut maintenant augmenter de nouveau les prêts étudiants et instaurer le RPR. Selon le communiqué émis par le gouvernement, « tous les étudiants dont le revenu des parents n'excède pas 100 000 \$ bénéficieront d'un prêt permettant généralement de couvrir les droits de scolarité et le coût du matériel scolaire. En 2016-2017, ce montant sera de 4 678 \$ pour 30 crédits ». Aussi, « les étudiants de la classe moyenne se verront accorder un prêt additionnel de 2 850 \$ ». Donc, « ces deux mesures permettront d'accorder annuellement des prêts additionnels à plus de 50 000 étudiants. »

En sommes, plus d'étudiants s'endetteront et leurs dettes finales seront plus élevées.

Pour bien comprendre ce qu'il en est, il faut se référer aux excellentes recherches de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), en particulier les travaux d'Eric Martin et de Simon Tremblay-Pépin. Eric Martin explique bien sur son blogue de l'IRIS comment le RPR est une mesure dangereuse. Il

cite l'économiste Claude Montmarquette, une référence privilégiée du gouvernement Charest :

« Un autre avantage est que le système RPR permet d'accroître les montants de prêts ou l'endettement des étudiants. En d'autres termes, si une contribution financière supérieure est demandée aux étudiants, le RPR est le système qui facilite cette décision. Soulignons que le RPR n'entraîne pas une hausse des frais de scolarité, mais le RPR est la meilleure façon d'y faire face sans compromettre l'accessibilité aux études. »

Monsieur Martin cite également avec justesse le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études :

« L'expérience étrangère montre que la mise en place d'un système RPR est souvent couplée à une hausse des frais de scolarité. Claude Montmarquette (rencontre du 17 octobre 2001 avec le CCAFE) pense, d'une part, que la hausse des frais de scolarité québécois est incontournable et que, dans ce cas, le système RPR est la meilleure forme qui soit pour en faciliter le remboursement. Il est simple de retourner l'argument : si le RPR assure une grande flexibilité de remboursement des emprunts et comme les syndicats étudiants sont favorables à l'implantation de ce système, il n'existe plus aucune barrière à l'augmentation des frais de scolarité une fois que le RPR est mis en place. »

En somme, Eric Martin décrit bien ce que représente véritablement le RPR et il voit juste lorsqu'il écrit que « le RPR est loin d'être une mesure d'aide aux étudiants. Il s'agit d'un morceau essentiel d'un nouveau dispositif de financement qui repose sur l'augmentation de l'endettement étudiant ». On peut citer l'Angleterre en exemple qui, après avoir instaurer le RPR, a procédé à plusieurs augmentations des frais de scolarités au détriment des étudiants britanniques qui ont vu leur endettement exploser.

L'IRIS a également publié le 8 mai 2011, une excellente recherche sur l'augmentation des droits de scolarité. Dans cette étude, intitulée « Faut-il vraiment augmenter les frais de scolarité ? Huit arguments trompeurs sur la hausse », les chercheurs Eric Martin et Simon Tremblay-Pépin détruisent un à un les arguments du gouvernement Charest. En voici quelques-uns :

- 1- Le gouvernement affirme que les universités sont sous-financées alors qu'elles souffrent plutôt d'un malfinancement, c'est-à-dire d'une mauvaise répartition des ressources.
- 2- Le gouvernement affirme que ce (prétendu) sous-financement menace la qualité de l'éducation et la valeur des diplômés alors que c'est la nouvelle vocation commerciale (privatisation) des universités qui réduisent l'éducation à une marchandise plus coûteuse et moins riche en contenu.
- 3- Selon le gouvernement, la hausse des droits de scolarité va renflouer les coffres universitaires, mais en fait, il s'agit plutôt d'une transition d'un mode de financement publique à celui d'un financement privé.
- 4- Le gouvernement soutient qu'en payant plus de droits de scolarité, les étudiants feront leur juste part. En réalité, les étudiants feront plus que leur juste part, car ces derniers devront travailler deux fois plus longtemps pour payer leurs études que dans les années 1970.
- 5- Le gouvernement ose dire que la hausse n'aura pas d'effet sur la fréquentation universitaire et, pourtant, si le Québec était conforme à la moyenne canadienne, 30 000 étudiants (qui sont aux études présente-



ment) n'auraient pas les moyens d'aller à l'université.

6- En définitive, l'étude de l'IRIS montre que la gratuité scolaire est relativement peu coûteuse et que son financement public est socialement équitable, alors que le gouvernement ose dire qu'il s'agit d'un projet irréaliste et potentiellement injuste pour la société.

A la lumière de ces informations, nul ne peut douter que le gouvernement Charest suit un modèle concocté par des économistes mondialistes qui doivent leur allégeance à des institutions internationales puissantes et non pas au peuple étudiant québécois. Les étudiants devront peut-être bientôt s'endetter pour la vie sans avoir l'assurance d'obtenir un emploi stable et bien rémunéré en cette période d'incertitude économique qui risque fort de se prolonger.

Le secteur privé se réjouit

Lorsque le gouvernement Charest a annoncé au début du mois d'avril qu'il bonifiait le programme de prêts et bourses et qu'il mettait en place le remboursement proportionnel au revenu, la chambre de commerce de Montréal s'est tout de suite réjoui ! En effet, cette dernière a émis un communiqué de presse dans lequel son président, Michel Leblanc, a félicité « la ministre de l'Éducation et le ministre des Finances d'avoir pris cette décision éclairée qui vient consolider l'accessibilité aux études supérieures ». C'est sûr que monsieur Leblanc était content car, comme il le dit dans le communiqué, « La Chambre proposait la mise en place d'un tel mécanisme en 2010 dans le Pacte pour un financement concurrentiel de nos universités ». C'est ce document, le Pacte pour un financement concurrentiel de nos universités, qui est derrière la décision du gouvernement de réformer le financement de l'éducation au Québec. Ce document a été signé par les individus suivants :

M. Michel Audet, ex-ministre des Finances du Québec
M. Lucien Bouchard, ex-premier ministre du Québec
M. Joseph Facal, ex-président du Conseil du trésor
Mme Monique Jérôme-Forget, ex-ministre des Finances du Québec et ex-présidente du Conseil du trésor.

Mme Françoise Bertrand, présidente-directrice générale de la Fédération des chambres de commerce du Québec

M. Yves-Thomas Dorval, président du Conseil du patronat du Québec

M. Michel Leblanc, président et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Mme Julie Bouchard, ex-présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM)

M. Youri Chassin, ex-président de la Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke (FEUS), ex-vice-président aux Affaires universitaires de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et ex-membre du Conseil permanent de la jeunesse

M. Hugo Jollette, ex-président de l'Association générale étudiante de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (AGEUQAT) et ex-trésorier de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)

M. Patrick Lebel, ex-président de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM) et du Conseil permanent de la jeunesse.

Étrangement, ce sont ces mêmes signataires qui publiaient le 2 mai dernier une lettre dans les quotidiens québécois dans lequel ils ont osé écrire : « Il est plus que temps de se ressaisir : il faut rétablir l'ordre, les étudiants doivent retourner en classe et tous les efforts doivent être déployés pour sauver une session déjà terriblement compromise. Voici une situation où, au-delà de toute allégeance politique, la population doit donner son appui à l'État, ultime responsable de la paix publique, de la sécurité des personnes et de l'intégrité de nos institutions. » Oui, le secteur privé se réjouit..., mais pas trop en ce moment.

Des arguments mondialistes

Selon l'aveu même du gouvernement Charest, la hausse des droits de scolarité est mise en place dans le but de permettre aux universités québécoises d'atteindre un niveau de « classe mondiale ». Qu'est-ce que cela veut dire ? Martin Lavallée, candidat à la maîtrise en histoire à l'UQAM, l'explique bien dans un article publié le 1er mai dernier dans le Huffington Post. Il ex-

plique que, selon la Banque mondiale, une université de calibre mondial en est une qui produit du « capital humain » destiné à un marché du savoir international au service de l'entreprise privée (les multinationales).

Monsieur Lavallée pose la bonne question : « La question est de savoir si les étudiants québécois sont prêts à payer davantage uniquement pour que leurs universités soient reconnues internationalement par une minorité d'individus se basant sur les critères d'un marché mondial néolibéral et pour répondre aux besoins des entreprises privées. Dans le débat actuel sur la hausse des droits de scolarité, cet enjeu fondamental mérite d'être davantage discuté. »

Comme je l'ai mentionné au début de cet article, la privatisation du financement de l'éducation (et du système en général) n'est pas une idée québécoise mais mondialiste. Monsieur Lavallée est visiblement d'accord avec ce constat facile à faire et il conclue son article ainsi : « Le problème qui se pose lorsqu'on veut connaître le bien-fondé de la hausse des droits de scolarité, c'est de savoir si la population québécoise est en accord avec l'orientation donnée à sa société et à son système d'éducation par notre gouvernement, orientation qui n'émane visiblement pas d'elle, mais plutôt d'une élite mondialisée qui poursuit ses propres objectifs. »

Conclusion

La privatisation mondiale de l'éducation est un fait. C'est un processus qui arrivera bientôt à son aboutissement si rien n'est fait pour l'arrêter. Cette privatisation est commandée par une élite mondialiste qui opère sur toutes les facettes de la vie humaine. Une énorme majorité des gouvernements du monde entier sont infiltrés, voire dominés par des agents de cette élite mondialiste ; de plus, les institutions mondialistes comme le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE et de nombreux think tanks travaillent au-dessus des gouvernements et dictent la marche à suivre.

Il est temps pour le peuple québécois de prendre en main l'avenir de l'éducation au Québec et de l'arracher des griffes du secteur privé qui ne travaille que pour ses propres intérêts et que pour ceux d'une élite impitoyable assise confortablement tout en haut de la pyramide planétaire. Ceci nécessitera probablement la création d'un nouveau pays libre du mondialisme, le pays du Québec.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Conseil général du PLQ : Jean Charest défend la hausse des droits de scolarité – Mise à jour le vendredi 4 mai 2012 à 23 h 13 HAE

Le premier ministre du Québec, Jean Charest, a défendu la décision de son gouvernement de hausser les droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans et attaqué ses adversaires politiques lors du discours d'ouverture du conseil général du Parti libéral, qui se déroule cette fin de semaine à Victoriaville.

« Dans ce dossier, il est temps que la raison prenne le dessus. Il est grand temps que les étudiants en boycott réintègrent leurs cours », a affirmé Jean Charest, qui estime que la hausse des droits de scolarité est « juste » et « équitable ».

« Gouverner, c'est prendre des décisions qui ne sont pas toujours faciles ni populaires, mais qui sont dans l'intérêt du Québec. »

Jean Charest

Il s'est d'ailleurs moqué de la chef du Parti québécois, Pauline Marois, affirmant qu'elle avait changé de position à plusieurs reprises à propos des droits de scolarité. Mme Marois n'a pas le sens des responsabilités ni le leadership nécessaire pour diriger le Québec, a-t-il ajouté.

« Nous avons fait le choix de défendre l'avenir de tous les Québécois. Pauline Marois a fait le choix, elle, du carré rouge. »

Jean Charest

Quant au chef de la Coalition avenir Québec, François Legault, ancien collègue péquiste de Pauline Marois, il s'agit d'un « souverainiste » et son parti est « la salle d'attente de péquistes déçus », a dit M. Charest, qui a répété à quelques reprises que les deux chefs formaient « l'équipe Marois-Legault ».

Un nouveau référendum briserait l'élan que le gouvernement du Parti libéral a donné au Québec depuis 2003, estime M. Charest qui a fait l'éloge de ses neuf années au pouvoir.

Le conseil général du PLQ, placé sous le thème « Ensemble pour un Québec plus grand », doit normalement permettre au parti de déterminer sa plate-forme électorale.

Juste avant le discours du premier ministre Charest, des centaines de personnes, dont des étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité, [manifestaient dans les rues de Victoriaville](#). Des actes violents ont eu lieu.

En complément



Vidéo - [Le compte rendu de Josée Thibeault](#)



Vidéo - [Vincent Marissal et Pierre Duchesne analysent les derniers développements.](#)

Vidéo - [Conseil général des libéraux sous haute surveillance](#)
[Les commentaires \(288\)](#)

Pour relire notre couverture en direct du discours du premier ministre Charest :

Bienvenue à cette couverture en direct.
par [La rédaction 4 mai 19:58](#)
Le premier ministre Jean Charest s'approche de la scène pour s'adresser aux militants libéraux.
par [La rédaction 4 mai 19:59](#)
Son discours marquera le début du conseil général du Parti libéral du Québec.
par [La rédaction 4 mai 20:00](#)
Les militants libéraux ovationnent Jean Charest.
par [La rédaction 4 mai 20:03](#)
Le président du PLQ, Marc Tanguay, prend la parole. Jean Charest suivra.
par [La rédaction 4 mai 20:04](#)
Discours de Marc Tanguay, prés. du PLQ...maintenant. Il parle des valeurs libérales.
#assnat #ggi #cgplq #manifavicto
par [dutchp via twitter 4 mai 20:05](#)
Charest: "Gouverner c'est prendre ds décisions qui ne sont pas tjs faciles, ni populaires mais qui sont ds l'intérêt du Qc." #assnat #cgplq
par [dutchp via twitter 4 mai 20:08](#)
Ds son discours, J Charest utilise l'analyse de Luc Godbout pour promouvoir sa proposition sur les droits de scol. #assnat #ggi #cgplq
par [dutchp via twitter 4 mai 20:11](#)
Le président du PLQ, Marc Tanguay, vient de terminer son discours. Ce sera au tour du premier ministre Charest.
par [La rédaction 4 mai 20:16](#)
Nouvelle ovation pour Jean Charest.
par [La rédaction 4 mai 20:16](#)
« Pendant ces 9 années, nous avons pris les meilleurs décisions pour les Québécois » - Jean Charest, a propos de ses 9 années au pouvoir.
par [La rédaction 4 mai 20:20](#)
« Depuis 2003, nous avons fait avancer le Québec. » - Jean Charest
par [La rédaction 4 mai 20:20](#)
« Nous avons créé 400 000 emplois depuis 2003 » - Jean Charest
par [La rédaction 4 mai 20:22](#)
« Le Québec fait mieux sous un gouvernement libéral en temps que crise, que sous un gouvernement péquiste en temps de croissance » - Jean Charest
par [La rédaction 4 mai 20:23](#)

Jean Charest parle d'économie au début de son discours.
par [La rédaction 4 mai 20:24](#)
« Nous avons réduit le fardeau fiscal des familles » - Jean Charest
par [La rédaction 4 mai 20:24](#)
« Nos politiques ont permis un recul de la pauvreté » - Jean Charest
par [La rédaction 4 mai 20:25](#)
L'éducation est la clé de la réussite de toutes les sociétés » - Jean Charest
par [La rédaction 4 mai 20:28](#)
« Depuis 2003, le taux de décrochage scolaire au Québec baisse » - Jean Charest
par [La rédaction 4 mai 20:29](#)
« Depuis 2003, le budget du ministère de l'Éducation a augmenté de 40 % » - Jean Charest
par [La rédaction 4 mai 20:30](#)
« Sous le Parti québécois de Marois et Legault, l'éducation, c'était un poste budgétaire que l'on pouvait couper. » - Jean Charest
par [La rédaction 4 mai 20:31](#)
Jean Charest fait maintenant le bilan de son gouvernement en matière de santé.
par [La rédaction 4 mai 20:32](#)
Jean Charest cite un éditorial du New York Times qui fait l'éloge du Plan Nord en tant que projet de développement durable.
par [La rédaction 4 mai 20:36](#)
« On va protéger la santé, on va protéger l'éducation, peu importe les circonstances » - Jean Charest
par [La rédaction 4 mai 20:38](#)
« La politique, c'est pas un long fleuve tranquille » - Jean Charest
par [La rédaction 4 mai 20:39](#)
Pour l'avenir du Québec, nous n'avons aucun autre choix. (...) Nos collègues et universités doivent être parmi les meilleurs, dit Jean Charest
par [La rédaction 4 mai 20:40](#)
Jean Charest défend la proposition globale du gouvernement soumise aux étudiants.
par [La rédaction 4 mai 20:40](#)
« Tous doivent faire leur juste part » - Jean Charest, parlant des droits de scolarité
par [La rédaction 4 mai 20:41](#)
Jean Charest cite l'économiste Luc Godbout

par [La rédaction 4 mai 20:41](#)
Voici l'analyse de Luc Godbout : [bit.ly](#)
par [La rédaction 4 mai 20:41](#)
« Il est temps que la raison prenne le dessus. Il est grand temps que les étudiants qui boycottent leur cours reprennent leur cours. » Jean Charest
par [La rédaction 4 mai 20:42](#)
Jean Charest attaque Pauline Marois, affirmant qu'elle a changé de position à plusieurs reprises à propos des droits de scolarité.
par [La rédaction 4 mai 20:43](#)
Voici l'offre globale du gouvernement Charest : [www.radio-canada.ca](#)
par [La rédaction 4 mai 20:45](#)
« Nous avons fait le choix de défendre l'avenir de tous les Québécois. Pauline Marois, elle, a fait le choix du carré rouge. » - Jean Charest
par [La rédaction 4 mai 20:46](#)
Pauline Marois n'a pas le sens des responsabilités et le leadership nécessaire pour diriger le Québec, dit Jean Charest.
par [La rédaction 4 mai 20:47](#)
Jean Charest parle de l'équipe Legault-Marois, deux souverainistes, dit-il.
par [La rédaction 4 mai 20:47](#)
Ce qui est important, c'est l'emploi et l'unité canadienne, dit Charest, pas la souveraineté.
par [La rédaction 4 mai 20:49](#)
« Nous sommes très fiers d'être Québécois. Nous sommes très fiers également d'être Canadiens » - Jean Charest
par [La rédaction 4 mai 20:51](#)
« On ne peut pas gérer le Québec à coup de gel » - Jean Charest
par [La rédaction 4 mai 20:52](#)
« Gouverner, c'est prendre des décisions qui ne sont pas toujours faciles ni populaires, mais qui sont dans l'intérêt du Québec. » - Jean Charest
par [La rédaction 4 mai 20:53](#)
Un référendum sur la souveraineté briserait l'élan du Québec, dit Jean Charest.
par [La rédaction 4 mai 20:54](#)
Jean Charest a terminé son discours.
par [La rédaction 4 mai 20:55](#)
Applaudissements nourris des militants.
par [La rédaction 4 mai 20:55](#)
Merci d'avoir suivi cette couverture en direct du discours de Jean Charest.
par [La rédaction 4 mai 20:56](#)

JOURNALDEMONTRÉAL : Grève : Lourde de conséquences - Publié le: vendredi 04 mai 2012, 23H03 | Mise à jour: samedi 05 mai 2012, 22H12

Vidéo : Félix Dumont , 5 mai 2012 , Journal de Montréal

Ce qu'ils ont dit

« Je risque de perdre une bourse de 15 000\$ pour laquelle j'ai travaillé très fort. Comment vais-je payer mes études ? »

- Félix Dumont,
Collège Maisonneuve

« La garderie de l'université est fermée pour l'été. Or, je devrai faire deux sessions en même temps. Où vais-je faire garder mon fils ? »

- Krystel Langlois-Mailloux,

Université de Montréal

« Je vais sûrement devoir reporter de six mois ma préparation pour l'examen du Barreau. Ma dette va grimper »

- Manuel Johnson,
UQAM

« Je me suis trouvé un travail dans l'armée. Je vais le perdre si je ne commence pas l'université, cet automne. Je suis très stressé »

- Francis Pomerleau,
cégep Édouard-Monpetit

Sarah-Maude Lefebvre

Perte d'une bourse, retard d'un an dans la scolarité, changement de plan de carrière... La grève n'est pas terminée, mais ses conséquences négatives se font déjà sentir pour plusieurs étudiants.

Au cours des derniers jours, le Journal a rencontré plusieurs étudiants pour discuter des conséquences qu'aura la grève sur leur cheminement scolaire, alors que le scénario de l'annulation de la session est de plus en plus évoqué.

Sans surprise, tous les étudiants interrogés, qu'ils soient pour ou contre l'augmentation des droits de scolarité, croient que leur parcours



scolaire ou leur travail sera compromis par la grève, qui dure depuis plus de 12 semaines.

Renoncer à une bourse de 15 000 \$

Rencontré plus tôt cette semaine près des pickets de grève qui l'empêchaient d'entrer dans son cégep, Félix Dumont, un finissant en sciences pures du Collège Maisonneuve, était franchement angoissé.

« L'administration envisage de nous faire reprendre certains de nos cours, en septembre,

lance l'étudiant de 18 ans. Ça pourrait compromettre mon entrée à l'Université McGill en génie électrique, qui est assortie d'une bourse d'excellence de 15 000 \$. Or, j'en ai besoin de cette bourse pour payer mes études. »

Retarder ses études d'un an

Félix Dumont est loin d'être le seul dans cette situation. Francis Pomerleau, un finissant du cégep Édouard-Monpetit, risque de perdre sa place dans le très contingenté programme de

génie aérospatial à l'École polytechnique de Montréal, en septembre prochain.

« Les admissions ne se font qu'à l'automne. Je devrai donc attendre un an, si mes cours sont prolongés jusque-là. Et ce n'est pas dit que j'aurais une place l'an prochain », désespère-t-il.

[Afficher 1-54 de 57 commentaires \(Montréal\)](#)

LA PRESSE : «Il est temps que la raison prenne le dessus», prévient Charest - Publié le vendredi 04 mai 2012 à 20h59



Photo : André Pichette, La Presse

«Il est temps que la raison prenne le dessus. Il est grand temps que les étudiants en boycott réintègrent leurs cours», a martelé Jean Charest, ovationné à l'ouverture du conseil général de son parti, à Victoriaville.

Denis Lessard, La Presse

(Victoriaville) Dans un centre des congrès assiégé par les manifestants, le premier ministre Charest n'a pas jeté du lest dans la négociation en cours avec les leaders étudiants.

«Il est temps que la raison prenne le dessus. Il est grand temps que les étudiants en boycott réintègrent leurs cours», a-t-il martelé, ovationné à l'ouverture du conseil général de son parti, à Victoriaville.

Son intervention devant les cinq cents délégués réunis en fin de semaine a été retardée de près d'une heure à cause du grabuge causé par les manifestants. Comme pour rompre avec l'atmosphère tendue, ils l'ont longuement ovationné à son arrivée, dans une salle où il y avait des rejets des gaz lacrymogènes.

«Je le reconnais, les décisions que nous avons prises n'ont pas toujours été faciles. Elles n'ont pas toujours été populaires. Vous ne me croirez pas, mais la politique n'est pas un long fleuve tranquille», a-t-il ironisé.

Pour l'essentiel, il a réitéré la proposition «globale» faite la semaine dernière avec sa ministre Line Beauchamp, une offre déjà jugée insuffi-

sante par les groupes étudiants. «Nous n'avons aucun autre choix», a-t-il martelé.

«À ce moment, tous les partenaires ont été invités à discuter des enjeux. Nous l'avons fait sincèrement, rigoureusement et ouvertement».

Pour lui, l'offre faite la semaine dernière «est juste et équitable», basée sur deux prémisses, tous doivent contribuer au financement des universités, mais les droits de scolarité ne doivent pas freiner l'accès à l'éducation. Avec cette formule, la part payée par les étudiants pour leurs études passe de 13 à 17 %. Il était de 25 % dans les années 1960.

La proposition de Québec était d'étaler sur sept ans au lieu de cinq la hausse de 1675 \$ annoncée en 2010. On bonifiait aussi le régime de prêts et bourses et arrimait le remboursement de la dette étudiante au revenu du jeune travailleur. Ses flèches les plus acérées étaient pour Pauline Marois, sur la question du financement des études supérieures. «Dans la même phrase, elle propose d'annuler, de rembourser, d'indexer, de geler et de considérer la gratuité», a-t-il lancé, rappelant une série de déclarations contradictoires de Mme Marois sur cette question, depuis dix ans.

Et de conclure : «Elle annoncera bientôt la gratuité indexée en soutenant que c'est pour elle une question de principe».

«J'ai choisi de défendre l'avenir de tous les Québécois. Mme Marois a choisi de porter le carré rouge», a-t-il soutenu.

Le sens des responsabilités et le leadership faisaient défaut à sa rivale, deux qualités essentielles pour être premier ministre, d'insister M. Charest.

Sous le PQ, avec Mme Marois et François Legault, «l'éducation était un poste budgétaire qu'on pouvait couper», a-t-il soutenu. De 1994 à 2002, ce poste avait augmenté de 1 % par année, bien en deçà de l'inflation.

«Avec Pauline Marois et François Legault, l'éducation s'est appauvrie, c'est inquiétant surtout quand ils promettent de recommencer», d'ajouter le chef libéral.

Rappelant qu'il y a neuf ans, vendredi, il formait son premier gouvernement, en avril 2003, sous le PQ, le chômage était à 9,3 % en dépit de la bonne conjoncture - on est actuellement à 7,9 % en période plus difficile économiquement.

Au passage, une autre flèche, en santé. Actuellement, 99 % des gens atteints du cancer ont un traitement de radio-oncologie en moins de quatre semaines. «Mme Marois leur proposait plutôt une randonnée de quatre heures aux États-Unis» a-t-il lancé.

Plus tôt, quelques milliers de manifestants étaient rapidement arrivés à faire sauter les barrières de protection disposées devant le centre des congrès. L'escouade anti-émeute était tout de suite à pied d'œuvre pour les endiguer, mais ils sont tout de même parvenus à briser quelques vitrines, tout près de la salle où se déroulerait le conseil national.

Pour le ministre des Transports, Pierre Moreau, ces démonstrations «ne sont pas ce que souhaitent les Québécois. Ils sont très majoritairement contre la violence, on doit réprouver les gestes de violence. Les gens que vous voyez lancer des roches n'ont pas le courage d'être à visage découvert. Ils mettent en danger la sécurité des autres, et ce qui est le plus sacré dans une société démocratique, le droit de s'exprimer».

Pour lui, le PLQ a eu raison de ne pas annuler l'événement en dépit des risques de grabuge. «Annuler une activité essentiellement démocratique où des idées s'expriment, ce serait reculer devant la violence et on ne peut faire ça».

Pour Michel Rochette, le directeur des communications du PLQ, le report du conseil général n'avait pas été envisagé. On l'a déplacé de Montréal à Victoriaville parce que le Centre Mont-Royal, envisagé à l'origine, présentait des problèmes nombreux pour la sécurité. Les organisateurs croyaient que le rassemblement tenu loin de Montréal serait moins une cible pour les étudiants en grève.

«Ici, il y a plus d'espace», explique-t-il derrière les vitrines qui, quelques minutes plus tard, allaient recevoir les projectiles des manifestants.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Conflit étudiant : Le NPD se joint au débat - Publié le: vendredi 04 mai 2012, 17H27 | Mise à jour: vendredi 04 mai 2012, 21H00



© Simon Clark

OTTAWA | Des néo-démocrates du Québec proposent de s'immiscer dans le conflit opposant les étudiants et le gouvernement du Québec en se prononçant en faveur d'une « accessibilité équitable » aux études supérieures.

La proposition vient de l'association de la circonscription d'Outremont du NPD. Elle sera débattue en fin de semaine, lors du conseil général de la section Québec du NPD, qui se déroule à Drummondville.

La motion stipule que la section Québec « réaffirme son engagement envers l'accessibilité à une éducation supérieure de qualité » et, pour ce faire, « se solidarise avec tous ceux et celles qui réclament, à l'heure actuelle, une accessibilité équitable à l'éducation supérieure de qualité pour tous ».

Critiques

Les libéraux et le Bloc québécois ont critiqué la proposition du NPD. Le député libéral fédéral Marc Garneau juge « inapproprié » pour des partis fédéraux de « commenter une situation qui relève du provincial ».

Il semble que ce soit aussi l'avis de M. Mulcair, qui, lors d'une question plus tôt cette semaine sur le conflit entre Québec et les étudiants, a catégoriquement refusé de se mêler au débat. Le chef du NPD avait alors fait valoir que « ces discussions devaient avoir lieu entre les associations étudiantes respectives et le gouvernement de la province ».

Dominique La Haye

Afficher 6 commentaires (Québec)

- Guest
Tiens l'autre gang d'opportunistes qui voudraient que le Harper s'immisce dans les compétences Provinciales du Qc POUR ENSUITE chiâler qu'Ottawa "s'ingère" dans les compétences.
Les politiciens du Qc sont vraiment toute une gang d'illuminée TOUT PARTI CONFONDU!...
- SD1972
????!!! dans mon livre a moi....les instances gouvernementales peu importe laquelle ...ne devrait en aucun cas s'immiscer et prendre parti dans quelconques des conflits ...le gouvernement opposition ou majoritaire ne devrait jamais se ranger derrière les manifestantsle ou les gouvernements devraient demeurer impartial et plutôt en débattre en chambre.....
C'est comme Marois qui porte le carré rouge ...qué ce ça !!!...djà qu'elle ne mettait pas sympathique avec ses convictions!!! ...et bien là elle vient de s'assurer que je ne voterai jamais pour elle....
Les leader gouvernemental doivent être impartial selon moi !!!...car sinon selon moi il favorise une partie du peuple plus qu'un autre NON??
- Guest
Tu on Qc des politiciens incompetents de ce type on en a à pleines pelles...et ils se font également élire pour s'asseoir à Ottawa.
- Gros cave
Annick Papillon!

- Daniel
CARRÉ BRUN - Parce que j'en ai plein le cul de la grève étudiante
- monacooo1
Au lieu de vous occuper du conflit étudiants au Québec vous feriez mieux d'assister aux débats du parlement. On voit plusieurs députés du NPD absents au parlement à Ottawa....

Afficher 7 commentaires (Montréal)

- Stech72
Je reprends mes propos qui ont peut paraître direct et irrespectueux je m'en excuse .. À force de lire des Trolls, on en vient à ne plus se respecté ici ..
Ce que je voulais dire . Je le donne en exemple .. Alexandre Boulerice député du NPD dans Rosemont est venu au collège de Rosemont de son propre chef donner un appuis social aux étudiants, mais en son nom seul jamais au nom du parti, car la ligne de parti au NPD , est que les débats provinciaux appartiennent qu'aux provinces et que le Chef du NPD Tomas Mulcair a été clair dans l'ingérence provinciale ...
DONC il est fort probable que les membres réunis a Outremont signal leurs appuis, mais de façon personnelle et non politique ... Primo pour éviter de froissé le chef et secondo par ce que ce n'est pas de leur juridiction . Dans le cas contraire , Charest aurait toute la légitimité de les envoyer paître et avec raison .
- Jenesuispasetudiante

- " Les libéraux et le Bloc québécois ont critiqué la proposition du NPD. Le député libéral fédéral Marc Garneau juge « inapproprié » pour des partis fédéraux de « commenter une situation qui relève du provincial ».
Il semblerait que les partis provinciaux ne soient pas en mesure de régler le conflit et que celui-ci dégénère rapidement! (quoique je parle peut-être à travers mon chapeau étant donné les négociations qui sont en cours, mais bon!) Pourquoi le fédéral ne pourrait pas s'en mêler?? En fait, je suis même étonné qu'il ne l'ait pas fait plus tôt!
- pourlajustice
Bon, un autre parti qui veut se faire du capital politique avec le conflit étudiant.
- Stech72
relis le texte svp, mais relis bien ...
Pour indice .. bien relire les paroles du Chef du NPD Tomas Mulcair au cas ou tu ne savais pas ...
- pourlajustice
La proposition vient de l'association de la circonscription d'Outremont du NPD. Elle sera débattue en fin de semaine, lors du conseil général de la section Québec du NPD, qui se déroule à Drummondville. À ce que je sâche, c'est ce qui est écrit dans l'article.
- Stech72
OUI mais ils auront beau débattre le chef a dit non
- Stech72
Et si il le font ce sera en leur nom personnel et non en celui du NPD

LE SOLEIL : Conflit étudiant: les pourparlers reprennent - Publié le vendredi 04 mai 2012 à 16h54



Le Soleil, Yan Doublet

La présidente de la Fédération universitaire du Québec, Martine Desjardins, estime que la présence de nouveaux joueurs à la table de négociation permettra de trouver plus vite une sortie de crise.

Marc Allard, Le Soleil (Québec) L'espoir d'un dénouement au conflit étudiant est réapparu, vendredi. Le gouvernement Charest a convoqué les étudiants, les syndicats de professeurs et les organisations représentant les cégeps et les universités à rencontrer pour trouver une sortie de crise.
La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), qui avait été exclue des négociations, a été invitée avec la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ).
La rencontre a commencé à 16h. Cette fois, les pourparlers incluaient aussi la Fédération des cégeps, la Conférence des recteurs et des principaux des universités (CREPUQ) et les trois principales centrales syndicales de professeurs (CSN, CSQ et FTQ).

La présidente de la Fédération universitaire du Québec, Martine Desjardins, estime que la présence de ces nouveaux joueurs à la table de négociation permettra de trouver plus vite une sortie de crise.
«Enmettant tous les acteurs à la table, on va moins polariser le débat et peut-être ouvrir sur des éléments qui sont plus consensuels et donc trouver une solution plus rapide à cette crise-là», dit Mme Desjardins.
Le gouvernement est resté très discret, vendredi. En début d'après-midi, le cabinet de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, s'est contenté d'un communiqué laconique précisant que la rencontre portait «sur la situation du conflit étudiant».
Après les avoir les contactées la veille, le négociateur en chef du gouvernement, Pierre Pilote, a confirmé vendredi matin aux quatre associa-



tions étudiantes nationales qu'elles étaient convoquées à une rencontre à 16h.

La reprise des pourparlers entre le gouvernement et les étudiants survient au lendemain d'une discussion à Québec entre le premier ministre, Jean Charest, le président de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne, et le PDG de la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CRÉPUQ), Daniel Zizian. Compte tenu de la «situation critique» dans certains cégeps, M. Beauchesne était ravi de participer à la rencontre. «J'y vais avec plaisir parce que j'ai à cœur que nos sessions ne se perdent pas», a-t-il dit au Soleil.

Trouver un terrain d'entente

Mercredi dernier, les négociations ont été rompues entre le gouvernement et les étudiants. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a exclu la CLASSE de la table de discussion, conduisant la FEUQ, la FECQ et la TaCEQ à se retirer de la table par solidarité.

Depuis, Québec a mis cartes sur table en proposant aux étudiants une hausse de 1778,70 \$ sur sept ans au lieu de 1625 \$ en cinq ans, en plus de bonifier de 39 millions \$ les bourses de l'aide financière. La FECQ et la FEUQ et la CLASSE ont rejeté l'offre et ont fait des contrepropositions misant sur le gel des droits de scolarité et d'autres mesures resserrant la gestion des universités.

Préférant ne pas négocier sur la place publique, Martine Desjardins n'a pas voulu dire si la FEUQ serait prête à abandonner le gel des droits de scolarité. «Le problème, c'est vraiment le financement des universités, dit-elle. On va d'abord commencer par ce débat-là.»

Les membres de la CLASSE ont été «agréablement surpris» de l'invitation du gouvernement, indique le porte-parole, Gabriel-Nadeau-Dubois. Mais la ministre ne doit pas espérer une entente sans bouger sur la hausse des droits de scolarité.

«Il va falloir trouver un terrain d'entente sur la question de la hausse des droits de scolarité, a dit M. Nadeau-Dubois. Sinon, malheureusement, cette grève-là va se poursuivre encore.

Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, espère que la rencontre n'est pas seulement un exercice de relations publiques du gouvernement. «Ce qui est sûr, c'est que nous on est là en mode ouverture, en mode bonne foi, pour essayer de régler la crise», dit-il.

Le président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), Michel Arseneault, espère que la FTQ puisse contribuer à une sortie de crise. «On va essayer de mettre l'épaule à la roue et de trouver des solutions», a-t-il dit.

Les pourparlers se sont amorcés quelques heures avant l'ouverture du conseil général du Parti libéral du Québec, à Victoriaville, où les manifestants étudiants se sont rendus en grand nombre.

TVANOUVELLES: Crise étudiante: Les appels et demandes des professeurs - Première publication vendredi 4 mai 2012 à 16h02

Agence QMI

Tandis que la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ) invitait vendredi les délégués au congrès du Parti libéral à prendre position en faveur du règlement de la crise étudiante, un autre regroupement de professeurs a réitéré la nécessité du gel des frais de scolarité et de la tenue d'États généraux sur l'université.

La FEC-CSQ, qui entend bien manifester au côté des étudiants lors du congrès du PLQ à Victoriaville, estime que les pistes de solution au conflit qui oppose le mouvement étudiant et le gouvernement du Québec ne manquent pas.

«Avec les interventions publiques du gouvernement puis de la FECQ, de la FEUQ et de la CLASSE, il y a là un ensemble de propositions concrètes qui permettrait de régler ce conflit qui dure depuis trop longtemps. Nous invitons les membres du PLQ, présents à partir d'aujourd'hui à Victoriaville, à profiter de leur instance pour intervenir dans le débat», a déclaré Mario Beauchemin, président de la FEC-CSQ, par voie de communiqué, vendredi.

«L'augmentation des bourses, la création d'un comité ou d'un conseil sur le milieu universitaire, mais également les réflexions sur les dépenses en publicité, les "campus satellites" ou la rémunération et l'embauche des cadres ne peuvent faire l'économie d'un large débat de société», a-t-il ajouté.

États généraux et gel des frais

Un regroupement de professeurs représentant 24 institutions de niveau collégial et universitaire a réaffirmé en point de presse vendredi avant-midi qu'il exigeait le gel des frais de scolarité et la tenue d'États généraux sur l'université, «qui porteraient entre autres sur l'accessibilité à l'enseignement supérieur, sa finalité et son financement».

Ces professeurs, accompagnés d'étudiants et de représentants des trois principales associations étudiantes, la CLASSE, la FEUQ et la FECQ, ont également condamné la brutalité policière et rappelé leur refus de toute présence des corps policiers sur les campus des universités et cégeps.

Report Parent et gratuité scolaire

Selon ce regroupement, la grève étudiante engagée contre la hausse des frais de scolarité ramène à l'ordre du jour la question de la gratuité scolaire, qui a été abordée en 1966 dans le rapport Parent, portant sur la situation de l'éducation au Québec.

Guy Rocher, coauteur du rapport, était d'ailleurs présent au point de presse du regroupement. «C'est la gratuité au niveau scolaire qui serait la plus juste et la plus équitable pour l'avenir», a affirmé M. Rocher.

La tenue d'États généraux sur l'université a reçu l'appui d'une autre association, la Table des partenaires universitaires (TPU), qui estime que c'est la seule façon d'aborder correctement les questions de fond pour en arriver à des décisions collectives.

Pour dénouer la crise actuelle, elle prône, d'ici là, un moratoire sur la question des droits de scolarité.

La TPU considère également qu'une part importante des budgets universitaires est dirigée aux mauvais endroits et rappelle que les organisations étudiantes n'ont pas tort de mettre l'accent sur le mal-financement des universités.



(Agence QMI)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Rencontre à Québec: Gabriel Nadeau-Dubois surpris de l'invitation du gouvernement - Publié le: vendredi 04 mai 2012, 13H41 | Mise à jour: vendredi 04 mai 2012, 15H28



Photo Agence QMI / Archives

Gabriel Nadeau-Dubois

Elizabeth Laplante / Agence QMI

Le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale

étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, s'est dit surpris de l'invitation du gouvernement, qui a contacté les quatre associations étudiantes vendredi pour une rencontre visant à dénouer le conflit étudiant.

«Ça été une surprise de voir qu'ils croyaient toujours au dialogue. On avait cru comprendre qu'il (le dialogue) était rompu» a indiqué le porte-parole de la CLASSE, vendredi avant-midi, en marge d'un point de presse à l'UQAM d'une trentaine de professeurs de cégeps et d'universités de la province qui tenaient à réitérer leur appui à la cause étudiante.

«On s'y présente (à la table de négociation) avec beaucoup d'espoir [...] Encore faut-il que les libéraux constatent que leur décision d'augmenter les droits de scolarité, ça ne passe

pas», a-t-il ajouté. Selon les indications reçues de la part du gouvernement, les discussions devraient porter sur le retour en classe, a-t-il souligné.

Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, a aussi été contacté, en matinée vendredi, par le gouvernement. «Je souhaite que ce ne soit pas juste un exercice de relations publiques, mais qu'il y ait une véritable intention de sortir de la crise. Je pense que nos demandes ont quand même été claires à l'effet qu'il fallait que ça bouge sur les droits de scolarité», a-t-il dit.

Selon M. Bureau-Blouin, la présence des centrales syndicales autour de la table donnera un «rapport de force plus important pour les étudiants».

«Bon voyons si ce sera la bonne cette fois-ci», a écrit la présidente de la FEUQ, Martine Desjar-

dins, sur son compte Twitter, disant espérer que le conflit ce règle, «pour les étudiants et la population».

Afficher 2 commentaires (Québec)

- Daniel CARRÉ BRUN - Parce que j'en ai plein le cul de la grève étudiante
- monacooo1

Ce Nadeau-Dubois est toujours surpris....

[Afficher 1-36 de 37 commentaires \(Montréal\)](#)

JOURNALEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Négociations : Appel au calme : Les leaders étudiants dénoncent une « escalade de la confrontation » en pleines négos - Publié le: vendredi 04 mai 2012, 10H49 | Mise à jour: vendredi 04 mai 2012, 23H34

Vidéo : Les leaders étudiants et le PQ sur la négociation entre le gouvernement et les associations étudiantes. , 4 mai 2012 , Journal de Québec

Régys Caron

QUÉBEC - Les associations étudiantes appuyées par les présidents de trois grandes centrales syndicales négociaient toujours avec la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, et son équipe, en milieu de soirée vendredi. Tous étaient arrivés sur le coup de 16 h avec l'intention de négocier et de faire des compromis.

Voyant qu'une manifestation d'étudiants tournait à l'émeute aux abords de l'hôtel Le Victorin, à Victoriaville, où les libéraux tiennent leur Conseil général, les quatre leaders étudiants sont sortis de la rencontre, au beau milieu de la soirée, pour lancer un appel au calme.

«La CLASSE désire revenir sur certaines actions inacceptables, on parle de gens qui ont été blessés, de violence volontaire envers des personnes, des actions que nous condamnons. Ça s'inscrit dans une escalade de la confrontation qui n'aide en rien à résoudre le conflit», a déclaré Gabriel Nadeau-Dubois.

M. Nadeau-Dubois fut imité par Léo Bureau-Blouin, Martine Desjardins et Paul-Émile Auger, qui sont venus tour à tour lancer un appel au calme. «On appelle les gens à manifester pacifiquement. On est à la recherche d'une sortie de crise à la table des négociations», a déclaré le secrétaire général de la TaCEQ. Les quatre sont retournés négocier immédiatement après leurs déclarations.

Sur le coup de 21 h, une trentaine d'étudiants ont fait irruption au rez-de-chaussée de l'édifice de la Banque Nationale pour scander des slogans hostiles au gouvernement Charest.

Optimisme modéré

Cette rencontre de négociations mettait donc en présence les porte-parole des associations étudiantes, les présidents des centrales syndicales, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, la présidente du Conseil du Trésor, Michelle Courchesne, le négociateur, Pierre Pilote, ainsi que les dirigeants des réseaux collégial et universitaire, Jean Beauchênes et Daniel Zizian.

«Quand on négocie, chacun part de sa position et on finit par se rencontrer», a pour sa part laissé entendre le président de la FTQ, Michel Arsenault, qui était accompagné des présidents de la CSN, Louis Roy, et de la CSQ, Réjean Parent.

Les porte-parole des quatre associations étudiantes étaient arrivés à la rencontre avec un optimisme modéré. «On espère qu'il ne s'agira pas d'un exercice de relations publiques», a souhaité Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ. La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a précisé que la négociation devait obligatoirement porter sur le financement global des universités, pour espérer sortir de la crise qui dure maintenant depuis 12 semaines. «Il faut vraiment aller voir la question du financement des universités, c'est là que se trouve la clé du consensus», a-t-elle dit.

Gabriel Nadeau-Dubois, de la CLASSE, s'est lui aussi montré heureux que le dialogue avec le gouvernement reprenne. «On est ici pour trouver une solution à cette crise-là qui a duré trop longtemps», a dit M. Nadeau-Dubois, avant de recevoir une chaleureuse poignée de main du président de la FTQ.

L'autre association étudiante, la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ), est aussi présente à cette rencontre au sommet.

[Afficher 1-79 de 201 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 1-39 de 50 commentaires \(Québec\)](#)

JOURNALEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit : Les quatre associations étudiantes convoquées - Publié le: vendredi 04 mai 2012, 10H29 | Mise à jour: vendredi 04 mai 2012, 15H23



photo d'archives

Les médias ont été très impliqués dans le conflit entourant la hausse des droits de scolarité.

Agence QMI

Les quatre principales associations étudiantes, la FEUQ, la FECQ, la CLASSE et la TACEQ, ont été contactées en matinée vendredi pour une rencontre avec des représentants du gouvernement visant à dénouer le conflit étudiant.

« Pierre Pilote (le représentant du gouvernement dans ce dossier) nous a contactés ce matin pour une éventuelle rencontre qui aurait lieu cet après-midi », a indiqué l'attaché de presse de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Mathieu Le Blanc.

La CLASSE a confirmé en avant-midi, sur son compte Twitter, qu'elle sera présente à la table de négociations. La rencontre devrait se tenir à 16 h, à Québec.

« Dans l'espoir que tout ça se règle », a écrit le porte-parole de la CLASSE Gabriel Nadeau-Dubois, sur Twitter. « Bon voyons si ce sera la bonne cette fois-ci », a commenté la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, avait tenté cette semaine de rétablir le dialogue avec deux associations étudiantes, la FECQ et la FEUQ,

mais ces dernières refusaient de négocier sans la CLASSE, qui avait précédemment été exclue de la table de négociations.

Tant la FECQ et la FEUQ que la CLASSE ont soumis cette semaine leurs propositions visant à mettre fin à la grève étudiante, qui en est maintenant à sa 12e semaine.

Les deux fédérations demandent notamment un gel des droits de scolarité au niveau actuel, ainsi que la création d'un comité pour surveiller la gestion des universités.

La CLASSE a pour sa part proposé une série de mesures qui permettront selon elle de geler les droits de scolarité au niveau de 2007, ainsi que de mettre en place la gratuité scolaire dans un horizon de cinq ans.

Les mesures proposées par les trois principales associations étudiantes, qui n'incluent aucun fardeau additionnel pour les contribuables, ont été rejetées en bloc par Québec.

Des professeurs appuient les étudiants

Une trentaine de professeurs de cégeps et d'universités de la province ont réitéré vendredi matin leur appui à la cause étudiante.

Devant une salle bondée, les enseignants ont entre autres réaffirmé qu'ils exigent un gel des frais de scolarité et qu'ils condamnent la brutalité policière.

« Les profs contre la hausse » ont également profité de l'occasion pour presser le gouvernement à retourner à la table de négociations sans « boycotter personne ».

« C'est la gratuité au niveau scolaire qui serait la plus juste et la plus équitable pour l'avenir », a affirmé Guy Rocher, sociologue et co-auteur du rapport Parent.

[Afficher 1-75 de 134 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 3 commentaires \(Québec\)](#)

- squessy
Souhaitons que le gouvernement ne recule pas devant les demandes de nos petits geignards...
- Pacifique
Si je comprends bien votre commentaire, vous souhaitez que le conflit perdure.
Rien ne sert d'inviter les représentants des associations si c'est pour leur répondre qu'on a rien à leur dire. Ce serait une perte de temps encore une fois.
J'aspire à ce qu'on arrive enfin à s'entendre des deux côtés de la table
Kridge

Vouloir que le gouvernement ne plie pas, ne signifie pas que l'on souhaite que le conflit perdure. Le conflit perdure parce que les étudiants ne veulent pas se faire dire non et veulent absolument faire plier le

gouvernement. En partant, cela va dans le sens contraire de ce qu'est une négociation. .

LA PRESSE : Rencontre à Québec pour trouver une solution à l'impasse - Publié le vendredi 04 mai 2012 à 10h27 | Mis à jour le samedi 05 mai 2012 à 08h29

Tommy Chouinard, La Presse (Québec) Une rencontre au sommet est en cours depuis 16h, à Québec, pour trouver une solution au conflit étudiant. Le gouvernement Charest y a convoqué toutes les associations étudiantes, y compris la CLASSE.??

La Conférence des recteurs et des principaux du Québec (CREPUQ), la Fédération des cégeps et les chefs des centrales syndicales (CSN, CSQ, FTQ) sont également autour de la table. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, et la présidente du Conseil du trésor, Michelle Courchesne, représentent le gouvernement. À 13h30, par la voie d'un communiqué laconique, Mme Beauchamp a confirmé la tenue de cette rencontre « sur la situation du conflit étudiant ».

À leur arrivée à la rencontre, les leaders étudiants ont martelé que le gouvernement devra « bouger » sur la question de la hausse des droits de scolarité pour espérer un retour en classe des étudiants en grève. « On se présente ici avec ouverture », a déclaré la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins. « On espère que le gouvernement manifesterait une volonté réelle de régler le conflit et qu'il négocierait de bonne foi. »

Elle n'a pas voulu s'avancer sur les compromis qu'elle est prête à faire. « Je ne ferai pas de négociation sur la place publique », a-t-elle affirmé. « Il y a possibilité de discuter du financement des universités. Il faut arrêter de polariser le débat sur la question d'être pour ou contre la hausse des droits de scolarité. Il faut vraiment aller voir la question du financement des universités. On va pousser en ce sens-là. »

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, n'a pas voulu s'avancer davantage. « Je ne veux pas me lancer dans des chiffres, des pourcentages. On est là en mode ouverture. Mais je ne veux pas trop m'avancer pour éviter d'interférer avec le processus de discussion », a-t-il plaidé. « On a compris qu'on pourrait faire des demandes au sujet des droits de scolarité. Et il faut que le gouvernement bouge sur cette question pour avoir un retour en classe. »

Il dit ne pas se faire de « faux espoir ». « Une crise de 12 semaines ne se règle pas en quelques heures. Mais si on peut faire des pas dans la bonne direction, je pense que c'est bien », a-t-il soutenu.

Léo Bureau-Blouin lance un avertissement au gouvernement : « Il ne faut pas que ce soit juste un exercice de relations publiques pour apaiser les tensions avant le conseil général du Parti libéral », qui s'ouvre ce soir à Victoriaville. Rappelons que la contre-proposition de FEUQ et de la FECQ, présentée mardi, prévoit un gel des droits de scolarité.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) est « agréablement surprise » par la convocation de Québec. Le gouvernement refusait jusqu'à présent de traiter avec elle au motif qu'elle « encourage la violence ». « On a hâte de voir ce qui sera discuté. On espère que ça va aider à régler le conflit. On espère qu'on va être capable d'avoir un retour en classe sans hausse des droits de scolarité », a dit son porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois. Il s'est déplacé à Québec mais ne participera pas à la rencontre puisqu'il ne fait pas partie du comité de négociation de la CLASSE.

« On ne nous a pas donné exactement le sujet des discussions, ce qu'on nous a dit c'est qu'il serait question de retour en classe », a admis M. Nadeau-Dubois. « Ce que je peux dire, moi, c'est qu'on est tout à fait prêts à rentrer en classe. Par contre, il y a une condition ferme pour qu'on rentre en classe: c'est que les frais de scolarité n'augmentent pas à l'automne 2012. Dans ce cadre, nous sommes prêts à discuter de manière très ouverte et de bonne foi. »

La CLASSE entend « donner toute la chance au processus de négociation ». « Notre intention n'est pas de claquer la porte, en tout cas pas sans les autres associations étudiantes. On donne quelques heures au processus pour voir ce que ça peut donner », a affirmé Gabriel Nadeau-Dubois.

« On est ici pour aller chercher tout ce qui est possible d'aller chercher de la part du gouvernement », a-t-il ajouté. Il a prévenu qu'il n'a pas l'intention de « signer » une entente ce soir. Toute offre sera soumise aux membres, a-t-il expliqué.

Pour le secrétaire général de la Table de concertation étudiante du Québec (TACEQ), Paul-Émile Auger, « l'essence même des négociations, c'est une forme de compromis. Si les gens sont ouverts, on va trouver une solution pour sortir de la crise ».

Les principaux chefs syndicaux sont autour de la table, soit Réjean Parent (CSQ), Louis Roy (CSN)

et Michel Arsenault (FTQ). Ce dernier a déclaré que les deux parties - le gouvernement et les étudiants - devront faire des compromis. « On va essayer de mettre l'épaula à la roue pour trouver des solutions », a dit Michel Arsenault. « Quand on négocie, une partie est là, et l'autre partie est là, mais il faut un moyen de se rencontrer quelque part. » MM Parent et Roy portaient le carré rouge, mais pas M. Arsenault (notons que la FTQ a appuyé les revendications étudiantes).

La reprise des cours et la gestion des universités sont à l'ordre du jour de la rencontre. Le trimestre est en péril dans certains cégeps. L'hypothèse d'une annulation circule. Rappelons que le gouvernement a déjà accepté, à la demande des fédérations étudiantes, de créer une commission d'évaluation des universités.

Ce sera la première fois depuis le début du conflit que tous les acteurs du réseau sont réunis.

La rencontre a lieu quelques heures avant l'ouverture, en soirée, du conseil général du Parti libéral du Québec, à Victoriaville, où les associations étudiantes comptent manifester.

Hier après-midi, le premier ministre Jean Charest a convoqué la Fédération des cégeps et la Conférence des recteurs pour dresser un « état de situation » dans les établissements touchés par la grève. Il a évoqué l'idée de créer « un espace de dialogue » entre les acteurs du milieu.

Quelques heures après cette rencontre, le directeur de cabinet de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp a communiqué avec les associations étudiantes pour voir si elles sont ouvertes à des discussions. Comme la réponse a été positive, Québec a demandé à son négociateur en chef, Pierre Pilote, d'organiser la rencontre.

Le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault, se dit surpris que la CLASSE soit invitée. « J'espère que ce n'est pas pour négocier » avec elle, a-t-il dit. Selon lui, le gouvernement devrait seulement « informer » la CLASSE de la situation.

Dans le cadre d'une conférence de presse à l'Université du Québec à Montréal, le sociologue Guy Rocher, l'un des auteurs du rapport Parent, a affirmé que la grève étudiante des trois derniers mois laissera sa marque dans l'histoire du Québec. Il a aussi rappelé que ses collègues et lui avaient, au milieu des années 60, recommandé la gratuité scolaire à l'université.

- avec Philippe Teisceira-Lessard

TVANOUVELLES: Reprise des négociations avec les étudiants: Les invités se présentent au rendez-vous - Première publication vendredi 4 mai 2012 à 10h22 - Mise à jour : vendredi 4 mai 2012 à 14h14

TVA Nouvelles et Agence QMI Représentants étudiants et syndicaux se sont présentés dès 16h au lieu du rendez-vous donné par le gouvernement.

Les porte-parole des quatre principales associations étudiantes, la FEUQ, la FECQ, la CLASSE et la TACEQ, ont été approchés en matinée vendredi pour une rencontre avec des représentants du gouvernement visant à dénouer le conflit étudiant.

« Dans l'espoir que tout ça se règle », a écrit le porte-parole de la CLASSE Gabriel Nadeau-Dubois, sur Twitter. « Voyons si ce sera la bonne cette fois-ci », a commenté pour sa part la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. Arrivés sur place, tous les intervenants semblaient vouloir tirer le meilleur parti de cette ouverture et se disaient disposés à discuter.

« On ne se fait pas de faux espoirs, parce qu'une crise de 12 semaines, ça ne se règle pas en quelques heures, mais si on est capables de faire des pas dans la bonne direction, je pense que c'est bien », a déclaré Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) à son arrivée.

Gabriel Nadeau-Dubois surpris

Le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, s'est dit surpris de l'invitation du gouvernement.

« Ça été une surprise de voir qu'ils croyaient toujours au dialogue. On avait cru comprendre qu'il était rompu » a indiqué le porte-parole de la CLASSE, vendredi avant-midi, en marge d'un point de presse à l'UQAM d'une trentaine de professeurs de cégeps et d'universités de la pro-

[vince qui tenaient à réitérer leur appui à la cause étudiante.](#)

« On s'y présente (à la table de négociation) avec beaucoup d'espoir [...] Encore faut-il que les libéraux constatent que leur décision d'augmenter les droits de scolarité, ça ne passe pas », a-t-il ajouté. Selon les indications reçues de la part du gouvernement, les discussions devraient porter sur le retour en classe, a-t-il souligné.

Centrales syndicales invitées

Les dirigeants syndicaux Louis Roy (CSN), Michel Arsenault (FTQ) et Réjean Parent (CSQ) sont également de la rencontre. Leur présence annonce des discussions sur l'impact du report des cours sur les conventions collectives des professeurs.

La présidente du Conseil du Trésor Michelle Courchesne doit aussi assister au rendez-vous pour évaluer combien les cours donnés en de-



hors du calendrier scolaire normal coûteront en temps supplémentaire.

À quelques heures du [début du congrès du Parti libéral du Québec](#) qui se tiendra à **Victoriaville**, le gouvernement tente ainsi de faire baisser la pression, alors que de nombreux contestataires portant le carré rouge ont prévu de s'y rendre par centaines.

Nouvelle tentative

La ministre de l'Éducation, **Line Beauchamp**, avait tenté cette semaine de rétablir le dialogue avec deux associations étudiantes, la **FECQ** et la **FEUQ**, mais ces dernières refusaient de négocier sans la **CLASSE**, qui avait précédemment été exclue de la table de négociations.

Tant la FECQ que la FEUQ ont soumis cette semaine leurs propositions visant à

mettre fin à la grève étudiante, qui en est maintenant à sa 12e semaine.

Les deux fédérations demandent notamment un **gel des droits de scolarité au niveau actuel**, ainsi que la création d'un **comité pour surveiller la gestion des universités**.

La CLASSE a pour sa part proposé une série de mesures qui permettront selon elle de geler les droits de scolarité au niveau de 2007, ainsi que de mettre en place la gratuité scolaire dans un horizon de cinq ans.

Les mesures proposées par les trois principales associations étudiantes, qui n'incluent aucun fardeau additionnel pour les contribuables, ont été rejetées en bloc par Québec.

Sauver la session

Le premier ministre **Jean Charest** et **Line Beauchamp** ont convoqué jeudi le président de la **Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec** (CREPUQ), **Daniel Zizian**, et celui de la **Fédération des cégeps**, **Jean Beauchesne**, afin de discuter de l'organisation des calendriers scolaires, fortement perturbés par le conflit étudiant.

Ces derniers en sont arrivés à la conclusion que la situation est «critique». Ils doivent d'ailleurs être présents à la rencontre avec les étudiants, vendredi après-midi.

Les **mesures de rattrapage** envisagées pour compléter le trimestre tout en préservant la qualité des formations concernent le tiers des étudiants.

JOURNALDEQUÉBEC : Conflit : Appels et demandes des professeurs - Publié le: vendredi 04 mai 2012, 10H12 | Mise à jour: vendredi 04 mai 2012, 15H39



Photo Agence QMI / Archives

Mario Beauchemin, président de la FEC-CSQ. Agence QMI

Tandis que la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ) invitait vendredi les délégués au congrès du Parti libéral à prendre position en faveur du règlement de la crise étudiante, un autre regroupement de professeurs d'université et de cégep a réitéré la nécessité du gel des

frais de scolarité et de la tenue d'États généraux sur l'université.

La FEC-CSQ, qui entend bien manifester au côté des étudiants lors du congrès du PLQ à Victoriaville, estime que les pistes de solution au conflit qui oppose le mouvement étudiant et le gouvernement du Québec ne manquent pas.

« Avec les interventions publiques du gouvernement puis de la FECQ, de la FEUQ et de la CLASSE, il y a là un ensemble de propositions concrètes qui peuvent permettre de régler ce conflit qui dure depuis trop longtemps. Nous invitons les membres du PLQ, présents à partir d'aujourd'hui à Victoriaville, à profiter de leur instance pour intervenir dans le débat », a déclaré Mario Beauchemin, président de la FEC-CSQ, par voie de communiqué, vendredi.

« L'augmentation des bourses, la création d'un comité ou d'un conseil sur le milieu universitaire, mais également les réflexions sur les dépenses en publicité, les « campus satellites » ou la rémunération et l'embauche des cadres ne peuvent faire l'économie d'un large débat de société », a-t-il ajouté.

États généraux et gel des frais

Un regroupement de professeurs représentant 24 institutions de niveau collégial et universitaire a réaffirmé en point de presse vendredi avant-midi qu'il exigeait le gel des frais de scolarité et la tenue d'États généraux sur l'université, « qui porteraient entre autres sur l'accessibilité à l'enseignement supérieur, sa finalité et son financement ».

Ces professeurs, accompagnés d'étudiants et de représentants des trois principales associations

étudiantes, la CLASSE, la FEUQ et la FECQ, ont également condamné la brutalité policière et rappelé leur refus de toute présence des corps policiers sur les campus des universités et cégeps.

Rapport Parent et gratuité scolaire

Selon ce regroupement, la grève étudiante engagée contre la hausse des frais de scolarité ramène à l'ordre du jour la question de la gratuité scolaire, qui a été abordée en 1966 dans le rapport Parent, portant sur la situation de l'éducation au Québec.

Guy Rocher, coauteur du rapport, était d'ailleurs présent au point de presse du regroupement. « C'est la gratuité au niveau scolaire qui serait la plus juste et la plus équitable pour l'avenir », a affirmé M. Rocher.

La tenue d'États généraux sur l'université a reçu l'appui d'une autre association, la Table des partenaires universitaires (TPU), qui estime que c'est la seule façon d'aborder correctement les questions de fond pour en arriver à des décisions collectives.

Pour dénouer la crise actuelle, elle prône, d'ici là, un moratoire sur la question des droits de scolarité.

La TPU considère également qu'une part importante des budgets universitaires est dirigée aux mauvais endroits et rappelle que les organisations étudiantes n'ont pas tort de mettre l'accent sur le mal-financement des universités.

Avec la collaboration d'Elizabeth Levesque

LA PRESSE: L'appui aux étudiants s'effrite - Publié le vendredi 04 mai 2012 à 08h35



Photo Édouard Plante-Fréchette, archives La Presse

Le mouvement de grève en est à sa 12e semaine.

Pascale Breton, La Presse

Après 12 semaines de conflit avec les étudiants, le gouvernement gagne des points auprès des Québécois sur la question de la hausse des droits de scolarité, révèle un sondage CROP réalisé à la demande de *La Presse*.

> **En graphique: [Les Québécois et le conflit étudiant](#)**

> **[Notre dossier sur le conflit étudiant](#)**

Plus des deux tiers (68%) des Québécois appuient la position du gouvernement d'étaler sur sept ans la hausse de 1625\$ des droits de scolarité. Une proportion de 38% des gens se dit «totalelement» en faveur de cette position.

Le tiers (32%) de la population se dit plutôt favorable à la position des étudiants qui est de réclamer le gel des droits de scolarité. Une faible proportion de 12% dit les appuyer «totalelement».

Sur la hausse des droits de scolarité, «les gens prennent une position forte pour le gouvernement et c'est très rare en ce moment», analyse le vice-président de CROP, Youri Rivest, en rappelant le faible taux de satisfaction globale à l'égard du gouvernement Charest.

Le sondage a été mené en ligne mercredi et hier, soit quelques jours après que le gouvernement eut déposé l'offre d'étaler la hausse sur sept ans plutôt que cinq et d'apporter certaines bonifications au régime de prêts et bourses.

Il survient au lendemain de la contre-proposition des fédérations étudiantes qui ont répété vouloir un gel des droits de scolarité et proposé des solutions de rechange pour financer les universités.

«Les gens veulent que le conflit se règle. Ce que la population décode, c'est de l'ouverture de la part du gouvernement, mais pas de la part des étudiants», avance M. Rivest.

En moins de deux mois, le gouvernement a gagné 9 points dans l'opinion publique sur la question du conflit étudiant.

Questionnés par CROP en mars sur leur appui à la position du gouvernement de hausser les droits de scolarité et l'idée de forcer le retour en classe, 59% des gens se disaient en accord. La proportion a grimpé à 68% moins de deux mois plus tard.

L'annonce de la semaine dernière, combinée à un premier pas au début du mois d'avril sur une bonification du régime de prêts, peut avoir influencé l'opinion des gens, croit M. Rivest.

«Il y a cela d'un côté et, de l'autre, les gens associent les étudiants à des manifestations, à de la violence, à une brisure de la paix sociale. C'est ce qui joue contre les étudiants», pense-t-il.

Les manifestations se multiplient depuis le début de la grève et plusieurs ont dégénéré, ce qui a donné lieu à du grabuge et à du vandalisme.

Au début de la grève, les avis étaient divisés. Douze semaines plus tard, le sondage montre que deux personnes appuient le gouvernement contre une qui appuie les étudiants.

«Les étudiants n'ont pas réussi à susciter la sympathie de l'opinion publique et leurs appuis reculent», analyse M. Rivest.

La solution ne passe pas par des élections

Par contre, les Québécois ne vont pas jusqu'à donner carte blanche au gouvernement pour déclencher des élections afin de régler le conflit. Seulement 46% des gens se disent d'accord avec cette position.

Questionnés sur d'éventuelles solutions, près de 40% des gens pensent que la meilleure solution pour dénouer l'impasse reste encore de maintenir la hausse des droits de scolarité.

Cette proposition obtient l'appui de 46% des répondants de 35 à 55 ans. «C'est davantage les pères de famille qui maintiennent l'attitude dure à l'égard des étudiants», comprend M. Rivest.

Parmi les autres avenues potentielles pour une sortie de crise, près d'un tiers (29%) des Québécois proposent de nommer un médiateur. Une solution qui a l'appui d'un plus grand nombre de femmes.

Un Québécois sur cinq (21%) suggère de décréter un moratoire et de convoquer des états généraux, comme le demandent les étudiants. Seulement 10% des gens sont d'avis que le gouvernement devrait renoncer à la hausse.

Methodologie

La collecte de données en ligne s'est déroulée les 2 et 3 mai 2012 par l'entremise d'un panel web. Un total de 800 questionnaires ont été remplis. Les résultats ont été pondérés afin de refléter la distribution de la population adulte du Québec selon le sexe, l'âge, la région de résidence et la langue maternelle des répondants. Notons finalement que compte tenu du caractère non probabiliste de l'échantillon, le calcul de la marge d'erreur ne s'applique pas.

LA PRESSE : Fin de non-recevoir pour la proposition de la CLASSE - Publié le vendredi 04 mai 2012 à 07h12

Pascale Breton et Tommy Chouinard, La Presse
La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a donné jeudi sa réponse à l'offre qu'avait faite le gouvernement la semaine dernière pour régler le conflit étudiant. Mais le gouvernement a aussitôt rejeté cette contre-proposition.

La CLASSE croit qu'il est possible de ramener les droits de scolarité à ce qu'ils étaient en 2007, voire d'offrir la gratuité scolaire, sans puiser dans la poche des contribuables, et ce, tout en améliorant le financement des universités. Elle propose notamment de mettre les banques à contribution pour financer le gel des droits de scolarité. L'un de ses porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois, estime que «la hausse des droits de scolarité n'est pas inévitable».

Dans un plan qu'elle qualifie de «responsable», la CLASSE propose quatre mesures pour assurer la pérennité des universités sans imposer davantage les étudiants ou les contribuables. Elle suggère aussi l'instauration progressive d'une taxe sur le capital.

«Il faut demander aux banques de faire leur juste part dans le financement de l'éducation afin de financer non seulement un gel des droits de scolarité, mais encore plus, la gratuité scolaire, qui pour nous représente le meilleur moyen de s'assurer d'une réelle accessibilité des études», a déclaré M. Nadeau-Dubois.

Comme les deux fédérations étudiantes, la CLASSE demande la tenue rapide d'états gé-

raux sur l'éducation postsecondaire «pour mettre un holà à tout ce qui va tout croche dans nos universités».

Questionné sur la raison pour laquelle les organisations étudiantes n'ont pas soumis une contre-proposition commune au gouvernement, Gabriel Nadeau-Dubois rappelle que le mouvement étudiant est pluriel. «Le mouvement étudiant n'est pas dans une grève sur la base d'un front commun. C'est très clair depuis le début. [...] Nous avons un objectif commun qui est de bloquer la hausse des droits de scolarité.»

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, accuse la CLASSE de «rester campée» sur la même position depuis le début du conflit en revendiquant la gratuité scolaire. «La CLASSE n'a pas bougé. Ça ne facilite pas un rapprochement et un règlement», a-t-elle affirmé.

Pour la première fois depuis vendredi, son cabinet a donné un coup de fil à la FEUQ et à la FECQ. L'entretien a porté sur la gestion des universités. Rappelons que Line Beauchamp avait accueilli avec ouverture un élément de la contre-proposition des fédérations présentée mardi: la création d'un organisme de surveillance des universités. Elle avait elle-même accepté de créer un conseil d'évaluation des universités. Cette mesure fait partie de l'offre qu'elle a faite vendredi dernier.

«La question de la gestion des universités, j'ai toujours dit clairement que nous étions ouverts à cela. Partons de l'élément positif, il y en a un, on

est capable de bâtir des discussions autour de ça», a affirmé Line Beauchamp.

Il n'est pas question de négociations pour le moment. «Nous n'en sommes pas là. Je suis plus en train d'établir si on est capable de se mettre en mode discussion sur la gestion des universités», a-t-elle dit.

La FEUQ a tenu à apporter des précisions sur l'appel du gouvernement. Selon elle, le chef de cabinet de Mme Beauchamp a posé «quelques questions techniques» à son attachée politique au sujet de l'idée de créer une commission d'évaluation des universités. «Ça n'a pas duré très longtemps», a noté Mathieu Le Blanc, attaché de presse de la FEUQ. «Selon nous, rien ne laisse présager une reprise des discussions.»

Propositions de la CLASSE sur le financement des universités:

- Réduire la part consacrée à la recherche dans les universités pour l'investir dans l'enseignement. La CLASSE croit que la recherche est surfinancée au Québec comparativement au reste du Canada et qu'elle est orientée en fonction des besoins des entreprises.
- Mettre fin à la publicité commerciale que font les universités. Elles y ont consacré 80 millions depuis cinq ans.
- Gel immédiat des salaires et de l'embauche de nouveaux cadres supérieurs.
- Moratoire sur la création de campus satellites comme celui de l'Université de Sherbrooke à Longueuil.

LA PRESSE : Exclusif : La grève étudiante profite aux libéraux- Publié le vendredi 04 mai 2012 à 05h00 | Mis à jour le vendredi 04 mai 2012 à 06h09



Photo : André Pichette, La Presse
Réalisée mercredi et hier, l'enquête constate que l'insatisfaction à l'égard des libéraux de Jean Charest a diminué de six points, à 67 %.

Denis Lessard, La Presse

La satisfaction à l'égard du gouvernement Charest a augmenté de façon importante, conséquence probable de l'approbation par la population de sa position dans l'affrontement avec les étudiants.

> **En graphique: les intentions de vote des Québécois**

> **En graphique: les Québécois et le conflit étudiant**

> **Notre dossier sur le conflit étudiant**

Cela ne se matérialise pas pour autant en intentions de vote - le Parti libéral (PLQ) et la Coalition avenir Québec (CAQ) font du surplace tandis que le Parti québécois (PQ) de Pauline Marois encaisse un nouveau recul.

C'est ce que constate la maison CROP dans un sondage mené pour La Presse auprès de 800 internautes. Réalisée mercredi et hier, l'enquête

constate que l'insatisfaction a diminué de six points, à 67 %. Elle avait atteint 73 % à la fin du mois d'avril, mais depuis le début de l'année, le taux d'insatisfaction semblait figé à 70 %. Inversement, les «satisfaits», qui comptaient pour 24 % des répondants à la fin du mois d'avril, sont désormais 32 %. «C'est une hausse marquée et étonnante, car si les baisses sont parfois subites, les remontées se font sur une plus longue période», observe Youri Rivest, vice-président de CROP.

Selon lui, ce renversement de tendance peut encourager les libéraux. Cette remontée, analyse-t-il, est probablement nourrie par l'attitude du gouvernement devant les étudiants. «Mais déclencher des élections là-dessus serait très téméraire, la glace reste très mince quand deux Québécois sur trois se disent insatisfaits», ré-

sume-t-il. Si on y regarde de plus près, 72 % des francophones demeurent mécontents du gouvernement. Question inusitée : qui, selon vous, va remporter les prochaines élections? Ici, 46 % des répondants prédisent une victoire libérale, tandis que 37 % s'attendent à ce que Pauline Marois devienne première ministre. Seulement 13 % des gens voient la Coalition avenir Québec l'emporter.

Les Québécois ne sont d'ailleurs pas pressés d'aller voter; 23 % souhaitaient des élections avant l'été, 42 % s'attendent à ce qu'elles soient déclenchées à l'automne et 35 % jugent le printemps 2013 plus propice. «C'est rare que les gens veulent des élections», observe M. Rivest. Les électeurs libéraux penchent à 60 % pour 2013, 24 % des caquistes choisissent aussi le scénario le plus éloigné, mais 85 % des péquistes souhaitent que le scrutin ait lieu en 2012. S'il n'en tient qu'aux électeurs, le ménage dans les dépenses gouvernementales devrait être le thème dominant de la campagne (29 %), suivi de la corruption (21 %) et de la santé (18 %). Le bilan du gouvernement et les droits de scolarité ferment la marche à 11 %, une surprise pour le sondeur. «Habituellement, la santé est toujours au premier rang», souligne M. Rivest.

PQ en baisse

Les intentions de vote ne changent pas pour le PLQ et la CAQ par rapport au sondage CROP d'il y a deux semaines. Les libéraux gagnent un point, à 31 %, tandis que la CAQ en perd un, à 24 %. «Les deux partis sont à peu près stables», résume le sondeur. À l'inverse, le Parti québécois semble poursuivre une glissade amorcée le mois dernier. Le parti de Pauline Marois obtenait 34 % en mars, il est ensuite descendu à 28 % en avril et glisse encore à 25 % dans cette dernière enquête. Les appuis à Québec solidaire restent les mêmes, à 8 %. De tels scores mèneraient à coup sûr à un gouvernement minoritaire; les libéraux seraient en avance, même si, en obtenant l'appui de 24 % des francophones seulement, ils ne sont pas «en zone de confort». Le PQ est premier chez les francophones avec 30 %, talonné par la CAQ avec 29 %.

Dans l'île de Montréal, les libéraux sont le choix d'un électeur sur trois. Ils devancent le PQ, à 22 %, et la CAQ, qui a un maigre score de 13 %. C'est dans la couronne que François Legault fait recette avec 27 % d'appuis, contre 28 % au PQ et 31 % au PLQ. Dans la région de Québec, le PLQ et la CAQ sont au coude à coude, avec 35 % et 33 % respectivement.

Quand on leur demande si leur choix est définitif, 76 % des partisans de la CAQ disent qu'ils peuvent changer d'idée. Un péquiste sur deux (49 %) et 40 % des libéraux disent aussi que leur choix n'est pas définitif, une volatilité surprenante pour les deux «vieux» partis, observe M. Rivest.

Chez les «caquistes volatils», le PQ représente le deuxième choix de 43 % des répondants. Les péquistes susceptibles de changer de parti se retrouveraient aussi à 43 % derrière M. Legault. «On voit que ce sont des vases communicants, c'est là que se joueront les élections», prédit Youri Rivest.

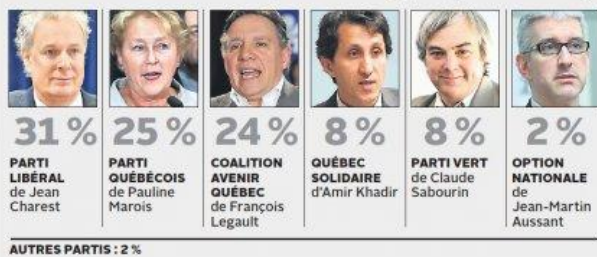
Méthodologie

La collecte de données en ligne s'est déroulée les 2 et 3 mai 2012 par l'entremise d'un panel web. Un total de 800 questionnaires ont été remplis. Les résultats ont été pondérés afin de refléter la distribution de la population adulte du Québec selon le sexe, l'âge, la région de résidence et la langue maternelle des répondants. Notons finalement que compte tenu du caractère non probabiliste de l'échantillon, le calcul de la marge d'erreur ne s'applique pas.

LE SOLEIL : Intentions de vote: une fenêtre électorale s'entrouvre pour Charest - Publié le vendredi 04 mai

Sondage CROP-Le Soleil-La Presse

Intentions de vote au provincial (après répartition des indécis)



Infographie Le Soleil

Michel Corbeil, Le Soleil

(Québec) La crise étudiante profite à Jean Charest. Le chef libéral devance un peu plus la péquiste Pauline Marois et le caquiste François Legault. Son gouvernement est légèrement moins impopulaire. Une «fenêtre» électorale s'entrouvre.

Le coup de sonde de la firme CROP, conduit à la veille du conseil général que tiendra à Victoriaville le Parti libéral du Québec, révèle qu'il y a du mouvement dans l'opinion publique, favorable à la formation du premier ministre.

Si un scrutin avait eu lieu les 2 et 3 mai, le Parti libéral du Québec (PLQ) aurait obtenu 31 % des voix. Il s'agit d'un gain d'un petit point de pourcentage, par rapport au 24 avril. Mais il distance de six points maintenant le Parti québécois (PQ), qui se trouve à 25 %, toujours après répartition des intentions de vote.

Entre deux sondages

En deux sondages, le PQ a perdu neuf points de pourcentage, dont 3 % cette fois. Il est talonné par la Coalition avenir Québec (CAQ) (24 %). Québec solidaire (QS) et le Parti vert font match nul (8 %). Et Option nationale de Jean-Martin Aussant demeure confiné à la marginalité (2 %). Les libéraux n'arrivent toujours pas à s'imposer auprès de la clientèle qui décide qui peut l'emporter décisivement. Ils sont troisièmes chez les francophones, à 24 %. Le PQ et la CAQ ne font pas de maître, s'attirant respectivement l'appui de 30 % des électeurs et de 29 %.

La Coalition n'est première nulle part. Dans la région de la capitale, où la défunte Action démocratique du Québec menait avant d'être avalée par la CAQ, le parti de François Legault est deuxième (33 %), derrière le PLQ (35 %). Le faible échantillon (163 personnes) rend incertaines les prédictions, mais le PQ y apparaît toujours en détresse (24 %).

La majorité de la population demeure insatisfaite du gouvernement Charest. Mais le chef libéral se consolera par la baisse de mécontentement. L'insatisfaction a diminué, en deux semaines, de 73 % à 67 %.

Le vice-président de CROP, Youri Rivest, explique l'embellie à ce sujet, dont profite Jean Charest, par un seul dossier. «Je l'attribue directement au support de la population au gouvernement dans le conflit étudiant» portant sur la hausse des droits de scolarité. Il explique de la même façon les données du sondage, quant aux intentions de vote.

M. Rivest ne croit pas «que le gouvernement est là», en position de se lancer en campagne électorale. Mais il en est très près. Si l'adhésion des francophones continue de progresser, même modestement, «on commence à s'approcher d'une véritable fenêtre» pour un scrutin.

À partir d'un soutien aux libéraux de «25 %, 26 %, 27 %» chez les francophones, et par l'effet de luttes à trois - un partout au Québec, selon CROP -, Jean Charest se met à augmenter le nombre de sièges à l'Assemblée nationale, fait remarquer le sondeur.

Doublement payant

Le conflit avec les étudiants s'avère doublement payant. Cela évite «au gouvernement de défendre son bilan et de se positionner comme le défenseur de l'ordre public, de la paix sociale». Et la grève touchant 180 000 jeunes plombe le PQ, signale CROP.

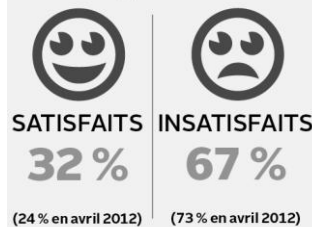
Youri Rivest est estomaqué que le Parti québécois ait apposé sur son site Internet le carré rouge, arboré par les tenants des débrayages sur les campus. «C'est très rare qu'on met un symbole sur son logo. C'est très particulier comme stratégie. T'accroches ta marque à une cause. Mais si cette cause n'est pas populaire», comme le démontre le sondage, «c'est ta marque de commerce qui en souffre».

La crise sur les droits de scolarité ne permet pas tout, selon CROP. Une majorité (54 %) désapprouve que Jean Charest s'en serve pour lancer un appel au peuple. D'ailleurs, moins du quart des Québécois (23 %) souhaitent des élections avant l'été.

Une surprise

À peine 11 % des gens estiment que l'affrontement avec le mouvement étudiant constitue un «enjeu» pour les prochaines élections. À cet égard, la surprise de M. Youri Rivest est de constater que le principal sujet d'intérêt n'est pas la santé (18 %). La question de la maîtrise des dépenses publiques occupe le premier rang (29 %), suivi de la lutte contre la corruption (21 %).

Taux de satisfaction envers le gouvernement



Les enjeux des prochaines élections

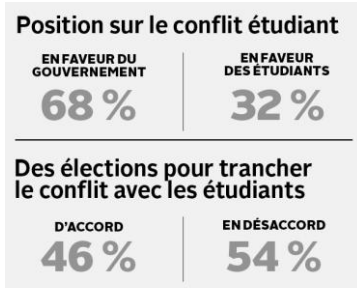
1. LE MÉNAGE DANS LES DÉPENSES DE L'ÉTAT	29 %
2. LA CORRUPTION	21 %
3. LA SANTÉ	18 %
4. LE BILAN DU GOUVERNEMENT	11 %
5. LES DROITS DE SCOLARITÉ	11 %
6. LE CHANGEMENT	9 %



La Presse, Marco Campanozzi
Des étudiants québécois manifestent à Montréal pour dénoncer la hausse des droits de scolarité.

Marc Allard, Le Soleil (Québec) Une forte majorité de Québécois appuient la position du gouvernement Charest sur la hausse des droits de scolarité et ne veulent pas qu'il cède devant les étudiants, révèle un sondage CROP-Le Soleil-La Presse.

Plus des deux tiers des Québécois (68 %) interrogés sont en faveur de la position du gouvernement, qui a offert la semaine dernière une «solution globale» aux étudiants, prévoyant une hausse de 1778,70 \$ sur sept ans au lieu de 1625 \$ en cinq ans. À l'inverse, moins d'un tiers (32 %) d'entre eux soutiennent les étudiants, qui réclament le gel des droits de scolarité.



Plus le conflit s'étire, plus la population semble se ranger derrière le gouvernement. Fin mars, 61 % des Québécois étaient en faveur du maintien de la hausse et d'un retour obligé des étudiants en classe. Ils sont maintenant 68 %.

«Il y a une grande fatigue, peut-être même un écoeurement qui s'est installé dans la population», analyse Yuri Rivest, vice-président de CROP. «L'appui de l'opinion publique aux étudiants s'effrite.»

Privilégier la ligne dure

La ligne dure est privilégiée parmi quatre moyens que Québec pourrait employer pour dénouer l'impasse. Dans une proportion de 40 %, les Québécois interrogés estiment que le gouvernement Charest devrait simplement maintenir la hausse, alors que 29 % d'entre eux auraient préféré la nomination d'un médiateur. Le décret d'un moratoire et la convocation d'états généraux sur l'éducation sont privilégiés par 21 % des répondants, tandis que la renonciation totale à la hausse des droits de scolarité est l'option la moins populaire (10 %).

Les résultats du sondage sont plus favorables à la position du Parti libéral qu'à celle du Parti québécois, qui a réclamé cette semaine des élections pour trancher la question des droits de scolarité.

La chef péquiste, Pauline Marois, a proposé de limiter la hausse des droits de scolarité à l'indexation au coût de la vie et d'organiser un sommet sur l'éducation supérieure. Elle aussi appuyé l'idée d'un recours à la médiation pour mettre fin à la crise.

Après 12 semaines de grève, de manifestations presque quotidiennes et une tentative de négociation avortée à la suite de l'exclusion de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, une forte majorité (62 %) de Québécois considèrent que l'attitude du gouvernement est toujours justifiée.

«Les étudiants ne sont certainement pas en train de gagner la bataille de l'opinion publique en ce moment», observe M. Rivest.

Dans toutes les tranches d'âge, l'appui à la position du gouvernement est majoritaire. C'est chez les 18-34 ans qu'il se situe au plus bas (62 %), mais il est tout de même élevé par rapport à l'appui que les Québécois accordent aux étudiants (38 %). Chez les 35-54 ans, 69 % soutiennent la position gouvernementale, tandis qu'elle culmine à 74 % chez les 55 ans et plus.

Comme à la fin mars, c'est dans la région de Québec que la position du gouvernement sur la hausse des droits de scolarité récolte le plus fort soutien (79 %).

La collecte de données en ligne s'est déroulée du 2 au 3 mai au moyen d'un panel Web. Un total de 800 questionnaires ont été remplis.

Compte tenu du caractère non probabiliste de l'échantillon, le calcul de la marge d'erreur ne s'applique pas. Les résultats ont été pondérés afin de refléter la distribution de la population adulte du Québec selon le sexe, l'âge, la région de résidence et la langue maternelle des répondants.

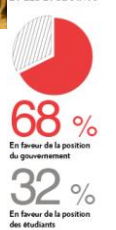
TVANouvelles: Sondage exclusif Agence QMI: Conflit étudiant mal géré par Québec - Première publication vendredi 4 mai 2012 à 04h37



Crédit photo : Agence QMI

Par Jean-Luc Lavallée | Le Journal de Québec
Plus des deux tiers des Québécois jugent que le gouvernement Charest n'a pas été à la hauteur pour gérer la crise étudiante qui perdure depuis près de trois mois. Pas moins de 69 % des répondants interrogés par Léger Marketing, y compris plusieurs libéraux, sont d'avis que le conflit a été «mal géré» par le gouvernement du Québec. Seulement 24 % des répondants pensent le contraire, alors que 7 % des répondants se sont abstenus de trancher la question. Ironiquement, 31 % des répondants qui voteraient pour le PLQ blâment aussi le gouvernement de Jean Charest.

POSITION DES QUÉBÉCOIS À L'ÉGARD DU CONFLIT ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES ÉTUDIANTS



APPROBATION DE LA POSITION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET D'UN RETOUR FORCÉ EN CLASSE



«Même si on est d'accord avec le gouvernement sur la hausse des frais de scolarité, on trouve qu'il gère mal la crise. Donc, ce n'est pas parce qu'on l'appuie sur le fond que, sur la forme, on lui donne notre appui. Ça peut possiblement aider François Legault qui, lui aussi, est favorable à la hausse des frais de scolarité», estime le sondeur Christian Bourque.

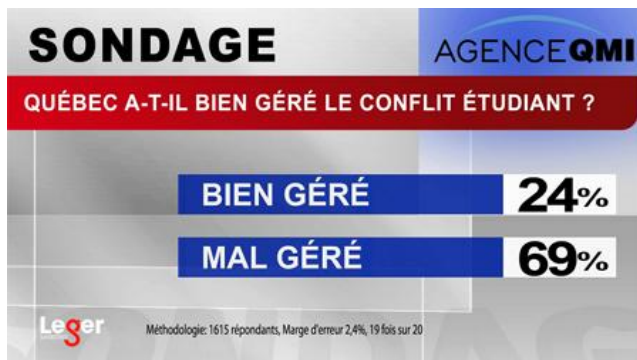
Les électeurs péquistes (92 %), solidaires (90 %) et caquistes (72 %) condamnent sévèrement leurs adversaires libéraux pour la gestion de la crise étudiante.

Éducation : 7e enjeu électoral

Curieusement, malgré le contexte actuel et l'omniprésence du conflit dans l'actualité depuis plusieurs semaines, l'éducation post-secondaire et le financement des universités arrivent aussi loin qu'au septième rang (10 %) dans le palmarès des priorités des électeurs.

Les répondants, qui devaient sélectionner les deux enjeux les plus importants pour eux, ont massivement choisi, à 34 %, l'amélioration et le financement du système de santé.

«C'est toujours l'enjeu numéro 1, ça ne change pas», précise M. Bourque. Suivent dans l'ordre la lutte contre la corruption et l'éthique gouvernementale (28 %), le développement économique et la création d'emploi (21 %), la réduction du déficit (13 %), la réduction de la taille de l'État (12 %) et le soutien aux familles (11 %).



TVANouvelles: Motion de censure de Pauline Marois: «Le gouvernement Charest a fait son temps» - Première publication vendredi 4 mai 2012 à 00h04



Agence QMI La chef du Parti québécois, Pauline Marois, a déposé jeudi une motion de censure contre le

gouvernement à l'Assemblée nationale, mais elle a été rejetée par la majorité des députés. «Après neuf ans de pouvoir, le gouvernement Charest montre l'usure d'une fin de régime, a déclaré jeudi le chef de l'opposition. Plus rien ne fonctionne. La confiance de la population envers le premier ministre est rompue. [...] Nous sommes dans un cul-de-sac et la seule façon de changer les choses, c'est de déclencher des élections générales et de changer de gouvernement.» Selon Mme Marois, le premier ministre s'est montré «incapable de gérer la crise étudiante qu'il a lui-même créée». Elle lui reproche aussi d'avoir échoué en matière d'économie et de la

santé, d'avoir vendu au rabais les ressources naturelles du Québec, d'avoir bafoué les intérêts de la province à Ottawa et d'avoir laissé envahir les institutions par la corruption. «La seule politique de Jean Charest depuis neuf ans aura été d'endetter le Québec. Le premier ministre est actuellement responsable de 33 % de toute la dette accumulée, le tiers de toute la dette», a-t-elle dénoncé dans un communiqué, pour finalement décréter que «le gouvernement libéral a fait son temps». Soixante députés ont voté contre la motion de censure, 54 ont voté pour. Le gouvernement Charest a survécu.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Grève: Vers une vague d'abandons: Des étudiants ont déjà abandonné leur formation en raison de la longueur de la grève - Publié le: jeudi 03 mai 2012, 23H41 | Mise à jour: jeudi 03 mai 2012, 23H51

Sarah-Maude Lefebvre



Alors que la grève perdure, de plus en plus d'étudiants, découragés, quittent les bancs d'école de manière définitive. Cette vague de «décrocheurs» inquiète vivement les cégeps et les universités.

Depuis quelques semaines, nombre de cégépiens ont fait savoir à leurs professeurs qu'ils abandonnaient l'école, découragés par le boycottage qui s'étire en longueur et pessimistes vis-à-vis les hypothétiques scénarios de retour en classe.

« Les directions des cégeps nous rapportent déjà des cas de décrochage. Et encore là, nous n'avons pas accès à la majorité silencieuse dans les établissements où il y a boycottage. Il y a sûrement plus de cas que l'on pense », affirme le président de la Fédération des cégeps, Jean Beauséne.

« On ne peut pas fermer les yeux et prétendre que le phénomène n'existe pas, poursuit M. Beauséne. Dès que le boycott sera terminé, nous aurons un portrait plus exact de la situation et les cégeps contacteront chaque étudiant systématiquement pour le convaincre de raccrocher. » Selon ce dernier, « tous les cégeps sont à risque » d'avoir leur lot de décrocheurs, puisque plusieurs étudiants sont « démoralisés ».

« Pour certains, ça peut devenir tentant de profiter de l'occasion pour augmenter ses heures de travail et faire plus d'argent. Au fur et à mesure que le temps passe, c'est moins attirant de revenir en classe. »

Inquiétude dans les universités

L'inquiétude gagne aussi les universités. En raison de la longueur du conflit, certains cours devront être annulés ou retardés à une date ultérieure, ce qui rallongera considérablement la formation de plusieurs étudiants.

« C'est une préoccupation qui est de plus en plus présente lors de nos réunions avec les représentants universitaires », admet Daniel Zizian, président-directeur général de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ).

Pire qu'en 2005 ?

« C'est l'une des raisons qui expliquent pourquoi les universités travaillent si fort pour trouver des solutions de rattrapage et empêcher ainsi des abandons définitifs. »

En 2005, la grève contre les coupures dans le programme de prêts et bourses avait entraîné plusieurs abandons dans les cégeps et les universités.

Le boycottage des cours avait duré 52 jours. La grève actuelle a déjà franchi le cap des 80 jours.

« On assiste à ce phénomène à chaque conflit, que ce soit une grève des professeurs ou un boycott des étudiants. Mais, évidemment, plus le conflit est long, plus ça prend de l'ampleur », lance M. Beauséne.

C'est aussi l'avis d'experts en décrochage interrogés sur cette question par le Journal.

« Un événement comme celui-là peut être un déclencheur pour un jeune déjà vulnérable qui, par exemple, éprouve déjà des difficultés à concilier travail et études », croit Pierre Potvin, professeur au Département de psychoéducation de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Plus de 175 000 étudiants des cégeps et des universités boycottent toujours leurs cours.

« Un peu de légèreté »

En soutien-gorge et bobettes, parfois seins nus décorés de carrés rouges ou encore même en tenue d'Adam, plusieurs centaines d'étudiants ont défilé de la Place Emilie-Gamelin au Parc Laurier hier soir.

« Ça amène un peu de légèreté contrairement à la violence de ces derniers temps », lance Émilie Hébert-Houllé, étudiante en géographie à l'UdeM.

Mais le message qu'ils tentent tous de faire passer au gouvernement n'en devient pas moins sérieux pour autant.

« Est-ce qu'on va être enfin écoutés maintenant ? Ce soir, on est vulnérables, on est tout nu. Et il y a un message très important derrière tout ça. On ne le fait pas pour nous, mais pour nos enfants et la société québécoise en général » ajoute la jeune fille.

De la créativité, les étudiants en ont trouvée hier. Acclamé par les klaxons des voitures et les passants, ils se sont dévêtis sans pudeur dans la bonne humeur.

Vers 20h30, la majeure partie des participants sont redescendus vers le point de départ afin de rejoindre un autre groupe, en vue du départ de la dixième manifestation nocturne en autant de jours.

Cette manifestation nocturne, forte de 3000 personnes, a emprunté plusieurs artères du centre-ville en omettant à quelques reprises de respecter les consignes émises par la police. Une trentaine de participants habillés en noir et cagoulés ont été



aperçus en tête de la manifestation, et des pièces pyrotechniques ont été lancées en cours de soirée.

À 22 h 50, la manifestation a été déclarée illégale devant la maison du maire Gérald Tremblay, sur la rue Stuart, dans l'arrondissement d'Outremont.

- Mélanie Collet, Le Journal de Montréal et Agence QMI

Autre injonction demandée

Une nouvelle demande d'injonction est arrivée, cette fois demandée par une étudiante en acupuncture au Collège de Rosemont.

Dans la requête déposée hier soir par Me Yann Trignac, la demanderesse exige que le cégep, son association étudiante et la FECQ lui permettent de reprendre ses cours, annulés depuis deux mois.

Geneviève Goudreault, 32 ans, travaillait dans une agence de publicité avant de vouloir réorienter sa carrière. Elle affirme qu'avec les prêts étudiants et son travail d'été, elle a un revenu de 12 000 \$ par année. Un juge devrait entendre la requête jeudi prochain.

- Michaël Nguyen, Journal de Montréal



Réunis sous le thème « En sous-vêtements pour un gouvernement transparent », près d'un millier de manifestants, dénudés à divers degrés, ont marché pour un dixième soir dans les rues de Montréal, afin de protester contre la hausse des frais de scolarité.

Afficher 1-41 de 43 commentaires (Montréal)

Afficher 9 commentaires (Québec)

- CI
Il y en a peut-être qui ont déjà trouvé un emploi dans des bars de danseurs et danseuses!!
- Pagemichel
arrêté de chialé, vous promenez en auto, vous allez en voyage dans le SUD, vous n'avez pas d'argent pour vos études, faites comme nous ont n'a fait, pas d'auto, pas de voyage, mais nous avons étudié et travaillé à arriver à nos fins, pas à nous dce payer pour vos sorties de BAR, VOYAGE ET AUTO
SALUT
ANNE
- carré rouge
Inquiète-toi pas, ils utilisent leur propre argent pour ça. Et si toi va dans le sud, est-ce que ça veut dire qu'on ne t'impose pas assez? Ah oui, petite citation: "C'est vraiment mal vieillir que de ne pas vouloir que les jeunes aient une meilleure vie que nous." ET aussi, à toujours faire comme les générations précédentes, il n'y a pas de progrès. Vous n'auriez pas le droit de vote ni celui de travailler si vous aviez fait comme les générations précédentes (droit des femmes)
- Physycs42
Les gens abandonnent parce-que'ils ont de la difficulté à consolider le travail et les études? Moi qui croyait le gouvernement lorsqu'il disait que la hausse n'aurait pas d'impact sur l'accessibilité aux études...
- Kridge
Logiquement, la plupart des gens lorsqu'ils font quelque chose le font pour eux-mêmes au préalable. Toute cette manifestation a commencé au moment où le gouvernement a décidé de toucher le portefeuille des étudiants. TOUT D'UN COUP la ils se trouvent une raison de manifester. Si c'est vraiment pour les générations futures, dites-moi qu'en

se levant le matin, quand ils étudient, quand ils décident d'aller à l'université et quand ils passent leurs examens que ce n'est pas pour leur propre carrière, mais pour les générations futures. Personnellement, je suis quelqu'un de très humain, qui travaille en souscription d'assurance et qui se fait un devoir de bien servir mes clients, mais je pense à moi quand je me lève le matin.

La vérité, et prenez le temps d'y réfléchir, c'est l'accès à votre confort qui est brimé et non l'accès à vos études. En passant, c'est tout à fait humain de vouloir du confort, par contre il y a des sacrifices à faire selon les choix de vies que l'on fait.

Physycs42

Merci pour ce commentaire respectueux, c'est relativement rare sur les pages de ce journal. Je comprend parfaitement ce que vous dites. Le seul problème c'est que les gens qui sont sortis dans la rue présentement ne ressentiront probablement pas beaucoup les effets de la hausse. Personnellement j'entre à la maîtrise l'année prochaine et je ne paierai pas autant de crédits pour les cours...

Je crois en fait qu'il y a une sorte de volonté des gens de ne plus adhérer aux valeurs néo-libérales. Nous sommes aussi frustrés contre les techniques vicieuses du gouvernement pour faire "mieux passer" cette hausse. Par exemple lorsque la ministre utilise le montant après les retours d'impôts (qui ne nous touchent pas puisque nous ne gagnons pas assez de toutes manières) ou bien quand elle utilise l'euphémisme du 0,5\$ par jour.

Pour ma part, le gouvernement n'a vraiment pas été transparent à ce sujet et il ne s'est basé que sur le document de la CREPUQ afin de retourner au niveau complètement arbitraire de 1968, année où les étudiants payaient le plus cher comparativement à ce qui s'est fait après. Je crois qu'il aurait du y

avoir plus d'études faites sur le sujet pour bien faire le budget des universités et peut-être recourir aux compressions avant la hausse? Je veux dire... en santé ils sont "capables" de couper beaucoup sans trop affecter le service aux usagers. Pourquoi favoriser les dépenses douteuses des recteurs (îlot voyageur) et leurs primes de départ en le prenant directement dans nos poches? Je crois qu'une analyse en profondeur du budget de l'éducation post-secondaire aurait été de mise et ainsi le gouvernement aurait pu s'appuyer sur du concret au lieu de se baser sur ceux qui se donnent des millions en bonus. Bref, au final, je crois que le gouvernement a joué un coup de dés électoraux en espérant regagner la confiance populaire en tenant tête aux étudiants qui sortent à chaque fois qu'on touche aux frais de scolarité.

Can-Usa

A un moment donné la raison vous reviens, vous perdez tout ou vous décidez de faire quelque chose de votre vie. Vous perdez une session, du travail d'été et vous en avez besoin, vous perdez l'estime de la population. Allez les jeunes, un petit effort, même si c'est beaucoup vous demander, et vous en sortirez avec un beau grand diplôme qui vous fera travailler et gagner beaucoup d'argent, alors votre crissette de cette année sera bien loin derrière, vous serez grand et regarderez vos enfants faire une crissette eux aussi carré rouge

L'argent ne fait pas le bonheur. Se battre pour une cause est bien plus important que quelques dollars (non, la crise n'a jamais été juste parce que "les étudiants ne veulent pas payer"). Les cas de "pas heureux mais gros salaire" sont très nombreux, et réussir sa vie n'est aucunement lié à ton salaire. Est-ce nous qui avons perdu la raison, ou certaines personnes mettent-elles trop d'emphasis sur des choses qui, au fond, ont une

TVANouvelles: Sondage exclusif Agence QMI : La course à trois se confirme - Première publication 3 mai 2012 à 22h04 - Mise à jour : vendredi 4 mai 2012 à 04h47



(Photo: TVA Nouvelles)

Par Rémi Nadeau | Le Journal de Québec

EXCLUSIF - La Coalition Avenir Québec ayant freiné sa chute, la prochaine campagne électorale promet à nouveau une chaude lutte à trois. Un nouveau sondage Léger Marketing-Agence QMI révèle que si des élections avaient eu lieu cette semaine, le Parti québécois aurait récolté 31 % des votes, contre 28 % pour le Parti libéral du Québec et 24 % pour la CAQ.

Ainsi, la formation de François Legault reprend du poil de la bête pour la première fois après un effondrement graduel de ses appuis, qui avaient fondu de 37 % en décembre à 22 % en avril.

«La CAQ se replace dans les intentions de vote et en devenant un meilleur troisième, la course se resserre», a commenté le vice-président à la recherche chez Léger Marketing, Christian Bourque.

Puis, étonnamment, même si le conflit étudiant monopolise les discussions dans les chaumières depuis plusieurs semaines au Québec, il semble avoir eu un faible impact sur l'échiquier politique, à l'exception de la région de Québec.

«On entend que le Québec est en crise, mais le mouvement dans les intentions de vote est assez subtil. Le sondage reconfirme qu'on se dirige vers une lutte à trois», a ajouté M. Bourque.

Chez les francophones, le PQ bénéficie toutefois d'une avance «significative», selon lui.

Le PQ obtient un appui de 37 %, devant la CAQ qui en récolte 26 % et les libéraux qui ferment la marche avec 22 %.

Insatisfaction stable

Par ailleurs, si le premier ministre Jean Charest espérait regagner un peu la faveur populaire avant de déclencher une élection, il trouvera peu de réconfort dans ce nouveau coup de sonde.

Le taux d'insatisfaction, très élevé, demeure stable à 76 %, alors que seulement 21 % des Québécois se disent satisfaits.

«On a vu dans d'autres sondages qu'une majorité de Québécois appuie la position du gouvernement dans le conflit étudiant, mais ça n'a pas d'impact réel sur la satisfaction», analyse Christian Bourque.

Non seulement la CAQ reprend de la vigueur dans les intentions de vote, mais François Legault améliore aussi sa cote personnelle.

Legault, «le meilleur»

Vingt-trois pour cent des Québécois estiment que François Legault ferait le meilleur premier ministre, en hausse de 3 %, ce qui lui permet de rejoindre Pauline Marois - à 23 % également -, alors que Jean Charest est perçu comme le plus apte à occuper ses fonctions par 18 %.

Autres bonnes nouvelles pour M. Legault : 30 % des répondants jugent que son parti représente le plus le changement, et il est le plus souvent cité comme deuxième choix advenant des mouvements dans les appuis d'ici au scrutin.

«Il se remet dans la course et peut avoir l'espoir de jouer du coude avec les deux autres grands partis, particulièrement si un autre chef commet une gaffe», a résumé M. Bourque.

Le sondage a été réalisé par internet auprès de 1615 personnes de 18 ans et plus, réparties dans toutes les régions du Québec, du 30 avril au 2 mai. La marge d'erreur du coup de sonde est de plus ou moins 2,4 %, 19 fois sur 20.



(Photo: TVA Nouvelles)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La CREPUQ et la Fédération des cégeps rencontrent le premier ministre Charest - Mise à jour le jeudi 3 mai 2012 à 18 h 26 HAE



Le premier ministre Jean Charest et la ministre de l'Éducation Line Beauchamp (archives)

Le PDG de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), Daniel Zizian, et celui de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne, ont rencontré le premier ministre du Québec pour tenter de trouver une sortie de crise au conflit étudiant.



Daniel Zizian, PDG de la CREPUQ

Sur les ondes de RDI, M. Zizian a indiqué qu'ils avaient rencontré Jean Charest en compagnie de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. « Parce que Québec veut connaître la situation vécue dans les universités et les cégeps », a expliqué Daniel Zizian.

Jean Beauchesne a pour sa part expliqué que la rencontre à Québec lui avait permis de faire un portrait complet de la situation vécue dans les 19 collèges, y compris les injonctions et les calen-

driers de reprises. « L'enjeu, c'est de finir les sessions », a indiqué le PDG de la Fédération des cégeps.

Selon des informations obtenues par le journaliste de Radio-Canada Michel Pepin, le premier ministre n'a pas limité ses consultations à ces seuls interlocuteurs. Une source associée à ces consultations a indiqué qu'une annonce du gouvernement concernant le conflit étudiant était probable vendredi.

Il a ajouté que les universités revoient chaque année leur façon de faire et il invite les étudiants à faire des suggestions concrètes.

« Mais quand [la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, la CLASSE] nous dit : coupons entre 140 et 280 millions de dollars dans la recherche universitaire, ce n'est pas acceptable, c'est un non-sens. On ne peut pas accepter des propositions qui feraient reculer la société québécoise », s'est exclamé Daniel Zizian.

Les commentaires (150)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La proposition de la CLASSE : taxer les banques pour financer la gratuité scolaire - Mise à jour le jeudi 3 mai 2012 à 16 h 24 HAE

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) avance une série de solutions visant d'une part à mettre un terme à la grève étudiante en cours depuis la mi-février et d'autre part à atteindre la gratuité scolaire d'ici 2016.

Pour sortir de la crise, la CLASSE propose quatre mesures à la ministre de l'Éducation Line Beauchamp :

- transférer de 142 à 284 millions de dollars en fonds de recherche vers l'enseignement;
- mettre un terme aux dépenses en publicité des universités;
- geler l'embauche de cadres supérieurs et de recteurs, geler leur salaire et abolir les bonis qui leur sont versés;
- suspendre toute construction de « campus satellites ».

À plus long terme, la CLASSE propose d'atteindre la gratuité scolaire en 2016, une mesure qui serait financée non pas par les contribuables, mais par une taxe sur le capital des institutions financières. Elle propose d'imposer une taxe de 0,14 % par année pendant cinq ans.

Selon les calculs de la Coalition, le taux de 0,7 % que la taxe atteindrait en 2016 permettrait à Québec d'engranger 410 millions de dollars, ce qui constitue le coût de la gratuité scolaire, selon une étude de l'Institut de recherche en économie contemporaine.

La CLASSE propose que cette idée soit discutée lors d'états généraux sur l'éducation supérieure, qu'elle propose de tenir à la fin de cette année.

La CLASSE réitère que **l'offre** présentée vendredi dernier par le premier ministre Jean Charest et sa ministre de l'Éducation, Line Beauchamp est inacceptable. Le gouvernement, dit-elle, fait preuve d'une « mauvaise foi manifeste ».

« Est-ce que la ministre met de l'argent sur la table? Non. Est-ce que c'est un signe d'ouverture? Non. Est-ce que c'est une concession? En aucun cas. [...] La ministre n'a pas bougé d'un poil. » — Jeanne Reynolds, porte-parole de la CLASSE

Les 43 associations membres de la CLASSE ont unanimement **rejeté** cette proposition lors d'un congrès tenu en fin de semaine, puisqu'elle maintient la hausse des droits de scolarité.

À l'Assemblée nationale, la ministre Beauchamp s'est montrée peu impressionnée par la proposition de la CLASSE. « Je pense que vous constatez comme moi que ça n'a pas bougé. On reste assez campé sur cette position-là depuis le début et que ça ne facilite pas un rapprochement et un règlement », a-t-elle déclaré.

L'analyste politique de Radio-Canada Michel Pepin fait le point sur le conflit entre Québec et les grévistes étudiants, et sur la possibilité que des élections soient déclenchées. [Cliquez ici pour lire son blogue.](#)

Quelques explications sur les propositions

La CLASSE affirme que les universités québécoises consacrent actuellement à la recherche 26,2 % de leur budget, comparativement à 21,5 % en moyenne pour les autres universités canadiennes.

Elle soutient qu'en réduisant cet écart de moitié, les universités récupéreraient une somme de 142 millions de dollars, qu'elles pourraient rediriger vers l'enseignement. Cette somme serait suffisante, dit la Coalition, pour ne pas mettre en oeuvre la hausse des droits de scolarité prévue pour les cinq prochaines années.

Si cet écart dans les investissements de recherche avec les universités canadiennes était complètement effacé, les universités québécoises auraient 284 millions de plus, ce qui permettrait de ramener les droits de scolarité au niveau de 2007, soit au moment de leur dégel.

L'un des deux porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, note par ailleurs qu'une grande partie de ces sommes est consacrée à des « recherches commercialisables ».

« Les universités servent de plus en plus de sous-traitants aux entreprises pour effectuer de la recherche et du développement. Pour nous, ces activités-là ne correspondent pas à la mission fondamentale de l'université », a dit M. Nadeau-Dubois. « Il faut remettre l'enseignement au cœur de nos priorités ».

En ce qui concerne les dépenses en publicités, la CLASSE soutient qu'elles ont bondi de 19 % depuis cinq ans pour s'établir à 80 millions de dollars par année. Les fonds publics, argue-t-elle, ne doivent pas financer de telles opérations.

La Coalition note en outre que la proportion de cadres supérieurs et de recteurs est en forte augmentation dans les universités depuis quelques années. Ces embauches, dit-elle, détournent une fois de plus de l'argent qui devrait être consacré à l'enseignement.

La CLASSE souligne par exemple que le salaire des cadres dans le réseau de l'Université du Québec a augmenté de 83 % entre 1997 et 2004. La proportion de cadres augmente, dit-elle, alors que la proportion de professeurs diminue.

L'association étudiante dénonce également les « entreprises immobilières mégalomanes » que représentent les investissements dans ce que les universités appellent des « campus satellites ».

La seule motivation de ces initiatives, dit la CLASSE, est de « voler » une clientèle à d'autres universités de la province, mais ne modifie en rien le taux de fréquentation des étudiants québécois.

La proposition de la FECQ et de la FEUQ

Les deux autres associations étudiantes engagées dans un bras de fer avec Québec, la Fédération étudiante collégiale (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), ont également présenté une [contre-proposition](#) à l'offre gouvernementale mardi.

Contre-proposition (FEUQ - FECQ)

- 1 Création d'un comité pour surveiller la gestion des universités
- 2 Limiter à 3 % les dépenses qui sont périphériques aux missions des universités
- 3 Analyser les relations entre entreprises et universités (brevets, partenariats)
- 4 Moratoire de deux ans sur le plan de financement des universités
- 5 Moratoire de cinq ans sur la construction de nouveaux campus
- 6 Tenir des états généraux sur l'éducation universitaire
- 7 Geler les droits de scolarité au niveau de 2012 pour maintenir l'accessibilité

Elles ont plutôt proposé de geler les droits de scolarité, mais sans pour autant que cela n'entraîne une hausse d'impôt. Elles préconisent un moratoire de deux ans sur le plan de financement des universités, un moratoire de cinq ans sur la construction de nouveaux campus, et de limiter à 3 % les dépenses périphériques aux missions des universités.

Interrogé sur ces propositions distinctes au Réseau de l'information, Gabriel Nadeau-Dubois a souligné que la CLASSE a plus de points communs avec les autres fédérations étudiantes qu'elle n'a de désaccords.

« Je crois qu'on a un éventail de propositions à faire à la ministre. [...] Sur la plupart des enjeux, on s'entend avec les fédérations étudiantes. Mme Beauchamp a le pouvoir d'appliquer des mesures qui vont faire l'affaire de tout le monde. Il y en a d'autres sur lesquelles elle a le choix », a-t-il dit.

La CREPUQ déçue

La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) est déçue de la contre-proposition de la CLASSE. La CREPUQ estime que les propositions de la coalition étudiante auraient pour effet d'affaiblir les universités québécoises et principalement la recherche.

« Comme nous l'avons indiqué à maintes reprises, il est impératif de réinvestir dans nos universités pour assurer une formation de qualité à tous les cycles d'études, améliorer l'offre de services de soutien aux étudiants et intensifier les activités de recherche », a déclaré la rectrice de l'Université de Sherbrooke, Luce Samoisette. « Rappelons que les universités québécoises souffrent déjà d'un sous-financement de 620 millions de dollars par année. »

La CREPUQ réfute l'argument de la CLASSE qui souhaite réaliser des économies dans le domaine de la recherche pour financer la gratuité scolaire. Les recteurs soutiennent que le financement de la recherche est indépendant de l'enveloppe budgétaire des universités et que les fonds en sont attribués au mérite des projets qui sont jugés par des pairs. Par ailleurs, la CREPUQ souligne que la recherche permet l'embauche de plusieurs étudiants sur des projets de recherche.

La CREPUQ soutient que l'ouverture de campus satellitaires répond à une demande et que « l'offre de formation délocalisée augmente l'accessibilité géographique et non les coûts ». Elle souligne finalement que le budget de publicité et d'affichage de postes ne représente que 0,4 % de leur budget. Un budget qui permet notamment de diffuser de l'information et des réalisations propres à l'université.

L'offre de Québec

Québec propose pour sa part d'étaler la hausse des droits de scolarité sur sept ans plutôt que cinq, ce qui, en tenant compte de l'indexation de 2,1 % annoncée par la même occasion, fera passer la hausse prévue des droits de scolarité de 1625 \$ à 1779 \$.

Le gouvernement suggère aussi que les étudiants soient éligibles à des bourses d'études jusqu'à 45 000 \$ de revenu familial, plutôt que 35 000 \$ comme c'est le cas à l'heure actuelle, et d'investir 39 millions de dollars supplémentaires dans le régime de prêts et bourses.

Une solution globale pour l'accessibilité aux études universitaires

- l'étalement de la hausse des droits de scolarité sur 7 ans plutôt que 5
- Un ajout de 39 millions de dollars en bourses pour la classe moyenne
- Une bonification des prêts
- L'instauration du remboursement proportionnel au revenu
- La mise sur pied d'un conseil pour assurer une meilleure gestion des universités
- Une évaluation périodique de l'impact de la hausse sur l'accessibilité aux études

Ces propositions s'ajoutent à celles déjà annoncées le **5 avril**, soit la bonification du régime de prêts et bourses dès septembre prochain, la mise en oeuvre d'un régime de remboursement des prêts étudiants proportionnel aux revenus et la création d'une commission d'évaluation visant à améliorer la gestion des universités.

La chef du Parti québécois, Pauline Marois, a pour sa part annoncé mercredi qu'elle **abolirait la hausse** des droits de scolarité du gouvernement Charest si elle prenait le pouvoir, mais qu'elle les indexerait au coût de la vie.

À l'Assemblée nationale, jeudi, elle s'est dit ouverte à discuter de la gratuité scolaire, mais sans plus. « Pour offrir la gratuité, il faudrait faire d'autres choix à d'autres niveaux, parce que c'est quand même une somme assez importante », a-t-elle dit.

« S'il y a des solutions qui apparaissent et qui ne [...] mettent pas de côté d'autres priorités, je suis prêt à ce qu'on discute » de la proposition à l'occasion d'un sommet, a-t-elle dit. « Mais nous, notre proposition, c'est plutôt l'indexation. »

En complément

- Hyperlien - [Des économistes débattent de l'offre de Québec concernant l'aide aux études](#)



Vidéo - [Anne-Marie Dussault reçoit Gabriel Nadeau-Dubois pour parler de la proposition de la CLASSE](#)



Vidéo - [L'offre de la CLASSE](#)



Vidéo - [Conflit étudiant](#)

- Hyperlien - [Un artiste donne à la CLASSE les 1779 \\$ obtenus pour une peinture](#)

[Les commentaires \(1306\)](#)

LAPRESSE.CA: Proposition de la CLASSE: gel des droits de scolarité et meilleure gestion des universités

Publié le 03 mai 2012 à 16h16



Photo Ninon Pednault, La Presse
Jeanne Reynolds et Gabriel Nadeau-Dubois.

Pierre Saint-Arnaud, La Presse Canadienne, Montréal

La CLASSE maintient sa demande de gel des droits de scolarité mais en présentant à son tour une contre-proposition, jeudi, elle a suggéré d'autres avenues pour financer l'enseignement universitaire à la hauteur souhaitée par le gouvernement du Québec.

Les sommes requises proviendraient principalement d'un transfert d'une partie des fonds consacrés à la recherche - soit 142 millions \$ - vers l'enseignement. L'organisation étudiante justifie ce détournement de fonds par le fait que 26,2 % des budgets des universités québécoises va à la recherche, comparativement à 21,5 % dans le reste du Canada.

La somme de 142 millions \$ représente la moitié de cet écart.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) fait valoir qu'il y a eu une explosion des fonds dédiés à la recherche commercialisable alors que les universités devraient se concentrer d'abord sur l'enseignement.

«C'est le symptôme, selon nous, d'une dangereuse dérive de nos universités qui, de plus en plus, servent de sous-traitants aux entreprises pour effectuer de la recherche et du développe-

[Actualité](#) | [Éducation](#)

ment, a déclaré le porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois. Ces activités ne correspondent pas à la mission fondamentale des universités.»

Proposition mal accueillie

La Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ) a pour sa part très mal accueilli cette proposition qui, selon elle, n'aurait d'autre effet que d'affaiblir les universités. Dans un communiqué, la CREPUQ affirme que la suggestion de transférer des fonds de la recherche vers l'enseignement témoigne d'une méconnaissance des sources multiples de financement de la recherche et des conditions liées à leur obtention.

La CLASSE demande également l'interdiction de la publicité faite par les universités, ce qui dégagerait une somme additionnelle de 18 millions \$. «Les fonds publics ne doivent pas servir à faire de la publicité commerciale pour les universités», a ajouté M. Nadeau-Dubois.

À l'instar des fédérations étudiantes universitaires (FEUQ) et collégiale (FECQ), la CLASSE propose aussi un gel des salaires et de l'embauche des cadres et du rectorat, ainsi qu'un moratoire sur la construction et l'agrandissement de campus satellites.

Enfin, les porte-parole de la CLASSE ont fait part jeudi de leur demande pour la tenue d'états généraux de l'éducation dès cet automne, un exercice au cours duquel ils souhaiteraient mettre de l'avant leur argumentaire en faveur de la gratuité complète. Cette mesure pourrait être financée, selon eux, par une taxe sur le capital des institutions financières qui atteindrait progressivement 0,7 pour cent sur cinq ans.

Par ailleurs, la CLASSE ne s'oppose pas à la nomination d'un médiateur au conflit, même si elle n'en réclame pas un, mais pose deux conditions à sa participation à une médiation, soit qu'elle ait son mot à dire dans le choix d'un éventuel médiateur et que celui-ci n'ait pas le pouvoir d'imposer une décision exécutoire.

La ministre déçue

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a exprimé sa déception face à ces propositions, accusant la CLASSE de demeurer campée sur ses positions.

«La position reste la même, c'est de défendre le principe de la gratuité complète pour aller à l'université, a déclaré la ministre. Vous constatez comme moi que ça n'a pas bougé. (...) Ça ne facilite pas un règlement et un rapprochement.»

La gratuité n'est cependant pas au nombre des demandes actuelles de la CLASSE, qui entend la défendre lors d'états généraux. La porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds, accuse la ministre Beauchamp exactement des mêmes maux. «Elle maintient sa hausse, elle reste ferme sur sa hausse. Elle fait quelques aménagements techniques qui, finalement, ne lui coûtent absolument rien», a-t-elle dit.

Quant à l'apparente ouverture de la ministre Beauchamp aux deux fédérations étudiantes pour discuter de la création d'un organisme chargé de surveiller la gestion des universités, Mme Reynolds a dit qu'elle ne croyait pas que la FEUQ et la FECQ accepteraient de participer à ce processus sans la CLASSE et que, de toute façon, il n'y avait là rien de neuf.

Un porte-parole de la FEUQ a d'ailleurs confirmé à La Presse Canadienne que, bien qu'un appel du cabinet de la ministre ait été logé à la fédération mercredi, on n'avait rien fait de plus que de demander des précisions sur sa proposition de Commission d'évaluation des universités du Québec.

«C'était le premier coup de fil que nous avons depuis la fin de la table de discussion, a écrit Mathieu Le Blanc, attaché de presse de la FEUQ, dans un courriel. Il n'y a pas eu d'autres appels depuis ce temps. Selon nous, rien ne laisse présager une reprise des discussions.»

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Conflit étudiant : Dans un cul-de-sac - Publié le: jeudi 03 mai 2012, 11H14 | Mise à jour: jeudi 03 mai 2012, 11H17

Vidéo : La ministre de l'Éducation tente de rétablir le dialogue avec deux associations étudiantes, la FECQ et la FEUQ. , 3 mai 2012 , Journal de Québec
Régys Caron

QUÉBEC - Les péquistes tentaient de faire tomber le gouvernement notamment pour sa « gestion catastrophique de la crise actuelle avec les étudiants (...) Les scandales de corruption ont tellement miné la confiance que nos institutions en sont ébranlées (...) En voulant imposer cette hausse de 75 % des frais de scolarité, le gouvernement savait très bien qu'il allait provoquer une levée de boucliers », a sermonné la chef Pauline Marois.

Pendant que les associations étudiantes continuaient à rejeter la proposition globale faite il y a une semaine par le gouvernement Charest, les députés se sont livrés à un débat enflammé à l'Assemblée nationale. « La chef de l'opposition est capable de dire dans la même phrase qu'elle est en faveur de la gratuité, en faveur du gel, en

faveur de l'indexation. Demain, j'imagine qu'elle sera en faveur de l'indexation de la gratuité », a ironisé la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Échec

Une tentative de reprise du dialogue de la ministre Beauchamp auprès de deux associations étudiantes (FECQ et FEUQ) semblait vouée à l'échec hier. « Ils nous ont demandé une copie de notre rapport sur la Commission d'évaluation des universités, document qu'ils ont déjà. On tourne en rond », a soupiré la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

« On n'a pas senti une réelle volonté de trouver une solution », a confirmé le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin. Le dialogue que souhaitaient reprendre les deux présidents avec le gouvernement devra porter sur le financement des universités et la CLASSE et la TaCEQ devront y participer, ont-ils signifié.

Le gouvernement Charest refuse pour sa part de négocier la hausse des droits de scolarité, comme il refuse de discuter avec la CLASSE,

sous prétexte qu'elle préconise la désobéissance civile. « Mme Beauchamp a pris le petit-déjeuner avec un membre de la mafia. Elle n'est pas en position de refuser de parler à la CLASSE. Elle n'a plus d'excuse », estime Martine Desjardins.

Situation critique

Le premier ministre Jean Charest et la ministre de l'Éducation ont rencontré hier le pdg de la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec, Daniel Zizian, et le président de la Fédération des cégeps, Jean Beauchênes, pour faire le point sur le conflit étudiant.

« La situation est critique », a rappelé une porte-parole de la Fédération des cégeps, Caroline Tessier. « C'était un échange pour tenter de trouver un espace de dialogue entre le gouvernement et les associations étudiantes pour tenter de dénouer l'impasse », a dit Daniel Zizian. La rencontre a duré un peu plus d'une heure.

[Afficher 20 commentaires \(Québec\)](#)

[Afficher 1-80 de 137 commentaires \(Montréal\)](#)

LAPRESSE.CA: Québec a «repris contact» avec les fédérations étudiantes - Publié le jeudi 03 mai 2012 à 10h54 | Mis à jour le jeudi 03 mai 2012 à 12h26



Photo PC

Line Beauchamp

Tommy Chouinard, La Presse (Québec) Pour la première fois depuis vendredi, Québec a donné un coup de fil, hier, aux deux fédérations étudiantes, afin de discuter de la gestion des universités, mais pas des droits de scolarité. «On a repris contact» avec elles, a affirmé aujourd'hui jeudi la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Elle avait accueilli avec ouverture un élément de la contre-proposition de la FEUQ et de la FECQ présentée mardi: la création d'un organisme de surveillance des universités. Elle avait elle-même accepté de créer un conseil d'évaluation des

universités. Cette mesure fait partie de l'offre du gouvernement dévoilée vendredi.

Or, depuis ce jour, son cabinet n'avait pas téléphoné aux fédérations étudiantes. Il l'a finalement fait hier.

«La question de la gestion des universités, j'ai toujours dit clairement que nous étions ouverts à cela. Partons de l'élément positif, il y en a un, on est capable de bâtir des discussions autour de ça», a affirmé Line Beauchamp.

Il n'est pas question de négociations pour le moment. «Nous n'en sommes pas là. Je suis plus en train d'établir si on est capable de se mettre en mode discussion sur la gestion des universités», a-t-elle dit.

«Je veux vraiment me mettre en mode solution, on l'a fait souvent, a-t-elle ajouté. On a fait des gestes qui font en sorte que la facture a diminué. Les étudiants de la classe moyenne sont très gagnants.»

Dans son offre, Québec étale sur sept ans au lieu de cinq la hausse des droits de scolarité de 1625\$ (325\$ par année). Comme les droits seront indexés à compter de la sixième année, la facture totale est de 1778\$. Cela représente une hausse de 254\$ par année. Le gouvernement bonifie également le régime de prêts et bourses.

Il entend instaurer un mode de remboursement des dettes d'études proportionnel au revenu.

Rappelons que Line Beauchamp s'est dite «déchue» que les deux fédérations prônent toujours le gel des droits de scolarité.

Line Beauchamp a appelé tous les étudiants à respecter les injonctions qui ordonnent la reprise des cours. «Il y a des étudiants qui veulent exercer leur droit à l'éducation. Il faut les laisser suivre leurs cours», a-t-elle insisté.

Elle a également lancé un appel aux étudiants qui se prononcent sur la poursuite de la grève dans des assemblées générales. «Je les invite fortement à constater que si on ne retourne pas suivre les cours, vraiment, la tenue des sessions devient extrêmement difficile.» Elle n'a pas abordé l'hypothèse d'une annulation du trimestre.

La FEUQ a tenu à apporter des précisions sur l'appel du gouvernement. Selon elle, le chef de cabinet de Mme Beauchamp a posé «quelques questions techniques» à son attachée politique au sujet de l'idée de créer une commission d'évaluation des universités. «Ça n'a pas duré très longtemps», a noté Mathieu Le Blanc, attaché de presse de la FEUQ.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit étudiant : La CLASSE fait ses propositions - Publié le: jeudi 03 mai 2012, 10H33 | Mise à jour: jeudi 03 mai 2012, 10H48



© Jean-François Desgagnés / Agence QMI Agence QMI

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a présenté, jeudi matin, ses suggestions pour

« couper dans ce qui est fait tout croche » et donc empêcher une hausse des droits de scolarité.

En conférence de presse, la CLASSE a proposé de diminuer les budgets des universités alloués à la publicité et à la recherche, de geler les salaires des dirigeants des universités et d'empêcher les universités de créer des « campus satellites » dans d'autres régions.

La CLASSE a rejeté du revers de la main la proposition de la ministre de l'Éducation, en accusant la ministre de faire preuve d'une « mauvaise foi manifeste ».

Selon la CLASSE, la ministre n'a fait aucune concession dans son offre qualifiée d'ultime.

« En plus de ne pas bouger sur la hausse, elle ne peut même pas faire de concessions sur l'inflation en étalant la hausse », a affirmé la porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds.

Afficher 2 commentaires (Montréal)

• Allophone123

Tout d'abord, la gratuité scolaire n'est pas réelle dans le contexte actuel. Et, aborder la poche des banques paraît à tous et toutes une idée logique car ils ramassent les gros bidons en dérobant notre portefeuille. Mais, il y a un tas de gens en classe moyenne qui bénéficient des fonds de retraite, REER, CELI...etc Donc, taxer les institutions financières leur ramène à transférer les coûts aux citoyens en classe moyenne. En plus, après d'avoir feuilleté sa contre-proposition, y'a des proposition qui attaquent les idées de capitalisme tel que 'mettre au terme aux dépenses de pub....' Cette crise est en train d'approcher un débat d'idéalisme et idées. Faut qu'on soit réel. Anyway, tout ce que je peux dire c'est qu'on toujours reste dans le cul-de-sac.

• Bobine

Je m'attendais à ce genre d'offre et je la trouve raisonnable.

Elle a la particularité de tester les gens (plus particulièrement le gouvernement) sur leur allégeance entre le petit peuple et les

grosses banques. J'ai hâte de voir la réponse!

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES: La CLASSE présente ses propositions: Vers la gratuité scolaire - Publié le: jeudi 03 mai 2012, 10H12 | Mise à jour: jeudi 03 mai 2012, 12H19 / Première publication 3 mai 2012 à 10h14 - Mise à jour : 3 mai 2012 à 13h01

Les propositions de la CLASSE

- ✓ Diminuer les budgets de recherche des universités et rediriger entre 142 M\$ et 284 M\$ de dollars des fonds de recherche vers l'enseignement
- ✓ Interdire aux universités de faire la publicité pour attirer de la clientèle, ce qui coûte présentement 18 M\$ par année selon la CLASSE
- ✓ Geler dès maintenant les salaires des cadres des universités et limiter l'embauche
- ✓ Mettre un moratoire sur la création de campus satellites en région.

TVA Nouvelles et Agence QMI

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (**CLASSE**) a présenté, jeudi matin, ses suggestions pour «couper dans ce qui est fait tout croche» et éviter, du coup, la hausse des droits de scolarité.

En conférence de presse, les deux représentants de la CLASSE, **Jeanne Reynolds** et **Gabriel Nadeau-Dubois**, ont proposé quatre solutions qui permettraient de se sortir de la crise qui secoue actuellement le Québec.

Ils proposent notamment de transférer des fonds de recherche vers l'enseignement, qui demeure pour eux l'«activité fondamentale de l'université». En déplaçant entre 142 et 284 millions \$ d'une enveloppe budgétaire à l'autre, le Québec pourrait se comparer à ce qui se fait ailleurs au Canada, dans ce domaine.

M. Nadeau-Dubois déplore l'**explosion des investissements en recherche**, surtout ceux qui visent la recherche commercialisable, «qui profitent avant tout aux entreprises privées».

«Selon nous, il s'agit du symptôme d'une dangereuse dérive de nos établissements universitaires qui, de plus en plus, servent de sous-traitants aux entreprises pour effectuer de la recherche et du développement», estime le porte-parole de la CLASSE.

Parmi les autres propositions de la Coalition, il y a le **gel de l'embauche des cadres universitaires** et le **moratoire sur la construction de campus satellites**, qualifiés d'«entreprises mégalomanes».

La CLASSE suggère enfin de **mettre fin aux dépenses publicitaires** pour attirer la clientèle étudiante.

Financer la gratuité scolaire

L'organisation étudiante croit que la gratuité serait viable dans environ cinq ans, après a tenue d'**états généraux sur l'éducation universitaire**.

Pour financer la **gratuité scolaire**, la CLASSE propose de réinstaurer une **taxe sur le capital**,

abolie par le gouvernement Charest en 2007. Elle suggère donc de taxer de 0,4% au cours de la première année et d'augmenter le taux progressivement jusqu'à en arriver à une taxation de 0,7%.

Pour Gabriel Nadeau-Dubois, il s'agit d'une façon de faire participer les banques au financement des universités.

«Collectivement, au Québec, nous avons les moyens de le faire, moyennant une contribution minuscule des gens les plus riches de notre société, les banques, en leur demandant de faire même en-deça de leur juste part», a-t-il soutenu.

Des reproches à la ministre

Lors de ce point de presse, les représentants de la Coalition en ont profité pour accuser la ministre de l'Éducation Line Beauchamp de faire preuve d'une «mauvaise foi manifeste».

Selon eux, Mme Beauchamp n'a fait aucune concession dans son offre qualifiée d'ultime. Ils ont aussi reproché à cette dernière de ne pas mettre «d'argent neuf sur la table» et de ne pas faire preuve d'ouverture.

«En plus de ne pas bouger sur la hausse, elle ne peut même pas faire de concessions sur l'inflation en étalant la hausse», a affirmé la porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds.

«Il va falloir plus que des solutions à la pièce, il va falloir plus que quelques aménagements techniques pour réellement sortir de l'impasse actuelle et s'assurer d'un financement stable, cohérent et juste pour les universités québécoises non seulement cette année, mais lors des prochaines années», a renchéri Gabriel Nadeau-Dubois.

Mardi, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont déposé leur contre-proposition à l'offre gouvernementale.

Line Beauchamp réagit

La ministre de l'Éducation s'est dite désolée que la CLASSE refuse de bouger sur la hausse des droits de scolarité. Elle se dit néanmoins ouverte à discuter de la gestion des universités. Mercredi, son cabinet est d'ailleurs entré en contact avec la FEUQ et la FECQ à ce sujet.

«Sur la question de la gestion des universités, je veux aussi répéter que c'est un bon sujet de discussion. Il y a des éléments sur lesquels on peut bouger», a déclaré Mme Beauchamp.

Le conflit étudiant, qui dure depuis 80 jours pour certains, touche environ 190 000 étudiants. Jugant que seule une élection peut permettre de sortir de l'impasse, le Parti québécois a déposé une motion de censure, mais le gouvernement l'a battue, jeudi.

[Afficher 1-80 de 303 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 4 commentaires \(Québec\)](#)

• Vic

Gabriel Nadeau Dubois: La crise d'adolescence d'un fils de riche la plus coûteuse et la plus médiatisée de l'histoire du Québec: 50 Millions aux frais des contribuables :P

Définition de Wikipédia:

"La crise d'adolescence est l'ensemble des troubles (sautes d'humeur, attitudes de défi, opposition aux parents, comportements excessifs...) en rapport avec la phase de transition entre l'âge enfant et l'âge adulte qu'est l'adolescence."

et encore !!

"Ce passage correspond à une période d'affrontement mais aussi d'identification et d'adhésion. Un adolescent en pleine crise doit se sentir exister, quitte à faire des erreurs."

Au fait:

Peut-on envoyer la facture aux parents svp ?

Ching Ching !

• M.Bédard

Campus satellites :bravo bonne façon d'empêcher les étudiants d' étudier dans leur région.Geler les hausses : Bravo le coût de la vie n'augmente pas.Taxer les banques : Bravo mes frais de transactions me coûteront plus chères. Taxer la publicité : Bravo moins de publicité hors pays dont moins d'étudiants étrangers. Si tout cela passe ,il est capable de faire cesser les manifestations immédiatement hurra.Enfin nous avons trouvé en ce petit génie un fiscaliste,un gestionnaire d'Université capable de trouver des chiffres qui ne pénaliseraient pas les payeurs de taxes,pourquoi ne se présente t-il pas aux prochaines élections ."ON VERRA " si les électeurs se souviennent de ce qu'il a décliné.....

• Chles

Le but des universités est justement de faire de la recherche et d'y faire des découvertes tant qu'au point médicale, nouvelle technologie, etc.

Ce tête chaude de la CLASSE est déconnecté de la réalité. De plus, il a oublié de geler le salaire des profs. OUPS

SherwoodAB

"bonne" idee de diminuer les budgets pour la recherche. Comme cela les chercheurs (et les étudiants) iront ailleurs.

TVANOUVELLES: Droits de scolarité: Pauline Marois rembourserait les étudiants - Première publication jeudi 3 mai 2012 à 08h32



Crédit photo : Agence QMI

Pauline Marois

Par Régys Caron | Agence QMI

En plus de promettre d'**annuler la hausse des droits de scolarité** décrétée par le **gouvernement Charest**, **Pauline Marois** s'engage à **rembourser les étudiants** si le PQ devait prendre le pouvoir à la prochaine élection.

«Si le Parti québécois forme le prochain gouvernement, la **hausse de 82% sera annulée** et nous rétroagirons si tant est que le gouvernement (précédent) avait appliqué cette hausse», a déclaré le chef péquiste en conférence de presse.

L'augmentation des droits de scolarité commencera à s'appliquer en 2012-2013 avec un prélèvement supplémentaire de 325\$ payable par les étudiants. Un gouvernement péquiste rembourserait cette somme aux étudiants, en plus d'annuler l'augmentation, s'il prenait le pouvoir, par exemple, au printemps 2013.

Indexés au coût de la vie

Mme Marois promet aussi de tenir, après sa prise du pouvoir, un sommet sur les études supérieures. Il s'agirait d'un forum auquel des représentants provenant d'horizons divers (universi-

tés, affaires, syndicats, étudiants) seraient appelés à s'entendre sur le financement des universités.

Un gouvernement péquiste proposerait, à ce sommet, d'indexer les droits de scolarité au coût de la vie.

Lucien Bouchard

À **Lucien Bouchard**, qui propose aux étudiants d'accepter l'augmentation de 82% des droits de scolarité, Pauline Marois répond qu'elle était avec l'ex-premier ministre, en 1998, quand son gouvernement avait décidé de geler les droits de scolarité.

Médiation ou élections

Mme Marois propose deux solutions pour sortir de l'impasse: faire appel à un médiateur indépendant ou déclencher des élections générales, une idée que le premier ministre a qualifié d'«ignoble», vendredi dernier.

Ce qui n'a pas empêché le ministre des Finances, **Raymond Bachand**, de déclarer, mercredi, que le conflit se réglerait en élection.

«Il y a une place pour régler ça, c'est lors d'une élection; il y a un parti qui veut la gratuité scolaire, il y a un parti qui veut geler les frais de scolarité et il y a deux partis qui pensent qu'il faut qu'on finance les universités (...) D'ici un an, il va y avoir des élections au Québec», a dit le ministre des Finances.

Selon M. Bachand, il serait illusoire pour le gouvernement de retourner s'asseoir à une table de discussion avec les quatre associations étudiantes.

«C'est une illusion de penser qu'on va discuter des frais de scolarité à une table où les étudiants n'ont qu'un seul mandat, c'est le gel des frais de scolarité», a précisé M. Bachand.

«Le gouvernement est incapable de réaliser qu'il fait une erreur, soupire **Martine Desjardins**, présidente de la **Fédération étudiante universitaire du Québec** (FEUQ). Il devra s'expliquer s'il y a annulation de la session.»

LAPRESSEAFFAIRES: Conflit étudiant: qui gagne la bataille de l'image? (Entrevue avec Frédéric Gonzalo, stratège en marketing, communications et médias sociaux - Publié le jeudi 03 mai 2012 à 06h49



Photo André Pichette, La Presse
Manifestation étudiante du lundi 30 avril.

Isabelle Massé
, La Presse

(Montréal) Depuis l'augmentation annoncée des droits de scolarité, le gouvernement provincial et les étudiants occupent le paysage médiatique. Quelle image dégage-t-ils? Que devraient-ils faire pour améliorer leur message? Trois experts analysent la situation de façon sérieuse... et humoristique.

FRÉDÉRIC GONZALO

Stratège en marketing, communications et médias sociaux

Q Qui s'en sort le mieux, le gouvernement ou les étudiants?

R Ni l'un ni l'autre. Les deux parties se font égratigner. Si je dois trancher, disons que le gouvernement s'en tire légèrement mieux. Les manifestations qui ont mal tourné à cause des casseurs ont nui aux étudiants. Le blocus continu au centre-ville de Montréal fait parler, mais surtout râler ceux qui se rendent au travail. Et l'intervention du juge en chef, hier, a donné des munitions au gouvernement pour régler l'affaire rapidement.

Q Quelle est l'image publique du gouvernement?

R Jusqu'à la semaine dernière, il était intransigent. Puis il a eu une image d'ouverture. Pour le milieu des affaires, le gouvernement fait ce qu'il a à faire.

Q Quelle est l'image publique des étudiants?

R Au départ, une image de bébés gâtés. Leur grève n'était pas perçue comme quelque chose de sérieux. Ils ont bien joué avec les manifestations répétées et le carré rouge. Ils ont bien utilisé les médias sociaux. Mais à cause des casseurs, ils ont eu l'image de perturbateurs publics. Maintenant, le rejet des offres du gouvernement peut jouer en leur défaveur.

Q Que faire pour améliorer l'image du gouvernement?

R Une pub radio, comme celle diffusée en ce moment, est une bonne idée, si ça fait connaître la position du gouvernement. Ce n'est pas le moment de sortir une campagne en périphérie pour ne pas jeter d'huile sur le feu.

Q Que faire pour améliorer l'image des étudiants?

R Il existe énormément de contenu (de professeurs ou d'économistes) qui ne se rend pas à la population. Il y a une polarisation du débat: on gèle ou on dégèle les droits de scolarité. Les étudiants devraient faire circuler du contenu de fond, comme les vertus de la gratuité, sur Twitter, Facebook. Leur lipdub, c'est super, mais en quoi ça va faire changer d'opinion?

Q Un bon slogan pour le gouvernement ou pour les étudiants?

R Les slogans ont leur place dans les manifestations, mais après 12 semaines, on n'en est plus là. Le clan qui va l'emporter est celui qui va faire mieux comprendre sa position.

MYLÈNE FORGET

Présidente de Massy Forget Langlois relations publiques

Q Qui s'en sort le mieux?

R Les étudiants, qui ont un discours éloquent et qui passe bien. Le gouvernement a un discours extrêmement ferme. Il a polarisé les insatisfaits de la société en faisant traîner le débat. Son message est à l'avantage de la majorité des Québécois, mais il ne passe pas à cause de l'utilisation des cassettes. Le «50 cents par jour» est un argument très faible.

Q Quelle est l'image publique du gouvernement?

R C'est l'enfant buté.

Q Quelle est l'image publique des étudiants?

R Ils jouent le rôle de l'adulte, au lieu du gouvernement.

Q Que faire pour améliorer l'image du gouvernement?

R Il devrait laisser tomber la cassette. Expliquer les conséquences du sous-financement et pourquoi il tient mordicus à la hausse. Il devrait se trouver des alliés dans les universités et faire appel aux représentants du carré vert, sous-représentés dans le débat.

Q Que faire pour améliorer l'image des étudiants?

R Ils doivent continuer dans le même sens. Ils se sont donné un symbole clair et qui s'arbore facilement: le carré rouge. Ils ont récolté avec peu de moyens l'appui des artistes et des autres partis politiques. Il faut maintenant trouver des moyens plus originaux, car les manifestations sont une nuisance pour les travailleurs. Ils pourraient faire circuler dans les médias sociaux des témoignages d'étudiants pour décrire les problématiques, les conséquences pour certains de la hausse des droits de scolarité. Dans un débat, on a besoin de logique, de rationnel et d'émotif.

Q Un bon slogan du gouvernement?

R Reculer pour mieux sauter.

Q Un bon slogan pour les étudiants?

R Ne regardons pas l'arbre, mais regardons la forêt.

NICOLAS MASSEY

Vice-président, directeur de la création à Publicis Montréal

Q Qui s'en sort le mieux?

R Le gouvernement n'a pas l'air sensible à la réalité des étudiants. Il est distant et sourd à l'idée d'établir un dialogue constructif. Par contre, les plaisanteries de M. Charest qui ridiculisent la situation me font bien rire. Les politiciens ont toujours été de grands humoristes!

Quant aux étudiants, ils ont vraiment l'air d'être en révolution contre le gouvernement libéral, et pas seulement contre la hausse des droits de scolarité. C'est spectaculaire et angoissant de les voir défilier dans les rues pour affirmer leur mécontentement.

Q Quelle est l'image publique du gouvernement?

R Depuis longtemps, le gouvernement libéral n'a pas une très bonne image au Québec. Après les scandales de corruption, c'est au tour des étudiants de remettre en cause l'honnêteté et l'intégrité du gouvernement. Conclusion: les libéraux obtiennent la note de C, pour Charest. Mais ils peuvent encore se reprendre à l'examen final: le vote!

Q Quelle est l'image publique des étudiants?

R Une image de rassemblement unique depuis des années. La jeunesse du Québec s'allie pour une bonne cause, qui n'est pas celle de la séparation. Cependant, ils pourraient être plus créatifs dans leur façon de manifester leur mécontentement.

Q Que faire pour améliorer l'image du gouvernement?

R La pub s'ouvre sur Jean Charest qui démissionne. On le voit étudier la musique à l'Université de Sherbrooke (guitare électrique). On voit ensuite Jean Charest sur scène avec Bono de U2 et ils chantent *We Don't Need no Education* de Pink Floyd au parc Jean-Drapeau avec, comme public, les étudiants du Québec.

Q Que faire pour améliorer l'image des étudiants?



R La pub s'ouvre sur les manifestants qui viennent assister au spectacle de Jean Charest et Bono qui interprètent *Another Brick in The Wall, part 2*.
Q Un bon slogan du gouvernement?

R On s'excuse depuis 2003.

Q Un bon slogan pour les étudiants?

R Avant, nos parents nous enduraient. Maintenant, ils nous supportent.

LE SOLEIL: Contre-offre sans compromis de la CLASSE - Publié le jeudi 03 mai 2012 à 05h00 | Mis à jour le jeudi 03 mai 2012 à 10h23



Photothèque Le Soleil
Jeanne Reynolds et Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE. «La gratuité scolaire, c'est notre projet à long terme», dit Mme Reynolds.

Annie Mathieu, Le Soleil

(Québec) La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) présentera à son tour jeudi sa «contre-proposition» qui vise un retour aux droits imposés en 2007, alors que le gouvernement du Québec estime qu'il est illusoire de revenir à la table des négociations et s'en remet aux électeurs pour trancher de la question des droits de scolarité.

Selon la porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds, les associations étudiantes qui en sont membres ont pris pour mandat de s'opposer à toute hausse des droits de scolarité. Or, puisque ceux-ci augmentent depuis 2007, la Coalition réclame qu'ils soient «gelés» à partir de cette date. «La gratuité scolaire, c'est notre projet à long terme [...] mais ce n'était pas notre revendication principale à la table des négociations. C'était le retour aux frais de 2007», a expliqué mercredi la porte-parole Mme Reynolds.

Il y a cinq ans, les étudiants payaient 1668\$ par année pour fréquenter un établissement universitaire. À l'automne, ceux-ci devront déboursier 2168\$, une hausse de 500\$ depuis 2007.

Mardi, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont répliqué à «l'offre globale» déposée vendredi par le gouvernement Charest en réclamant un gel des droits de scolarité au niveau de 2012. Ils ont aussi suggéré de s'attaquer au financement des universités en réclamant un moratoire de deux ans sur leur financement.

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, n'a pas tardé à réagir et s'est dite «déçue» du scénario élaboré par les deux fédérations étudiantes. Elle a également soutenu que la contre-

offre n'était pas propice aux rapprochements avec le camp adverse.

Mme Beauchamp avait proposé la semaine dernière une hausse de 1778,70\$ sur sept ans au lieu de 1625\$ en cinq ans en plus de bonifier de 39 millions\$ les bourses de l'aide financière.

La porte-parole de la CLASSE admet que la partie de ping-pong qui se poursuit entre le gouvernement et les associations étudiantes s'annonce de plus en plus «ardue». Mais selon Jeanne Reynolds, la Coalition veut aussi faire sa part pour se sortir de l'impasse.

«C'est juste avant le conseil général du Parti libéral. Cette semaine, on voyait comment le caucus était quand même divisé», a-t-elle fait valoir, ajoutant que l'offre de la CLASSE pourrait faire l'objet de réflexions au cours de la fin de semaine. La CLASSE présentera également des propositions qui rejoindront celles formulées mardi par la FEUQ et la FECQ. Il sera notamment question de freiner les dépenses des universités qui ne sont pas liées à l'enseignement. «On va proposer un projet à plus long terme et montrer à la société québécoise comment on envisage de financer notre éducation», conclut Mme Reynolds.

LE SOLEIL: Droits de scolarité: Pauline Marois prône l'indexation - Publié le 03 mai 2012 à 05h00



La Presse Canadienne
Pauline Marois juge que le Québec doit aller en élections.

Simon Boivin, Le Soleil

(Québec) La chef péquiste, Pauline Marois, qui refuse de dénoncer ceux qui défient les injonctions, limiterait la hausse des droits de scolarité à une indexation au coût de la vie.

Au jour 79 du conflit étudiant, Mme Marois a présenté l'approche péquiste en matière de droits universitaires. Une position qu'elle a partagée avec les leaders étudiants peu auparavant. Si elle remporte les prochaines élections, la chef du Parti québécois (PQ) annulerait la hausse des libéraux et de façon rétroactive si elle était déjà en application. Soit par un remboursement, soit par une réduction des droits à la session suivante.

En matière de hausse, «le maximum que je puisse envisager à ce moment-ci, c'est l'indexation au coût de la vie», a-t-elle indiqué. Le Québec doit rattraper son retard par rapport à ses voisins quant à la fréquentation des universités, insiste Mme Marois, et une augmentation de la facture n'aiderait en rien.

La chef du PQ, qui défendra aujourd'hui une motion de censure contre le gouvernement libéral, juge que le Québec doit aller en élections.

Sommet «sans tabou»

Un gouvernement péquiste organiserait un sommet sur les études supérieures pour rassembler les acteurs du monde de l'éducation autour d'une table et discuter «sans tabou».

«Les Québécois sont très divisés actuellement, dit Mme Marois. Nous avons dépassé le stade du débat de contenu. Nous sommes face à un véritable cul-de-sac.»

La chef du Parti québécois refuse par ailleurs de condamner les étudiants qui défient des injonctions et bloque l'accès des établissements à ceux qui désirent reprendre les cours.

La judiciarisation du conflit découle de sa détérioration et il en résulte des tensions supplémentaires, selon elle.

«Je suis d'accord pour qu'on respecte les injonctions, c'est la justice, dit-elle. Jamais on ne sera contre l'application de nos règles de droit. Mais, dans ce cas-là, on finit par provoquer, et ce n'est pas la voie à suivre.»

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Syndicalisation | Couche-Tard: La CSN recrute sur le site de la FECQ - Publié le: mercredi 02 mai 2012, 22H54 | Mise à jour: mercredi 02 mai 2012, 23H59



Photo d'archives
Un oriflamme de la CSN était bien visible lors de la manifestation de la CLASSE, le 14 avril.



Sarah-Maude Lefebvre

Non seulement finance-t-elle les associations étudiantes, la CSN recrute aussi de jeunes travailleurs prêts à se syndiquer, à même le site Internet de la FECQ.

« Tu travailles dans un Couche-Tard ? Se syndiquer pour se faire respecter », indique une bannière affichée sur la page d'accueil du site Internet de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

Lorsqu'on clique dessus, la publicité mène à une page Facebook d'appui aux travailleurs des dépanneurs Couche-Tard, créée par la centrale syndicale.

Échange de bons procédés

Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, justifie la présence de cette bannière sur le site de l'association étudiante par un échange de bons procédés.

«Il y a une solidarité qui se crée entre les syndicats et les associations étudiantes, indique-t-il. Ils nous ont prêté du matériel lors de manifestations et nous ont aidés à payer des autobus. D'ailleurs, ils affichent aussi de l'information sur les droits de scolarité. »

La FECQ et la FEUQ ont chacune adopté une résolution appuyant la campagne de syndicalisation de la CSN chez Couche-Tard.

« Au-delà de notre campagne sur les droits de scolarité, nous sommes là pour aider les étudiants. Plusieurs d'entre eux travaillent dans des épicerie ou des dépanneurs comme Couche-Tard pour payer leurs frais de scolarité. Ils vivent

avec des conditions de travail difficiles. On entend parfois des histoires horribles », lance M. Bureau-Blouin, qui affirme que son association n'a pas reçu d'argent de la CSN pour promouvoir sa campagne.

Réserve à la FEUQ

De son côté, la FEUQ appuie plus discrètement l'action de la CSN.

«Ce n'est pas notre travail de faire des dé-marches de syndicalisation, dit à ce sujet la présidente Martine Desjardins. Par contre, on tient à informer nos membres. »

«Avant de donner notre appui à cette campagne, il y a eu plusieurs débats à savoir si cela dépassait le mandat de notre association. Mais ce sont

surtout des étudiants qui occupent ce type d'emploi, c'est pourquoi on est allé de l'avant. »
« On a donné notre appui à plusieurs autres groupes comme les lock-outés de Rio Tinto Alcan à Alma, rappelle Mme Desjardins. On ne s'ingère pas dans les négociations ou dans les conflits, mais on signifie notre appui. »

Derrière les étudiants

Depuis le début de la grève, plusieurs syndicats nationaux ont appuyé financièrement les associations étudiantes.

Cet appui ne se limite pas au Québec. L'Agence QMI a également appris qu'au moins deux sections locales du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) de l'Ontario ont voté l'envoi de

30 000 \$ à l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ).

Le président de la FECQ n'a pu détailler au Journal hier les montants reçus de la part des différents syndicats au cours des dernières semaines. Du côté de la Fédération étudiante universitaire du Québec, on refuse carrément de donner des chiffres.

« Ce n'est pas par mauvaise foi, mais l'argent est le nerf de la guerre. Avec toutes les sorties que l'on fait, si on donne un montant, ça donnera une idée de combien il reste dans nos coffres », a justifié Mme Desjardins.

[Afficher 23 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 13 commentaires \(Québec\)](#)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Le PQ propose une hausse des droits de scolarité indexée au coût de la vie – Mise à jour le mercredi 2 mai 2012 à 16 h 40 HAE



Pauline Marois

La chef du Parti québécois, Pauline Marois, abolirait la hausse des droits de scolarité décidée par le gouvernement Charest si son parti était porté au pouvoir.

Mme Marois a clarifié sa position dans le conflit qui oppose les étudiants au gouvernement de Jean Charest, mercredi à Québec.

Mme Marois a indiqué qu'elle abolirait la hausse de 82 % sur sept ans du gouvernement Charest et que cette mesure serait rétroactive si elle devenait première ministre après l'entrée en vigueur de la hausse des droits de scolarité. Les étudiants qui auraient ainsi dû déboursier plus d'argent pour leurs cours universitaires verraient leur facture diminuée d'autant au cours de la session suivant l'élection d'un gouvernement du Parti québécois.

Le gouvernement proposerait une indexation des droits de scolarité au coût de la vie.

Mme Marois aussi indiqué qu'un gouvernement péquiste tiendrait un sommet sur le financement des études supérieures au sein duquel le tiers des places seraient accordées aux étudiants. Le sommet aurait le mandat d'étudier toutes les

avenues afin d'épuiser la question qui cause aujourd'hui une crise sociale.

« Il n'y aura aucune hausse nouvelle des droits de scolarité. Le maximum que je puisse envisager, c'est l'élection [sic] - c'est l'indexation, pardon - au coût de la vie. Ce sera la position que nous déposerons au sommet. Ce qui n'empêchera pas, encore une fois, d'aborder d'autres propositions qui pourraient venir des étudiants, même le gel, même la gratuité. »

Pauline Marois

Mme Marois justifie sa position en insistant sur le retard du Québec quant à son taux de fréquentation et de diplomation universitaire en se comparant à la province voisine, l'Ontario. De plus, elle précise que les droits de scolarité ne sont pas gelés depuis 40 ans au Québec. Mme Marois rappelle qu'ils ont été augmentés en 1989 et en 2007, les deux fois sous des gouvernements libéraux.

Le gouvernement doit faire un geste

La chef de l'opposition tient le gouvernement de Jean Charest responsable de la crise actuelle. Mme Marois reproche au premier ministre d'avoir laissé la crise se détériorer sans avoir accepté de négocier avec les étudiants.

Mme Marois a proposé trois pistes de solution au gouvernement :

- L'ouverture d'un dialogue avec les étudiants;
- La suspension de la hausse des droits de scolarité en attendant d'obtenir un compromis;
- La nomination d'un médiateur

« Je ne veux pas que les étudiants paient le prix de l'entêtement du premier ministre. »

Pauline Marois

La chef du PQ estime que c'est au gouvernement de faire un geste pour faire baisser la tension qui est à son comble sur les campus étudiants. Des injonctions censées forcer l'ouverture des cégeps et des universités ne sont pas respectées et provoquent des face-à-face tendus entre les verts [les étudiants en faveur de la hausse] et les rouges [les étudiants contre la hausse].

Une situation que la chef de l'opposition refuse toutefois de condamner. Mme Marois soutient que les règles de droit doivent être respectées au Québec, mais elle ajoute du même souffle que les injonctions ne constituent pas la solution pour régler le conflit. Elle renvoie plutôt la balle au premier ministre, qui a créé ce climat de conflit, selon elle.

Le gouvernement persistant à maintenir la hausse malgré les grèves étudiantes - 175 000 élèves et étudiants sont en grève au Québec, soit environ le tiers des étudiants - le Québec se retrouve devant un cul-de-sac. Une impasse que seule une élection générale pourrait dénouer, estime Mme Marois.

« Jean Charest a déclaré qu'il aura des élections quand les Québécois seront prêts. Je crois que les Québécois sont prêts. Je suis convaincue qu'une grande majorité veut changer de gouvernement. »

Pauline Marois

[Les commentaires \(456\)](#)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Les recteurs déçus de la contre-proposition des étudiants – Mise à jour le mercredi 2 mai 2012 à 13 h 38 HAE



Le PDG de la CREPUQ, Daniel Zizian

Le président-directeur général de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), Daniel Zizian, est déçu de la contre-proposition que les fédérations étudiantes collégiale et universitaire du Québec ont présentée en réaction à l'offre globale du gouvernement.

« C'est très décevant qu'après 12 semaines de boycottage, les représentants de la FECQ et de la FEUQ essaient de régler le conflit en niant les besoins de réinvestissement des universités », a

déploré M. Zizian dans une entrevue accordée au Réseau de l'information.

« Ils s'en sont tenus à leur position depuis le début - le gel des droits de scolarité - et ils ont ajouté des éléments », affirme le PDG de la CREPUQ. « Donc, il n'y a pas vraiment de contre-proposition; il y a plutôt un reflet du maintien de leur position initiale d'il y a 12 semaines. »

Daniel Zizian soutient que les universités sont fortement sous-financées, et qu'il est impossible d'envisager le statu quo. Les besoins en réinvestissement, ajoute-t-il, sont clairement identifiés, dans le plan de financement des universités du gouvernement du Québec.

« On ne peut pas continuer à offrir une formation de qualité, à faire de la recherche compétitive, si on sous-finance les universités de l'ordre de 600 millions de dollars année après année. Ça ne peut plus continuer comme ça », affirme le PDG de la CREPUQ.

« On a besoin d'engager un plus grand nombre de professeurs pour assurer une meilleure qualité de la formation et un meilleur encadrement

des étudiants. Il faut augmenter le taux de diplomation, le taux de persévérance, et c'est par les professeurs et par d'autres ressources que cela se fait », argue-t-il.

« Au niveau de la recherche, on veut offrir une formation de pointe et une recherche compétitive, et pour ça, ça prend un environnement de qualité. Il faut que nos laboratoires soient à la haute pointe de la technologie », ajoute M. Zizian.

Le PDG de la CREPUQ note par ailleurs que les universités, à l'instar des autres organismes publics, sont soumises à la loi 100, adoptée par le gouvernement pour le retour à l'équilibre budgétaire, et qu'elles doivent donc atteindre des cibles qu'elles se sont fixées en matière de réduction de coûts.

« Cela étant, il faut bien comprendre qu'il n'y a pas de rabais pour les universités québécoises quand vient le temps d'acheter les logiciels, des livres pour les bibliothèques ou même d'engager des professeurs. Les coûts sont les mêmes au

Québec que dans le reste du Canada », précise Daniel Zizian. Mardi, la ministre de l'Éducation du Québec, Line Beauchamp, s'était aussi dite **décue** par les

propositions des fédérations étudiantes. « Je ne suis pas devant une contre-proposition, je suis devant une justification d'une position pour dé-

fendre le gel des droits de scolarité », a-t-elle dit.

[Les commentaires \(170\)](#)

LE SOLEIL: Conflit étudiant: Bachand tire un trait et s'en remet aux électeurs - Publié le mercredi 02 mai 2012 à 12h54



La Presse, Robert Skinner

Le ministre des Finances Raymond Bachand a jugé inutile de tendre à nouveau la main aux associations étudiantes à qui il reproche de rester campées sur leur position contre la hausse des droits de scolarité.

Martin Ouellet, La Presse Canadienne, Québec
Le gouvernement Charest tire un trait sur les pourparlers avec les étudiants et s'en remet aux électeurs pour trancher le débat sur les droits de scolarité.

À sa sortie d'une réunion du caucus libéral mercredi à Québec, le ministre Bachand a jugé inutile de tendre à nouveau la main aux associations

étudiantes à qui il reproche de rester campées sur leur position contre la hausse des droits de scolarité.

«Ils ne bougent pas, ils n'ont jamais bougé, a lancé M. Bachand. Une table de discussions est une illusion quand vous avez quelqu'un qui n'a qu'un mandat, le gel des frais de scolarité.»

À son avis, la «solution globale» soumise par le gouvernement vendredi dernier a répondu à l'une des principales revendications du monde étudiant, soit l'accessibilité aux études supérieures pour le plus grand nombre.

«Les éléments qu'ils veulent discuter sont des éléments du conseil des universités auquel on a dit oui. (...) Les autres éléments d'accessibilité, c'est réglé. Il y a 62 millions \$ dont ils veulent priver les étudiants parce qu'ils réclament le gel des frais de scolarité», a allégué le ministre. Reste donc le dossier des droits de scolarité pour lequel les parties défendent des positions aux antipodes.

Devant l'impossibilité d'en venir à une entente, les Québécois seront appelés à décider de la marche à suivre lors du prochain scrutin «d'ici un an», a déclaré M. Bachand.

«Il y a une place pour régler ça, c'est lors d'une élection. Il y a un parti qui veut la gratuité, un autre qui veut les geler, il y en a deux qui pen-

sent qu'il faut qu'on finance les universités», a-t-il soulevé au sujet des positions défendues par les formations politiques représentées à l'Assemblée nationale.

Des personnalités en appui

Entre-temps, le gouvernement Charest a reçu l'appui d'une brochette de personnalités, dont Lucien Bouchard, Monique Jérôme-Forget et Joseph Facal, dans le bras de fer qui l'oppose au mouvement de boycottage étudiant.

Dans une lettre publiée dans des quotidiens, les signataires expriment leur soutien à la hausse des droits scolaires et demandent que l'ordre soit rétabli.

Ils estiment que la population doit donner son appui à l'État, ultime responsable de la paix publique, de la sécurité des personnes et de l'intégrité des institutions.

Le groupe avance que les Québécois ont compris qu'il fallait trouver un équilibre entre l'effort fourni par l'ensemble des contribuables et celui demandé aux étudiants.

À leurs yeux, l'ampleur des perturbations que subit la société québécoise actuellement n'a aucune mesure avec la portée de la décision gouvernementale.

TVANouvelles: Malaise chez Line Beauchamp: Des invités connus au déjeuner de la ministre - Première publication mercredi 2 mai 2012 à 12h43 - Mise à jour : mercredi 2 mai 2012 à 19h34



(Crédit: TVA Nouvelles)

Le restaurant Piccolo Mondo, où se seraient trouvés au même moment Domenico Arcuri et la ministre Line Beauchamp, lors d'une activité de financement du Parti libéral du Québec.

TVA Nouvelles et Agence QMI

TVA Nouvelles a appris que plusieurs personnages connus ont participé à une **activité de financement du Parti libéral** du Québec, en compagnie de la **ministre Line Beauchamp**.

Lino Zambito de la compagnie Infrabec de Boisbriand, arrêté récemment par l'Unité permanente anti-corruption, l'**UPAC**, était du lot des personnes présentes à ce petit-déjeuner en avril 2009.

M. Zambito l'a confirmé lui-même mercredi matin au téléphone.

Ce dernier dit s'être procuré des billets pour le déjeuner auprès de la firme d'ingénieurs Génivar, mais il ajoute qu'il ne savait pas à qui les autres billets avaient été vendus.

Liste d'invités

Lino Zambito se demande d'ailleurs pourquoi l'entourage de la ministre Beauchamp n'a pas demandé à voir la liste des gens qui avaient acheté les billets avant la tenue du déjeuner.

Peut-être auraient-ils pu découvrir que **Domenico Arcuri** serait de la partie, fait remarquer M. Zambito.

TVA Nouvelles a aussi appris de source sûre qu'il y avait un autre important entrepreneur en construction à cette activité de financement.

Il s'agit de **Paolo Catania**, de la compagnie Les entreprises Catcan, dont les bureaux sont situés dans l'arrondissement Saint-Léonard, à Montréal. Cette compagnie fait du développement résidentiel, commercial et industriel.

Parmi les autres personnes présentes au petit-déjeuner, il y avait **Gilles Deguire**, l'actuel maire de l'arrondissement Montréal-Nord. Il agissait à l'époque comme attaché politique de Line Beauchamp dans la circonscription de Bourassa-Sauvé.

Quant à Domenico Arcuri, son nom est cité abondamment dans la preuve déposée par la couronne dans l'enquête Colisée, l'opération anti-mafia montréalaise.

Beauchamp se défend

Talonnée par le Parti québécois et la Coalition Avenir Québec, la vice-première ministre a assuré qu'elle ne serait même pas capable de reconnaître M. Arcuri.

«Je veux ici affirmer en cette Chambre que je ne connais pas l'individu en question et qu'encore aujourd'hui, moi, personnellement, je ne pourrais pas le reconnaître, a-t-elle plaidé. Je ne connaissais pas ces liens-là. À l'évidence, maintenant que les informations sont publiques, dévoilées, et que les liens sont établis, je ne le referais pas.»

Des entrepreneurs généreux

Il est courant pour certaines personnes de contribuer à plusieurs partis dans la même année.

Par exemple, Domenico Arcuri, a également fait des contributions de l'ordre de 1250\$ au Parti québécois au cours des dernières années. En 1999, il a offert 250\$ au PQ; en 2004, il a donné 250\$ et en 2005, il a contribué 750\$ au Parti québécois.

Lino Zambito, qui était aussi petit-déjeuner de la ministre Beauchamp, a fait de nombreuses contributions au PQ. En 2002, il a offert 720\$; puis 250\$ en 2005; 1000\$ en 2006 et 2007. En 2007, il a également donné 1000\$ à l'ADQ.

TVANouvelles: Conflit étudiant: Une pétition pour un moratoire sur la hausse - Première publication mercredi 2 mai 2012 à 12h22



Crédit photo : archives Agence QMI

Le document, signé par plus de 17 000 personnes, réclame également la tenue d'états généraux sur l'éducation supérieure.

TVA Nouvelles

Une **pétition** en faveur d'un **moratoire sur la hausse des droits de scolarité** a été déposée mercredi matin, à l'**Assemblée nationale**.

Le document, signé par plus de 17 000 personnes, réclame également la tenue d'**états généraux sur l'éducation supérieure**.

«On ne peut parler de "juste part" et de "responsabilité sociale" sans mentionner que cette conception de l'équité est soutenue par une idéologie, qui réorganise nos écoles depuis plusieurs

années selon une logique d'entreprise», peut-on lire dans le texte de la pétition mise en ligne sur le site de l'Assemblée nationale.

Selon les signataires de la pétition, le milieu universitaire n'est pas victime d'un mauvais financement, mais plutôt d'une mauvaise gestion, puisque l'argent nécessaire existe mais ne serait pas utilisé au bon endroit.

De plus, on insiste sur le fait que «la manifestation historique du 22 mars ne doit pas rester lettre morte».

La pétition, signée par de nombreux professeurs, accueillait les signatures entre les 2 et 29 avril derniers.

LA PRESSE: Vote étudiant: Charest demande des scrutins secrets - Publié le mercredi 02 mai 2012 à 12h09



Photo La Presse Canadienne
Jean Charest a rappelé que Mme Marois portait, depuis le début du conflit, le carré rouge des groupes les plus radicaux des grévistes. «Le carré rouge veut dire "priorité à l'éducation", veut dire "équité et justice sociale"», a-t-elle riposté.

Denis Lessard, La Presse

Les étudiants et cégépiens qui se prononcent actuellement sur l'avenir de leur trimestre devraient tout au moins le faire par vote secret, demande le premier ministre Charest au 79e jour du conflit.

A l'Assemblée nationale, aujourd'hui, il a relevé que les scrutins tenus sur les campus ne reflétaient pas la gravité de la situation des étudiants.

«J'ai vu des reportages hier où des étudiants - ça les regarde, c'est leurs affaires internes - votaient sur l'avenir de leur année. Ils faisaient ça à main levée», observe-t-il. Il a demandé, sans succès, à Mme Marois de réclamer elle aussi publiquement des votes secrets.

«Est-ce qu'elle n'est pas d'accord que ça devrait se faire, au moins là où ça se fait, en tout cas, de manière secrète?» a-t-il demandé.

«Tout le monde est d'accord que les étudiants qui boycottent leurs cours à l'heure actuelle devraient retourner en cours», a-t-il soutenu.

Mais la chef péquiste estime que, à la veille du 80e jour de grève, cela n'a aucun sens. «L'obession du gouvernement pour une hausse drastique des frais de scolarité l'empêche de trouver une solution viable à l'impasse dans laquelle nous nous trouvons. Malgré les propositions du gouvernement, le cœur du litige demeure entier, à savoir l'ampleur de la hausse des droits de scolarité.» Elle a rappelé que, en dépit du discours du gouvernement, les droits de scolarité n'étaient pas gelés et avaient augmenté depuis cinq ans.

«De nombreuses personnalités publiques ont proposé des solutions pour sortir de l'impasse, a-

t-elle ajouté. L'ancien ministre libéral Claude Castonguay a proposé que le gouvernement suspende la hausse, le temps que les associations et le gouvernement discutent. Tout cela, évidemment avec l'aide d'un médiateur. La juge Louise Otis lui a emboîté le pas. Elle a affirmé elle aussi qu'un médiateur devait être nommé rapidement».

Mais M. Charest estime que Mme Marois a vite enfoui sous le boisseau la lettre dans laquelle les «lucides», Lucien Bouchard en tête, demandent le retour en classe des étudiants.

Il a rappelé que Mme Marois portait depuis le début du conflit le carré rouge des groupes les plus radicaux des grévistes. «Le carré rouge veut dire "priorité à l'éducation", veut dire "équité et justice sociale"», a-t-elle riposté.

Quant au ministre des Finances, Raymond Bachand, il croit que «c'est une illusion de penser qu'on peut discuter des droits de scolarité alors que les étudiants n'ont qu'un seul mandat : le gel des droits de scolarité. Il y a aura des élections au Québec d'ici un an... à ce moment, les Québécois auront le choix entre deux partis qui veulent financer les universités, et un autre qui veut la gratuité scolaire», a-t-il relevé. Plus tôt, son allusion à un scrutin pour mettre fin au conflit avait à nouveau allumé des rumeurs de campagne électorale.

TVANOUVELLES: Droits de scolarité: Douze personnalités appuient la hausse - Première publication mercredi 2 mai 2012 à 12h01 - Mise à jour : mercredi 2 mai 2012 à 18h42

Agence QMI et TVA Nouvelles

Un collectif de 12 auteurs dont l'ex-premier ministre **Lucien Bouchard** s'est prononcé mercredi en faveur de la **hausse des frais de scolarité**, de l'instauration de la modulation de ces frais selon le domaine d'étude et pour une bonification du régime de prêts et bourses.

Dans une lettre ouverte intitulée **Faisons le choix de l'excellence universitaire** signée également par l'ex-ministre des Finances du Québec, **Monique Jérôme-Forget**, l'économiste Pierre Fortin, la présidente de la fédération des chambres de commerce du Québec, Françoise Bertrand et deux ex-recteurs dont Robert Lacroix (Université de Montréal), le collectif estime «[qu']une grande majorité de Québécois reconnaissent la nécessité de mieux financer nos universités tout en se dotant d'un système bien calibré pour s'assurer de l'accessibilité aux études universitaires».

Rétablir l'ordre

Selon Lucien Bouchard, qui a gouverné le Québec entre 1996 et 2001, la situation a atteint un point culminant où les étudiants doivent à leur tour faire des concessions. « Normalement un syndicat aurait eu le réflexe de dire "Bon je n'ai pas tout ce que je veux, mais j'ai beaucoup. J'ai un gain, je le prends, je rentre en classe. Je continue de contester la politique du gouvernement, mais je mets fin à tout ça." Parce que les dangers sont rendus beaucoup plus grands que l'enjeu lui-même. »

M. Bouchard a reconnu en entrevue à TVA Nouvelles qu'il y avait une sorte de malaise général au Québec qui s'exprime à travers ce conflit, comme «un exutoire», mais que la crise devait prendre fin.

L'offre du gouvernement Charest faite la semaine dernière qui permettrait d'échelonner la hausse des frais de scolarité sur sept ans et de réduire la facture à payer chaque session d'ici là, en plus de bonifier les bourses de 39 millions de dollars, est plus que juste selon Lucien Bouchard, qui croit que les étudiants ne l'ont pas considérée à sa juste valeur.

« Les étudiants les moins fortunés sont avantagés par l'offre qui a été faite la semaine dernière. [...] Pour ceux qui sont dans une situation où le revenu familial est inférieur à 45 000\$ par année, on efface complètement l'impact de la hausse des frais de scolarité et ils amassent 2 300 \$ dans leurs poches. »

Valoriser l'éducation

«Valoriser l'éducation, c'est très important. Au Québec, je pense que l'on ne valorise pas assez l'éducation, mais ce n'est pas quand ça ne coûte rien que ça vaut plus cher. C'est le contraire. Quand on ne paie rien, peut-être que ça ne vaut pas beaucoup» a souligné l'ex-ministre libérale des Finances, Monique Jérôme-Forget, à TVA Nouvelles.

Le collectif rappelle que, dans son budget 2010, le gouvernement avait décidé d'augmenter sa propre contribution à l'éducation supérieure, qu'il

avait demandé une contribution supplémentaire du secteur privé et que, désormais, c'est «au tour des étudiants de s'engager».

Le groupe d'auteurs souligne également que «[...] les étudiants doivent retourner en classe et tous les efforts doivent être déployés pour sauver une session déjà terriblement compromise». Le collectif termine sa lettre ouverte en indiquant que d'éventuelles élections permettront de statuer sur le débat en cours et que les sociétés démocratiques résolvent leurs conflits dans les urnes plutôt que dans la rue.

Regard en arrière

« Probablement que le gouvernement lui-même regarde la situation actuelle en se disant "Bon peut-être qu'à tel ou tel moment j'aurais dû poser tel geste" », souligne Lucien Bouchard. Mais lui non plus ne se serait pas assis avec la CLASSE et aurait exclu ce regroupement étudiant de la table de négociations s'il avait été au pouvoir.

« Ce qui m'inquiète le plus dans cette situation-là : c'est qu'il y a un des groupes qui préconise de façon explicite le recours à la désobéissance civile. Ça, c'est du sans-précédent au Québec. [...] Est-ce qu'on peut accepter que des gens disent : " Moi j'ai une cause qui est tellement bonne que je ne vais pas respecter les lois s'il le faut" ? » M. Bouchard croit que non.

Pour ce qui est de la possibilité d'introduire un médiateur dans ces négociations, il répond : « impossible. » Selon lui, l'une des parties n'est

pas prête à faire des concessions et réitère que pour qu'il y ait médiation, les deux parties doivent être prêtes à mettre de l'eau dans leur vin.

« Ce que je constate, c'est que le gouvernement a fait un pas important vendredi et que les étu-

diants n'ont pas analysé correctement une offre qu'ils auraient dû apprécier à sa juste valeur. »

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Droits de scolarité : Douze personnalités appuient la hausse - Publié le: mercredi 02 mai 2012, 12H01 | Mise à jour: mercredi 02 mai 2012, 12H05



Photo Agence QMI / Archives
Lucien Bouchard

Agence QMI

Un collectif de douze auteurs dont l'ex-premier ministre Lucien Bouchard s'est pro-

noncé mercredi en faveur de la hausse des frais de scolarité, de l'instauration de la modulation de ces frais selon le domaine d'étude et pour une bonification du régime de prêts et bourses.

Dans une lettre ouverte intitulée « Faisons le choix de l'excellence universitaire » signée également par l'ex-ministre des Finances du Québec, Monique Jérôme-Forget, l'économiste Pierre Fortin, la présidente de la fédération des chambres de commerce du Québec, Françoise Bertrand et deux ex-recteurs dont Robert Lacroix (Université de Montréal), le collectif estime « [qu']une grande majorité de Québécois reconnaissent la nécessité de mieux financer nos universités tout en se dotant d'un système bien calibré pour s'assurer de l'accessibilité aux études universitaires ».

Le collectif rappelle que, dans son budget 2010, le gouvernement avait décidé d'augmenter sa

propre contribution à l'éducation supérieure, qu'il avait demandé une contribution supplémentaire du secteur privé et que, désormais, c'est « au tour des étudiants de s'engager ».

Le groupe d'auteurs souligne également que « [...] les étudiants doivent retourner en classe et tous les efforts doivent être déployés pour sauver une session déjà terriblement compromise ». Le collectif termine sa lettre ouverte en indiquant que d'éventuelles élections permettront de statuer sur le débat en cours et que les sociétés démocratiques résolvent leurs conflits dans les urnes plutôt que dans la rue.

[Afficher 1-80 de 136 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 32 commentaires \(Québec\)](#)

TVANOUVELLES: Conflit étudiant: Des élections, la solution selon Bachand - Première publication mercredi 2 mai 2012 à 10h59



Crédit photo : Archives Agence QMI

Raymond Bachand

Par Régys Caron | Agence QMI

Le conflit sur les droits de scolarité à l'université se règlera en élection, a déclaré mercredi le ministre des Finances, Raymond Bachand.

«Les frais de scolarité, il y a une place pour régler ça, c'est lors d'une élection. Il y a un parti qui veut la gratuité scolaire, il y a un parti qui veut geler les frais de scolarité et il y a deux partis qui pensent qu'il faut qu'on finance les universités [...] D'ici un an, il va y avoir des élections au

Québec», a exposé le ministre de Finances à la sortie du caucus des députés libéraux.

Selon M. Bachand, il serait illusoire pour le gouvernement de retourner s'asseoir à une table de discussion avec les quatre associations étudiantes.

«C'est une illusion la table de discussion quand vous avez quelqu'un qui n'a qu'un mandat; c'est le gel des frais de scolarité», a précisé M. Bachand.

TVANOUVELLES: Grève étudiante: Aussant veut une commission parlementaire d'urgence - Première publication mercredi 2 mai 2012 à 10h43 - Mise à jour : mercredi 2 mai 2012 à 15h08



Crédit photo : Archives Agence QMI

Agence QMI

Le député de Nicolet-Yamaska et chef d'Option nationale, Jean-Martin Aussant, appelle ses collègues à appuyer la mise sur pied d'une commission parlementaire d'urgence pour résoudre le conflit entre le gouvernement libéral et les étudiants.

Selon le député, le contexte actuel exige que l'Assemblée nationale instaure de façon urgente une commission parlementaire non partisane qui

réunira toutes les formations politiques représentées au Parlement, les principales associations étudiantes et tout organisme ou personne qui désirera se faire entendre dans le cadre de travaux de la commission.

«Il faut absolument tenir un débat de société sur la valeur de l'éducation, l'accessibilité aux études, la gestion des universités et les frais de scolarité au Québec», croit-il.

Le chef d'Option nationale s'est prononcé pour l'instauration de la gratuité scolaire balisée jusqu'au doctorat. «Les nombreux pays qui ont mis en place la gratuité scolaire ne l'ont pas regretté. On se rend compte que les gens acquièrent en moyenne une formation plus poussée, quel que soit leur domaine. Ils obtiennent généralement des salaires plus élevés en intégrant le marché du travail et, par conséquent, paient davantage d'impôts. Ces impôts supplémentaires couvrent la gratuité scolaire et plus encore. Je déplore le fait que le gouvernement libéral, qui se dit le gouvernement de l'économie, n'ait même pas

daigné faire une étude économique sur l'impact de sa décision de hausser les frais de scolarité plutôt que d'instaurer la gratuité scolaire», a ajouté l'économiste de formation.

Motion

Par ailleurs, le porte-parole de la Coalition Avenir Québec (CAQ) en matière d'éducation et député de La Peltrie, Éric Caire, a invité les parlementaires à se prononcer sur une motion demandant au gouvernement de faire respecter les injonctions des tribunaux afin de permettre aux étudiants d'assister à leurs cours. La CAQ souhaite aussi que les libéraux rendent publics les plans de reprise de cours.

«Le silence actuel du gouvernement est dangereux, car il laisse entendre qu'il est acceptable de défier la loi et les injonctions émises par les tribunaux», a affirmé Éric Caire.

La motion de la CAQ a été bloquée par Amir Khadir, de Québec solidaire.

TVANOUVELLES: Des élections ou pas?: Le PQ est prêt - Première publication mercredi 2 mai 2012 à 04h57



Crédit photo : Agence QMI

Pauline Marois

Par Jean-Luc Lavalée | Le Journal de Québec

Alors que les rumeurs d'élections battent leur plein, le Parti québécois (PQ) est prêt à enfile les gants. Pauline Marois a déposé une motion de censure, mardi, pour défaire le gouvernement Charest, lui reprochant sa gestion «catastrophique» de la crise étudiante.

La motion sera débattue en chambre, jeudi. Au-delà du conflit étudiant, le PQ reproche au premier ministre d'avoir «ignoré les demandes répé-

tées de tenir une enquête publique sur l'ensemble des révélations liées à la corruption et à la collusion», son «refus d'instaurer un véritable régime de redevances pour enrichir le Québec», d'avoir «failli à éliminer l'attente en santé » et son « absence de leadership devant le gouvernement fédéral ».

Théoriquement, une telle motion pourrait faire tomber le gouvernement. Toutefois, les libéraux disposent d'une majorité avec 64 députés, alors que le PQ (46) et la CAQ (9) misent sur un total de 55 députés. À cela s'ajoute Québec solidaire

(un député), Option nationale (un député) et trois indépendants. La CAQ appuiera la motion, mais François Legault «souhaite quand même que la crise avec les étudiants soit réglée avant l'élection».

Élections printanières?

Le malaise était perceptible chez plusieurs élus libéraux, mardi, qui refusaient de répondre aux questions des journalistes au sujet de potentielles élections. Même le député Gerry Sklavounous, qui a déclaré au quotidien *Le Devoir* la veille qu'il ne serait «pas responsable», voire «cynique en maudit» de faire une campagne électorale sur la crise étudiante, est passé en coup de vent devant les caméras, refusant de répéter ses propos.

Les libéraux ont davantage la tête «à gouverner qu'à aller en élections», a déclaré le ministre Clément Gignac. «On s'occupe du conflit avec les étudiants, toute l'énergie du gouvernement est mise là-dessus», a lâché Laurent Lessard.

Plusieurs se plaisaient à rappeler qu'ils ont jusqu'en décembre 2013 pour la tenue d'un scrutin. «La décision qui sera prise par le premier ministre et le gouvernement, elle le sera dans le bon temps, mais on n'est pas partis en élection générale maintenant», a soutenu l'organisateur en chef du Parti libéral, Karl Blackburn.

Rapports financiers

Financièrement parlant, les libéraux auront une confortable avance à la ligne de départ puisqu'ils disposent d'une cagnotte de 4,6 millions \$, selon

le rapport transmis mardi au Directeur général des élections.

Malgré une baisse notable des contributions en 2011 par rapport à 2010 (elles sont passées de 4,9 millions \$ à 3,8 millions \$), le PLQ a, en bout de piste, engraisé ses coffres de 725 000 \$.

Au Parti québécois, le solde des actifs nets est passé de 854 918 \$ à 677 960 \$, soit une perte de 176 958 \$. Les dons au national ont également diminué, passant de 736 592 \$ à 602 471 \$.

Quant à la CAQ, jeune parti fondé à la fin de l'année, le rapport financier peu révélateur, au 31 décembre 2011, fait état d'un excédent des revenus de 129 902 \$ et de contributions de 468 723 \$.

TVANOUVELLES: 12e semaine de grève: Conflit étudiant : nouvelles offres, nouvelle impasse - Première publication mardi 1 mai 2012 à 22h48



Crédit photo : Journal de Québec

Par Régys Caron | Agence QMI

Le dialogue de sourds entre le gouvernement Charest et les quelque 175 000 étudiants en grève s'est poursuivi, mardi, de sorte que le conflit qui en est à sa 12e semaine est toujours dans une impasse.

«Ça ressemble à une justification de sa position de réclamer un gel des droits de scolarité. Ça n'aide pas à un rapprochement», a déclaré la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, en réaction à la contre-proposition dévoilée en début d'après-midi mardi par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Ces deux associations étudiantes maintiennent leur demande de geler les droits de scolarité et

souhaitent reprendre les négociations directes avec la ministre en présence d'un médiateur.

De plus, la FECQ et la FEUQ proposent de geler les investissements dans les universités pendant deux ans (ce qui laisse la ministre perplexe), un moratoire de cinq ans sur la construction de nouveaux campus délocalisés, limiter à 3 % les dépenses périphériques aux missions d'enseignement et de recherche, créer un comité de surveillance de la gestion des universités et tenir des états généraux sur l'éducation universitaire.

Marchandisation

Les deux fédérations étudiantes veulent aussi un examen des liens qui unissent les universités aux entreprises. «On veut évaluer le danger d'avoir des entreprises qui vont payer des étudiants à la maîtrise ou au doctorat pour faire en sorte que les brevets ne soient utilisables que par elles», a précisé la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

Bien qu'elle juge recevables certaines propositions de la FEUQ et de la FECQ (comité de surveillance des universités, moratoire sur la construction de nouveaux campus), Line Beauchamp se dit déçue de voir les étudiants «campés» sur le gel des droits de scolarité. «Ça ne peut pas aider à trouver une entente.»

Mme Beauchamp a de nouveau écarté, du moins pour le moment, toute reprise des négociations

avec les quatre associations étudiantes. Ces négociations ont été interrompues il y a une semaine après l'éjection de la CLASSE, à qui on attribuait certains actes de violence. Les manifestations tenues ces derniers jours se sont déroulées dans le calme.

Votes et rejets

La ministre semble miser sur les votes que tiennent les associations étudiantes cette semaine sur la «proposition globale» émise par le gouvernement Charest vendredi dernier. «La solution du gouvernement met plus d'argent dans les poches des étudiants», a-t-elle dit. Plusieurs associations étudiantes ont déjà rejeté cette proposition et reconduit la grève.

Mme Beauchamp a signalé que deux autres associations étudiantes présenteront des propositions plus tard en semaine. «Ça prouve que le mouvement étudiant n'est pas un bloc monolithique», a-t-elle ironisé. La conférence de presse de la FECQ et de la FEUQ a d'ailleurs été perturbée mardi par l'irruption d'un groupe d'étudiants vêtus de noir portant une banderole qualifiant leur contre-offre de «Bouette pis des miettes». La CLASSE s'est dissociée de l'incident et présentera jeudi une proposition réclamant elle aussi le gel des frais de scolarité.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Line Beauchamp déçue et interloquée par la contre-proposition des étudiants - Mise à jour le mardi 1 mai 2012 à 17 h 44 HAE

La ministre de l'Éducation du Québec, Line Beauchamp, se dit déçue par les propositions des associations étudiantes, puisqu'en proposant à nouveau un gel des droits de scolarité, sans hausse d'impôt, ils restent campés sur leurs positions, selon elle.

Un gel ne représente pas une proposition valable aux yeux de la ministre. «Je ne crois pas qu'on soit en mode rapprochement», considère-t-elle.

«Je ne suis pas devant une contre-proposition, je suis devant une justification d'une position pour défendre le gel des droits de scolarité.»

Line Beauchamp

Mme Beauchamp s'interroge par ailleurs sur ce qui motive les étudiants à demander un moratoire sur le financement des universités, alors que les principaux bénéficiaires d'un réinvestissement seraient les étudiants.

Elle s'étonne de cette idée, d'autant plus, selon elle, qu'il existe un consensus politique sur le besoin d'investir davantage dans les universités considérées sous-financées. «Quand vous regardez du côté de l'Assemblée nationale, dit-elle, à ma connaissance, dans les principaux partis politiques, personne en fait ne suggère d'arrêter d'investir dans les universités. Tout le monde parle de réinvestissement.»

Deux propositions sont par ailleurs accueillies favorablement par la ministre, soit celle d'établir un organisme de surveillance indépendant des universités et celle d'imposer un moratoire sur la création de campus délocalisés.

La ministre Beauchamp ne s'est pas prononcée sur les trois autres mesures suggérées : indexer à 3 % les enveloppes périphériques aux missions des universités (comme, par exemple, les dépenses de voyage), analyser les relations entre les entreprises et le monde universitaires, et

tenir des états généraux sur l'éducation universitaire.

En complément

- Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



Vidéo - [Entrevue avec les présidents de la FECQ et de la FEUQ, puis avec le ministre Raymond Bachand](#)

[Les commentaires \(472\)](#)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La FECQ et la FEUQ proposent un gel sans hausse d'impôts - Mise à jour le mardi 1 mai 2012 à 17 h 33 HAE

- 1 Création d'un comité pour surveiller la gestion des universités
- 2 Limiter à 3 % les dépenses qui sont périphériques aux missions des universités
- 3 Analyser les relations entre entreprises et universités (brevets, partenariats)
- 4 Moratoire de deux ans sur le plan de financement des universités
- 5 Moratoire de cinq ans sur la construction de nouveaux campus
- 6 Tenir des états généraux sur l'éducation universitaire
- 7 Geler les droits de scolarité au niveau de 2012 pour maintenir l'accessibilité

La Fédération étudiante collégiale (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont présenté mardi une contre-proposition au gouvernement du Québec pour assurer le financement des études postsecondaires à « coût nul ». Leur proposition n'implique ni d'augmentation des droits de scolarité ni des impôts des contribuables.

Présenté par les présidents de la FEUQ et de la FECQ, Martine Desjardins et Léo Bureau-Blouin, le plan est fondé sur sept mesures.

Selon la FEUQ et la FECQ, Québec pourrait atteindre ses objectifs financiers à l'aide de ces solutions, en « appliquant des principes de saine gestion, en entamant une réelle réflexion sur le rôle de l'université et en limitant la croissance des dépenses des enveloppes périphériques à la mission fondamentale des universités ».

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, s'est dite déçue, estimant qu'un gel n'était pas une proposition valable.

« Aucune idée des besoins réels des universités »

En conférence de presse, Léo Bureau-Blouin et Martine Desjardins ont expliqué que les représentants étudiants ont constaté, lors de leurs récents pourparlers, que Québec n'avait « aucune idée des besoins réels des universités, mais qu'en plus il n'avait aucune vision ou objectif pour celles-ci ».

Selon la FEUQ et la FECQ, le gouvernement Charest s'apprête à injecter 850 millions de dollars de fonds publics dans le réseau universitaire québécois. Or, les deux associations soulignent qu'il n'existe actuellement aucune mesure de contrôle des dépenses et de surveillance de la gestion de fonds confiés aux universités.

Les entreprises privées de plus en plus présentes

Les représentants de la FECQ et de la FEUQ ont également exprimé la préoccupation de leurs membres face au rôle croissant que jouent les entreprises privées dans le financement de la recherche universitaire.

« Beaucoup de projets de recherche sont arrimés entre ces deux milieux, ce qui peut constituer une bonne occasion de partage de connaissance et d'expertise. Par contre, il faut que ces partenariats soient à l'avantage des deux parties et protègent la liberté académique des universités. Il n'existe à l'heure actuelle aucune recension ou encadrement gouvernementaux de cette situation. Il importe donc de se pencher sur cette question », peut-on lire dans le communiqué conjoint de la FEUQ et la FECQ.

Limiter les dépenses « périphériques » des universités

Enfin, en ce qui a trait aux enveloppes périphériques, les deux associations demandent que le financement de certaines enveloppes budgétaires des universités soit limité. Elles évoquent notamment celles qui permettent à leurs dirigeants de voyager aux frais des contribuables. Et de réclamer que les sommes économisées soient redirigés dans les fonds de fonctionnement des universités.

L'étude des offres de Québec se poursuit

La FECQ et la FEUQ n'ont pas officiellement rejeté l'offre de Québec, comme l'a fait l'autre grande association étudiante, la Coalition large de

l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), lors de son congrès, tenu en fin de semaine.

Martine Desjardins et son homologue de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, ont tous deux fait savoir que leurs associations membres doivent se prononcer sur l'offre gouvernementale cette semaine, mais préviennent tout de même que son rejet semble inévitable.

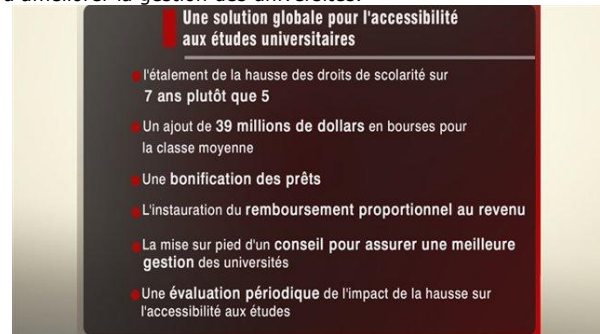
La CLASSE, qui a déjà rejeté l'offre de Québec, fera sa propre contre-proposition jeudi. L'organisation revendique officiellement la gratuité scolaire.

L'offre de Québec

Québec propose d'étaler la hausse des droits de scolarité sur sept ans plutôt que cinq, ce qui, En tenant compte de l'indexation de 2,1 % annoncée par la même occasion, fera passer la hausse de prévue de 1625 \$ à 1779 \$.

Le gouvernement suggère aussi que les étudiants soient éligibles à des bourses d'études jusqu'à 45 000 \$ de revenu familial, plutôt que 35 000 \$ comme c'est le cas à l'heure actuelle, et d'investir 39 millions de dollars supplémentaires dans le régime de prêts et bourses.

Ces propositions s'ajoutent à celles déjà annoncées le 5 avril, soit la bonification du régime de prêts et bourses dès septembre prochain, la mise en oeuvre d'un régime de remboursement des prêts étudiants proportionnel aux revenus et la création d'une commission d'évaluation visant à améliorer la gestion des universités.



En complément

- Hyperlien - [200 artistes réclament un moratoire sur la hausse des droits de scolarité](#)
- Hyperlien - [Droits de scolarité : d'autres calculs - Le blogue de Gérald Fillion](#)
- Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



- Vidéo - [Conférence de presse avec les représentants étudiants de la FEUQ et de la FECQ](#)
- [Les commentaires \(435\)](#)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Grève étudiante : Nouvelles offres, nouvelle impasse - Publié le: mardi 01 mai 2012, 17H04 | Mise à jour: mardi 01 mai 2012, 22H54

Vidéo : Line Beauchamp et la contre-proposition, 1 mai 2012, Journal de Québec Régys Caron

Le dialogue de sourds entre le gouvernement Charest et quelque 175 000 étudiants en grève s'est poursuivi mardi, de sorte que le conflit qui en est à sa 12e semaine est toujours dans une impasse.

« Ça ressemble à une justification de sa position de réclamer un gel des droits de scolarité. Ça n'aide pas à un rapprochement », a déclaré Line Beauchamp, ministre de l'Éducation, en réaction à la contre-proposition dévoilée en début d'après-midi hier par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération

étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Ces deux associations étudiantes maintiennent leur demande de geler les frais de scolarité et souhaitent reprendre les négociations directes avec le ministre en présence d'un médiateur.

De plus, la FECQ et la FEUQ proposent de geler les investissements dans les universités pendant deux ans (ce qui laisse la ministre perplexe), un moratoire de cinq ans sur la construction de nouveaux campus délocalisés, limiter à 3 % les dépenses périphériques aux missions d'enseignement et de recherche, créer un comité de surveillance de la gestion des universités et tenir des états généraux sur l'éducation universitaire.

Marchandisation

Les deux fédérations étudiantes veulent aussi un examen des liens qui unissent les universités aux entreprises. « On veut évaluer le danger d'avoir des entreprises qui vont payer des étudiants à la maîtrise ou au doctorat pour faire en sorte que les brevets ne soient utilisables que par elles », a précisé la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

Bien qu'elle juge recevables certaines propositions de la FEUQ et de la FECQ (comité de surveillance des universités, moratoire sur la construction de nouveaux campus), Line Beauchamp se dit déçue de voir les étudiants « campés » sur

le gel des droits de scolarité. « Ça ne peut pas aider à trouver une entente. » Mme Beauchamp a de nouveau écarté, du moins pour le moment, toute reprise des négociations avec les quatre associations étudiantes. Ces négociations ont été interrompues il y a une semaine après l'éjection de la CLASSE, à qui on attribuait certains actes de violence. Les manifestations tenues ces derniers jours se sont déroulées dans le calme.

Votes et rejets

La ministre semble miser sur les votes que tiennent les associations étudiantes cette semaine sur la « proposition globale » émise par le gouvernement Charest vendredi dernier. « La solution du gouvernement met plus d'argent dans les poches des étudiants », a-t-elle dit. Plusieurs associations étudiantes ont déjà rejeté cette proposition et reconduit la grève.

Mme Beauchamp a signalé que deux autres associations étudiantes présenteront des propositions plus tard en semaine. « Ça prouve que le mouvement étudiant n'est pas un bloc monolithique », a-t-elle ironisé. La conférence de presse de la FECQ et de la FEUQ a d'ailleurs été perturbée hier par l'irruption d'un groupe d'étudiants vêtus de noir portant une banderole qualifiant leur contre-offre de « Bouette pis des miettes ».

La CLASSE s'est dissociée de l'incident et présentera demain une proposition réclamant elle aussi le gel des frais de scolarité.

«Ce qu'ils ont dit...»

**Ministre de l'Éducation, du
Loisir et du Sport**

Je suis devant une position qui est de revendre un gel des frais de scolarité. Ça ne peut pas aider à résoudre la situation.

-Line Beauchamp

Chef de la Coalition Avenir Québec

L'urgence est que la ministre s'assure que chaque cégep, chaque université fasse connaître la date limite pour qu'on puisse finaliser la session d'études.

-François Legault

Présidente de la FEUQ

On veut évaluer le danger d'avoir des entreprises qui vont payer des étudiants à la maîtrise ou au doctorat pour faire en sorte que les brevets ne soient utilisables que par elles.

-Martine Desjardins

[Afficher 33 commentaires \(Québec\)](#)
[Afficher 58 commentaires \(Montréal\)](#)

TVANOUVELLES: Solution en sept points de la FECQ et de la FEUQ: La ministre Beauchamp réagit aux propositions - Première publication mardi 1 mai 2012 à 16h35



Crédit photo: Agence QMI

TVA Nouvelles

Le conflit entre le gouvernement Charest et les étudiants en grève est toujours dans une impasse, a confirmé cet après-midi la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Elle a répondu aux [propositions faites par deux fédérations étudiantes](#), la FECQ et la FEUQ, cet après-midi. La ministre de l'Éducation est partagée.

«Sur l'enjeu fondamental, à savoir le gel des droits de scolarité, je suis déçue, je trouve qu'on n'a pas bougé du côté des étudiants», a précisé la ministre. Pour Line Beauchamp, camper sur cette position ne peut pas aider.

«Il y a un élément sur lequel je m'interroge, a-t-elle ajouté. C'est la revendication qui demande à ce que nous ne fassions aucun réinvestissement dans le réseau universitaire pour les deux prochaines années, alors que les deux principaux bénéficiaires sont les étudiants.»

Il y a quand même des éléments positifs pour la ministre, notamment dans le domaine de la gestion des universités. Sur la question de créer de nouveaux campus, Line Beauchamp a indiqué qu'elle est tout à fait ouverte à la discussion. Ce sont des enjeux qui, selon elle, doivent se discuter autour d'un Conseil des universités.

La ministre est revenue sur la solution faite par le gouvernement vendredi dernier. Selon elle,

cette proposition met plus d'argent dans la poche des étudiants ou des familles démunies ou provenant de la classe moyenne.

«Je prends acte qu'il faut laisser les étudiants se prononcer dans les établissements où il y a encore un boycott», a-t-elle aussi indiqué.

Les associations étudiantes tiennent des votes, pendant toute la semaine, sur l'offre du gouvernement Charest. Plusieurs ont déjà rejeté cette proposition et reconduit la grève. Line Beauchamp écarte un retour à la table des négociations, de même que la médiation.

Line Beauchamp a conclu que le mouvement étudiant n'est pas monolithique. En effet, seulement deux fédérations sur quatre ont suggéré aujourd'hui une solution globale en sept points. La CLASSE doit présenter sa contre-proposition jeudi.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : DROITS DE SCOLARITÉ : Les internautes pour les étudiants - Publié le: mardi 01 mai 2012, 16H08 | Mise à jour: jeudi 03 mai 2012, 24H40

CONFLIT SUR LA HAUSSE DES DROITS DE SCOLARITÉ AU QUÉBEC

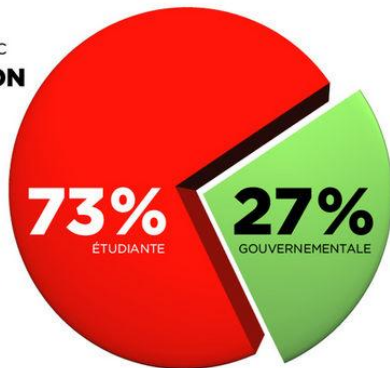
QUELLE PROPOSITION PRÉFÉREZ-VOUS ?

73% : ÉTUDIANTE
27% : GOUVERNEMENTALE

2 MAI 2012
10 592 RÉPONDANTS



journaldequebec.com
journaldemontreal.com



Les internautes favoriseraient la position des étudiants, dans leur lutte contre le gouvernement au sujet de la hausse proposée des droits de scolarité, selon un sondage-éclair mené sur les sites du Journal de Montréal et du Journal de Québec.

Publié en après-midi, mardi, peu après la conférence de presse de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), le sondage demandait aux internautes quelle proposition ils préféreraient, celle du gouvernement ou celle des étudiants de la FEUQ et de la FECQ ?

Sur les quelque 10 500 réponses obtenues, près des trois-quarts (73 %) favorisent les propositions étudiantes et 27 % celles du gouvernement Charest.

Note: Le sondage n'est évidemment pas scientifique et ne visait qu'à prendre le pouls des lecteurs des sites Internet du Journal de Montréal et du Journal de Québec.

[Afficher 13 commentaires \(Québec\)](#)

[Afficher 1-80 de 132 commentaires \(Montréal\)](#)

LEDEVOIR.COM : Droits de scolarité: plus de 200 personnalités demandent un moratoire : Ils lancent plus largement un cri d'indignation envers le gouvernement actuel et les choix de société qui sont faits - Mardi 1 mai 2012, 15h11



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Dominic Champagne et le médecin Alain Vadeboncoeur étaient parmi les artistes et personnalités qui ont appuyé ce matin les étudiants.

Lisa-Marie Gervais

Une pléiade d'artistes et leurs amis ont exprimé haut et fort leur appui à la cause étudiante ce matin, en exigeant un moratoire de la hausse des droits de scolarité et des états généraux sur l'éducation supérieure.

Plus largement, cet appel à la solidarité se voulait un grand cri du cœur, d'indignation, envers le gouvernement actuel et les choix de société qui sont faits. «Le spectacle des étudiants, ça sert

aussi d'écran de fumée et à polariser la situation. C'est pas vrai qu'on va s'en aller en élection sur une question de doit de scolarité alors que les enjeux sont beaucoup plus vastes», a dit Dominic Champagne, metteur en scène, connu pour son implication contre le lobby des gaz de schiste.

Ce vent de sympathie envers la cause étudiante est d'abord venu de Suisse, de la volonté de Laure Waridel et de Hugo Latulippe. Au Québec, c'est l'étudiante et co-présidente du Sommet pour l'éducation publique québécoise, Léa Clermont-Dion, qui a relayé leur message en invitant des personnalités à signer une déclaration qu'elle a corédigé notamment avec le sociologue et économiste, Éric Pineault, le comédien Alexis Martin et le médecin Alain Vadeboncoeur.

«Nous sommes avec les étudiants. Nous sommes ensemble» a été signé par plus de 200 personnes, dont Anaïs Barbeau-Lavalette, Ariane Moffat, Guylaine Tremblay et Denis Villeneuve, pour ne nommer que ceux-ci parmi une grande brochette d'artistes et de professionnels. «Ce cri de la jeunesse, qui nous pousse à rompre avec l'immobilisme, à recouvrer notre capacité collective d'agir et à travailler pour le bien commun, nous l'entendons», écrit-on dans la déclaration,

qui a été lue notamment par Guylaine Tremblay lors de la conférence de presse à l'Espace libre ce matin.

Le premier ministre Jean Charest a directement été pris à partie par ce groupe de personnalités, qui ont vu dans sa gestion du conflit avec les étudiants une manœuvre électorale. «M. Charest, si vous voulez aller en élection, vous allez nous trouver sur votre chemin», a dit Léa Clermont-Dion.

Même si l'opinion publique est actuellement majoritairement défavorable à la cause étudiante. «C'est pas parce que la majorité des Québécois dans les sondages appuient une certaine vision des choses que nous on n'a pas le devoir d'informer et de traquer la vérité et de faire en sorte que la justice gagne», a dit M. Champagne. Les artistes ont invité à un rassemblement à midi devant les bureaux de Jean Charest. Ils ont également appelé à la mobilisation et à la participation à une grande marche qui aura lieu en fin de journée dans le cadre de la journée internationale des travailleurs.

[Vos réactions \(61\)](#)

LE SOLEIL: Line Beauchamp «décue» de la contre-offre étudiante - Publié le mardi 01 mai 2012 à 15h05 | Mis à jour le mercredi 02 mai 2012 à 09h37



Photo: PC

La ministre Line Beauchamp

Annie Mathieu, Le Soleil

(Québec) Le bras de fer entre le gouvernement et les étudiants s'est poursuivi mardi, alors que la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont présenté une contre-offre réclamant toujours un gel des droits de scolarité. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, s'est dite décue en fin de journée de l'«alternative globale» proposée.

En plus de suggérer un gel des droits de scolarité au niveau de 2012 pour maintenir l'accessibilité aux études, les deux fédérations étudiantes ont dit vouloir s'attaquer au financement des universités en réclamant notamment un moratoire de deux ans sur leur plan de financement. Citant en exemple les voyages des recteurs, elles ont également réclamé que le gouvernement indexe à 3 % les enveloppes «périphériques» à la mission des universités afin de dégager 189 millions\$ pour financer les activités d'enseignement et de recherche des universités.

La FECQ et la FEUQ ont aussi demandé un moratoire de cinq ans sur la construction de campus délocalisés, la création d'un organisme de surveillance indépendant qui pourrait assurer la

cohérence du réseau universitaire. Finalement, les deux fédérations souhaitent que Québec prenne le temps d'analyser les relations potentiellement problématiques entre les entreprises et le monde universitaire.

Léo Bureau-Blouin, de la FECQ, et Martine Desjardins, de la FEUQ, répliquaient ainsi à «l'offre globale» présentée vendredi par la ministre Beauchamp. Celle-ci proposait entre autres une hausse de 1778,70 \$ sur sept ans au lieu de 1625 \$ en cinq ans et une bonification de 39 millions\$ des bourses de l'aide financière.

La ministre décue

En point de presse à l'Assemblée nationale, Line Beauchamp a d'abord fait la promotion de son offre de la semaine dernière, assurant qu'elle était profitable pour les familles de la classe moyenne.

«Sur l'enjeu fondamental des droits de scolarité, ça n'a pas bougé», a-t-elle soutenu par la suite, ajoutant qu'elle était décue de la solution étudiante. «Nous ne sommes pas en mode rapprochement», a affirmé Mme Beauchamp. Selon elle, les étudiants n'ont fait que «justifier» un gel des droits de scolarité.

Elle a néanmoins soulevé quelques points sur lesquels le gouvernement et les étudiants s'entendaient, notamment sur la question de la création d'un organisme de surveillance des établissements universitaires. Elle a cependant dit se questionner sur l'idée d'imposer un moratoire sur le plan de financement des universités, qui, selon elle, correspond à une proposition de ne plus permettre d'investissement dans le réseau universitaire «sous-financé».

Le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), François Legault, s'est également dit déçu de la proposition étudiante. Il a soutenu que le gouvernement devait rapidement faire connaître une date butoir pour la reprise des cours afin que les étudiants ne perdent pas leur session.

Beauchamp soutient que le mouvement est divisé

Lors de son point de presse, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a souligné à plusieurs reprises que seulement deux des quatre associations étudiantes - soit la FECQ et la FEUQ - avaient présenté une nouvelle offre.

«Vous voyez comme moi que le mouvement étudiant n'est pas monolithique», a-t-elle répété. La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), qui se veut pour la gratuité scolaire, devrait présenter demain une solution au gouvernement pour mettre fin au conflit qui s'enlise depuis maintenant 78 jours.

Selon la porte-parole de la CLASSE Jeanne Reynolds, ce n'est pas parce que son regroupement n'a pas fait front commun avec les deux autres fédérations que le mouvement est divisé. «On a un comité de négociation commun», a-t-elle souligné, ajoutant que les propositions de la CLASSE seraient complémentaires.

«Je pense que la véritable solidarité, la véritable union des associations étudiantes ne se fait pas en conférence de presse, ça se fait dans les manifestations et quand le gouvernement exclut un groupe et que les autres sont solidaires», a affirmé de son côté le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

«On a plusieurs idéologies que l'on défend différemment, c'est assez sain, ça représente l'ensemble de la société qui est assez hétérogène et non homogène», a soutenu la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

Le secrétaire général de la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ), Paul-Émile Auger, a quant à lui expliqué que la consultation de ses membres se poursuivait et qu'une riposte à l'offre gouvernementale n'était pas exclue.

LEDEVOIR.COM : Droits de scolarité: la FEUQ et la FECQ détaillent leur contre-offre – mardi 1 mai 2012, 14h50





Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Léo Bureau-Blouin, de la FECQ, et Martine Desjardins, de la FEUQ

La Presse canadienne

Les fédérations étudiantes collégiale (FECQ) et universitaire (FEUQ) ont présenté aujourd'hui

une contre-offre au gouvernement Charest qui, comme prévu, maintiendrait le gel des droits de scolarité.

Dans l'espoir de ramener le gouvernement à la table de négociation, les deux fédérations ont présenté une contre-offre en sept points qui permettrait d'économiser des sommes importantes au chapitre des dépenses universitaires.

La conférence de presse des leaders étudiants — à laquelle ne participait pas la CLASSE, qui doit présenter sa propre contre-proposition jeudi — a été perturbée à quelques reprises par un groupe d'individus masqués qui ont refusé de s'identifier et qui ont entre autres scandé des slogans pour dénoncer les deux fédérations.

La contre-proposition de ces dernières comprend notamment une indexation à 3 % de l'augmentation des dépenses périphériques des universités, qui se situe présentement à 10 %,

ce qui représenterait une économie de 175 millions.

Les fédérations réclament aussi un moratoire de deux ans sur les plans d'investissement des universités, un moratoire de cinq ans sur les nouvelles constructions et différentes mesures visant à analyser et à contrôler la croissance des dépenses des universités.

Pendant ce temps, le cégep de Sherbrooke a une fois de plus suspendu les cours, toute la journée mardi, pour des raisons de sécurité. La décision, prise à nouveau en contravention à une injonction l'obligeant de dispenser des cours, a été justifiée par la présence importante de manifestants.

Les cours ont également été suspendus au Collège de Maisonneuve.

[Vos réactions \(65\)](#)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALEMONTRÉAL : Conflit : Proposition de la FEUQ et de la FECQ - Publié le: mardi 01 mai 2012, 14H34 | Mise à jour: mardi 01 mai 2012, 15H41

Vidéo: Au 78e jour du conflit étudiant, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont suggéré mardi une alternative qui se décline en sept points à l'offre « globale » du gouvernement Charest, 1 mai 2012, Agence QMI

Agence QMI

Au 78e jour du conflit étudiant, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont suggéré mardi une alternative qui se décline en sept points à l'offre « globale » du gouvernement Charest, jugée insuffisante.

Les deux fédérations ont d'abord proposé la création d'un organisme de surveillance indépendant qui se chargera de contrôler les dépenses des universités.

Elles ont ensuite dit souhaiter limiter la grosseur des enveloppes destinées aux dépenses périphériques des universités. Une diminution budgétaire de 10% à 3% permettrait, selon les deux fédérations, de dégager plus de 180 millions \$ pour mieux financer l'enseignement.

Elles ont également suggéré d'évaluer les relations entre les entreprises et le monde universitaire. «On veut évaluer le danger d'avoir des entreprises qui vont payer des étudiants à la maîtrise et au doctorat pour faire en sorte que les brevets ne soient utilisables que par elles», a expliqué Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

De plus, la FECQ et la FEUQ ont avancé la possibilité d'imposer un moratoire de deux ans sur le plan de financement des universités, «à coût nul pour les étudiants et les contribuables», pour terminer l'évaluation des véritables besoins des établissements. «Ce que le gouvernement ne dit pas aux contribuables, c'est qu'il va continuer à financer un bas troué», a déclaré Mme Desjardins.

Enfin, les deux fédérations ont proposé un moratoire de cinq ans sur la construction de campus

délocalisés, la tenue d'états généraux sur l'éducation universitaire et le gel des droits de scolarité au niveau actuel «pour maintenir l'accessibilité aux études».

«Ce sont des mesures simples et précises que tout gouvernement qui se dit responsable devrait appliquer afin de s'assurer d'un réseau universitaire sain et de qualité. Et ce faisant, nous permettrons aux étudiants et à leur famille de souffler un peu, eux qui ont déjà eu une augmentation de 30 % des frais de scolarité dans les cinq dernières années», a ajouté Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

Les deux organisations demandent toujours au gouvernement de tenir une table de discussion où tous les représentants étudiants seraient invités afin de débattre des propositions émises par chacune des parties. Elles promettent de maintenir les moyens de pression si cela n'est pas fait.

Trouble-fêtes

Par ailleurs, le point de presse de la FECQ et de la FEUQ a été interrompu par l'arrivée d'étudiants vêtus de noir scandant le mot «antidémocratique» et affichant une couverture noire sur laquelle on pouvait lire : «Contre-offre = de la boulette pis des miettes».

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a rapidement réagi en affirmant sur son compte Twitter qu'elle n'était «pas responsable de la perturbation» de cette conférence de presse.

Cette irruption a tout de même fait surgir des questions sur la division au sein du mouvement étudiant, notamment entre ceux qui prônent la gratuité et les autres.

L'offre globale du gouvernement Charest, présentée vendredi, prévoit notamment d'étaler la hausse de droits de scolarité sur sept ans et de bonifier le régime de bourses de 39 millions \$.

«Tout n'est pas à jeter aux poubelles dans cette proposition-là», a reconnu Léo Bureau-Blouin. Par exemple, la bonification des bourses est une

bonne mesure et «nos organisations en font la promotion», a-t-il précisé.

Par contre, l'étalement de la hausse sur sept ans, «ça ne passe pas auprès des étudiants, a poursuivi le représentant. On a l'impression de ne pas être pris au sérieux».

Le milieu universitaire réagit

Les universités ont dénoncé les propositions mises de l'avant mardi par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) trouve «très décevant qu'après 12 semaines de boycottage des cours, les représentants de la FECQ et de la FEUQ cherchent à régler le conflit actuel en niant la nécessité d'un réinvestissement, réitérent leur demande initiale de gel des droits de scolarité et présentent même au gouvernement de nouvelles revendications», peut-on lire dans un communiqué.

L'organisme estime que le moratoire sur le plan de financement, le gel des droits de scolarité et la tenue d'états généraux ne représentent pas des solutions viables pour faire face aux défis auxquels les universités sont confrontées.

De son côté, le réseau de l'Université du Québec indique que ses établissements sont déjà soumis à des processus de contrôle indépendants et ne voit pas l'utilité de mettre en place un nouvel organisme de surveillance, tel que le propose la FECQ et la FEUQ.

«Des instances sont en place pour assurer une gestion responsable de leurs finances. Ajouter d'autres instruments de contrôle aurait pour résultat d'investir dans l'administration au détriment de l'enseignement» a souligné la présidente, Sylvie Beauchamp.

[Afficher 23 commentaires \(Québec\)](#)

[Afficher 1-80 de 199 commentaires \(Montréal\)](#)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: 200 artistes réclament un moratoire sur la hausse des droits de scolarité – Mise à jour le mardi 1 mai 2012 à 14 h 20 HAE



Dominic Champagne lors de la conférence de presse d'appui aux étudiants.

Un moratoire sur la hausse des droits de scolarité et des états généraux sur l'éducation, c'est ce qu'ont réclamé mardi matin quelque 200 artistes québécois exaspérés de voir le conflit étudiant s'enlisier.

En moins de 24 heures, des dizaines de membres de la communauté artistique ont signé une déclaration intitulée « Nous sommes ensemble ». Ce faisant, ils répondaient à l'appel lancé entre autres par le metteur en scène Dominic Champagne, la militante Laure Waridel et la jeune étudiante Léa Clermont-Dion. Plus de 50 d'entre eux se sont massés à l'Espace libre mardi afin de témoigner de leur indignation. Le ras-le-bol généralisé des signataires face aux enjeux sociaux, politiques et économiques sous-jacents à cette grève qui dure depuis des semaines a atteint un paroxysme qui les a poussés à se mobiliser, a-t-on expliqué lors du point de presse.

Le sentiment d'urgence était d'ailleurs palpable dans la petite salle du quartier Hochelaga-Maisonneuve. Les discours ont été interrompus à

quelques reprises par des salves d'applaudissements et par des prises de parole spontanées.

« Moratoire! Moratoire! », a également scandé l'audience après que les six orateurs, parmi lesquels se trouvait la comédienne Guylaine Tremblay, eurent parlé de leurs revendications.

Même si, en proposant un moratoire sur la hausse des droits de scolarité, le mouvement met de l'avant une piste de solution préconisée par le Parti québécois, sa démarche est tout à fait apolitique, a-t-on indiqué.

Les instigateurs de la déclaration ont d'ailleurs catégoriquement refusé d'appuyer l'une ou l'autre des formations politiques à Québec.

Ils ont conclu le point de presse en disant espérer « de l'action ou des élections ».

La Presse canadienne

[Les commentaires \(99\)](#)

TVANOUVELLES: Conflit étudiant: Pauline Marois veut défaire le gouvernement - Première publication mardi 1 mai 2012 à 14h11 - Mise à jour : mardi 1 mai 2012 à 17h37



Crédit photo : Agence QMI

La chef du PQ, Pauline Marois.

Par Jean-Luc Lavallée | Agence QMI

Le Parti québécois continue d'exiger la tenue d'élections et a déposé une motion de censure à l'endroit du gouvernement de Jean Charest, lui reprochant sa gestion «catastrophique» de la crise étudiante et de plusieurs autres dossiers controversés.

La motion, inscrite mardi au feuillet de l'Assemblée nationale par la chef de l'opposition officielle, Pauline Marois, devrait être débattue en Chambre jeudi. Le conflit étudiant s'ajoute à

une longue liste d'événements mal gérés dans la dernière année, selon le PQ, ce qui justifierait le déclenchement d'élections.

La motion se lit comme suit: «L'Assemblée nationale du Québec retire sa confiance au gouvernement libéral et à son premier ministre pour avoir ignoré les demandes répétées de tenir une enquête publique sur l'ensemble des révélations liées à la corruption et à la collusion, pour son refus d'instaurer un véritable régime de redevances pour enrichir le Québec, pour sa gestion catastrophique de la crise actuelle avec les étudiants, pour avoir failli à éliminer l'attente en santé et pour son absence de leadership devant le gouvernement fédéral.»

Appui de la CAQ

Théoriquement, une telle motion pourrait faire tomber le gouvernement. Toutefois, la motion sera vraisemblablement battue en raison de la mince majorité dont disposent les libéraux, même si la CAQ a annoncé son intention d'appuyer le PQ.

«Ça démontre le manque de leadership du gouvernement dans plusieurs dossiers et on ne peut cautionner ce gouvernement», a fait savoir l'attaché de presse du parti de François Legault, Jean-François Del Torchio.

Le PLQ a 64 députés à l'heure actuelle alors que le PQ (46) et la CAQ (9) misent sur un total de 55 députés. À cela s'ajoute Québec solidaire (un député), Option nationale (un député) et trois indépendants. La circonscription d'Argenteuil est par ailleurs toujours vacante depuis le départ de David Whissell.

Deuxième motion de non-confiance

Il s'agit de la deuxième motion de non-confiance à laquelle sera confronté le gouvernement Charrest en lien avec le conflit étudiant. Le 28 février dernier, le député Amir Khadir, de Québec solidaire, avait également forcé la tenue d'un vote, blâmant les libéraux pour «la grave atteinte à l'accessibilité aux études et aux droits à l'éducation» pour la hausse des frais de scolarité de 1 625\$. La motion avait été défaite 69 à 43.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Grève étudiante : Plusieurs personnalités en appui aux étudiants - Publié le: mardi 01 mai 2012, 13H56 | Mise à jour: mardi 01 mai 2012, 14H12



© Ève Lévesque / Agence QMI

Le sociologue Éric Pineault, le metteur en scène David Champagne, l'instigatrice du projet Léa Clermont-Dion, la comédienne Guylaine Tremblay et l'auteure-compositrice-interprète Ariane Moffatt sont au nombre des personnalités qui appuient le mouvement.

Ève Lévesque / Agence QMI

Près de 200 artistes, médecins, avocats et économistes, ont signé la déclaration « Nous sommes avec les étudiants. Nous sommes ensemble ».

En point de presse à l'Espace libre, mardi, à Montréal, les personnalités présentes ont tenu à souligner leur soutien au mouvement étudiant, à l'occasion de la fête des Travailleurs.

La déclaration, rédigée notamment par Laure Waridel et Hugo Latulippe, « est l'occasion d'écrire d'une seule et même voix », a dit Léa Clermont-Dion, étudiante en Sciences politiques et une des instigatrices du projet.

« Le niveau de scolarité est lié à l'espérance de vie et à la santé des gens, a dit pour sa part le médecin Alain Vadeboncoeur, l'un des auteurs de la déclaration. Faire un travail qu'on aime est lié à la santé. On pourrait retirer plus de nos ressources naturelles et mieux investir dans nos programmes sociaux. »

Le sociologue Éric Pineault, l'un des auteurs de la déclaration, a salué l'imagination dont font preuve les associations étudiantes et leurs membres depuis le début du conflit. « Depuis qu'on réfléchit à la manière de lutter contre la hausse, le mouvement a fait renaître l'imagination économique du Québec. »

De son côté, le metteur en scène Dominic Champagne, qui a aussi pris part à la déclaration, a signifié sa colère et son indignation par rapport au conflit. « Ça profite à ceux qui sont en train de nous en passer une. L'expression "juste part" est une insulte à notre intelligence. Il ne faut pas lâcher. »

[Afficher 20 commentaires \(Montréal\)](#)

TVANOUVELLES: Hausse des droits de scolarité: 200 personnalités québécoises déclarent leur soutien aux étudiants - Première publication mardi 1 mai 2012 à 13h41 - Mise à jour : mardi 1 mai 2012 à 17h31

Par Ève Lévesque | Agence QMI



En moins de 24 heures, **200 artistes, médecins, avocats et économistes** ont signé la déclaration «**Nous sommes avec les étudiants. Nous sommes ensemble**», en appui au mouvement qui perdure depuis 79 jours. «Nous exigeons, de la part notre gouvernement, un moratoire contre la **hausse des frais de scolarité** ainsi que la tenue urgente d'états généraux sur l'éducation supérieure, a lancé **Léa Clermont-Dion**, instigatrice du projet. Nous voulons établir un lien clair entre l'exploitation de nos ressources naturelles et la hausse des frais de scolarité. Nous croyons que ce sont deux enjeux qui sont reliés intrinsèquement.»

Vent de fraîcheur

Le sociologue et économiste **Éric Pineault**, l'un des auteurs de la déclaration, a salué l'imagination dont font preuve les associations étudiantes et leurs membres depuis le début du conflit. «La force de ce mouvement c'est d'avoir fait renaître l'imaginaire économique du Québec», a-t-il affirmé.

«Le niveau de scolarité est lié à l'espérance de vie et à la santé des gens, a dit pour sa part le médecin **Alain Vadeboncoeur**, coauteur de la déclaration. On pourrait retirer plus de nos ressources naturelles et mieux investir dans nos programmes sociaux.»

De son côté, le metteur en scène **Dominic Champagne**, lui aussi coauteur de la déclaration, a signifié sa colère et son indignation par

rapport au conflit. «Des choses sont en train de se passer quand même, et le [côté] spectaculaire de ce que les étudiants amènent dans la rue profite à ceux qui sont en train de nous en passer une.»

Des signataires se sont ensuite dirigés vers le **bureau de Jean Charest**, pour rejoindre des étudiants qui manifestaient.

Les membres de la **CSN** ont aussi souligné leur appui à la cause en tenant des piquets de grève symboliques, sur l'heure du dîner. Le président de la CSN, Louis Roy, a demandé au gouvernement, par communiqué, de négocier avec l'ensemble des associations étudiantes.

LA PRESSE: Droits de scolarité: 200 personnalités exigent un moratoire - Publié le mardi 01 mai 2012 à 12h42 | Mis à jour le mardi 01 mai 2012 à 13h41



La comédienne Guylaine Tremblay a fait la lecture d'une déclaration appuyée par de nombreuses personnalités publiques, réclamant un moratoire sur la hausse des frais de scolarité.

Pascale Breton, La Presse

La grève étudiante est un mouvement plus large, un conflit idéologique opposant le gouvernement à des citoyens sur des questions de société, affirme quelque 200 personnalités publiques issues du milieu artistique, mais aussi de la politique, des syndicats et des professions libérales. Dans une déclaration appelant à la solidarité, les signataires réclament un moratoire sur la hausse des droits de scolarité et la tenue d'États généraux sur l'éducation supérieure.

«La grève des étudiants et le mouvement social qui l'accompagne expriment aussi le ras-le-bol des Québécois face au manque d'imagination de

nos gouvernements dans la maîtrise d'oeuvre des affaires de l'État», a déclaré la comédienne Guylaine Tremblay en faisant la lecture de cette déclaration.

La grève étudiante, qui en est à sa douzième semaine, a dépassé la simple question de la hausse des droits de scolarité. C'est un conflit idéologique qui met en opposition deux visions, croit Léa Clermont-Dion, l'une des initiatrices de cette déclaration, elle-même étudiante en science politique.

Les signataires établissent clairement un lien entre la hausse des droits de scolarité et l'exploitation des ressources naturelles, affirmant que le gouvernement ne tire pas suffisamment de redevances des compagnies.

«C'est important d'élargir les enjeux. Ce qui se passe dans la rue n'est que le révélateur d'une entreprise beaucoup plus vaste qui détermine les choix de société importants qu'on est en train de faire», a affirmé le metteur en scène Dominic Champagne.

Il ajoute que ce serait une erreur de déclencher des élections sur la seule question des droits de scolarité, faisant référence aux nombreuses rumeurs qui circulent à l'effet que des élections pourraient avoir lieu ce printemps.

«Dans la rue, ce qui se dit n'est pas juste non à la hausse. C'est non à un modèle usé», complète le sociologue Éric Pineault.

Parmi les signataires, on retrouve de nombreux artistes comme Anne-Marie Cadieux, Luc Picard, Denis Villeneuve ou Philippe Falardeau, mais également d'anciens politiciens ou syndicalistes comme Lise Payette et Gérald Larose, ainsi que des médecins comme le Dr Alain Vadeboncoeur, chef du service des urgences de l'Institut de cardiologie de Montréal.

Plusieurs de ces personnalités étaient présentes ce matin, à l'Espace libre, pour la présentation de cette déclaration. Ils se sont ensuite joints à un rassemblement réunissant les centrales syndicales et les associations étudiantes, organisées devant les bureaux du premier ministre Jean Charest, dans le cadre de la Journée des travailleurs, ce midi.

Ils y ont symboliquement planté dans une boîte à fleurs, à l'angle McGill College et Sherbrooke, l'«arbre de la liberté». Un érable dans lequel ils ont accroché une guirlande de carrés rouges sur lesquels ceux qui le désiraient y allaient de leurs souhaits pour le Québec.

Les comédiens Alexis Martin et Jacques L'Heureux, Daniel Boucher, Gérald Larose et Dominic Champagne y étaient notamment présents, aux côtés de Gabriel Nadeau-Dubois et Jeanne Reynolds, co-portes-paroles de la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante.

- Avec David Santerre

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La FECQ et la FEUQ présenteront une contre-proposition cet après-midi - Mise à jour le mardi 1 mai 2012 à 12 h 13 HAE

La Fédération étudiante collégiale (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) présenteront mardi une contre-proposition à l'offre globale du gouvernement qui propose notamment d'étaler la hausse des droits de scolarité sur sept ans plutôt que cinq.

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a confirmé mardi que la proposition en sept points comprendra un gel des droits de scolarité qui s'effectuera à coût nul pour les contribuables.

Mme Desjardins soutient que le rejet de l'offre du gouvernement semble inévitable. «Lorsqu'on a rencontré nos associations étudiantes dès vendredi, après la proposition, ça semblait vraiment très clair que la proposition allait être rejetée», a-t-elle déclaré lundi au Réseau de l'information. «Cela étant dit, il y a plusieurs associations qui doivent se prononcer cette semaine lors d'assemblées générales sur la proposition du gouvernement», poursuit-elle. «Dès demain ou mercredi, nous allons proposer notre alternative, qui va également être débattue dans certaines de nos associations. Je pense que c'est une façon plus constructive de voir les choses.»

«Évidemment, lorsqu'on se bat pour l'accessibilité aux études, contre la hausse des frais, et qu'on a une proposition qui présente une nouvelle hausse des frais de scolarité, vous comprendrez que ça ne fait pas l'affaire de tout le monde», affirme Mme Desjardins.

La présidente de la FEUQ réfute l'idée que les étudiants n'ont pas eu le temps de se pencher sur l'offre globale du gouvernement.

«Je pense que les étudiants comprennent très bien, après 12 semaines, quelles sont les propositions qui sont sur la table. [...] Ils ont tôt fait d'analyser l'offre. Et d'ailleurs ont l'a vu à la suite de la proposition, il y a eu environ une dizaine de manifestations qui se sont créées à travers la

province pour répondre négativement à la proposition du gouvernement», fait valoir Martine Desjardins.

« Les étudiants ont pris le temps de l'analyser et ont refusé. Ce n'est pas en prenant plus de temps qu'ils vont vouloir l'accepter un peu plus tard. Ils ont compris qu'encre encore une fois on proposait d'augmenter leur endettement. »

Martine Desjardins

Martine Desjardins déplore que la ministre refuse de donner une chance à la médiation. «Encore faut-il donner la chance à cette médiation-là!», dit-elle, en proposant au passage que les parties nomment chacun un médiateur.

«Il n'est pas normal qu'on n'arrive pas à se parler, alors que la semaine dernière, on avait une table. Faut démontrer, chacun de notre côté, une certaine humilité. Chacun a sa part de responsabilité et doit faire un pas vers l'autre», soutient la présidente de la FEUQ.

« Ce n'est pas normal qu'après 77 jours de grève, on en soit toujours à être chacun dans son coin et à ne pas être capable de se rapprocher. »

Martine Desjardins

Mme Desjardins réfute l'idée que les étudiants n'ont pas bougé depuis le début du conflit. «Je crois qu'on a bougé. On a proposé quand même plusieurs alternatives au cours des dernières semaines. Cette semaine on va proposer également une autre alternative», indique-t-elle.

Mme Desjardins argue par ailleurs qu'il revient aux associations étudiantes de déterminer les modalités des votes. «Certains le faisaient dès le début par vote secret, d'autres par référendum, d'autres à main levée. Ce n'est

pas à nous de dire et surtout pas à madame la ministre de l'Éducation de dire comment les étudiants devraient voter », souligne-t-elle.

La FECQ consulte ses membres



Léo Bureau-Blouin

La FECQ rappelle pour sa part que les délégués de ses associations membres se sont déjà prononcés contre la proposition gouvernementale et l'ont qualifiée « d'insuffisante » lors d'une réunion spéciale tenue vendredi dernier.

« Les représentants étudiants nous ont clairement signifié que l'annonce du premier ministre serait mal accueillie par les étudiants et jugée insuffisante. On déplore que l'annonce ne touche pas aux droits de scolarité alors que le gouvernement sait très bien c'est que c'est le point chaud », a indiqué le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, par voie de communiqué.

L'ensemble des membres sera néanmoins consulté cette semaine. « Les étudiants pourront ainsi s'exprimer sur cette offre et envoyer un message clair au gouvernement Charest », a-t-il ajouté.

En entrevue au Réseau de l'information, M. Bureau-Blouin, a par ailleurs affirmé que l'offre du gouvernement contenait certaines propositions intéressantes.

« C'est pas tout à jeter aux poubelles, ce qu'il y a du côté des bourses. C'est quand même intéressant, mais c'est pas la raison pour laquelle les étudiants sont en grève actuellement », a-t-il dit, ajoutant que les « étudiants sont très méfiants de ce qui provient de la bouche du premier ministre ».

Sur le web

Une [revue des dernières initiatives reliées au conflit étudiant sur le web](#), dont des vidéos et une lettre du groupe musical Les Cowboys fringants aux étudiants.

Se pencher d'abord sur les dépenses des universités, dit la CLASSE



Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois

La CLASSE, qui a déjà [rejeté](#) l'offre de Québec, fera sa contre-proposition jeudi.

En entrevue à l'émission *C'est bien meilleur le matin*, le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois a lui aussi contesté le fait que les associations étudiantes ne proposent rien pour mettre un terme à la crise.

« La première chose que nous on met de l'avant, c'est [qu']avant d'augmenter les frais de scolarité, pouvons-nous regarder ce qu'on fait avec l'argent qu'on a déjà dans nos universités pour ne pas remplir un panier percé? », explique-t-il.

« Quand on se penche sur les finances de nos universités, on se rend compte qu'il y a déjà beaucoup d'argent à l'intérieur de nos universités, et on pourrait peut-être faire mieux avec cet argent-là », poursuit le porte-parole de la CLASSE.

« On parle des dépenses des universités, des salaires des recteurs et des cadres, du nombre de cadres. On parle également de cette nouvelle mode dans les universités de prendre l'argent public destiné à l'enseignement et

à la recherche et à la détourner vers les immobilisations, c'est-à-dire du béton, pour s'engager dans des aventures immobilières, par exemple l'Îlot voyageur », précise Gabriel Nadeau-Dubois.

« On devrait regarder ce qu'on fait avec les ressources que la population met dans les universités avant de demander aux étudiants, aux étudiantes et à leur famille de contribuer davantage. »

Gabriel Nadeau-Dubois

Malgré l'attitude de la ministre Beauchamp et du premier ministre Jean Charest, M. Nadeau-Dubois croit que le gouvernement « va devoir céder d'une manière ou d'une autre », étant donné les pressions économiques qu'appliquent les grévistes étudiants.

Il soutient que le nombre de grévistes a fléchi d'environ 20 000 depuis la grande manifestation du 22 mars, mais que les votes de reconduction sont généralement stables dans les campus, « notamment depuis la fameuse stratégie des injonctions, qui n'a pas fonctionné ».

« Ça a eu l'effet de stimuler la mobilisation sur les campus, de stimuler les votes de grève. Et si je peux me permettre une prédiction, j'ai bien l'impression que l'offre faite vendredi dernier va avoir strictement le même effet », avance-t-il.

En complément

- Hyperlien - [Droits de scolarité : d'autres calculs - Le blogue de Gérald Fillion](#)
- Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



- Vidéo - [Le reportage de Jacques Bissonnet et l'analyse de Sébastien Boivert](#)



- Vidéo - [Luc Godbout, professeur titulaire de la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke, analyse la dernière proposition du gouvernement aux étudiants.](#)



- Vidéo - [24 heures en 60 minutes : entrevues avec la ministre Line Beauchamp, le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, Simon Tremblay-Pepin, chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques et Youri Chassin, économiste à l'Institut économique de Montréal](#)

[Les commentaires \(205\)](#)

LA PRESSE: Hausse des droits de scolarité: des personnalités demandent un moratoire - Publié le mardi 01 mai 2012 à 09h57



Photo: André Pichette, La Presse
Léa Clermont-Dion

Tommy Chouinard, La Presse (Québec) Plus de 150 personnalités, issues entre autres du milieu culturel, annonceront mardi leur appui au mouvement étudiant, a appris La Presse.

Elles demanderont un moratoire sur la hausse des droits de scolarité et la tenue d'états généraux sur l'éducation supérieure. Les instigateurs de cette sortie sont Léa Clermont-Dion - une étudiante qui a fait la promotion d'une charte pour une image corporelle saine et diversifiée -, Hugo Latulippe, Laure Waridel, le sociologue Éric Pineault, le Dr Alain Vadeboncoeur, Alexis Martin et Dominic Champagne.

TVA NOUVELLES: Solution en sept points, dont un gel: Un moratoire pour assainir la gestion - Première publication mardi 1 mai 2012 à 08h47 - Mise à jour : mardi 1 mai 2012 à 16h55

TVA Nouvelles

Au **78e jour du conflit étudiant**, la FECQ et la FEUQ suggèrent, pour remplacer une proposition gouvernementale jugée insuffisante, leur solution «globale» qui se décline en sept points.

Au premier point, on propose la création d'un **organisme de surveillance indépendant** qui se chargera de scruter les dépenses des universités et d'évaluer les besoins.

On souhaite ensuite limiter la grosseur des enveloppes destinées aux **dépenses périphériques des universités**, dont font partie les fonds qui permettent aux recteurs de voyager à l'étranger. Une diminution budgétaire de 10% à 3% permettrait, selon les deux fédérations, de dégager des fonds pour mieux financer l'enseignement à hauteur de 189 millions \$.

On suggère d'évaluer les **relations entre les entreprises et le monde universitaire**. «On veut évaluer le danger d'avoir des entreprises qui vont payer des étudiants à la maîtrise et au doctorat pour faire en sorte que les brevets ne soient utilisables que par elles», explique Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

Quatrièmement, on avance la possibilité d'imposer un **moratoire de deux ans sur le plan de financement des universités**, «à coût nul pour les étudiants et les contribuables», pour terminer l'évaluation des véritables besoins des établissements. Actuellement, «ce que le gouvernement ne dit pas aux contribuables, c'est qu'ils vont continuer à financer un bas troué», estime Mme Desjardins.

En cinquième, la FECQ et la FEUQ proposent un **moratoire de cinq ans sur la construction de campus délocalisés**.

Ensuite, les étudiants croient à la tenue d'**états généraux sur l'éducation universitaire**.

Ces derniers ont complété leur contre-proposition en réitérant la nécessité, selon eux, de **geler les droits de scolarité au niveau actuel** «pour maintenir l'accessibilité aux études».

La CLASSE absente

Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE, a tenu à expliquer pourquoi son association n'était pas à la table avec la FECQ et la FEUQ: «On voulait laisser quelques jours en début de semaine pour que les assemblées générales prennent des positions sur l'offre de vendredi.»

Il a aussi expliqué que plusieurs éléments apportés par les fédérations rejoignent les propositions qui seront faites par la CLASSE jeudi.

Des trouble-fêtes s'invitent à la conférence

Le point de presse a été interrompu par l'arrivée d'étudiants vêtus de noir scandant le mot «antidémocratique» et affichant une couverture noire sur laquelle on pouvait lire: «Contre-offre = de la bouette pis des miettes».

Cette irruption a fait surgir des questions sur la division au sein du mouvement étudiant, notamment entre ceux qui prônent la gratuité et les autres.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a rapidement réagi en affirmant sur son compte Twitter qu'elle n'était «pas responsable de la perturbation» de cette conférence de presse. «La CLASSE n'est aucunement liée à ces événements-là», a déclaré son co-porte parole, Gabriel-Nadeau Dubois, sur nos ondes.

En entrevue à LCN, Martine Desjardins a pour sa part réaffirmé que la FECQ, la FEUQ et la CLASSE continuent de travailler ensemble.

Offre gouvernementale

L'**offre globale présentée par le gouvernement** Charest, vendredi, prévoyait notamment d'étaler la **hausse de droits de scolarité sur sept ans** et de bonifier le régime de bourses de 39 millions de dollars.

«Tout n'est pas à jeter aux poubelles dans cette proposition-là», a reconnu Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ. Par exemple, la bonification des bourses est une bonne mesure et «nos organisations en font la promotion», ajoute-t-il.

Par contre, l'étalement de la hausse sur sept ans, «ça ne passe pas auprès des étudiants», poursuit le représentant. [...] On a l'impression de ne pas être pris au sérieux.»



(Crédit: Agence QMI)

LA PRESSE: Trois centrales syndicales appuient financièrement les étudiants - Publié le mardi 01 mai 2012 à 06h54



Photo: Marco Campanozzi, La Presse
Le président de la CSN, Louis Roy.

Denis Lessard, La Presse (Québec) Les grandes centrales syndicales ont sorti leurs chéquiers pour appuyer le mouvement étudiant, qui entame sa 12e semaine de grève. En tout, quelque 60 000\$ du budget des trois

fédérations en grève proviennent de cotisations syndicales.

Les centrales doivent d'ailleurs participer aujourd'hui à une manifestation avec les étudiants devant le bureau de Jean Charest à Montréal. Selon Louis Roy, président de la CSN, sa centrale a contribué pour plus de 35 000\$, «des fonds votés par le bureau confédéral».

Beaucoup de rumeurs circulent aussi à propos de l'encadrement qu'aurait donné la centrale aux trois principaux leaders étudiants en vue de leurs interventions dans les médias, faites avec une maîtrise évidente. «En fait, ce serait plutôt l'inverse, on pensait plutôt leur demander des conseils en communications», a lancé M. Roy. On ne sait pas si d'autres fonds suivront. «Le gros de la somme avait été accordé en novembre 2011, ils ne nous ont rien redemandé depuis», explique-t-il. À deux occasions, la coalition a demandé d'assumer le coût d'autobus - la der-

nière fois pour la grande manifestation du 22 mars.

De son côté, Michel Arsenault, président de la FTQ, précise que sa centrale a fourni 15 000\$, comme convenu l'automne dernier. C'était l'entente conclue entre les membres de l'Alliance sociale, qui s'était réunie à la fin de l'automne 2011. «Il n'y a pas eu d'autres demandes. On espère que cela va se régler, mais pour y arriver, il faut se parler», observe-t-il.

Pas de contribution particulière du côté de la FTQ-Construction, qui a pourtant un important contentieux avec le gouvernement Charest, assure le porte-parole Mathieu Morin.

Les membres de l'Alliance sociale, dont font partie les fédérations étudiantes collégiale (FECQ) et universitaire (FEUQ), avaient en effet convenu à la fin de 2011 de fournir au moins 15 000\$ au mouvement de grève.

Marjolaine Perreault, porte-parole de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), explique qu'environ 10 000\$ avaient été accordés à la FEUQ et à la FECQ au début de l'année, «surtout pour les communications, un site web et un bulletin d'information». Plus récemment, la centrale, qui représente notamment les enseignants, a ajouté 4000\$ «pour les appuyer pour faire face aux injonctions», où des conseils juridiques sont

nécessaires. On note aussi de «l'aide ponctuelle», par exemple la diffusion d'un communiqué de presse. Membre de l'Alliance sociale, le Syndicat des fonctionnaires du gouvernement du Québec n'a toutefois pas versé d'argent au mouvement étudiant. «On a parlé de leur démarche sur notre site, mais il n'y a pas eu de contribution monétaire», explique le porte-parole Éric Lévesque.

Selon Régine Laurent, du syndicat des infirmiers et infirmières, la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ) n'a pas davantage contribué au trésor de guerre des fédérations étudiantes. «On a fait des choses comme transporter des bannières en taxi, sans plus», affirme-t-elle.

LAPRESSE.CA: La FECQ et la FEUQ proposent un gel «à coût nul» - Publié le mardi 01 mai 2012 à 06h41 | Mis à jour le mardi 01 mai 2012 à 17h21



Photo : Ivanoh Demers, La Presse
Léo Bureau-Blouin et Martine Desjardins

Lia Lévesque, La Presse Canadienne
La conférence de presse des présidents des fédérations a été perturbée par une dizaine de membres de la CLASSE, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, qui ont sporadiquement lancé des commentaires pendant qu'ils parlaient. Avant même que la FEUQ et la FECQ aient présenté leur contre-proposition, trois des protestataires ont déroulé une banderole sur laquelle on pouvait lire «contre-offre d'la bouette pis des miettes». Tout au long de la conférence de presse, des protestataires ont crié le mot «étudiantes» toutes les fois qu'un des leaders prononçait le mot «étudiant». Ils sont demeurés sur place jusqu'à la fin, quittant en scandant «f... la FECQ et la FEUQ».

Deux des protestataires, qui ont affirmé être étudiants en sciences politiques à l'Université du Québec à Montréal, ont raconté être venus à titre individuel pour protester contre ce qu'ils appellent le manque de démocratie de la FEUQ et de la FECQ. Ils reprochaient aux deux présidents de s'être prononcés sur l'offre gouvernementale, avant même d'avoir consulté leurs membres lors d'assemblées générales. Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, a précisé que le résultat de ce vote serait connu à la fin de la semaine, dans le cas de son association, lorsque l'ensemble des associations étudiantes membres de sa fédération se seront prononcées sur l'offre. Jusqu'ici, ce sont donc des délégués qui ont rejeté l'offre gouvernementale. La CLASSE consulte aussi ses membres cette semaine et doit présenter sa contre-proposition jeudi. La proposition de la FECQ et de la FEUQ ne comporte guère de nouveautés, de l'aveu même de la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. «Encore une fois, on demande au gouvernement de regarder ces offres-là, que nous avons mises maintes et maintes fois sur la table. Et malheureusement, on a trouvé un prétexte pour abolir la table de discussions, pour ne pas poursuivre ces discussions-là, parce que le gouvernement ne voulait pas discuter de droits de scolarité», a-t-elle dit. Cette contre-proposition de la FECQ et de la FEUQ propose le gel des droits de scolarité au niveau de 2012.

Les droits de scolarité sont de 2168 \$ pour l'année scolaire 2011-2012 et atteindront 3793 \$ en 2016-2017, selon le budget Bachand déposé l'an dernier. La proposition gouvernementale présentée la semaine dernière, qui a publiquement été rejetée par les représentants étudiants, prévoyait cependant d'étaler la hausse sur sept ans plutôt que cinq et d'ajouter deux années d'indexation. La contre-proposition de la FECQ et de la FEUQ inclut aussi une augmentation de seulement deux pour cent, plutôt que de 10 pour cent, des dépenses périphériques des universités, ce qui représenterait une économie de 189 millions \$. Elle prévoit aussi un moratoire de deux ans sur les plans de financement des universités. Elle inclut aussi un moratoire de cinq ans sur la création de «campus délocalisés», ces pavillons situés loin des centres universitaires, de même que la tenue d'états généraux sur l'enseignement universitaire. Pendant ce temps, le cégep de Sherbrooke a une fois de plus dû suspendre les cours durant toute la journée et la soirée, mardi, malgré une injonction du tribunal lui ordonnant de faciliter l'accès à l'institution. La direction en est venue à cette décision à cause de la présence de manifestants et d'une situation tendue sur le campus. Les cours ont également été suspendus au Collège de Maisonneuve, situé dans l'est de Montréal.

LAPRESSEAFFAIRES: Hausse des droits de scolarité: profitable pour les moins nantis - Publié le mardi 01 mai 2012 à 06h40



Le Soleil, Jocelyn Bernier
Le premier ministre Jean Charest, accompagné de sa ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, Stéphanie Grammond, La Presse (Montréal) Cela peut sembler paradoxal, mais plusieurs familles québécoises vont s'enrichir avec la hausse des droits de scolarité.

> Le véritable impact financier de la réforme des droits de scolarité (tableau)

Alors que les manifestants font valoir que la réforme risque de réduire l'accès aux études postsecondaires pour les familles moins nanties, les chiffres démontrent que les familles qui gagnent moins de 65 000\$ par année ne subiront pas du tout l'augmentation prévue de 82% sur sept ans. Au contraire, plusieurs familles à revenus plus modestes se retrouveront avec des milliers de dollars de plus dans leurs poches si la réforme proposée vendredi dernier par le gouvernement Charest va de l'avant,

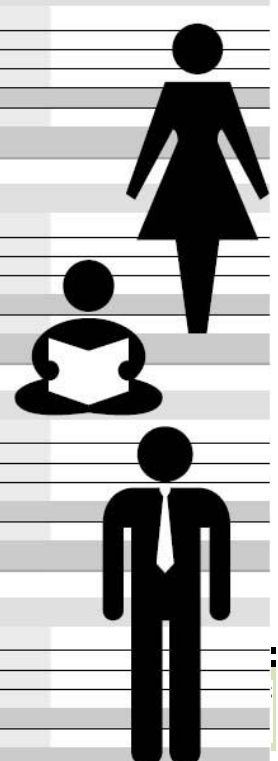
LE VÉRITABLE IMPACT FINANCIER DE LA RÉFORME DES DROITS DE SCOLARITÉ (EN DOLLARS)

REVENU FAMILIAL: 45 000 \$	AVANT (2012)	APRÈS (2019)	GAIN OU PERTE
Droits de scolarité	2168	3946	1778
Bourses	193	5113	4920
Crédit d'impôt fédéral	271	493	222
Crédit d'impôt provincial	434	651	217
Effet net en considérant les bourses et les crédits	-1270	2311	3581
Prêts	2440	2440	0
Effet net en considérant les prêts, bourses et crédits	1170	4751	3581

REVENU FAMILIAL: 60 000 \$	AVANT (2012)	APRÈS (2019)	GAIN OU PERTE
Droits de scolarité	2168	3946	1778
Bourses	0	2263	2263
Crédit d'impôt fédéral	271	493	222
Crédit d'impôt provincial	434	651	217
Effet net en considérant les bourses et les crédits	-1463	-539	924
Prêts	2900	5290	2390
Effet net en considérant les prêts, bourses et crédits	1437	4751	3314

REVENU FAMILIAL: 85 000 \$	AVANT (2012)	APRÈS (2019)	GAIN OU PERTE
Droits de scolarité	2168	3946	1778
Bourses	0	0	0
Crédit d'impôt fédéral	271	493	222
Crédit d'impôt provincial	434	651	217
Effet net en considérant les bourses et les crédits	-1463	-2802	-1339
Prêts	0	4678	4678
Effet net en considérant les prêts, bourses et crédits	-1463	1876	3339

REVENU FAMILIAL: 125 000 \$	AVANT (2012)	APRÈS (2019)	GAIN OU PERTE
Droits de scolarité	2168	3946	1778
Bourses	0	0	0
Crédit d'impôt fédéral	271	493	222
Crédit d'impôt provincial	434	651	217
Effet net en considérant les bourses et les crédits	-1463	-2802	-1339
Prêts	0	0	0
Effet net en considérant les prêts, bourses et crédits	-1463	-2802	-1339



démontrent les calculs du fiscaliste Luc Godbout, de la chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke.

Un gain de 3500\$

La semaine dernière, Québec a offert d'étaler sur sept ans l'augmentation des droits de scolarité qui passeront de 2168\$ en 2012 à 3946\$ à terme en 2019, un bond de 1778\$. Cela représente une hausse de 254\$ par année, par rapport à l'augmentation annuelle de 325\$ annoncée au départ (1625\$ sur cinq ans).

En parallèle, Québec a aussi offert de bonifier le programme de bourses, en rognant le crédit d'impôt pour droits de scolarité dont bénéficient toutes les familles de cégépiens et étudiants. Cela représente un transfert de richesse de 39 millions de dollars qui profitera à environ 44 000 étudiants de familles à revenus plus modestes, selon le ministère de l'Éducation.

Prenons l'exemple fictif de Damien, un étudiant inscrit au baccalauréat à temps plein qui vit dans une famille dont les revenus annuels s'élèvent à 45 000\$. Présentement, il reçoit moins de 200\$ en bourse par année, car les sommes versées diminuent graduellement lorsque le revenu familial de l'étudiant excède 28 500\$.

Québec avait décidé de relever ce plafond à 35 000\$, lors de l'annonce initiale de l'augmentation des droits de scolarité. La semaine dernière, le gouvernement a offert de le rehausser jusqu'à 45 000\$. Au-delà de ce seuil, on considère que les parents peuvent contribuer au financement des

études de leurs enfants, et on réduit graduellement le montant de la bourse qui disparaîtrait entièrement lorsque le revenu familial atteindrait 72 000\$ par année.

En faisant passer le plafond à 45 000\$, Damien toucherait 5113\$ en bourse chaque année. Ce gain est bien plus important que la hausse de 1778\$ des droits de scolarité.

Damien sort donc gagnant de la réforme. Cette année, il doit payer 1270\$ pour fréquenter l'université, en considérant les bourses et les crédits d'impôt d'Ottawa et Québec. À l'issue de la réforme, le même étudiant empocherait plutôt 2311\$ par année... une différence de 3581\$ en sa faveur, comme le démontre le tableau.

«On se retrouve avec une réforme qui favorise beaucoup plus l'accès à la scolarité que le statu quo. Si on opte pour le statu quo, les enfants de familles qui gagnent entre 35 000\$ et 65 000\$ vont être pénalisés», constate M. Godbout.

Kif-kif à 65 000\$

Mais cet effet d'enrichissement diminue, au fur et à mesure que les revenus familiaux augmentent. Le point mort se situe à environ 65 000\$. À ce niveau de revenus, les familles ne sont ni gagnantes ni perdantes de la réforme, en tenant compte des bourses et des crédits.

Par contre, les familles qui gagnent plus que 72 000\$ vont écopéer doublement. Elles devront encaisser la hausse des droits de scolarité, sans avoir droit aux bourses. Et en plus, leur crédit d'impôt sera moins grand, car Québec a l'inten-

tion de réduire le taux de 20% à 16,5%. La baisse de 3,5% sur des droits de scolarité de 3946\$ fait donc perdre des économies d'impôt de près de 140\$ par étudiant, par année.

Les familles auront quand même droit à des crédits plus importants, puisque les droits de scolarité seront beaucoup plus élevés. Au final, le vrai coût de l'augmentation de 1778\$ annoncée par Québec se chiffre à 1339\$, en tenant compte des crédits.

C'est en divisant ce montant sur sept ans, puis sur 365 jours, que le gouvernement arrive à dire que l'augmentation des droits de scolarité représente un coût additionnel de 50 cents par jour.

Des prêts pour la classe moyenne

Par ailleurs, Québec a aussi annoncé un remaniement du programme de prêts pour les étudiants dont la famille gagne moins de 100 000\$, à partir de 2012. Le changement permettra d'accorder des prêts additionnels à 50 000 étudiants, selon le ministère de l'Éducation.

Un grand changement pour Marianne, étudiante à temps plein dont les parents gagnent 85 000\$ ensemble. Jusqu'ici, elle n'avait droit à rien. Mais à partir de 2016-2017, elle pourrait contracter un prêt de 4678\$ par année. Bien sûr, il ne s'agit pas d'un vrai gain, puisqu'elle devra rembourser cette somme.

Mais le gouvernement a aussi instauré un nouveau mode de remboursement des prêts en fonction des revenus, qui entrera en vigueur à l'automne 2013.

LA PRESSE: Grève étudiante: terminer la session en août? - Publié le mardi 01 mai 2012 à 06h36

Images de la manifestation du 30 avril 2012



Photo André Pichette, La Presse



Photo André Pichette, La Presse



Photo André Pichette, La Presse



Photo André Pichette, La Presse



Photo André Pichette, La Presse



Photo André Pichette, La Presse



Photo André Pichette, La Presse

Pascale Breton, La Presse

Certains étudiants en grève pourraient devoir poursuivre leur trimestre hivernal après les vacances d'été.

Même en reprenant des cours le samedi, certains cégépiens devront terminer leur trimestre d'hiver à la mi-août, un scénario qui risque de repousser le trimestre d'automne, voire d'hiver 2013 dans certains établissements.

Sept cégeps cumulent plus de quarante jours de grève. Déjà, le cégep de Sherbrooke a annoncé que le trimestre se poursuivra au-delà des vacances estivales. Un deuxième collège s'apprête à faire de même, explique le président et directeur général de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne.

«On est accoté au maximum», a affirmé M. Beauchesne, en entrevue à La Presse. «Ça va déborder dans les prochains jours.»

La loi oblige les cégeps à donner 82 jours de cours et d'évaluation par trimestre. La grève étudiante en est à sa 12^e semaine, et une vingtaine de cégeps cumulent plus de 30 jours de cours manqués.

Certains ont encore la marge de manoeuvre pour offrir des cours le samedi et réussir à terminer le trimestre avant le 30 juin. Ceux qui sont en grève depuis plus de huit semaines risquent de continuer au retour des vacances estivales, à la mi-août.

La Fédération appréhende des coûts importants. Le contrat de travail des enseignants ne prévoit pas de cours la fin de semaine. Il faut aussi tenir compte de l'ensemble du personnel. «Quand on ouvre un collège un samedi, c'est l'ensemble de la communauté qui doit être là», explique M. Beauchesne. La Fédération a entamé des discussions avec les syndicats à ce sujet.

Des cégépiens risquent aussi de retarder leurs études d'un an. C'est le cas de ceux qui devaient faire un stage à l'École nationale de police ou en soins infirmiers cet été.

«S'ils n'ont pas les préalables, les centres hospitaliers vont faire le plein avec les autres institutions où il n'y a pas eu de boycott et, malheureusement, ça peut décaler d'une année», affirme M. Beauchesne.

Le sort des élèves de dernière année inscrits à l'université est également incertain. Ils sont admis à la condition d'avoir leur diplôme collégial.

«Nous n'avons rien entendu de la part des universités comme quoi elles fermeraient la porte, mais nous n'avons rien entendu non plus sur le fait qu'elles pourraient admettre tout le monde. Ce sont des discussions que nous devons avoir.»

La crise est dans un cul-de-sac, ajoute le PDG de la Fédération. Forcer le retour en classe n'est pas non plus la solution. Les demandes d'injonction l'ont montré, dit-il. «Il n'est pas possible de les appliquer, c'est extrêmement dangereux.»

Le risque d'affrontement entre élèves a incité les cégeps de Saint-Laurent et de Sherbrooke à lever les cours, hier, malgré une ordonnance de la cour. Le scénario pourrait se répéter aujourd'hui au collège de Maison-neuve.

Médiateur réclamé

La situation est «à la limite de l'acceptable», lance le président et directeur général de l'Association des cadres des collèges du Québec, Jean Perron.

Comme plusieurs, il croit que la solution passe par la médiation, et rappelle que cette crise risque d'être «très onéreuse».

«On est extrêmement déçus devant l'inaction du gouvernement. C'est un conflit majeur, et il risque d'y avoir un chaos social», déplore M. Perron, qui ajoute que le gouvernement n'a pas agi en «bon père de famille» en mettant fin aux discussions.

Les trimestres des universités sont également chamboulés. À l'Université de Montréal, le trimestre pourrait se terminer le 22 juin. Certains cours pourraient aussi être suspendus et repris ultérieurement. Il y aura des coûts importants, reconnaît la porte-parole, Flavie Côté.

«Nous sommes encore au stade des hypothèses, mais ce n'est pas impossible qu'on réclame de l'aide au gouvernement.»

LE SOLEIL: «Offre globale» du gouvernement Charest: la FEUQ et la FECQ ripostent - Publié le mardi 01 mai 2012 à 05h00 | Mis à jour le mardi 01 mai 2012 à 10h06



Photothèque Le Soleil, Steve Deschênes
La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), présidée par Martine Desjardins, et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) vont suggérer aujourd'hui au gouvernement des moyens qui permettraient de financer les universités sans faire grimper la facture des étudiants.

Marc Allard, Le Soleil (Québec) Les fédérations étudiantes universitaires et collégiales du Québec vont riposter aujourd'hui à l'«offre globale» du gouvernement Charest en dévoilant une contre-proposition sans

compromis sur le gel des droits de scolarité, mais qui encourage un recours à la médiation.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) vont suggérer au gouvernement des moyens qui permettraient de financer les universités sans faire grimper la facture des étudiants. Elles préciseront lesquels au cours de la journée.

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, se défend de faire piétiner les négociations en maintenant le gel des droits de scolarité. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, «ne peut pas nous demander de laisser des revendications

comme ça avant de s'asseoir avec nous», dit-elle.

Lundi, Line Beauchamp a estimé que le recours à un médiateur serait inutile si les étudiants ne font pas de compromis. «Si le débat revient toujours au gel des droits de scolarité, je vais toujours me refuser à refile la facture à l'ensemble des contribuables québécois», a-t-elle déclaré lundi midi, lors d'un point de presse au parlement.

Vendredi, le gouvernement a mis cartes sur table et proposé aux étudiants une hausse de 1778,70 \$ sur sept ans au lieu de 1625 \$ en cinq ans, en plus de bonifier de 39 millions\$ les bourses de l'aide financière.

Le jour même, la FEUQ et la FECQ ont consulté les délégués de leurs associations membres, qui

ont rejeté la proposition du gouvernement. Au cours de la semaine, chaque association aura toutefois l'occasion de se prononcer sur l'offre, comme l'a exigé la ministre Beauchamp.

Réactions des délégués

À en juger par la réaction des délégués, Martine Desjardins ne croit pas que la proposition sera reçue avec beaucoup d'enthousiasme. «C'est très clair qu'ils n'en veulent pas, dit-elle, mais on veut quand même tâter le pouls.»

Dimanche, les délégués de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) ont rejeté à l'unanimité l'offre gouvernementale. La CLASSE accepterait de prendre part à une médiation avec le gouvernement du Québec, mais exigerait d'avoir un droit

de regard sur la personne nommée et que ses décisions ne soient pas contraignantes.

La contre-proposition de la FEUQ et de la FECQ est présentée au nom des deux fédérations, mais pas de la CLASSE, qui ne s'en formalise pas.

«C'est tout à fait normal, on est des organisations étudiantes qui n'ont pas les mêmes façons de fonctionner et qui ont des revendications différentes», dit Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la Coalition. «Toutefois, cette année, les fédérations étudiantes avaient une même revendication que la CLASSE, soit un gel des frais de scolarité, et c'est pour cette raison qu'à la table de négociation, on formait un bloc devant le gouvernement.»

Lundi, plus de 175 000 étudiants étaient toujours en grève au Québec.

LE SOLEIL : 165 000 \$ en publicité pour expliquer l'offre aux étudiants - Publié le mardi 01 mai 2012 à 05h00 | Mis à jour le mardi 01 mai 2012 à 09h34



Photo PC

La proposition du gouvernement Charest n'a pas eu l'écho souhaité auprès des dirigeants des principales associations étudiantes.

Simon Boivin, Le Soleil

(Québec) La facture du conflit étudiant a été gonflée de 165 000 \$ par les publicités achetées par le gouvernement de Jean Charest pour expliquer son offre aux associations.

Au cours de la fin de semaine, différents journaux et des stations de radio ont engraisé leurs revenus publicitaires grâce à une offensive médiatique du gouvernement du Québec.

Soucieux d'expliquer sa «solution globale» aux grèves étudiantes, de pleines pages et du temps en ondes ont été réservés.

Québec s'y targue d'avoir «été à l'écoute» et soutient que son offre permet à «tous les étudiants qui le désirent d'accéder aux études supérieures» sans nuire à leur situation financière. Le gouvernement martèle que la hausse équivaut à 0,50 \$ par jour. De la somme investie en publicité, 108 000 \$ sont allés aux imprimés et 45 000 \$ aux radios. Certaines factures n'ont pas

encore été reçues, mais le total s'élève à quelque 165 000 \$.

La proposition gouvernementale n'a pas eu l'écho souhaité auprès des dirigeants des principales associations étudiantes.

Cette somme s'ajoutera donc à celles engagées pour assurer la sécurité lors des nombreuses manifestations, entre autres.

La semaine dernière, les directeurs généraux des cégeps ont calculé que les coûts engendrés par le conflit risquent fort de dépasser les sommes obtenues grâce à la hausse des droits de scolarité lors de la première année. Le rattrapage des sessions dans les cégeps et les universités pourrait dépasser selon eux 40 millions\$. Sans compter les frais liés au vandalisme, à la sécurité renforcée et à la perte de revenus de location.

LE DEVOIR : L'impasse persiste toujours entre Québec et les étudiants - Mardi 1 mai 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Le cégep Saint-Laurent, à Montréal, n'a pas pu ouvrir ses portes, car des manifestants mécontents ont bloqué ses accès.

Lisa-Marie Gervais

C'est toujours l'impasse dans le conflit opposant les étudiants et le gouvernement et, jusqu'ici, le mouvement de grève ne semble pas vouloir faiblir. Alors que les deux fédérations étudiantes songent à proposer une contre-offre et même les services d'un médiateur, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, répète que la balle est dans leur camp. «Je plaide pour une consultation où chaque étudiant à la base peut se prononcer», a dit la ministre, hier, sur les ondes du Réseau de l'information. «Nous, on est en mode solution, il va falloir que ça bouge du côté des étudiants.»

Ceux-ci se défendent de faire preuve d'immobilisme. «Depuis son annonce, le gouvernement essaie de relancer la balle dans le camp des étudiants en les présentant comme des acteurs fermés alors qu'ils sont pour des compromis», a affirmé le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin. Avec la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), son organisation devait faire connaître ce matin les détails d'une contre-offre. «On va montrer que les contri-

buables vont aussi économiser avec la proposition qu'on leur fait», a dit Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

Soumise aux étudiants depuis vendredi, l'offre de la ministre, notamment d'étaler sur sept ans la hausse des droits de scolarité, a été rejetée dans la majorité des cas. Notamment dans certaines associations de l'UQAM et de l'Université de Sherbrooke et dans au moins huit collèges. Les cours reprennent toutefois dans deux cégeps aujourd'hui, à Saint-Félicien et à Gaspé. «Le véritable indicateur va être à la fin de la semaine. Mais pour l'instant, la tendance est au rejet», constate M. Bureau-Blouin.

Mais les votes - secrets ou à main levée selon la procédure qui aura été décidée - qui se tiendront cette semaine pourront-ils véritablement faire tourner le vent? Bien que les différentes associations en grève soient appelées à se prononcer à nouveau sur la question de la grève, bon nombre d'entre elles n'ont pas le mandat de se pencher sur une proposition qui ne diminue pas le montant de la hausse des droits de scolarité. C'est le cas notamment de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). Ses quelque 55 associations membres en débrayage tiendront néanmoins un vote de reconduction.

Du côté de la FECQ, au moins quatre associations membres seront appelées aux urnes. Idem pour les 50 000 membres en grève de la FEUQ. Toutefois, le vote sur la proposition de Mme Beauchamp est aussi possible dans les associations membres qui ne sont pas en débrayage. «C'est aux étudiants de décider», souligne Mme Desjardins. En ce sens, la ministre refuse de voir la réalité en face, poursuit-elle. «Ce n'est pas parce qu'une association n'est pas en grève qu'elle est pour sa proposition. Elle se crée de faux espoirs», indique-t-elle.

Le temps presse

D'ici la fin de la semaine, les deux fédérations pourraient proposer à la ministre une médiation, ce que celle-ci juge «peu opportun» à ce stade-ci. Les étudiants sont actuellement en démarche pour obtenir des appuis à leur proposition. Un premier pas sera fait aujourd'hui alors que plusieurs syndicats et des enseignants souligneront le 1er mai, journée des travailleurs, et leur appui à la cause étudiante.

Il est minuit et cinq pour au moins sept collèges, qui, si le conflit ne se règle pas cette semaine, devront songer à reporter des sessions en septembre. «C'est déjà le cas pour le cégep de Sherbrooke», a rappelé le président-directeur général de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne. Les cégeps n'ont pas le pouvoir d'annuler les sessions, et M. Beauchesne estime que ce serait catastrophique pour les étudiants si la

ministre décidait de la faire. Le département de science politique de l'Université de Montréal a par ailleurs annulé tous ses cours de premier cycle offerts à l'été 2012.

Frappés d'une injonction pour forcer le retour en classe, les cégeps de Sherbrooke et Saint-Laurent, à Montréal, n'ont toutefois pas pu ouvrir leurs portes. Dans le premier cas, en raison des manifestants mécontents qui ont bloqué ses accès, et dans le second, parce que la direction a cru bon procéder à une levée de cours devant un piquetage symbolique. À Sherbrooke, deux personnes ont été arrêtées. Quant au cégep de l'Outaouais, les 44 étudiants qui ont déposé une demande d'injonction devraient savoir aujourd'hui s'ils pourront retourner en classe.

Enfin, les bourgeons de la contestation continuent d'éclorre au sein des écoles secondaires. Hier, les élèves de l'école Marguerite-De Lajemmerais étaient en grève hier alors que c'est au tour des écoles Louise-Trichet et Louis-Riel (aujourd'hui et demain) et Saint-Louis et Jeanne-Mance (aujourd'hui seulement).

Au moment de presse, quelques milliers de personnes prenaient toujours part à la septième

Avec la collaboration de Marco Bélair-Cirino

Vos réactions (30)

LE DEVOIR : Faire campagne sur la crise étudiante serait irresponsable, dit un élu libéral – Mardi 1 mai 2012

Antoine Robitaille

Faire une campagne électorale sur la crise étudiante ne serait « pas responsable du tout » et serait « cynique en maudit » de la part du gouvernement, a soutenu le député libéral Gerry Sklavounos, en entrevue au Devoir dimanche.

Les rumeurs d'élections générales de plus en plus prégnantes veulent que le gouvernement Charest songe à profiter de la crise, un dossier où il a l'appui de près de 60 % de la population, pour convier le peuple aux urnes dès la mi-juin. « Je n'aime pas ça ! Ce serait machiavélique un peu. Je ne pense pas que je serais à l'aise avec ça », a confié le député. Il convient que si son chef faisait un tel choix, il pourrait gagner certains points : « C'est sûr que ça peut jouer. On n'est pas déconnectés. C'est sûr que certains pourraient se dire : "Charest a tenu son bout et je vais l'appuyer". » Mais le député estime que ce serait trop risqué de « manufacturer » ainsi une crise.

Un tel stratagème est selon lui « couteau à deux tranchants ». Il pourrait entraîner des « accidents », « des blessés ». « S'il y arrivait un accident et quelqu'un perdait la vie... Honnêtement, ce serait terrible comme responsabilité. » Tout en soutenant qu'il n'a pas été avisé qu'une élection s'en venait, le député de Laurier-Dorion souligne que, si cela se présentait, les troupes libérales « préféreraient faire campagne sur l'économie ». Les Québécois voient que partout, l'économie est difficile, mais qu'ici, « une certaine confiance règne ». « La campagne peut se faire là-dessus. »

Et le Plan Nord ? En étude de crédit la semaine dernière, Jean Charest a rappelé avec enthousiasme la décision de Jean Lesage de déclencher des élections en 1962 sur le thème de la nationalisation de l'électricité. M. Sklavounos estime que le Plan Nord fait partie d'un discours économique du PLQ. Mais il est « complexe », ajoute-t-il. Notamment à cause du discours selon lequel le gouvernement « brade les ressources ». Le député estime qu'il faudra expliquer aux Québécois que les investisseurs prennent des risques en venant dans le nord et qu'« on ne peut pas tout leur enlever » lorsqu'ils exploitent les ressources.

Vos réactions

- M. Miclot – Inscrit, 1 mai 2012 06 h 47
Et pourtant C,est exactement ce que Charest a fait en envoyant Beauchamp à l'abattoir halal (plus douloureux). Tactique primaire de l'incendiaire pompier qui allume un feu pour pouvoir l'éteindre et devenir héros. EN autabt que le vent ne vienne pas mêler les cartes. Pari risqué des libéraux pour sauver le peu qu'il leur reste .
- Raymond Hill – Abonné, 1 mai 2012 14 h 13
La position de Mr. Sklavounos concernant le Plan Nord se résume comme suit : "On ne peut pas tout enlever aux investisseurs, qui prennent des risques" Démagogie. Personne ne parle de "tout enlever" aux investisseurs. C'est une question de "juste part" Mr. Sklavounos. Vous avez déjà entendu l'expression "juste part" ?

La définition de "juste part" dépend beaucoup entre autres de ces "risques" que prennent les investisseurs. Ça serait utile si vous pouviez énumérer les risques pour les investisseurs.

Domage, j'aurais préféré qu'un représentant élu par la collectivité se soucie de la "juste part" et des "risques" de la collectivité en premier lieu, plutôt que de s'afficher en porte-parole de ces pauvres investisseurs qui prennent des risques et à qui on veut tout enlever.

Pierre-S Lefebvre – Inscrit, 1 mai 2012 19 h 06

Congrès Libéral

Ce sera Victoriaville et non pas Montréal. Curieusement ils vont vanter le Plan Nord. Eh bien, je les verraient tous fêter à Shefferville. Ces Libéraux de John James font la promotion mais restent à distance du grand nord. Ils préfèrent se conforter loin des citoyens et des grands espaces. De vrais champions de l'ambiguïté démocratique.

Pierre-S Lefebvre – Inscrit, 2 mai 2012 15 h 26

Le vote secret

John James réclame un vote secret auprès des étudiants. Il n'y a pas de doute que la même recette s'appliquera aux Libéraux en congrès à Victoriaville. Démocratie quand tu nous tiens! Ou deux poids-deux mesures à la John James.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Grève étudiante : trop tôt pour la médiation, les grévistes doivent d'abord voter – Mise à jour le lundi 30 avril 2012 à 20 h 42 HAE

La ministre de l'Éducation du Québec, Line Beauchamp, affirme que le recours à un médiateur pour mettre un terme au conflit étudiant qui entre dans sa 12e semaine est « peu opportun ». Elle souhaite plutôt que les grévistes se prononcent dès cette semaine sur [l'offre globale](#) de son gouvernement par des votes secrets.

« Il faut laisser le temps à chacun des étudiants dans chaque établissement d'apprécier ce qu'il y a sur la table et aussi les conséquences de continuer un boycott », a plaidé la ministre dans une entrevue accordée au Réseau de l'information lundi matin. « Indéniablement, on entre dans des semaines où on peut vraiment compromettre l'obtention de son diplôme au printemps 2012 ».

Mme Beauchamp a fait ce commentaire au lendemain du [rejet de l'offre](#) par la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). La Fédération étudiante collégiale (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), les deux autres grandes associations étudiantes engagées dans le mouvement de grève, ont déjà déclaré que l'offre n'était guère satisfaisante, laissant croire qu'elle sera formellement rejetée lors des votes que chaque association facultaire doit tenir.

La ministre de l'Éducation déplore d'ailleurs que les fédérations étudiantes se soient prononcées si vite sur l'offre du gouvernement. « On a terminé la conférence de presse [vendredi] à midi, et déjà, sur les plateaux [de télévision] des porte-parole étudiants employaient des mots très durs. Alors, on a réagi extrêmement rapidement », note-t-elle.

« Je ne crois pas qu'entre vendredi midi et lundi matin on puisse prétendre que chaque étudiant dans chaque cégep ou département universitaire qui sont en boycott a vraiment pu se prononcer personnellement », indique Mme Beauchamp.

« Ce n'est pas passer par-dessus les leaders étudiants; je pense que c'est la base, de dire qu'on devrait permettre à chaque étudiant de se prononcer. » — Line Beauchamp

La ministre de l'Éducation insiste sur le danger que courent les étudiants en poursuivant leur grève. « Les étudiants savent devant quel calendrier ils sont. S'il n'y a pas de retour en classe cette semaine dans certains cégeps, on compromet l'obtention de son diplôme. On est maintenant rendu vers le 29 juin » pour une fin de session.

Le conflit étudiant parodié par Guy Nantel Dans sa chronique Sur le web, le journaliste Bruno Maltais [parle](#) d'une parodie du conflit étudiant faite par l'humoriste Guy Nantel.

Mme Beauchamp estime qu'il est prématuré d'envisager de faire une médiation dans ce dossier, comme plusieurs l'ont suggéré au cours des derniers jours. « Faire entrer en ce moment un médiateur entre le gouvernement et les étudiants, alors que le gouvernement a déjà beaucoup bougé - je suis rendu à 50 sous par jour - et les étudiants pas du tout, ça ne m'apparaît pas opportun. »

« La première étape vraiment essentielle, c'est de permettre à chacune de personnes concernées d'aller se prononcer sur ce qu'il y a sur la table, qu'on l'évalue à la lumière de c'est quoi les conséquences », souligne la ministre. Et d'ajouter que « dans le monde du travail, un vote, ça ne se prend pas à main levée ».

« Prenons le temps de laisser à chacun des étudiants mesurer [ses options] : je dois payer 50 sous par jour ou je compromets l'obtention de mon diplôme. »

Line Beauchamp

« Le gouvernement a vraiment bougé sur ses positions à plusieurs reprises et vous êtes devant une autre partie qui n'a jamais bougé sur rien. Je pense qu'on est plutôt à l'heure de savoir qu'est-ce qui, du côté des

étudiants, ferait en sorte qu'ils accepteraient un règlement. On a l'impression qu'éternellement et continuellement, c'est la revendication du gel », souligne la ministre Beauchamp.

En complément



Vidéo - [Entrevue avec la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp](#)



Vidéo - [Michel Pepin explique les enjeux politiques de la grève étudiante](#)



Vidéo - [24 heures en 60 minutes : entrevues avec la ministre Line Beauchamp, le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, Simon Tremblay-Pepin, chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques et Yuri Chassin, économiste à l'Institut économique de Montréal](#)

Vidéo - [Le reportage de Jacques Bissonnet et l'analyse de Sébastien Bovet](#)



Vidéo - [Luc Godbout, professeur titulaire de la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke, analyse la dernière proposition du gouvernement aux étudiants.](#)



Vidéo - [24 heures en 60 minutes : entrevues avec la ministre Line Beauchamp, le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, Simon Tremblay-Pepin, chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques et Yuri Chassin, économiste à l'Institut économique de Montréal](#)

[Les commentaires \(792\)](#)

LEDEVOIR.COM : Les étudiants déposeront une contre-proposition demain – Lundi 30 avril 2012, 19h31



Photo : La Presse canadienne
Jacques Boissinot

La ministre Line Beauchamp n'a pas complètement fermé la porte à la nomination éventuelle d'un médiateur, mais a prévenu que les étudiants devront d'abord renoncer au gel des droits de scolarité.

La Presse canadienne

Québec — Les leaders étudiants entendent reprendre l'offensive demain avec le dépôt d'une contre-proposition au gouvernement Charest à «coût nul» pour les contribuables. La contre-offre ne fera aucun compromis sur le gel des droits de scolarité mais épargnera néanmoins les contribuables de toute charge supplémentaire, a indiqué aujourd'hui la présidente de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), Martine Desjardins.

«C'est non seulement à coût nul mais on fait économiser de l'argent. Je dirais même que la proposition se porte à la défense des contri-

buables», a dit la leader étudiante lors d'une entrevue accordée à La Presse canadienne.

La proposition sera rendue publique à Montréal par la FEUQ et la Fédération étudiante collégiale (FECQ). Le regroupement le plus militant, la CLASSE, a été avisé de la démarche.

Inspirée des informations obtenues à la table des discussions avec le gouvernement la semaine dernière et fruit des délibérations de la fin de semaine, la contre-proposition que s'apprêtent à soumettre les étudiants permet enfin d'espérer «une sortie de crise», a soutenu la présidente de la FEUQ.

«Nous, on croit que c'est une sortie de crise. On a écouté beaucoup d'experts, on a épluché nos recherches, on a revu notre argumentaire et si le gouvernement veut discuter de la proposition, nuancer certains éléments, on est toujours très ouvert», a-t-elle fait valoir.

Pour la présidente de la FEUQ, «l'offre globale» soumise par le gouvernement Charest vendredi n'est tout simplement pas acceptable. Non seulement l'offre maintient la hausse des droits de scolarité mais elle alourdit la facture refilée aux étudiants compte tenu de l'indexation.

«On se bat contre l'augmentation des droits de scolarité et c'est une proposition qui vise à hausser les droits de scolarité. Vous comprendrez que nos associations ont pris ça comme une insulte», a-t-elle dit.

Pas de médiateur...

Selon Mme Desjardins, la contre-proposition n'inclura pas la nomination d'un médiateur au dossier même si toutes les associations étudiantes, y compris la CLASSE, sont favorables à l'intervention d'un tiers dans le débat.

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, n'a pas complètement fermé la porte lundi à la nomination d'un médiateur mais a prévenu les associations étudiantes qu'elles devront d'abord assouplir leurs positions.

S'ils souhaitent dénouer l'impasse, les leaders du mouvement de boycott doivent «envoyer un signal» et abandonner leur revendication en faveur du gel des droits de scolarité, a fait savoir la ministre en point de presse.

«Ça va prendre un signal que le débat ne porte pas uniquement sur: "je ne veux pas ma facture et donnez là à quelqu'un d'autre". Ça va prendre un autre débat car si ça revient toujours au gel des droits de scolarité, je vais être très claire, je vais toujours refuser de transférer la facture à l'ensemble des contribuables québécois», a tranché Mme Beauchamp.

Alors que s'amorce la 12e semaine de boycott dans les universités et les cégeps, la ministre Beauchamp a appelé les étudiants «de la base» à prendre le temps de bien soupeser «la solution globale» soumise par le gouvernement.

Québec propose en outre d'étaler sur sept ans plutôt que cinq l'augmentation de 1625 \$ des droits de scolarité. L'offre est assortie de bonifications aux bourses et aux prêts.

À peine rendue publique vendredi, la proposition du gouvernement était déjà décriée sur toutes les tribunes par les leaders étudiants.

La ministre reproche à ces derniers de demeurer braqués sur le gel des droits de scolarité plutôt que de faire les compromis nécessaires pour aplanir les différends.

«Il va falloir qu'il y ait du mouvement du côté étudiant. On ne peut pas dire: je suis en négotiation».



ciation, je veux un médiateur et ne jamais bouger. Ça n'a jamais bougé après 12 semaines», a-t-elle relevé.

Deux cégeps annulent leurs cours

Deux cégeps ont à nouveau décidé de ne pas donner de cours aujourd'hui, soit le cégep de Saint-Laurent, à Montréal, et le cégep de Sherbrooke en raison de la présence de piquets de grève devant les portes de ces institutions. Pendant ce temps, les Fédérations étudiantes collégiale et universitaire sont à consulter leurs membres et se préparent à présenter — possiblement dès demain — une contre-proposition aux offres du gouvernement Charest qui serait assortie d'une demande de médiation.

À la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), le comité de campagne, une instance mise sur pied durant le conflit, est à analyser les options devant lesquelles se trouvent leurs membres. Ceux-ci sont à être consultés dans diverses assemblées générales et leur position devrait être connue d'ici mercredi.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), quant à elle, procède également à des consultations de ses membres, mais on ne s'attend pas à avoir de résultat avant vendredi. La CLASSE, qui a consulté ses instances en fin de semaine, a déjà fait part de son rejet des offres gouvernementales.

Entre-temps, la mobilisation se poursuit. Les étudiants ont l'intention de se joindre en grand nombre à la manifestation de la Journée internationale des travailleurs, le 1er mai, soit ce mardi, et les manifestations quotidiennes, qui ont lieu en soirée à Montréal et que l'ont qualifie «d'auto-organisées», doivent se poursuivre.

Les étudiants prévoient également se rendre en très grand nombre à Victoriaville le week-end prochain, à l'occasion du conseil général du Parti libéral du Québec. D'autres groupes de pression désireux de faire part de leur mécontentement envers le gouvernement Charest pour différentes causes y sont également attendus.

Vos réactions (63)

TVANouvelles: 12e semaine de grève: La moitié des étudiants ont terminé leur session - Première publication lundi 30 avril 2012 à 18h04

TVA Nouvelles

Au moment où la grève étudiante entre dans sa 12e semaine, près de la moitié des étudiants de cégeps et d'universités québécoises ne participent pas au mouvement de contestation et restent sur les bancs d'école.

HEC Montréal

À l'École des hautes études commerciales (HEC Montréal), la session tire à sa fin. Les cours y sont terminés et il ne reste que quelques exa-

mens à faire pour les étudiants. Pour eux, il n'est pas question de grève ou de boycottage.

Certains étudiants qui achèvent la session disent même ne pas comprendre pourquoi 176 000 des leurs sont en grève générale illimitée contre la hausse des droits de scolarité.

À McGill

À l'Université McGill, à peine 400 étudiants sur 37 000 sont en grève.

Lors de la semaine du 22 mars, ils étaient plus de 10 000 grévistes dans cette université anglophone fréquentée à 50% par des Québécois.

Aujourd'hui, la plupart des universitaires rencontrés sur le campus sont plus préoccupés par leurs examens que par le conflit étudiant. 30% de ceux-ci proviennent des autres provinces canadiennes et 20% sont issus d'autres pays. Ces étudiants paient déjà des frais de scolarité plus élevés que les étudiants québécois.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL: Conflit étudiant: Au-delà des frontières - Publié le: lundi 30 avril 2012, 17H22 | Mise à jour: lundi 30 avril 2012, 17H57



Le « printemps érable » des étudiants québécois

Photo Capture d'écran Journal Le Monde

Des manifestants montréalais ont arboré le carré rouge en première page du quotidien Le Monde.

Sarah Bélisle / Agence QMI

Des manifestants montréalais arborant le carré rouge en première page du quotidien Le Monde, un des leaders étudiants, Léo Bureau-Blouin, en entrevue à Al-Jazeera et Jean Charest sur les ondes de CNN. Les manifestations étudiantes ont fortement capté l'attention de la presse étrangère au cours des derniers jours.

«La presse internationale s'est plus intéressée aux étudiants d'ici que nous nous sommes intéressés à ce qui s'est passé à l'étranger pendant la fin de

semaine. Ça illustre toute l'ampleur que ça a pu prendre», observe l'analyste d'Influence Communication, Caroline Roy.

Manifestations nocturnes

Alors que le conflit s'étire, elle ajoute que cette couverture internationale accrue des événements prenant place au Québec est des plus soudaines. Selon Mme Roy, ce sont les confrontations et les arrestations des derniers jours, mais surtout la tenue de manifestations nocturnes à répétition qui ont piqué la curiosité des journalistes d'ailleurs.

«Soir après soir, c'est une jeunesse qui est mobilisée», fait valoir l'analyste.

De plus, «j'ai l'impression que cette attention est assez ponctuelle. Reste à voir s'il y aura d'autres soubresauts, si la tension monte encore plus. Dans ce cas, la presse étrangère fera le suivi», indique-t-elle.

Si la couverture des derniers jours n'a pas d'égalé depuis le début du conflit, les manifestants québécois n'ont pas été absents des médias étrangers pour autant. «Auparavant, il y avait quelques entrefilets dans la presse étrangère dans des pays qu'on ne penserait pas qu'ils s'intéressent au Québec comme en Malaisie», note Mme Roy.

Afficher 4 commentaires (Montréal)

- Louis Émile Ambourhouet-Bigman, Étudiant actuel en sciences comptables à L'UQAM, inscrit en économie et gestion pour la session prochaine
Oh, non... Voilà qui va booster la motivation induite de nos chers manifestants...
- ayoye1
Honte, ceux qui nous dirige devrait avoir honte.
- ayoye1
Bon, on passe aux nouvelles ailleurs, rien la, fait longtemps que sa devait être réglé.
- Sarcaustique
J'ai honte d'être Québécois quand je lis ça.

LA PRESSE TECHNO: Contrecarré: un jeu sur la grève étudiante - Lundi 30 avril 2012, 14h52

Kevin Massé, La Presse

Il ne semble pas y avoir que dans les rues que les étudiants finissants en D.É.S.S. en design de jeux de l'Université de Montréal veulent manifester. Ces derniers ont profité de leurs connaissances et créé un jeu ironique sur le thème de la grève étudiante.

Contrecarré est un jeu de défense avec tour. Les concepteurs se plaisent à les nommer «tour

pédagogique». Le joueur y incarne le gouvernement provincial et doit contrecarrer les manifestations étudiantes à l'aide des forces et moyens de pression qu'il possède. Chacun de ces moyens sera acheté avec l'argent des étudiants qui sont pour la hausse, soit le 1625\$ annoncé.

Bien que ludique, les concepteurs veulent apporter une réflexion sérieuse sur les positions gou-

vernementales et les outils de propagande médiatique.

«Nous avons voulu inclure une riche variété d'extraits audio associés à chaque tour afin de montrer tout le ridicule de certains arguments qui sont véhiculés sur la grève», indique Romain Douville-Parent, responsable de la conception sonore du jeu.

Le jeu est offert sur le site contre.ca.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL: Grève étudiante: Peu de place pour le compromis - La proposition des étudiants portera surtout sur le financement des universités - Publié le: lundi 30 avril 2012, 14H22 | Mise à jour: lundi 30 avril 2012, 22H52

Vidéo : Grève étudiante: Line Beauchamp fait le point, 30 avril 2012, Journal de Québec





Régys Caron

Après 12 semaines de grève, la CLASSE demeure campée sur le gel des frais de scolarité. Les Fédérations étudiante collégiale et universitaire du Québec (FECQ et FEUQ) déposent ce matin leur solution pour mettre fin à la grève.

« Il n'y a pas de compromis, c'est le gel », a confié le porte-parole de la Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) Gabriel Nadeau-Dubois. « On cherche des alternatives à la hausse des frais de scolarité. Les gens sont prêts à poursuivre la grève. » Des votes favorables à la grève ont d'ailleurs été repris hier à « plus de 60 % » dans les cégeps de Valleyfield et Bois-de-Boulogne et à l'UQAM.

Proposition

De leur côté, la FECQ et la FEUQ souhaitent sensibiliser l'opinion publique à la cause étudiante. «

On va s'adresser à la population pour expliquer pourquoi on s'oppose à la position du gouvernement (...) On va présenter une proposition sur le financement des universités », a confirmé la présidente de la FEUQ Martine Desjardins. « On ne veut pas se lancer dans un processus de négociation de la hausse des droits de scolarité (sur la place publique) », a nuancé Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ. Même si elles ne déposent pas de propositions conjointement, les associations étudiantes ne sont pas divisées, ont soutenu hier la FECQ, la FEUQ, la CLASSE et la TaCEQ.

Bouger

La ministre Line Beauchamp a pour sa part invité hier les associations étudiantes à « bouger ». « Il va falloir qu'il y ait du mouvement. On ne peut pas dire : je suis en négociation, je veux un médiateur sans avoir bougé après 12 semaines », a-t-elle dit.

Les associations étudiantes continueront à voter cette semaine sur la proposition du gouvernement qui consiste à augmenter les frais de scolarité de 1 779 dollars sur sept ans, ajouter 39 millions de dollars aux bourses, élargir l'accès

aux prêts étudiants et établir un régime de remboursement proportionnel au revenu.

Les cégeps et les professeurs envisagent de travailler jusqu'à la fin juin, peut-être même en juillet pour la reprise des cours une fois que la grève sera terminée. Auquel cas le personnel sera payé en temps supplémentaire. Les cégeps comptent présenter la facture au ministère de l'Éducation. L'annulation de la session d'étude n'est pas envisagée.

[Afficher 26 commentaires \(Québec\)](#)

[Afficher 2 commentaires \(Montréal\)](#)

• chacalcdn

Le 325\$ change d'habit tous les jours...

Le Gouvernement, les riches, les immigrants Power Corp.

Demain les jeudis free chez Tim?

Samedi la poutine sans limite à 1 piasse?

1 minute de silence pour ceux qui étudient quand même, leur avenir doit être COMPROMISE...

• [Ray Lef](#)

et voilà le calcul vaut le travail.....tant qui a pas de casses je suis d'accord

JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANouvelles: Conflit étudiant: Entente au Conservatoire - Publié le: lundi 30 avril 2012, 14H14 | Mise à jour: lundi 30 avril 2012, 20H05 / Première publication lundi 30 avril 2012 à 14h43



Crédit photo : archives Agence QMI

Agence QMI

Une **entente** est intervenue entre la direction, les professeurs et les élèves du **Conservatoire de musique de Montréal**, dont les activités étaient perturbées par la grève concernant les droits de scolarité.

L'accord a été signé samedi par les trois parties et les cours ont repris lundi matin.

«L'entente prévoit la création d'un comité mixte sur l'accessibilité aux études dont les travaux permettront de présenter une recommandation au

conseil d'administration de l'institution le 25 mai prochain», peut-on lire dans un communiqué publié lundi par le Conservatoire.

Les examens finaux pour toutes les matières se tiendront aux dates prévues, mais ils pourraient aussi avoir lieu à une date ultérieure si le professeur et l'élève le jugent opportun.

[Afficher 4 commentaires \(Montréal\)](#)

• MarcDjerzinski

Le conservatoire est un cas à part, les étudiants avaient vu leur session être annulée la semaine passée. D'où cette entente. Je demeure persuadé qu'ils nous encouragent, ils ont d'ailleurs interprété Le sacre du printemps de Stravinski pas plus tard que hier pour nous appuyer ;)

• Sarcaustique

Est-ce que la solidarité s'effrite ?

• villemarie

gagne de lâcheurs qui pensent juste à eux

• myriam77

LES EXAMENS AUX DATES PRÉVUES?

C'est une farce de mauvais goût. Donc, si après 12 semaine de grève, l'étudiant aura reçu la même matière que s'il n'avait pas été en boycott, Je me demande maintenant pourquoi ne pas raccourcir les sessions. cela couterait moins cher.!!!

TVA Nouvelles: Du nouveau dans le conflit étudiant: Une contre-proposition sera déposée mardi - Première publication lundi 30 avril 2012 à 14h01 - Mise à jour : lundi 30 avril 2012 à 18h14

TVA Nouvelles

Des associations étudiantes entendent faire une contre-proposition en réponse à l'**offre gouvernementale** qui leur a été faite vendredi.

Cette nouvelle proposition sera déposée mardi.

«En fait, on va faire une conférence de presse, puisqu'on n'a toujours pas de table de négociation, afin d'ouvrir la discussion. Ce n'est pas une solution finale, mais plutôt une solution globale. Ce qu'on veut faire, c'est présenter l'ensemble de nos revendications et l'ensemble des propositions que l'on a» explique Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) prônent toujours le maintien

du gel des droits de scolarité, mais tracent quelques pistes de solution pour financer le manque à gagner dans le budget québécois et en arriver à se sortir de l'impasse.

«Tout n'est pas à jeter aux poubelles dans l'offre gouvernementale. Il y a des aspects qui sont intéressants du côté des bourses aux étudiants, mais il faut que le gouvernement comprenne que, s'il veut arrêter la grève étudiante, il devra toucher à l'augmentation des droits de scolarité, parce que c'est là que le bât blesse» affirme Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

Proposition du gouvernement

Vendredi, la ministre de l'Éducation Line Beauchamp et le premier ministre Jean Charest ont fait une proposition aux étudiants dans laquelle

ils suggèrent notamment d'étaler la hausse des droits de scolarité sur sept ans au lieu des cinq ans annoncés avant le début du conflit.

Depuis, cette offre a été rejetée à l'unanimité par la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). La Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ) a aussi annoncé qu'elle la rejetait. Enfin, les représentants de la FEUQ et de la FECQ ont indiqué peu de temps après l'annonce de la ministre que la tendance générale était également au refus, de leur côté.

Cette annonce survient alors que [la ministre Beauchamp reproche aux associations étudiantes de ne pas vouloir faire de concessions.](#)

LA PRESSE: La FEUQ et la FECQ préparent une contre-offre - Publié le lundi 30 avril 2012 à 12h42





Photo: Le Soleil
Léo Bureau-Blouin (FECQ) et Martine Desjardins (FEUQ).

TOMMY CHOUBINARD, La Presse (Québec) Les fédérations étudiantes vont répondre au gouvernement Charest demain ou mercredi avec une contre-offre prévoyant un gel des droits de scolarité. Elles demanderont également le recours à la médiation.

La FEUQ et la FECQ préparent cette contre-proposition en ce moment. Elles ont l'intention de proposer des mesures en vue de financer un gel. Elles ont déjà suggéré de «couper dans le gras» des universités.

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, accuse les leaders étudiants ne pas «bouger» de leur position alors que le gouvernement l'a fait.

«Si le débat revient toujours au gel, je veux être clair: je vais toujours me refuser à refiler la facture à l'ensemble des contribuables québécois», a-t-elle insisté.

Vendredi, Québec a décidé d'étaler sur sept ans au lieu de cinq la hausse des droits de scolarité de 1625\$. Comme les droits seront indexés à compter de la sixième année, l'augmentation totale s'élève à 1778\$. Cela représente 254\$ par année. Le gouvernement Charest a également bonifié le régime de prêts et bourses. Il entend instaurer un mode de remboursement des dettes d'études proportionnel au revenu.

Réunis en congrès dimanche, les délégués de la Coalition large de l'association pour une solidari-

té syndicale étudiante (CLASSE) ont rejeté à l'unanimité cette offre. Elle n'entend pas présenter de contre-proposition.

Line Beauchamp demande à la FEUQ et à la FECQ de «laisser le temps à l'ensemble des étudiants en boycott» de se prononcer sur son offre. Elle reproche aux leaders des deux fédérations d'avoir rapidement condamné cette proposition.

Tout en reconnaissant que la grève a été reconduite dans quelques établissements, la ministre a souligné que les étudiants du cégep de la Gaspésie ont décidé, lundi, de rentrer en classe.

Line Beauchamp laisse la porte ouverte à la médiation. Mais elle ne veut pas y recourir pour l'instant, surtout que les fédérations étudiantes campent sur les positions. «Il faut du mouvement du côté étudiant. On ne peut pas demander un médiateur alors qu'on n'a pas bougé depuis 12 semaines», a-t-elle dit.

Selon elle, les étudiants en grève doivent d'abord se prononcer sur l'offre avant d'envisager une médiation.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit : Line Beauchamp intransigente - Publié le: lundi 30 avril 2012, 11H41 | Mise à jour: lundi 30 avril 2012, 14H29



Photo Joël Lemay / Agence QMI
La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp

Agence QMI
La CLASSE a rejeté en bloc, dimanche, l'offre du gouvernement d'étaler la hausse des droits de scolarité sur sept ans. Les autres associations étudiantes ont quant à elles convoqué les médias mardi matin pour présenter une contre-proposition. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, n'a toutefois pas l'intention de faire marche arrière.

Alors que débute la 12e semaine du conflit étudiant, la ministre Beauchamp espère toujours un dénouement. «Il faut laisser le temps aux étudiants d'apprécier ce qu'il y a sur la table et d'évaluer: "est-ce que je mets en jeu l'obtention de mon diplôme au printemps 2012 pour 50 cents par jour?"», a-t-elle dit lundi matin en entrevue à TVA Nouvelles.

Mme Beauchamp a souligné qu'elle n'avait pas senti que les associations étudiantes avaient tenté de faire des concessions lorsqu'ils se sont retrouvés tous ensemble la semaine dernière. «Même autour d'une table de discussions, je n'ai jamais vu le mouvement étudiant bouger d'un principe qui est toujours le même: le gel des droits de scolarité, a-t-elle déploré. Le gel des droits de scolarité, c'est une facture à payer, et ça équivaut à dire: "ma facture, je ne veux pas la payer. Donnez-la à quelqu'un d'autre", et (quelqu'un d'autre), c'est l'ensemble des contribuables. Alors que le gouvernement a posé des gestes, je n'ai jamais vu les leaders étudiants bouger.»

«Il n'y a pas de compromis, c'est le gel», a confié le porte-parole de la Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) Gabriel Nadeau-Dubois. «On cherche des alternatives à la hausse des frais de scolarité. Les gens sont prêts à poursuivre la grève.» Des votes favorables à la grève ont d'ailleurs été repris hier à «plus de 60 %» dans les cégeps de Valleyfield et Bois-de-Boulogne et à l'UQAM.

De leur côté, la FECQ et la FEUQ souhaitent sensibiliser l'opinion publique à la cause étudiante. «On va s'adresser à la population pour expliquer pourquoi on s'oppose à la position du gouvernement. [...] On va présenter une proposition sur le financement des universités», a confirmé la présidente de la FEUQ Martine Desjardins.

«On ne veut pas se lancer dans un processus de négociation de la hausse des droits de scolarité

(sur la place publique)», a nuancé Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ. Même si elles ne déposent pas de propositions conjointement, les associations étudiantes ne sont pas divisées, ont soutenu lundi la FECQ, la FEUQ, la CLASSE et la TaCEQ.

Pas de médiation

Line Beauchamp a martelé en entrevue qu'il faut laisser du temps aux étudiants afin qu'ils puissent sopeser l'offre annoncée vendredi en point de presse.

Il est hors de question pour elle d'envisager la médiation avec les étudiants pour le moment. «La solution a été amenée il y a à peine 48 heures. Je ne commencerai pas à discuter d'une escalade de scénarios, s'est bornée à dire la ministre manifestement irritée. Nous sommes à une étape d'appréciation de l'offre. Les votes doivent se prendre de façon secrète sans intimidation.»

Line Beauchamp a aussi tenu à rappeler qu'une majorité d'étudiants n'avaient pas choisi le «boycottage», que les cégépiens et les universitaires sont demeurés sur les bancs d'école.

«On m'amène à trouver une solution avec un groupe qui en ce moment représente une minorité. Je dois tenir compte de tous les contribuables», a soutenu la ministre de l'Éducation.

[Afficher 1-80 de 321 commentaires \(Montréal\)](#)

TVA NOUVELLES: 12e semaine du conflit étudiant: «Je ne veux pas payer ma facture» - Première publication lundi 30 avril 2012 à 08h54 - Mise à jour : lundi 30 avril 2012 à 10h11

Par Marie Lessard | TVA Nouvelles
La CLASSE et la TaCEQ ont déjà rejeté en bloc l'offre du gouvernement d'étaler la hausse de droits de scolarité sur sept ans. Et les autres associations étudiantes risquent de leur emboîter le pas, mais la ministre de l'Éducation ne lâche pas de lest. Hors de question de modifier la proposition de vendredi ni de geler les frais de scolarité.

Malgré l'impasse qui menace, **Line Beauchamp** espère encore le dénouement de ce conflit étudiant qui ne cesse de s'envenimer depuis 12 semaines.

«Il faut laisser le temps aux étudiants d'apprécier ce qu'il y a sur la table et d'évaluer: "Est-ce que je mets en jeu l'obtention de mon diplôme au printemps 2012 pour 50¢ par

jour"?", a fait valoir la vice-première ministre en entrevue à TVA Nouvelles, lundi.

«Le gel des droits de scolarité, c'est une facture à payer, et ça équivaut à dire: "Ma facture, je ne veux pas la payer. Donnez-la à quelqu'un d'autre"»

Line Beauchamp souligne toutefois qu'elle n'a pas senti que les associations étudiantes ont tenté de faire des concessions.

«Même autour d'une table de discussions, je n'ai jamais vu le mouvement étudiant bouger d'un principe qui est toujours le même: le gel des droits de scolarité. Le gel des droits de scolarité, c'est une facture à payer, et ça équivaut à dire: "Ma facture, je ne veux pas la payer. Donnez-la à quelqu'un d'autre", et ce quelqu'un d'autre, c'est l'ensemble des contribuables. Alors que le

gouvernement a posé des gestes, je n'ai jamais vu les leaders étudiants bouger.»

Non négociable

La FEUQ, la FECQ, la CLASSE et la TaCEQ ont perçu comme un affront la proposition du gouvernement d'étaler les frais de scolarité sur sept ans plutôt que cinq puisque la hausse grimpe de **1625 à 1778 dollars** en raison de l'indexation.

Les étudiants n'en démordent pas, le gel des frais de scolarité est non négociable, néanmoins le gouvernement Charest demeure intraitable. «Honnêtement, on ne retournera pas vers un gel des droits de scolarité», avise Line Beauchamp.

«De façon pragmatique, la facture acquittée chaque année est plus petite. Je n'ai pas envoyé ça sur le dos des contribuables. On a juste rééta-



bourses [de 39 millions de dollars]. C'est très appréciable comme avancée», plaide la ministre. Pas de médiation
Line Beauchamp a martelé en entrevue qu'il faut laisser du temps aux étudiants afin qu'ils puissent soupeser l'offre globale annoncée, vendredi, en point de presse. Il est exclu d'envisager la **médiation** pour le moment.

«La solution a été amenée il y a à peine 48 heures. Je ne commencerai pas à discuter d'une escalade de scénarios, s'est bornée à dire la ministre manifestement irritée quand TVA Nouvelles a soulevé l'idée de faire appel à un médiateur. Nous sommes à une étape d'appréciation de l'offre. Les votes doivent se prendre de façon secrète sans intimidation.»

Line Beauchamp a aussi tenu à rappeler qu'une majorité d'étudiants n'a pas choisi le **boycottage** des cours, que plus de 60% des cégepiens et des universitaires sont demeurés sur les bancs d'école.
«On m'amène à trouver une solution avec un groupe qui en ce moment représente une minorité. Je dois tenir compte de tous les **contribuables**», soutient la ministre de l'Éducation.

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La CLASSE rejette à l'unanimité l'offre du gouvernement – Mise à jour le lundi 30 avril 2012 à 6 h 36 HAE

Le reportage de Louis-Philippe Quimet
La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), réunie en congrès à Québec le 29 avril, a rejeté à l'unanimité l'[offre du gouvernement Charest](#), qui propose notamment d'étaler la hausse des droits de scolarité sur sept ans plutôt que sur cinq ans.

Les 43 associations membres de la coalition ont toutes voté, à main levée, contre l'offre.

« Les associations étudiantes n'ont pas été en grève pendant 11 semaines pour hériter d'une hausse des frais de scolarité supérieure », a expliqué Gabriel Nadeau-Dubois, qui entend retourner dans la rue.

« On remet en cause la légitimité même de la hausse et il n'y a pas eu de compromis à cet égard », a déclaré Jeanne Reynolds, autre porte-parole de la CLASSE.

Elle souligne aussi que le projet de Québec d'instaurer un remboursement proportionnel au revenu favorise l'endettement étudiant.

La décision a pu être prise dès le congrès puisque, explique Mme Reynolds, les délégués des associations étudiantes avaient déjà le mandat d'accepter ou de rejeter les offres.

Jeanne Reynolds a ajouté que les associations étudiantes se réuniront cette semaine pour évaluer la situation, revenir sur les offres et, le cas échéant, reconduire les mandats de grève.

Les manifestations se poursuivent

Une manifestation est en cours à [Québec cet après-midi](#). Une nouvelle marche nocturne est par ailleurs prévue, pour une sixième fois en six jours, dans les rues de Montréal. [Samedi soir](#), ils étaient plusieurs milliers dans les rues de la métropole.

La CLASSE a par ailleurs l'intention de mobiliser ses effectifs en vue du congrès national du Parti libéral et, cette semaine, de la manifestation du 1^{er} mai.

Vendredi, le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, [avait déjà prévu](#) un rejet massif des propositions de Québec, tant de la CLASSE que des autres associations étudiantes.



Le professeur de fiscalité Luc Godbout

Une hausse sur sept ans

La proposition de Québec pour les étudiants dévoilée vendredi prévoit une hausse des droits de scolarité sur sept ans plutôt que sur cinq ans.

La hausse initiale tenait compte d'un taux d'inflation de 2 % et se situait donc au total à 1625 \$ sur 5 ans, à raison de 325 \$ par année, [explique dans son blogue](#) notre collègue Gérald Fillion.

Le nouveau calcul, s'établissant sur 7 ans, tient donc compte de l'inflation également, et totalise ainsi 1779 \$, soit 254 \$ par année.

Le gouvernement suggère également d'investir d'investir 39 millions de dollars supplémentaires en bourses et de bonifier les prêts.

Selon le professeur de fiscalité Luc Godbout, qui s'est penché sur les propositions de Québec aux étudiants, la classe moyenne en sortirait favorisée.

« Pour les étudiants de 1er cycle universitaire dont le revenu familial est inférieur à 60 000 \$, il n'y a aucun perdant : la bourse va être majorée davantage que l'augmentation des droits de scolarité », souligne ce professeur de l'Université de Sherbrooke.

Les étudiants dont le revenu familial se situe entre 60 000 \$ et 100 000 \$ auront eux aussi plus d'argent dans leurs poches, mais en partie grâce aux prêts. Ce sont les étudiants dont la famille a un revenu de plus de 125 000 \$ qui paieront.

« Le gouvernement est incapable d'expliquer la générosité de son offre et les associations étudiantes ne veulent pas nécessairement l'expliquer à leurs membres », affirme M. Godbout. « Aussi, on se retrouve dans un vaudeville un peu grotesque où choisir le statu quo, c'est appauvrir les étudiants dont les revenus parentaux tournent entre 30 000 \$ et 60 000 \$, et pour qui : pour ne pas faire payer les enfants dont les parents ont des revenus de plus de 150 000 \$. »

Les fédérations étudiantes collégiale et universitaire ne se sont pas encore prononcées, mais leur président respectif ont affirmé qu'ils doutent que leurs membres acceptent les offres.

La FEUQ pourrait révéler sa position dès lundi tandis que la FECQ consultera ses membres au cours de la semaine prochaine.

Les fédérations envisagent par ailleurs d'avoir recours au service d'une médiatrice pour relancer les discussions avec Québec. Elles ont contacté à cet effet l'ancienne juge à la Cour supérieure Louise Otis, aujourd'hui médiatrice de réputation internationale.

En complément

• [Hyperlien - Les étudiants accueillent froidement l'offre de Québec](#)



• [Vidéo - Le reportage de Louis-Philippe Quimet](#)



• [Vidéo - Le compte rendu de Camille Simard](#)
[Les commentaires \(541\)](#)

LE SOLEIL: Tout le monde en parle: trois leaders en terrain conquis - Publié le 30 avril 2012 à 05h00



Photo fournie par Radio-Canada

Les représentants de trois grandes associations étudiantes, Gabriel Nadeau-Dubois (CLASSE), Martine Desjardins (FEUQ) et Léo Bureau-Blouin (FECQ), n'ont pas été confrontés par des questions plus délicates, et aucun intervenant n'était là pour faire valoir les arguments du camp adverse.

Richard Therrien, Le Soleil

(Québec) Au plus fort du conflit les opposant au gouvernement Charest, les trois leaders des mouvements étudiants étaient en terrain conquis hier soir, à *Tout le monde en parle*, accueillis par une ovation. «S'il y a des élections, eh bien, M. Charest va nous trouver sur son chemin», a lancé un Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), gonflé à bloc par cette mobilisation étudiante sans précédent.

Ceux dont tout le monde parle avaient l'espace rêvé pour symboliser l'union et la bonne entente qui les animent. Tout sauf la division, que, selon eux, le gouvernement a voulu créer au sein du mouvement étudiant.

Le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, a répété que son organisation n'était pas l'instigatrice du grabuge et de la violence observés dans les plus récentes manifestations. Selon lui, la ministre de l'Éducation

Line Beauchamp a utilisé ce prétexte pour rompre les négociations avec les mouvements étudiants, une «attitude de panique», a-t-il dit.

Alors qu'une manifestation étudiante avait lieu à Montréal pour la sixième soirée consécutive hier, la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, a affirmé que les étudiants étaient fin prêts si jamais le premier ministre Jean Charest décidait de déclencher des élections. Des membres ont même commencé à prendre le téléphone et à demander à des donateurs libéraux pourquoi ils contribuaient encore à la caisse du Parti.

À ceux qui les mettent au défi de tenir des votes secrets plutôt qu'à main levée dans les assemblées, Martine Desjardins rappelle que les libéraux eux-mêmes procèdent à des votes à main levée lors de leurs congrès. Et selon elle, par expérience, «les votes de grève passent davantage lorsqu'il y a des votes secrets».

A Guy A. Lepage, qui a rappelé que le mouvement trouvait des appuis surtout en région montréalaise, et peu à Québec, Léo Bureau-Blouin a répliqué que des étudiants avaient voté pour la grève «de l'Abitibi aux Îles-de-la-Madeleine». «Beaucoup d'étudiants qui ne sont pas en grève nous soutiennent et participent aux manifestations», a-t-il ajouté.

Parlant d'un «gouvernement corrompu, qui perd chaque semaine sa crédibilité», Gabriel Nadeau-Dubois n'a pas condamné la violence hier soir, et a laissé plutôt Léo Bureau-Blouin le faire. Celui-ci s'est indigné que le gouvernement décide de rompre les négociations, «conscient qu'il allait créer de la violence et des dérapages».

Le plus volubile des trois, Bureau-Blouin a nié vouloir «venir piger dans les poches» des contribuables par le gel des droits de scolarité, persuadé qu'on pourrait dégager des sommes importantes à même le budget des universités, montrant du doigt leur mauvaise gestion. «On a l'impression qu'on nous demande de financer, nous les étudiants, ces erreurs de parcours.»

Accueillis comme des héros en toute fin d'émission, les trois leaders n'ont pas été confrontés par des questions plus délicates, et aucun intervenant n'était là pour faire valoir les arguments du camp adverse, favorable à la hausse des droits de scolarité. Venu élaborer sur le Plan Nord, le journaliste du Devoir Louis-Gilles Francoeur a même vanté leur hardiesse. «Il y a une génération qui est en train d'apprendre le pouvoir de la rue», leur a-t-il dit, parlant d'un «grand acquis».

Guy A. Lepage a bien sûr profité de la présence de Xavier Dolan pour revenir sur sa fameuse déclaration à LCN, alors qu'il avait qualifié Gabriel Nadeau-Dubois de «sexy». Le cinéaste, venu parler de son film *Laurence Anyways*, avait profité d'une pause publicitaire pour arborer son carré rouge.

LE SOLEIL: Sur les traces des libéraux, même à Victoriaville - Publié le lundi 30 avril 2012 à 05h00 | Mis à jour le lundi 30 avril 2012 à 08h20



Photo Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve
Gabriel Nadeau-Dubois estime que les libéraux font le pari qu'il y aura moins de manifestants à Victoriaville qu'à Montréal.

Ian Bussières, Le Soleil

(Québec) La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a promis hier des manifestations importantes au conseil général du Parti libéral du Québec (PLQ) les 4, 5 et 6 mai même si le Parti a annoncé dimanche qu'il le déplaçait de Montréal à Victoriaville.

«Il y a très peu d'endroits au Québec où Jean Charest sera à l'abri», a mis en garde le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, en marge du congrès hebdomadaire de la Coalition à l'Université Laval. «Le déplacement du conseil

général par peur des protestations, c'est la preuve que le Parti libéral est un parti paniqué.» M. Nadeau-Dubois estime que les libéraux font le pari qu'il y aura moins de manifestants à Victoriaville qu'à Montréal, où les rues sont prises d'assaut par des milliers d'étudiants chaque soir. «Nous relevons le défi. On organisera du transport de façon massive pour que tous ceux qui veulent manifester puissent le faire. Je sais que les gens sont prêts à faire plusieurs heures d'autobus pour aller manifester près de Jean Charest.»

Raisons logistiques

Du côté du Parti libéral, on évoque plutôt des raisons logistiques pour justifier le déplacement du conseil général, sans toutefois cacher que les manifestations étudiantes y sont pour beaucoup. «Le conseil général devait avoir lieu au Centre Mont-Royal, qui est en plein cœur du centre-ville, dans des rues exigües où il aurait été possible de bloquer l'accès à nos membres. Le but n'est pas d'empêcher les gens de manifester. On sait que les étudiants seront là aussi à Victoriaville. On veut seulement s'assurer que nos membres aient accès au conseil général», a expliqué Michel Rochette, directeur des communications du Parti.

En point de presse à la suite du congrès de Québec solidaire, la porte-parole du parti, Françoise

David n'a pu s'empêcher d'ironiser. «Victoriaville n'est pas très loin de Montréal. Si Jean Charest pensait échapper aux manifestants, il se trompe. S'il l'avait vraiment voulu, il aurait pu aller au Nord. Ce n'est pas très sérieux», a-t-elle blagué en réponse aux journalistes.

Rejet unanime

La CLASSE a rejeté dimanche à l'unanimité la «solution globale» du gouvernement Charest, qui prévoit une hausse des droits de scolarité de 1779 \$ sur sept ans plutôt que de 1625 \$ sur cinq ans et le transfert de 39 millions\$ dans les bourses d'études.

Le porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois considère que cette proposition est une insulte aux étudiants en grève, qui a contribué à les mobiliser encore davantage.

«M. Charest veut donner l'impression qu'il veut régler la crise, mais je crois qu'il savait que l'offre serait refusée. Et de plus, après 11 semaines de conflit, on apprend ce matin [dimanche] dans La Presse que son caucus serait divisé entre les députés de Montréal, qui souhaiteraient qu'il mette de l'eau dans son vin et trouve une solution au conflit, et ceux de Québec et des régions, opposés à toute concession.»

Avec La Presse Canadienne

LE DEVOIR: Grève étudiante - La semaine du grand examen: La CLASSE a déjà rejeté la proposition de Charest : aux autres associations de voter - Lundi 30 avril 2012





Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir
Des policiers et des manifestants, côte à côte, rue Peel, à Montréal, lors d'une autre manifestation d'étudiants organisée hier soir.

Lisa-Marie Gervais

A « solution globale », réponse unanime : la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a rejeté hier l'offre faite par le gouvernement Charest vendredi dernier. Mais d'autres se prononceront en cette 12e semaine de grève qui commence, qui sera celle du grand test pour les étudiants. « C'est une semaine qui est très importante », convient Gabriel Nadeau-Dubois, l'un des porte-parole de la CLASSE. « Si on ressort de cette semaine avec une mobilisation pratiquement intacte, ça va mettre les libéraux dans une posture très difficile. À l'inverse, c'est sûr que si la grève commence à faiblir, ça va être un signal pour nous. »

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, reconnaît aussi le caractère « décisif » de la semaine. « Ça va être une semaine décisive dans la mesure où les gens vont avoir quelque chose entre les mains et ça peut devenir un argument pour revenir en classe », reconnaît-il. Toutefois, il se dit convaincu que l'offre aura un effet « multiplicateur ». « Les gens ont l'impression d'être floués. On est passé d'une hausse de 75 % sur cinq ans à une hausse de 82 % sur sept ans. C'est une hausse de la hausse. Il n'y a pas lieu de crier victoire. »

Vendredi, le gouvernement a proposé d'étaler sur sept ans plutôt que cinq la hausse prévue. Il a aussi annoncé la bonification du régime de prêts. Au cours de la même journée, plusieurs votes se sont tenus dans des établissements collégiaux, et des associations représentant près de 20 000 personnes ont reconduit la grève.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a elle aussi rejeté l'offre lors d'un comité de campagne samedi, en la qualifiant de « insultante ». Néanmoins, la proposition sera soumise à ses associations membres cette semaine, car une assemblée générale peut prendre quelques jours à organiser. Les deux fédérations devaient tenir une conférence de presse aujourd'hui pour divulguer leur plan de match. Elles pourraient lancer un appel plus formel à un médiateur. L'ancienne juge Louise Otis, qui est médiatrice et figure connue au Québec, s'est montrée intéressée.

Une manifestation le 9 mai ?

Or, la mobilisation doit continuer, insistent les étudiants. Ils seront de la manifestation du 1er mai, Journée internationale des travailleurs, et de celle qui aura lieu vendredi dans le cadre du conseil général du Parti libé-

ral du Québec (PLQ) à Victoriaville, et non plus à Montréal (voir autre texte en page A 3). Il est aussi question d'une vaste manifestation le 9 mai, qui ciblerait le gouvernement Charest dans son ensemble, un peu à l'image de celle du 22 mars dernier a confirmé M. Bureau-Blouin. « On avait adopté cette date dans nos assemblées générales annuelles. Il y a beaucoup de rumeurs sur une élection qui serait déclenchée le 9 mai », note-t-il.

Les menaces et les pressions des administrations des cégeps et des universités, de plus en plus désarmées devant la grève qui se prolonge sans faiblir, se multiplient. Le Devoir révélait la semaine dernière que l'UQAM songeait à annuler des cours sans remboursement. L'Université du Québec en Outaouais a aussi fait savoir à ses étudiants qu'ils seraient pénalisés s'ils ne remettent pas leurs travaux. Elle a d'ailleurs été mise en demeure par un groupe d'étudiants en grève qui projettent de déposer une requête pour un recours collectif.

Ces menaces, qui ne devraient pas avoir raison de la mobilisation, demeurent lourdes, avance M. Bureau-Blouin. « On est très conscient que, chaque jour qui passe, ce sont des jours qui ont un impact important sur la session des étudiants. Mais on leur a fait une promesse qu'ils ne repartiraient pas les mains vides. Les engagements du gouvernement en matière de bourses représentent des améliorations, mais on pense qu'on est capables d'aller chercher davantage », a-t-il dit.

Des négociations qui achoppent

Rassemblant les délégués de 60 associations membres, le congrès de la CLASSE de la fin de semaine a été l'occasion d'un bilan, notamment des négociations entamées plus tôt la semaine dernière. Un compte rendu disponible sur les médias sociaux décrit les échanges comme « une partie match de volley-ball de chiffres. » « Le gouvernement fait le service. La partie étudiante joue en équipe, fait des passes et compte des points avec parfois des smashes percutants. Le problème est que le gouvernement affirme jouer à un autre jeu, avec d'autres règles et donc, ne reconnaît pas nos points. »

Le comité de négociations note que « la différence de discours du gouvernement dans les médias et avec nous était fascinante et continuera tout au long des négociations ». Le comité prétend que le cabinet de la ministre Beauchamp n'aurait jamais parlé du respect d'une trêve au moment d'inviter la CLASSE à table. Bien que la hausse des droits de scolarité ait été abordée, c'est l'absence de mandat du comité représentant le gouvernement pour négocier sur cette question qui a fait achopper les discussions.

Pour M. Nadeau-Dubois, c'est la preuve que les pourparlers étaient une opération de « relations publiques ». « Si la ministre avait voulu régler le conflit, elle serait penchée sur la question », croit-il. Par ailleurs, le co-porte-parole de la CLASSE déplore que le gouvernement tente de personnaliser le conflit, en le présentant comme l'ennemi numéro un d'une sortie de crise. « Je trouve ça très bas de la part d'un gouvernement. Au lieu d'assumer le fait qu'il a pris une décision controversée, il fait porter l'odieux de la situation sur une seule personne. J'ose croire que les gens ne seront pas dupes. »

Une motion pour tenir un vote de confiance à l'égard de M. Nadeau-Dubois a d'ailleurs été battue. La présentation d'une nouvelle candidature au comité média, celle de Pascal Rheault, qui siège à l'exécutif de l'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM, a d'ailleurs été interprétée à tort comme une volonté de démettre le porte-parole de ses fonctions. Elle a finalement été rejetée lors d'un vote tenu en fin de soirée, hier.

Vos réactions (85)

LE DEVOIR: Du bon et du mauvais usage des mots au temps de l'agitation étudiante – Lundi 30 avril 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Il faut faire la distinction entre les termes « actions de perturbations », « violence » et « vandalisme » qui, souvent amalgamés au mot « manifestation », s'entremêlent dans un fourre-tout.

Lisa-Marie Gervais

Condamner plutôt que se dissocier de la violence. Boycott ou grève. Au-delà de l'argumentaire pour ou contre la hausse des droits de scolarité, le conflit entre le gouvernement et les étudiants s'est livré sur un autre terrain : celui des mots. Des débats oratoires éloquentes aux pirouettes sémantiques, voyons comment les deux camps ont su en faire bon usage.

« On n'est plus dans un argumentaire pour ou contre la hausse des droits de scolarité : on est littéralement dans une guerre de mots », déclare sans ambages l'observateur des médias, Bernard Motulsky. Et bien souvent, rappelle-t-il, lorsque les deux parties, bien campées sur des positions radicalement opposées, refusent de lâcher du lest et de faire des concessions, la bataille finit par se livrer sur le terrain du vocabulaire. « On le voit souvent entre des patrons et un syndicat lors de négociations de convention collective, par exemple. Il y a des mots qu'on ne va pas vouloir voir au texte et on va se battre pendant des semaines pour les

faire changer. Le poids des mots n'est pas du tout insignifiant, et la preuve ici, c'est que les deux parties, tant le gouvernement que les étudiants, s'y sont accrochées. Et même les médias sont tombés dans le jeu », soutient le philosophe de formation et professeur au département de communication sociale et publique de l'UQAM.

Haut la main

Reste que, de part et d'autre, la maîtrise du discours et l'habileté à manier la langue surprennent. Et loin d'être des cancre, souligne M. Motulsky, les étudiants ont réussi haut la main leur cours de communication 101. « La stratégie des étudiants en matière de communication a été extrêmement efficace. Ils se sont organisés pour occuper l'espace médiatique de façon quotidienne, en saucissonnant leurs actions et leurs réactions », a-t-il noté. Le gouvernement use d'une stratégie différente, plus pondérée. « Il n'y a pas de dénonciation forte, on répète le message, calmement », analyse-t-il.

Hormis la controversée « blague » de Jean Charest, il n'y a eu que très peu de « pelure de banane » en près de trois mois de conflit, croit M. Motulsky. C'est d'ailleurs parce que les deux parties ont mené des stratégies de communication exemplaires (et un peu parce que le Canadien n'a pas fait les séries) que le conflit s'est inscrit dans la durée, croit-il. Le philosophe Christian Nadeau de l'Université de Montréal croit, au contraire, que dérapage il y eut, notamment dans les médias. Selon lui, une majorité de journalistes et commentateurs ont infantilisé le discours et les leaders étudiants (Gabriel, Léo, Martine...) afin de leur retirer toute forme de légitimité. Des exemples ? Dans un mépris assumé, Christian Dufour, chroniqueur au Journal de Montréal, a comparé Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), à un « batteur de femme » à l'émission de Denis Lévesque à TVA. Simon Durivage de RDI lui a raccroché au nez. « Les médias ne respectent pas les codes de déontologie. Je suis convaincu qu'en ce moment, beaucoup de journalistes savent exactement ce qu'ils sont en train de faire. Je me demande donc s'il est acceptable que les médias servent cette fin de délégitimation d'un mouvement démocratique », dit le professeur.

Bijoux de rhétorique

Qu'elle soit, au sens de Platon, une manipulation de l'auditoire ou un « art du bien dit », suivant la formule du premier orateur Quintilien, force est d'admettre que la rhétorique est savamment maîtrisée dans le débat qui a cours. « Les tactiques de communications sont très bien maîtrisées, les messages clés, les phrases simples qu'on répète, etc. La meilleure façon d'être compris, c'est de ne pas se lancer dans de grandes explications, mais de s'en tenir à des messages courts », constate Bernard Motulsky. Plus ça punit...

À ce sujet, la formule « 50 cents par jour », prononcée par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, vendredi dernier pour parler de la hausse, est un petit bijou. « C'est très habile », reconnaît le philosophe et enseignant au Cégep du Vieux-Montréal, Xavier Brouillette. Selon lui, il y a là un sophisme, celui de la donnée détachée : « On peut vous demander : "votre loyer, c'est combien de sous par jour". Mais c'est combien de sous pendant combien de temps ? Une hausse des droits de scolarité sur sept ans, pour quelqu'un qui fait son baccalauréat, c'est une donnée qui ne

Vos réactions (8)

- Olivier Bamville – Inscrit, 30 avril 2012 06 h 42

Vous avez oublié la déformation sémantique la plus flagrante.

Cette déformation sémantique flagrante est l'utilisation du mot "étudiants" (10 fois sur 11 dans cet article) pour désigner non pas "les étudiants" mais les boycotteurs: cette minorité (36 % des étudiants) qui boycottent leur cours.

Mais qui est donc la majorité étudiante, pour vous? Une quantité négligeable qu'on doit ignorer à tout prix? C'est en tout cas ce que je retiens de vos articles.

Le journaliste Yves Boisvert a très bien résumé le topo:

"Mine de rien, les deux tiers des étudiants et élèves des universités et cégeps du Québec sont en train de terminer leur trimestre sans drame.

À peu près tous les étudiants en sciences, en économie, en commerce, en maths, en droit, en génie, en médecine et en pharmacie sont hors du mouvement.

Les associations qui ont voté pour la grève sont essentiellement celles de départements de sciences sociales et humaines et d'arts."

- Raymond Richard – Inscrit, 30 avril 2012 09 h 29

Et pourtant, lors de la grande marche du 22 mars dernier où je m'étais rendu, j'ai été surpris de voir que toutes les facultés de médecine du Québec marchaient derrière leurs bannières. J'ai aussi vu les étudiants en chimie, en bio-chimie, en diverses sciences. Et je n'ai pas tout vu: trop de monde, trop de pancartes, trop de bannières.

C'est justement leur présence qui a fait que je me suis rallié à leur cause. C'est là que j'ai compris que cette crise nous dépassait, que sa portée était majeure.

Ce jour-là, et sans cesse depuis, j'ai pu discuter avec plusieurs d'entre eux. Leurs champs d'études variés continue de m'étonner.

Je ne peux donc croire ce qu'a affirmé M. Yves Boisvert.

- Olivier Bamville – Inscrit, 30 avril 2012 11 h 36

@Raymond Richard, les gens que vous mentionnez ont boycotté leurs cours pendant 1 journée! Ce que vous ne comprenez pas, c'est qu'il y a une énorme différence entre boycotter ses cours pendant 1 journée ou moins d'1 semaine (ce qu'ont fait ceux que

veut rien dire. La personne qui va rentrer à l'université demain va quand même payer 50 sous de plus qu'une autre et s'endetter de la même manière », explique-t-il.

La notion de « juste part », a également fait partie de la stratégie du gouvernement pour rallier l'opinion publique, soit les contribuables. « On nous dit que les étudiants doivent payer leur juste part et ne pas refiler la facture aux contribuables. Comme s'il y avait une contradiction entre les deux. Comme si un étudiant ne pouvait pas payer de l'impôt lui aussi », remarque M. Brouillette, en rappelant que la notion de « justice » n'est pas définie dans cette expression. « C'est un euphémisme, une façon de nous dire quoi penser. George Orwell dit que ces expressions toutes faites font qu'on ne réfléchit plus à leur sens initial. »

Par ailleurs, le premier ministre et plusieurs membres du gouvernement prononcent « CLASSÉ » au lieu de « CLASSE ». « C'est en référence à la CASSÉE, qui était l'ancien groupe de l'époque [2005] qui avait été exclu des discussions. C'est jouer sur la sémantique. Et on ne veut surtout pas dire que les gens de la CLASSE en ont. »

Grève ou boycott

« Grève » et « Boycott » : Cette dualité incarne parfaitement la guerre de mots que se livrent les deux camps. Les étudiants ont choisi le mot grève, terme utilisé dans toutes les luttes étudiantes des dernières années. Le gouvernement s'est rabattu sur le mot « boycott » après avoir, on l'oublie, maintes fois utilisé « grève », à l'instar des étudiants. Pour Xavier Brouillette, ce revirement habile a été effectué pour délégitimer le mouvement étudiant. « Une grève, ça a une notion politique tandis qu'un boycott, c'est un refus. Une grève c'est une revendication, mais un boycott, c'est quelque chose de caché », a-t-il expliqué. Et contrairement à la grève, qui évoque quelque chose de « collectif », le boycott est un acte individuel qui relève davantage d'une logique économique. « Je peux boycotter le Walmart, mais ça ne veut pas dire que mon voisin va le faire. Le boycott est un geste individuel. C'est la vision économique : "j'ai payé pour mes cours, mais je refuse d'y aller". C'est une relation contractuelle. »

Un prétexte

« Condamner » ou « se dissocier » : Le gouvernement a exigé des associations étudiantes qu'elles « condamnent » la violence comme condition pour entamer des pourparlers. Après les deux fédérations, la CLASSE a elle aussi fini par adopter une motion en ce sens, mais a insisté pour continuer les actes de désobéissance civile. « On comprend bien que c'était un prétexte pour le gouvernement, qui a essayé de diviser le mouvement », note Xavier Brouillette. Car encore faudrait-il définir la violence. « Si on parle de violence, les policiers en font aussi. Ce n'est pas parce qu'ils ont légalement le droit de charger que ce n'est pas violent. » Il appelle à faire la distinction entre les termes « actions de perturbation », « violence » et « vandalisme » qui, souvent amalgamés au mot « manifestation », s'entremêlent dans un fourre-tout et confondent. « On veut que les gens pensent qu'une manifestation perturbe. Mais une manifestation, c'est là où les gens manifestent oui, mais leur pensée et leur désaccord. »

Au final, à trop vouloir donner du sens aux mots, le débat a peut-être fini par tomber sous le sens. « Il a été d'abord économique, il est ensuite devenu juridique et avant d'en être un sur la violence. Mais à travers ça, a-t-on vraiment parlé d'éducation ? », conclut le philosophe.

vous mentionnez), et le faire pendant des mois.

Boycotter ses cours pendant moins d'une semaine, cela permet d'exprimer une opinion SANS brimer la liberté de ceux qui désirent continuer à étudier et ceux qui sont contre le boycott. Tout le monde s'entend que perdre 1 ou 2 jours de cours ne met nullement en péril un semestre ou la qualité de l'éducation reçue.

C'est ça qui est honteux et totalitaire chez les boycotteurs actuels, qui sont à peu près tous en Arts, Lettres et Science humaines à l'exclusion de tous les autres domaines (ceux qui vont nous donner la plupart des véritables leaders): ils briment la liberté de la minorité substantielle, en Arts, Lettres et Sciences humaines qui désire depuis plusieurs semaines assister à ses cours.

Ça c'est scandaleux. Le fait que vous ne croyez pas l'excellent journaliste Yves Boisvert en dit très long sur la faible qualité de la couverture médiatique sur le boycott étudiant.

biodray – Abonnée, 2 mai 2012 10 h 46

@Olivier Bamville

Bon on va clarifier un point: faire la GRÈVE pendant un jour ne brime pas la liberté des

autres. Cependant, pensez-vous que ça aurait eu le moindre impact? 180 000 étudiants en grève depuis des semaines et il n'y a encore qu'une ouverture minimale aux revendications. Et les autres qui ne sont pas en grève, rien ne dit qu'ils appuient les positions de la ministre! Tout ce que ça dit, c'est qu'ils n'étaient pas prêts à perdre leur session et je les respecte dans leur décision.

Et SVP, cessez de dénigrer les programmes de Sciences humaines et d'Arts et Lettres. On a besoin de spécialistes dans tous les domaines, n'en déplaise au gens comme vous. Ils ne briment pas la liberté des autres, puisque chaque association étudiante (ce qui est souvent programme par programme) est appelée à se prononcer. Je ne vois pas comment un étudiant de Sciences politiques pourrait influencer sur le vote en Génie ou en Soins infirmiers.

En terminant, en quoi différer d'opinion par rapport à un journaliste signifie que la couverture médiatique du mouvement est mauvaise? Je suis d'accord avec vous, la couverture médiatique est plutôt boiteuse, mais votre argument ne tient juste pas la route. Surtout que M. Richard était présent en personne à l'événement et de par cette présence en sait déjà un peu plus que vous sur ce qui c'est véritablement produit. C'est quand on cesse de remettre en question les médias que l'on arrête de penser.

- P.P.S. Prière de relire l'article ci-haut. Votre emploi du mot boycott me dresse le poil. Le boycott c'est une action individuelle, la grève en est une collective. Il y a eu des votes démocratiques (oui oui, même à main levée! allez à n'importe quel congrès de parti politique pour voir comment ça se passe) et partant de là, toute grève est légitime. Si une majorité de votants se prononce pour une motion, qu'elle soit adoptée! Si quelqu'un veut renverser la décision, on convoque un autre vote et
- Geneviève Soly – Abonné, 30 avril 2012 08 h 45

Un événement artistiques majeur d'étudiants Merci madame Gervais de cette belle leçon nécessaire et éclairante.

Et pour répondre à ceux qui discréditent les étudiantEs en grève, je peux donner un bel exemple qu'ils ont tout de même droit - malgré le conflit - à leur noms d'étudiants:

J'étais présente hier soir à l'église St-Jean-Baptiste lors du concert organisé et joué par les étudiantEs des Conservatoires de Musique et d'art dramatiques (+ certains de l'UdM et de collèges dont je ne me rappelle plus lesquels) pour entendre, voir et sentir ce qui s'y passait et je le relate en quelques phrases: quel événement! Le Sacre du Prin-

temps de Stravinsky avec la chorégraphie de Pina Bausch, et, après l'entracte, la 5e de Tchaikovski. Un événement artistique et engagé exemplaire et formidable! De la musique à plein - imaginez cet orchestre de jeunes étudiants en pleine possession de leurs moyens techniques et émotifs dans des œuvres semblables devant une foule - l'église pleine à craquer, balcons inclus, je dirais au-delà de 2 300 personnes - en même temps totalement silencieuse pendant l'interprétation et hurlante en temps opportun: après le discours de Marc Béland en introduction, après celles du jeune chef dont le nom m'échappe malheureusement - Andrei ? - il n'y avait pas de programme bien entendu: déjà héroïque que les jeunes aient pu organiser tout cela par eux-mêmes, d'autant plus lorsqu'on connaît les bâtons dans les roues mis par la direction du conservatoire dont l'imposition d'un tarif horaire de répétition dans les locaux du conservatoire, sous prétexte fallacieux que l'activité en cours n'était pas reconnue "pédagogique", qu'elle était "hors-programme"! - merci au collège de Saint-Laurent d'avoir accueilli les musicien-ne-s pour ces répétitions!)

Bref, une soirée mémorable qui s'inscrit parfaitement dans le mouvement actuel et lors de laquelle les étudiantEs ont brillamment illustré ce qu'ils sont.

Geneviève Soly

- Jean de Cuir – Abonné, 30 avril 2012 15 h 54 Mots pour le dire!

Les mots sont dans la tête! Et là ça cogite. Fin (s), intérêt (s), passion, énergie, récits antérieurs, tant d'opérations mentales plus ou moins conscientes, plus ou moins critiques, s'allient ou se bousculent selon et selon, pour mousser, refuser, proposer, etc. Ne croyons pas que l'ensemble des opérations mentales sont simples. Depuis le voir, l'entendre, le toucher, le sentir, le goûter, les nombreuses enquêtes, les imaginaires (imaginaires), les modes de compréhension, les conceptions, les formulations, les réflexions avec les mises en ordre des faits et leur pesée, le jugement, avec délibération, évaluation, et décision, et la mise en récit oralement ou par l'écrit, ne voit-on pas que tout est une dynamique portée par un sujet-personne. Or, chaque personne est dans une histoire et en procès. Il importe de peser les mots. Peser suppose des critères, les critères des options, celles-ci des finalités. Ce qui agace c'est de perdre le fil de tel ou tel récit.

"A", le gouvernement, a tenté de tisser une toile étanche (le gel des frais est indiscutable); tous ses discours furent penser en fonction de cela. Dérapage quand on affirme d'un côté, la porte est fermée quant aux frais

de scolarité, mais ma porte est ouverte pour négocier. Dérapages quand on cherche à diviser un ensemble, les étudiants, quand on vise certaines personnes, quand on infiltre les manifestations. Les étudiants, "B", sont placés dans une position d'infériorité : questionnement sur leur légitimité, sur leur manière de fonctionner, sur leur représentativité, leurs perturbations, leurs violences, etc. La relation entre "A" et "B" se présente comme une relation de pouvoir : le refus de négocier vraiment, la position d'inflexibilité, en est une de domination, d'autant que l'inflexible appelle l'autre à la flexibilité. Je dirai que la rhétorique est au service de la domination.

- Karine Tremblay – Inscrit, 1 mai 2012 11 h 47

"grève des étudiants" est dans le dictionnaire...!

Line Beauchamp nous a aussi montré "l'étendue de son ignorance" en rejetant l'expression "grève des étudiants" qu'on retrouve pourtant dans le Petit Robert:

2. grève n. f. [...] Arrêt volontaire et collectif d'une activité, par revendication ou protestation. Grève des étudiants. [...]

- Pierre Lincourt – Abonné, 2 mai 2012 15 h 10

Moins d'un cent par jour!

Dans l'article d'Alexandre Shields intitulé « Les redevances minières, un secret bien gardé », paru dans Le Devoir le 20 avril, nous apprenons que la facture de la restauration de sites miniers abandonnés pourrait s'élever à 1,25 milliard de dollars, entièrement à la charge de l'État québécois.

J'y ai vu un lien avec le débat sur les frais de scolarité parce que nous avons là un bel exemple de personnes («morales») qui reflètent la facture à d'autres. Je me suis demandé pour quelles raisons les minières, ces mauvais payeurs qui nous laissent tant de résidus toxiques, ne font pas l'objet d'un harcèlement aussi intense que les étudiants grévistes.

Un simple calcul m'a ouvert les yeux. En effet, prenons cette facture de 1,25 milliard de dollars et divisons-la par 5 ans; nous obtenons 250 M \$. Divisons ce résultat par 8 M (le nombre d'habitants au Québec), et nous en arrivons au montant ridicule de 31,25 \$ par personne par année. Et chaque jour? Si je divise 31,25 \$ par 365 jours, j'obtiens un résultat de moins de un cent (oui, un cent, comme dans «une cenne» la tonne) par citoyen. C'est peut-être pour cette raison que l'État accepte de si bonne grâce de faire le ménage à nos frais après l'abandon de sites miniers.

Pierre Lincourt, Abonné, Montréal

LE DEVOIR: Droits de scolarité - Le silence des députés du NPD – Lundi 30 avril 2012

La Presse canadienne

Les jeunes députés du Nouveau Parti démocratique (NPD), qui, à une époque pas si lointaine, auraient certainement fait partie des milliers d'étudiants qui manifestent actuellement contre la hausse des droits de scolarité au Québec, sont contraints de regarder ce qui se passe sans faire quoi que ce soit.

Au moins cinq députés néodémocrates québécois étaient étudiants avant de se retrouver aux Communes contre toute attente, lors des élections fédérales de l'an dernier, et de nombreux autres avaient terminé leurs études depuis à peine quelques années.

Mais alors que l'épreuve de force qui oppose depuis 11 semaines le gouvernement libéral québécois et les étudiants retient de plus en plus l'attention sur la scène internationale, les députés recrues du NPD apprennent que le fait d'être la voix du Québec à Ottawa signifie parfois qu'il faille se taire.

Il n'y a rien à gagner à se mêler d'une question provinciale qui n'est pas de leur ressort, ont-ils été prévenus. Dans ce cas, il s'avère préférable de ne rien dire du tout.

En particulier parce qu'ils ont quelque chose à perdre : l'appui dans une province qui leur a valu le statut d'opposition officielle à la Chambre des communes.

« Se cacher derrière la question de la juridiction en ce qui concerne les grèves étudiantes est une bonne politique parce qu'il y a peu à gagner et un certain nombre de risques », a affirmé Bruce Hicks, professeur de sciences politiques à l'Université Concordia, à Montréal.

On dit que le mouvement de grève pourrait donner lieu à un scrutin provincial, et M. Hicks croit que le Parti québécois serait le premier bénéficiaire d'une telle situation.

Cela serait cependant une mauvaise chose pour le NPD fédéral, car un gouvernement péquiste utiliserait ses ressources afin d'appuyer le Bloc québécois sur la scène fédérale. Ce qui pourrait renvoyer les jeunes députés néodémocrates aux études au terme du prochain scrutin national.



En outre, appuyer un mouvement de protestation ayant donné lieu à des excès de violence et à des douzaines d'arrestations est risqué, a estimé M. Hicks. « Le fait que le NPD demeure silencieux à ce sujet résulte de toute évidence d'une analyse des bénéfices et risques faite par la direction du parti », a-t-il ajouté.

Lors d'une entrevue sur la Chaîne d'affaires publiques par câble, il y a quelques jours, le dirigeant néodémocrate Thomas Mulcair a refusé de se

prononcer sur la question, affirmant qu'il revenait au gouvernement québécois de parler des choix faits en ce qui a trait aux droits de scolarité. « Espérons qu'il y aura un règlement », a-t-il affirmé.

« La violence n'est pas la bonne façon de faire les choses », a ajouté M. Mulcair.

Vos réactions (14)

- Luc Fortin - Abonné, 30 avril 2012 06 h 54
Soyons sélectif!

Tiens, tiens, notre ex-directeur du contentieux d'Alliance Québec aurait-il la même position s'il s'agissait d'un dossier concernant la langue française?

- Pierrette L. Ste Marie - Abonné, 30 avril 2012 07 h 57

C'est l'affaire du gouvernement du Québec. Le NPD n'a pas à prendre position sur une juridiction qui est de la compétence du Québec.

Tout le monde est contre la violence, il faut reconnaître d'où elle vient pour la dénoncer.

- Hélène Morin - Abonnée, 30 avril 2012 08 h 34

Dommage

Pourtant Alexandre Boulerice porte le carré rouge.

- Pierre Marcotte - Inscrit, 30 avril 2012 08 h 49

Le métier qui entre

Les poteaux du NPD au Québec se rendent maintenant compte qu'ils sont payés un salaire élevé, pour des compétences qu'ils n'ont généralement pas, afin de se faire dire de se taire à propos d'un conflit qui concerne leurs amis et leur propre province.

Il est plus que temps de mettre fin à cette mascarade de démocratie fédérale. Vivement des élections au Québec. Vivement l'éjection (la déjection ?) du premier sinistre Charest ! Vivement un retour aux valeurs communautaires.

- Gilles P. Arpin - Inscrit, 30 avril 2012 09 h 53

L'éducation est de compétence fédérale maintenant? Depuis quand???

- Luc Fortin - Abonné, 30 avril 2012 11 h 50

Au fédéral, on s'ingère dans les compétences seulement quand ça fait notre affaire. N'est-ce pas M. Arpin? En ayant ce genre de comportement, ça change nos attentes pour les nouvelles merveilles qui ont été élues grâce à la vague de feu Jack.

- Gilles P. Arpin - Inscrit, 30 avril 2012 16 h 20

Au contraire, M. Fortin.

<http://www.canlii.org/fr/ca/const/const1867.html#a>

L'immigration est aussi de compétence fédérale, mais le Québec a "insisté" pour gérer ce dossier, avec les résultats que l'on connaît... Et le Québec est la seule province à percevoir les impôts au niveau provincial...

Luc Fortin - Abonné, 30 avril 2012 18 h 35

"Au contraire, M. Fortin." [Gilles Arpin]

M. Arpin,

En quoi votre réponse contredit ce que j'ai affirmé???

Il est question ici de pleutres qui se cachent derrière les champs de compétences du Québec, mais on sait bien que Mulcair n'hésitera pas à s'impliquer dans les champs de compétence du Québec quand il jugera que politiquement c'est rentable. À Ottawa on a une longue tradition pour appuyer ce que j'affirme!

Gilles P. Arpin - Inscrit, 1 mai 2012 11 h 21
Durant la dernière élection fédérale, Jack Layton a proposé des solutions pour réduire le temps d'attente et de santé. On lui a répondu se mêler de ses affaires car la santé est de juridiction provinciale.

Citation: M. Layton a peut-être de bien bonnes intentions, mais sa proposition, malgré une promesse de coopération avec les provinces, se heurte à un premier obstacle. Les décisions touchant le nombre d'admissions dans les facultés de médecine et de sciences infirmières relèvent des provinces. Ottawa n'a rien à voir là-dedans...

<http://www.ledevoir.com/politique/canada/205779/ma>

Il faudrait quand même tenter d'être cohérent avant d'accuser des gens d'être des pleutres...

- Nimporte quoi - Inscrit, 30 avril 2012 08 h 57

Développement économie, croissance et prospérité!

Bonjour,

Voilà essentiellement le discours de Mulcair, l'économie avant tout. Il va clairement jouer le jeu!

Il ne prendra jamais position en faveur de la grève, et donc s'obstinera à dénoncer une violence sans plus!

Bon, tout le monde le fait. Peut-on avoir le pouvoir sans celui économique?

Mais voilà, le NPD a été élu au Québec, pas à Toncouboutou! Et ce dossier est plus impor-

tant, mettons plus pertinent à l'heure actuelle que la croissance économique.

En conséquence, je pense le NPD au service de la majorité canadienne au détriment de la cause québécoise, c'est à dire la crise étudiante! Malgré le fait que l'ensemble de la députation soit québécoise!

Voilà qui augure!

Merci.

- P. Raymond - Inscrit, 30 avril 2012 11 h 19

Se souvenir

Il faut se souvenir que ces personnes ont été élues simplement afin d'éviter un gouvernement réformiste conservateur.

Il faudra aussi simplement se souvenir qu'une réélection leur donnera droit à la générale pension publique que leur accorderait leurs quatre années plus un jour de service.

Il faudrait d'ailleurs s'en souvenir pour tous les politiciens.

- Philippe Turgeon - Abonné, 30 avril 2012 19 h 25

Compétences???

Les causes sociales ne connaissent pas les champs de juridiction. Il est du devoir de quiconque croit en une injustice de la dénoncer.

Qui ne dit mot consent?

- François Le Blanc - Inscrit, 30 avril 2012 22 h 23

Et les Bloquistes?

Ce serait intéressant de demander l'avis des députés bloquistes aussi.

J'ai toujours cru ou supposé que Gilles Duceppe était progressiste, mais quelle position prendrait-il dans ce débat?

Je ne suis pas convaincu que les députés bloquistes (actuels ou anciens) auraient également le... courage? l'audace? la témérité? de se prononcer pour ou contre la hausse des frais de scolarité.

Allez, visière levée pour tout le monde! Les péquistes aussi (ils ne sont pas tous favorables au gel, oh que non).

- Luc Fortin - Abonné, 1 mai 2012 10 h 39

"J'ai toujours cru ou supposé que Gilles Duceppe était progressiste, mais quelle position prendrait-il dans ce débat?"

Vous étiez où depuis 1 an??? Gilles Duceppe au Bloc Québécois? À moins que j'ai vécu une mauvaise blague ces derniers 12 mois Duceppe n'est plus là?!